~

F. 1. 1.

te 14

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - № 13844 4,50 F

gné que les Etats-Unis n'avaient pas été consultés et n'étaient

pas impliqués dans le rapt. Londi,

le sénateur Robert Dole, chef de file des républicains au Sénat, a

eu des propos sévères à l'égard

d'israel, déclarant notamment :

« Je souhaiterais que les Israé-

liens y regardent à deux fois

avant de commettre certains

actes dont ils sevent à l'avance

qu'ils mettront en danger la vie de citoyens américains, » Et le

sénateur d'ajouter que les Etets-

Unis « ne peuvent continuelle-ment présenter des excuses

pour ce que fait Israël (...). Peutstre qu'un peu plus de responsa-

gré eux que les Américains sont plongés dans cette dramatique

grave depuis son arrivée au pou-

che est piacé devant un dilemme.

Il semble, d'une part, souhaiter

agir avec prudence afin de ne pas

compromettre deventage le sort des otages au Liban — dont huit Américains. Mais, d'autre part, il

n'ignore pas que si d'autres res-sortissants américains devalent

subir le même sort que William

Higgins, il pourrait être soumis à

tu pression d'une opinion publi-

que révoitée par l'insupportable

Si M. Bush opte pour des

représailles, comment les

mettra-t-il en application, et contre qui ? A défaut de pouvoir-

s'en prendre à d'insaisissables

ravisseura, sera-t-il contraint de

passer à l'action contre « ceux

qui ont une influence sur les ter-

roristes » - c'est-à-dire l'Iran,

voire encore la Sprie ? Une déci-sion difficile à prendre au

moment où, après la mort de Khomeiny, accède au pouvoir à

Téhéran un nouveau régime apparemment disposé à normali-

ser quelque peu ses relations evec l'Occident.

sident de l'Iran, M. Rafsandjani, n'avait-il pas donné déjà des gages de sa bonne volonté en

proclament qu'il n'avait pas

l'intention d'exporter la révolu-

tion et en paraissant prendre ses distances avec le Hazbollah, pré-cédemment très lié avec les autorités iranismes ? A ce sujet, l'exécution du lieutenant-colonel

Higgins ne constitue-t-elle pas une tentative de torpiller un rap-

prochement de l'iran avec l'Ouest qui surait pu, en fin de

compte, aboutir à la libération

Quoi qu'il en soit, les diri-

geants iaraéliens paraissent dans

un grand embarres pour avoir

joué les apprentis sorciers et pris

e risque de donner le signal d'un

nouveau cycle de violences.

pacifique des otages ?

Le nouveau pré-

cant au bout d'une corde.

Cest done mai-

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 2 AOUT 1989

Le chantage des extrémistes chiites à l'encontre de Jérusalem et de Washington

Deux autres otages sont menacés de mort au Liban après l'assassinat de William Higgins Les apprentis sorciers

Après la pendaison du lieutenant-colonel Higgins, le sinistre compte à rebours pari. Ceux qui, à Jérusaiem, engagé dimanche par ses escomptaient que l'enlèvement du cheikh Obeid provoquerait un ravisseurs pour obtenir la libération du cheikh Abdel processus d'échanges permet-tant la libération « de tous les otages au Liban », selon M. Itz-hak Rabin, ministre de la défende Karim Obeid se poursuit. L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a en défense, en sont pour leurs redoutables frais. Pour qui effet menacé, lundi 31 juillet, d'« exécuter » un autre otage américain, M. Joseph James connaît le fanatisme du Hezbollah et son mépris de la vie humaine, le pari était pour le moins risqué. C'est ce que paraissait avoir compris le prési-dent Bush, qui, dès le vendredi Ciccipio, si le cheikh Obeid n'est pas libéré mardi, avant 17 heures. Une menace analogue a été proférée par des 28 juillet, avait critiqué l'opéra-tion Israélienne, laissant enten-dre qu'il redoutait les pires interlocuteurs anonymes à l'encontre de l'otage britanniences pour les otages. que Terry Waite. A Washington, le départe-ment d'Etat avait aussitôt souli-

Aux Etats-Unis, le président Bush, qui a exprimé toute l'e horreur » que lui inspirait l'assassinat de William Higgins, a écourté un voyage à Chicago pour rentrer à Washington, où il a présidé hmdi une réunion d'urgence du Conseil national de sécurité avant de s'entretenir avec les principaux leaders du Congrès. Aucune décision n'a été rendue publique à l'issue de ces entretiens, mais notre envoyée spéciale croit savoir que le président américain, de vant choisir entre une vengeance immédiate et une stratégie à long terme contre le terrorisme, semble pencher vers la



seconde solution. Le président Bush devra également faire face au malaise qui semble s'être installé entre Washington et Jérusalem.

En Israel, ainsi que nous le signale notre correspondant, l'enphorie qui s'était emparée du monde politique et de la presse depuis l'enlèvement du cheikh Obeid a cédé la place à l'inquiétude. Les événements n'ont pas pris la tournure prévue et l'opération israélienne est ouvertement critiquée à Jérusalem. On parle de graves erreurs d'appréciation, et les dirigeants s'efforcent de trouver une

formule pour éviter d'être mis au banc des accusés par la communauté internationale, et en particulier aux Etats-Unis. Le premier ministre israélien, M. Ltzhak Shamir, a déclaré, mardi, que des contacts destinés à parvenir à un vaste échange de prisonniers entre Israël et les organisations chiites au Liban « se poursuivent ».

La proposition d'échange « est toujours actuelle », a précisé M. Shamir, qui rompait pour la première fois son silence sur l'affaire.

(Lire nos informations pages 3 et 4.)

Accord à la conférence de Paris sur le Cambodge

Le compromis porte sur les travaux des commissions d'experts

PAGE 22 L'épuration à Cuba

Nouvelle vague d'arrestations Les incendies de forêt

Deux morts en Corse PAGE 8

La croissance en RFA Persistante et vigoureuse, selon l'OCDE PAGE 17

Une commande importante pour Saint-Nazaire

Un nouveau paquebot géant va être construit par les chantiers navals PAGE 22

1939-1940, l'année terrible XII. - Soldats de l'an 40 PAGE 2

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

 LEP: les particules entrent dans la danse
 Une barrière de béton pour protéger Ekofisk
 Dix ans pour éliminer trois maladies infantiles, PAGES 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 22

Réforme des DEUG, des licences et des maîtrises

préparent à recevoir tant bien que mai à la rentrée le plus fort enregistré, le ministre de l'éducation a décidé de s'engager dans une réforme de l'ensemble premier cycle (DEUG) et de deuxième cycle (licence, maî-

Le problème le plus urgent et le plus délicat concerne le premier cycle universitaire, surpeu-plé, qui conduit actuellement deux étudiants sur trois à l'échec. Refusant tout à la fois la sélection à l'antrée de l'université, contenue dans le projet Devaquet en 1986, et les DEUG à deux vitesses, suggérés par Laurent Schwartz, ancien président du Comité national d'évaluation, le ministère est placé devant une alternative difficile : maintanir la notion de diplôme national, tout en diversifiant les

L'hypothèse retenue envisage de regrouper les treize DEUG existant actuellement en organiser en € modules capitalisables > - dont un au moins de préorofessionnalisation - en laissant aux universités une grande liberté pédagogique. Ce remodelage en profondeur des études de premier cycle s'accompagnerait d'une refonte des licences et maîtrises dans le devocème cycle. La réflexion s'appuierait sur le même principe : réduction drastique du nombre des filières, dans un aurait une large autonomie pour définir les contenus et ajouter

Bilan du quarante-troisième Festival

au dipiôme national des € men-

La Commission des opérations de Bourse a « communi- tiqué l'ensemble des transactions partait à l'assaut de cette banque ué » lundi 31 iuillet au procureur de la République son rapport d'enquête concernant le raid sur la Société générale effectué par M. Pébereau, président de Marceau Investissement. Cette enquête avait pour obiet de déceler d'éventuelles opérations de délits d'initiés

ou de manipulations de cours entre le 1º juin et le 31 décembre 1988, période durant laquelle M. Pébereau avait acquis 10% du capital de cette banque privatisée. Deux catégories d'opérations fondées sur des informationsprivilégiées ont particulière-

ment retenu l'attention de la COB.

Les enquêteurs ont donc décor- Caisse des dépôts, M. Pébereau realisées en l'itance sur les actions Société générale depuis le 1ª juin 1988. C'est à cette époque en effet que MM. Georges Pébereau, président de Marceau Investissement, Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, et Alain Boublil, alors directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, ont commence à organiser le raid sur le capital de la Société géné-

Le rapport de la COB sur la Société générale communiqué à la justice

Dans cette perspective, ils réunissaient plusieurs industriels, MM. Gustave Leven, président de Source Perrier, François Dalle, président d'honneur de L'Oréal, et Jean-Louis Descours, président des Chaussures André. Avec ces «golden papies» et

nvansce par 18 gouverneme: Chirac, non sans avoir approché d'autres investisseurs potentiels.

M. Christian Pellerin, président du groupe immobilier SARI-SEERI, accepta dans un premier temps de participer à titre personnel à cette opération de « rééquilibrage » du capital de la Générale. Il s'arrêtera en cours

De son côté, M. Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy et, depuis, associé gérant chez David de Rothschild, et à ce titre président du directoire de la société d'investissements Euris, était également contacté. Il refusera d'emblée de participer aux hosti-

DOMINIQUE GALLOIS.

souci de simplification et de clarification. A partir d'un cursus de base, chaque université

tions libres ». (Lire l'article de GÉRARD COURTOIS page 9.)

Le pouvoir d'Avignon

Le directeur du Festival Vaucluse matin, le 24 juillet, d'Avignon, Alain Crombecque, a donné lundi 31 juillet sa traditionnelle conférence de presse, pour dresser le bilan de ce 43 Festival et annoncer les grandes lignes du programme de l'année prochaine. Il a surtout répondu au maire d'Avignon, Guy Ravier, qui déplorait la dérive « parisianiste » du Festival et demandatt une modification de l'équipe artistique.

A la conférence de presse où Alain Crombecque, directeur du Festival d'Avignon, devait dresser son bilan, on attendait d'abord qu'il apporte queiques précisions sur le différend entrela municipalité et lui, ou plutôt son équipe. Un différend qui dépasse la rument, puisque Guy Ravier, le maire (PS), n'a pas démenti un article paru dans

selon lequel son premier adjoint aux affaires culturelles, Me Henri Coupon, et lui-même déploraient les dérives « parisianistes » du Festival et demandaient une modification de l'équipe artistique. Guy Ravier a d'ailleurs repris ces arguments lors d'un entretien à Radio-France Vaucluse le 28 juillet. Au cours de cet entretien, il déclarait, après avoir affirmé et confirmé sa confiance envers Alain Crombecque : « C'est vrai que nous avons quelque réticence sur le fonctionnement de l'équipe qui l'entoure (...). Nous souhaiterions que le Festival soit plus avignonnais. Je voudrais quand même rappeler la philosophie de Jean Vilar. Lorsque Jean Vilar a créé le Festival, c'était peut-être pour lutter contre une sorte d'hégémonie parisienne (...). Nous souhaitons que le Festival appartienne et

avons constaté quelques dérapages en ce domaine... » Puisque M. Guy Ravier vient

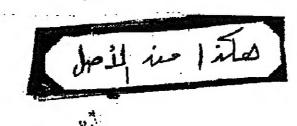
d'être élu, on peut mettre cette insistance sur le compte d'une méconnaissance du Festival, de la façon dont il se fabrique, et du réseau de relations personnelles et professionnelles patiemment établies de longue date. On peut quand même s'étonner de son peu d'empressement à se montrer aux différentes manifestations, y compris au dîner offert le 22 juillet par lui-même en l'honneur de Jack Lang, ministre de la culture, dans les jardins du Festi-

Le point de départ de la colère municipale - des places auraient été refusées à Me Coupon paraît également trop futile pour convaincre.

COLETTE GODARD. (Lire la suite page 11.)

quelques financiers, dont la (Lire la suite page 19.) MAREK HALTER Les fils d'Abraham L'histoire des juifs en cette fin de siècle, un tour du monde de bruits et de fureur. Passionnant. Monique Lefèvre / TELERAMA ROBERT LAFFONT

A 1 ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Merce, 5 dr.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Beigique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilieé/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Indire, 425 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p., Calca, 150 dr.; Irianda, 90 p.; Italie, 1 800 L; Linya, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Paya-Bas, 2,25 fr.; Portogel, 140 esc.; Sénégel, 335 F CFA; Soède, 12,50 cs.; Susse, 1,60 k.; USA (NY), 1,50 \$; USA (others), 2 \$,





IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 - 1940 L'ANNEE TERRIBLE

On a beaucoup brocardé les soldats de 40 : une armée de fuyards, disait-on. On a aussi beaucoup critiqué leur matériel : les Allemands étaient mieux équipés, disait-on. La réalité est plus complexe : il y eut les actions d'éclat, et en dehors de l'aviation, Allemands et Franco-Britanniques disposaient d'un armement équivalent. La vraie question : la stratégie et l'organisation du haut commandement.

UOI que l'on pense des causes profondes du désastre, la cause directe, qui demande elle-même à être expliquée, fut l'incapacité du commandement. C'est le jugement lapidaire du capitaine de réserve Marc Bloch. Son essai l'Etrange Défaite, rédigé dès l'été 1940, ne sera publié qu'à la Libération, après son exécution par les nazis en juin 1944. Il nous servira de guide pour évoquer ces soldats de 1940 autrement que par les plaisanteries du genre : Neuf mois de belote, six semaines de course à pied, l'armée Ladoumègue. » Il faut préciser que cet homme, qui écrit en acteur, en citoyen et en historien, ne montre aucun manichéisme et sait se remettre en cause. En rédigeant « l'examen de conscience d'un Français », il déclare : « J'appartiens à une génération qui a mauvaise conscience de la dernière guerre; c'est vrai, nous étions revenus bien fatigués », aiors, « lâchement « nous avons laissé donner le sang qui est sur nos mains ! -Et ce sergent de la Grande Guerre comme bien des anciens combattants n'est pas non plus antimilitariste.

A « déposition d'un vaincu » partait d'un constat : « Nous venons de subir une incroyable défaite. A qui la faute? Au régime parlementaire, à la troupe, aux Anglais, à la cinquième colonne, répondent nos généraux. A tout le monde, en somme, sauf à eux. - En sait, Gamelin, le général en chef, pense avant tout à la troupe, reprenant à son compte une idée répandue dans les mess : . On ne peut se battre qu'avec des hommes qui veulent se battre. » Sousentendu : sans ces foutus troufions, on aurait gagné la guerre. Les officiers supérieurs les plus « droitiers » ajoutent : ce sont les divisions de réserve qui ont láché, gangrenées par le défaitisme révolutionnaire, remettant en cause l'autorité des chess, manquant de cet - esprit de sacrifice - que Pétain opposera dans son message du 20 juin à l' « esprit de jouis-

Sans doute, des divisions, voire des corps entiers, se sont à ce point débandés que les fuyards ne s'arrétèrent qu'à unedizaine, voire à une cinquantaine de kilomètres de leurs postes de combat. Il est bien sûr hors de notre propos de décerner des prix de déshonneur. Disons seulement que si certaines unités se disloquèrent parce que l'ennemi leur paraissait bien supérieur, d'autres se volatilisèrent sans avoir même subi l'assaut, parce que couraient mille bruits, notamment la multiplication des Panzers, Parfois, des soldats s'opposèrent manu militari à ceux de leurs officiers qui entendaient se battre jusqu'au bout; ailleurs, des hommes qui voulaient se rendre parce qu'ils avaient entendu parler d'armistice abattirent leur colonel. Mais, neuf fois sur dix, les troupes se désirent parce que les conditions du combat les surprenaient (le bombardement strident, des heures durant, des Stukas descendant en piqué) et qu'elles étaient à peu près livrées à elles-mêmes. Citons l'historien Guy Chapman, dont l'étude est un modèle d'objectivité : « La 71° division ne fut pas prise à partie, mais il semble que son chef, le général Baudet, ait quelque peu perdu la tête... Il quitta son PC et s'installa en arrière /...). Privées d'ordres, toutes prêtes à croire au désas-

Il faut pourtant contester l'image globale d' « armée Ladoumègue », qui ne

tre, ses troupes se débandèrent. -

conviendrait, à la rigueur, qu'à la déroute des derniers jours. Sait-on assez que la campagne de France coûta 92 000 morts et plus de 200 000 blessés, ce qui, pour six semaines, représente une moyenne de morts supérieure à celle de la Grande Guerre!

L'imagerie populaire a préféré exalter ce qu'elle considérait comme de hauts faits d'armes, opposés à une prétendue veulerie ambiante : l'action, par exemple, des cadets de Saumur, défendant le drapeau de leur école sur la Loire, entre l'île de Gennes et Montsoreau; s'il est tout à fait exact que les élèves aspirants de l'Ecole de cavalerie ont freiné de deux jours l'avance de la Wehrmacht, on oublie qu'ils avaient été renforcés par les élèves aspirants de Saint-Maixent et par des tirailleurs algériens, moins prestigieux que des cavaliers, et dont on ne parle jamais. Et un grand nombre de combats acharnés, menés - sans esprit de recul », c'était l'expression consacrée - autour des « hérissons » installés derrière la Somme et l'Aispe, sont totalement tombés dans l'oubli; certaines garnisons de la ligne Maginot refusèrent, elles, de se rendre, même après la signature de l'armistice. Et, à force de dire que la campagne de France fut une partie de plaisir pour la Wehrmacht, on oublie qu'elle lui coûta 27 000 tués et 18 000 disparus, soit près de la moitié des pertes françaises. Reste qu'il faut expliquer pourquoi on put tout à la fois baisser les bras et se défendre à mort dans des positions de plus en plus désespérées. L'une des explications possibles est donnée à Jean Moulin, alors préfet d'Eure-et-Loir, par un soldat battant en retraite : « On nous fait crever à reculer, à reculer sans cesse. Nous nous sommes battus et nous étions capables de nous battre encore, nous aussi. Mais on nous épuise dans ces marches forcées, sans ordres, sans but et souvent



Un permissionnaire, début 1940.

XII - Soldats de l'an 40

sans chefs. » Il faut bien en arriver à ce qui semblait à Marc Bloch la « cause directe » de l'« étrange défaite » :l'incapacité du haut commandement.

Il faut au préalable régler une question qui a fait couler beaucoup d'encre et sur laquelle les acteurs n'ont cessé d'ergoter, celle du matériel. Le régime de Vichy, et Pétain le premier, n'a cessé d'affirmer que, par la faute des politiques rognant perpétuellement sur les crédits, le matériel était insuffisant et périmé. C'est dans une large mesure inexact. Les deux armées avaient des armes légères : fusils, fusils-mitrailleurs, mitrailleuses de qualité sensiblement identique. Contrairement aux idées reçues, la Wehrmacht et les Franco-Britanniques disposaient d'un nombre identique de blindés : 32 700. Et le meilleur des engins - malgré sa tourelle monoplace, - le « char B », était fran-

ES deux armées diffèrent avant tout sur deux points. Le barrage défensif de la ligne Siegfried n'égalait pas la ligne Maginot, opérationnelle depuis mars 1936; dans chacun des - forts principaux», bardés en surface de casemates et de tourelles, plongeant dans le sol vers des galeries dont la profondeur moyenne atteignait une cinquantaine de mètres, pouvaient s'encaserner jusqu'à 1 200 hommes. En revanche, les Allemands disposaient de deux fois plus d'avions de combat : 1 000 avions de chasse (dont d'excellents Messerschmitt 109 et 110) contre 700; et, surtout, 1 800 bombardiers (dont les Stukas) contre seulement 175. De même, l'artillerie française, de qualité honorable dans l'ensemble, péchait en matière de DCA, comme d'ailleurs dans la lutte antichars: un peu plus de 4 000 engins contre 11 000. S'il est toujours incommode d'établir des équivalences entre les points forts et les insuffisances des uns et des autres, la plupart des spécialistes s'accordent à dire que la différence entre les deux armées du point de vue matériel n'a pas joué un rôle déterminant. C'est la manière de mettre en œuvre cet arsenal qui va peser.

Plus que l'attaque au centre du dispositif français, c'est le gel de la moitié des

par Jean-Pierre Azéma

divisions derrière la ligne Maginot et le prélèvement d'une partie des réserves pour la manœuvre « Breda » (en direction des Pays-Bas) qui ont été catastrophiques. La stratégie du haut commandement français semblait avoir deux décennies de retard ; Marc Bloch, retrouvant les accents de Renan commentant la défaite de 1870, parle d'une « victoire intellectuelle » des Allemands, reprochant à la grande majorité des officiers d'active une superbe que rien ne justifiait, leur propension à fonctionner comme une caste.

Les Français vont confondre défensive

et immobilisme, tandis que leurs adversaires parient, eux, sur la vitesse et le moteur. Passe encore que, malgré la guerre d'Espagne, l'enjeu de l'aviation, capable de remplacer l'artillerie lourde, ait été mal perçu (de Gaulle lui-même ne le comprendra qu'avec la campagne de Pologne). Mais, alors que les Allemands concentraient les blindés en de véritables divisions de Panzers intégrant, en outre, de l'infanterie montée sur véhicules tout-terrain, de l'artillerie, des éléments du génie, les Français s'organisaient à l'inverse : plus de la moitié des chars disponibles étaient dispersés dans diverses unités d'infanterie et, comme le précisaient les instructions tactiques, l'affectation des chars à l'infanterie ne modifie en rien les procédés de combat de cette arme ». Quant aux divisions cuirassées proprement dites, elles deviennent à grand peine opérationnelles au début de 1940, sans disposer pourtant ni de moyens radio ni de jerricans. Bon nombre d'officiers d'état-major ne croyaient guère en leur efficacité. En 1939 paraissait, avec une préface élogieuse de Pétain, le livre du général Chauvineau. Une invasion est-elle encore possible? La réponse était non. car les chars sont impuissants à percer une défense solidement organisée; et le brave général de préconiser la pose de 30 000 tonnes de barbelés et la construction supplémentaire de 6 000 abris

L'organisation du commandement surprend : le commandant en chef, Gamelin, siégeait au fort de Vincennes; le général Georges, commandant le « front nord-est », était à 60 kilomètres de là, à La Ferté-sous-Jouarre; entre eux, l'état-major de Gamelin campait, lui, à Montry, à 30 kilomètres de Vincennes : simple et commode ! Quant au général Vuillemin, patron de l'aviation, il était à Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, à 50 kilomètres à l'est de Paris. L'amiral Darlan, enfin, se trouvait à Maintenon, entre Paris et Chartres. Quand il fallut prendre et faire appliquer des mesures urgentes, l'insuffisance criante des transmissions aggrava le désastre. De Gaulle commente : « Dans sa thébaide de Vincennes, le général Gamelin me fit l'effet d'un savant, combinant en laboratoire les réactions de sa stratégie. » Une « instruction personnelle et secrète », rédigée le 19 mai, débutait par cette attaque stupésiante: « Sans vouloir intervenir dans la conduite de la bataille en cours... » ! Quant à son second, le général Georges, de santé chancelante, il sera frappé de véritables crises d'aboulie ; dans la nuit du 13 au 14 mai, Doumenc, chef d'étatmajor de Gamelin, le trouvant effondré dans un fauteuil, répétant que le front avait lâché, finit par lui dire : - Allons, mon général, nous avons déjà connu ce genre de choses. Regardons plutôt sur la carte et voyons ce que nous pouvons faire. » Weygand, successeur de Gamelin, commit lui aussi de lourdes erreurs d'appréciation : non seulement son arrivée fit retarder d'un jour la contreattaque qui aurait dû être décisive, mais il fit décrocher trop tard (le 14 juin) les divisions de l'Est : les Panzers de Guderian avaient déjà atteint Chaumont, 400 000 hommes étaient pris dans une

nasse.

L'échelon immédiatement inférieur ne fut pas, en général, plus brillant : le commandement ne sut pas exploiter, lors de la percée sur la Meuse, les failles apparues, pendant quelques heures, sur les flancs de Panzerdivisionen aventurées loin de leurs unités d'infanterie; obsédé par la notion de « front continu », forgée pendant la Grande guerre, pour « colmater », il diluait les renforts au lieu de contre-attaquer en concentrant toutes les

forces disponibles.

Sans doute les militaires furent-ils

gênés par l'effondrement d'une bonne partie du corps social, par exemple par la pagaille des routes de l'exode. De même, la décision prise le 18 juin, par le gouvernement Pétain, sous la pression de députés, de sénateurs et de maires, de déclarer « ouvertes » les villes de plus de 20 000 âmes avantagea-t-elle la Wehrmacht. Reste que l'ensemble des cadres militaires furent totalement déboussolés par ce qu'on nomme fort justement la « guerre-éclair », qui table sur le mouvement et la vitesse, joue sur la surprise pour effectuer la percée, exploite immédiatement la situation, entretient l'insécurité dans les lignes et sur les arrières de l'ennemi.

A fin de la campagne franchit les limites de l'imaginable. Un chef de corps rendit sa troupe par téléphone; à Rennes, un caporal allemand fit prisonnier à lui seul l'état-major de la Xº armée. Dans la Xº région militaire, les ordres, à quelques heures de l'armistice, étaient « de consigner la garnison dans les chambrées... et d'attendre l'arrivée des Allemands »: on imagine les récits exaltants des soldats qui purent rentrer. Marc Bloch, qui avait entendu le général Blanchard, commandant la le armée, déclarer dès le 26 mai : • Je vois très bien une double capitulation ». en arrivait à formuler cette accusation : Nos chefs ne se sont pas seulement laissé battre. Ils ont estimé très tôt naturel d'être battus! En déposant avant l'heure les armes, ils ont assuré le succès d'une faction. »

Les erreurs ou les responsabilités du haut commandement seront du moins soigneusement occultées par le nouveau pouvoir. Si de Gaulle les critique sèchement dès son premier appel, Pétain ne souffle mot d'une quelconque défaillance des « grands chefs » ; un certain nombre d'entre eux, à commencer par le général Huntziger, l'un des vaincus de Sedan, se retrouvent dans les allées du pouvoir, parlant toujours haut et fort, alors que les soldats de base sont considérés comme des moins que rien : on chipotera même sur leur qualité d'ancien combattant.

La Wehrmacht fit 1 800 000 prisonniers, pris souvent de façon collective, dans l'épnisement physique et moral. Le discours prononcé par Pétain le 17 juin (- C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat ») fut désastreux. Le haut commandement eut beau rectifier la formulation, la Wehrmacht sut utiliser cette erreur catastrophique: près de la moitié des Français capturés le furent entre la demande d'armistice et son entrée en vigueur. La plupart firent d'abord un séjour dans 300 Frontstalags improvisés : églises, usines, voire prés bordés de barbelés, battus par quelques mitrailleuses. Les premiers jours furent très durs, les prisonniers souffraient de la faim, voire de la soif. Les conditions de vie restèrent souvent difficiles : nourriture détestable, dysenterie, poux, humiliations quotidiennes, systématiques pour les captifs de couleur. On compte quelques dizaines de milliers d'évasions. Assommés par la défaite, beaucoup pensaient que, après l'armistice, le vainqueur - c'était jusqu'alors l'usage - les relâcherait. Pour rejoindre les stalags qui les attendaient outre-Rhin, certains furent contraints à des marches forcées épuisantes ; d'autres, entassés à 60 dans des wagons à bestiaux cadenassés de l'extérieur, voyagèrent dans des conditions éprouvantes. Sans doute Pétain allait-il afficher une grande compassion à leur égard. Mais en acceptant dans la convention d'armistice qu'ils demenrassent captifs « jusqu'à la paix », il en avait fait de véritables otages politiques.

Commence of the second section of

The second second second

Mark Tolkhamile

and the second of the second o

a, mail a sugar

and the last statement of

Service to be freezed out to

wheel marriage to the second

**** w 125

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Marc Bloch, l'Etrange Défaite, Paris, Editions Franc-Tireur, 1946, 194 p.
 L Mysyrowicz, Autopsie d'une défaite, Lausanne, L'Age d'homme, 1973, 385 p.
 Yves Durand, la Captivité, histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945, Paris, FNCPG-CATM, 1980, 540 p.

Demain : Le gouvernement tiré à hue et à dia

Etranger

L'assassinat au Liban du lieutenant-colonel William Higgins

Le président des Etats-Unis, M. George Bush, qui se trouvait à Chicago hadi 31 juillet quand l'« exécution » du lieutenant-colonei Hig-gins a été aumoncée, a immédiatement regagné gins a ete annoucce, a municipalitation de Conseil Washington et convoqué une réunion de Conseil de sécurité. Son secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui participait à Paris à la conférence internationale sur le Cambodge, a qualifié l'exécution de « conduite indigne et non civilisée ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Le secretaire general de l'UNU, M. l'erez de Cuellar, également à Paris pour la Conférence sur le Cambodge, avait demandé landi à deux émissaires iranéens d'user de leur influence pour éviter que la menace pesant sur l'otage américain ne soit mise à exécution. Après l'annonce de la pendaison, il a exprimé sa « répulsion ».

« J'aimerais appeler les preneurs d'otage à ne plus commettre de meurtres; il en a été commis suffisamment », a-t-il notamment déclaré. Le Conseil de sécurité de l'ONU a, d'autre part, adopté hundi une résolution condamnant toute

prise d'otage et appelant à la libération immé-

diate des personnes ainsi détennes

« Si elle est exacte, la nouvelle de l'assassinat du colonel Higgins ne peut qu'inspirer un senti-ment d'horreur », a déclaré le ministère français des affaires étrangères. Le président Mitterrand, pour sa part, a exprimé dans un message à M. Bush « l'indignation et la sympathie du peuple

français » devant cet « atroce assassinat ». Îndignation également à Londres, où le nou-veau secrétaire au Foreign office, M. John

Major, qualifie d'« impardonnable » ce « meurtre de sang-froid ». La presse britannique, elle, met Israël en cause pour l'enlèvement de Cheikh Abdel Karim Obeid. Le ministère soviétique des affaires étrangères estime lui aussi que l'aggravation de la situation au Liban a été provoquée « en particulier » par cet enlèvement, tout en qualifiant la pendaison de Higgins d'« inhumaine ».

A Stockholm, le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a déclaré que l'« exécution » de Higgins doit être condamnée, « ainsi que l'enlèvement du leader des musulmans Cheikh Abdel Karim Obeid par les Israéliens ». A Berne, le département des affaires étrangères a fait savoir à l'ambassadeur israélien que l'enlèvement de Cheikh Obeid « ne pouvait qu'accroître

la tension dans cette partie du monde ». Le comnuniqué demande la libération d'Obeid et de tous les antres otages.

Le gouvernement syrien a, pour sa part, exprimé sa « ferme condamnation du meurtre du colonel Higgins et de tout acte terroriste, et appelé la communauté internationale à faire assumer à Israël la responsabilité de ses actes terroristes, qu'il commet en s'en flattant devant le monde » ; selon une source officielle citée par l'agence SANA; « le meurtre du colonel Higgins. qui n'est pas responsable de l'enlèvement par Israël de Cheikh Obeid, est un crime contraire aux valeurs hamaines ».

L'Organisation de la justice révolutionnaire menace d'« exécuter » un autre Américain

Program en

An area or an area or

de la company de

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The State of the S

States date by the same of

-

A STATE OF THE STA

Parameter Marie

And and the second

The second secon

tie se

to Care of the second

SAME SAME OF THE REAL PROPERTY.

2000 2000

The second secon

The second

AND THE REAL PROPERTY.

A STATE OF THE STA

1987 E. 1987 E. 1

THE PARTY OF THE P

-

Mark ...

A. Francisco

se go a madi See A see Co.

AND MINISTER OF

建筑 次元

_

distribution of the

1454

Section 19 19

The same was a second of the same of

A CAMPAGE

Beyrouth sous les bombes a renoué lundi 31 juillet avec la sinistre affaire des otages, et les intégristes islamiques multiplient les surenchères pour faire libérer l'imam de Jibchit au Liban sud, le cheikh Abdel Karim Obeid, enlevé suivante deuxe heures plus the par soixante-douze heures plus tôt par un commando héliporté israélien. Après la pendaison, apparemment authentifiée par une vidéocassette remise lundi par «les opprimés dans le monde», de William Richard

If reste quinze atages occiden-

- Terry Anderson, quarante et

un ens, directeur régional de l'agence de presse Associated Press, enlevé le 16 mars 1985;

cinquante-sept ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'AUB

- Frank Reed, cinquente-six ans, directeur de la Lebanese

International School (LIS), enlevé

le 9 septembre 1986;

Joseph Cicippio, cinquente-huit ans, comptable à AUB, enlevé le 12 septembre 1986;

cinquante huit ans, enlevé 21 octobre 1986;

- Edward Austin Tracy,

- Trois enseignants du BUC

(Beirut University College),

routh), enlevé le 9 juin 1985;

- Thomas Sutherland,

Huit Américains :

taux au Liban :

12 septembre 1986, si Cheikh Obeid n'était pas libéré mardi avant 18 houres locales (17 houres à appartenir à l'«Organisation des opprimés dans le monde» a enfin. dans un appel téléphonique ano-M. Terry Waite, l'émissaire de

Alan Steen, quarante-sept ens et Robert Polhill, cinquante-sept

- Terry Waite, quarante-neuf

ans, envoyé spécial de l'archevé-

que de Cantorbéry et principal médiateur dans l'affaire des

otages étrangers, disparu le

20 janvier 1987 pendant une

nouvette mission au Liban enta-

- John Mac Carthy, trente-

- Jack Mann, soixante-

quatorze ans, ancien pilote de ligne, enlevé à Beyrouth-Ouest

(sous contrôle syrien), le 3 mai

• Un Irlandais, Brian Kes-

nan, trente-six ans, enseignant, anlevé le 11 avril 1986.

deux ans, caméraman, enlevé-le

mée le 12 :

17 avril 1986:

• Trois Britanniques :

ricain? C'est une question à laquelle ne permet pas de répondre la vidéo-cassette déposée an journal libanais. An Nahar lundi, deux heures après

20 janvier 1987, si Cheikh Obeid n'était pas libéré. trée. Les ravisseurs – et c'est une exception jusqu'à maintenant – se Quand a été pendu l'officier amécomme ils l'avaient annoncé la veille, en menaçant d'exécuter leur otage si Cheikh Obeid n'était pas libéré « à 15 heures précises ». Leur communiqué dactylographié en arabe, remis en même temps que la bande vidéo, témoigne en tous les cas de leur détermination et rappelle « la nécessité de libérer immédiatement Cheikh Obeid et ses deux compagnons (enlevés en même temps que lui), sinon le pire est à venir. L'Amérique et Israël en assu-meront l'entière responsabilité», poursuit le communiqué, qui ajoute : • L'Amérique criminelle et l'ennemi sioniste n'ont pas pris au sérieux notre décision d'exécuter l'esplon

> ple et de lecon. » Cinquante minutes après l'expiration de l'ultimatum, le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, avait proposé d'échanger Cheikh Obeid et « tous les prisonniers chiltes détenus en Israël» contre les otages occidentaux et les

américain. Que cela serve d'exem-

prisonniers israéliens au Liban. Le 12 décembre 1988, l'« Organisation des opprimés dans le monde » avait déjà annoncé « sa décision d'exécuter l'espion américain », qui avait été « reconnu coupable d'espionnage au cours d'un procès devant le tribunal des opprimés ». La dernière photo du lieutenantcolonel Higgins remise per ses ravis-seurs remontait au 11 avril 1988, et de nombreux dontes demeuraient sur son sort réel. Lundi, pen avant l'expiration de l'ultimatum, le porteparole de la FINUL, M. Timor Goksei, avait déclaré : « Nous n'avons plus depuis longtemps d'informa-

Le précédent de la mort de Michel Seurat

Le tragique épisode de la mort de Michel Seurat incite à se montrer d'autant plus prudent que ses ravis-seurs du Jihad islamique avaient profité à l'époque d'une faute du gouvernement français pour annoncer son « exécution » alors qu'il était décédé quelques mois plus tôt. Contrairement, toutefois, aux doutes longtemps persistants sur le sort de Michel Seurat comme sur celui d'un antre fonctionnaire de l'ONU, Alec Colett, un Britannique dont les ravisseurs avaient aussi envoyé une cassette vidéo montrant sa pendaison mais dans laquelle il n'était pas reconnaissable, la cassette de la pen-daison du lieutenant-colonel Higgins est parfaitement claire.

Quelques heures après sa diffusion, l'OJR, qui avait détenu les quatre membres de l'équipe d'Antenne 2 et qui détient toujours deux Américains, M. Eward Austin Tracy, enlevé le 21 octobre 1986 à Beyrouth-Ouest, et M. Joseph Ciccipio, soixante ans, comptable à l'Université américaine, a menacé d'« exécuter » ce dernier. Dans un long communiqué, manuscrit en arabe, parvenu lui aussi au journal An Nahar et authentifié par un cli-ché instantané en couleur de l'otage ché instantané en couleur de l'otage barbu, portant des lunettes et vêtu d'un pull-over (ce qui laisse à penser qu'il n'a pas été pris récemment), l'OJR annonce sa « prompte déter-mination à appliquer la juste sen-tence de mori à l'encontre de l'excise empliques inspéties lesses l'espion américano-israélien Joseph Ciccipio si le cheikh militant n'est pas libéré à 18 heures mardi soir ». « C'est alors, poursuit le communi-qué, qu'elle décidera de la date définitive de l'application de la sen-tence que les téléspectateurs du monde entier pourront voir claire-

En faisant monter très vite et très fort les enchères, les intégristes islamiques, qui bénéficient d'un soutien dans certains milieux de Téhéran, engagent un véritable bras de fer avec l'Amérique et Israel au moment où ils retrouvent un certain poids à la faveur du conflit an Liban, et, par ailleurs, alors que le nouveau président de la République iranienne, M. Hachemi Rafsandjani, prend ses fonctions.

Depuis le début de la « guerre de libération contre l'occupant syrien » lancée par le général Aoun, Damas a laissé de nouveau une certaine marge au Hezbollah pro-iranien, dont il agite le possible retour en force sur la scène libanaise comme

Compte à rebours

une menace contre tous ceux, en

particulier les Arabes mais aussi

l'Occident, qui mettent en cause la

présence syrienne - au moins à Bey-

Pour cela, la Syrie a non seulement parrainé, en commun avec Téhéran, la réconciliation des deux mouvements chiites antagonistes, Amal et le Hezbollah, mais elle a laissé ses alliés des « partis nationaux » lancer d'Iran un appel à la formation d'un front commun pour la lutte contre le régime du général Aoun. Tout en exprimant - sa ferme condamnation du meurtre du colonel Higgins et de tout acte terroriste », le gouvernement syrien a appelé lundi soir « la communauté internationale à faire assumer à Israël la responsabilité de ses actes terroristes ». La carte de la présence du Hezbollah an Liban, que la Syrie a toujours contrôlée, pourrait donc retrouver de nouveau une certaine importance. Mais faut-il encore toutefois attendre l'attitude que prendra le nouveau président de la République iranienne, auquel la brusone accélération de l'affaire des otages occidentaux pourrait donner l'occasion de tenter d'ouvrir une négocia-

tion avec Washington. A supposer, puisque le doute demeure, que le colonel Higgins ait été tué bien avant lundi, ce n'est que la suite de ce drame qui permettra de juger des intentions des uns et des autres, sans compter les éventuelles représailles qui pourraient être déci-dées tant à Washington qu'à Jérusalem, placé par ce meurire dans une position délicate à l'égard de son grand allié américain.

En attendant, et alors qu'aucune autorité libanaise n'avait encore réagi mardi matin à l'annonce de la pendaison du colonel Higgins, huit otages américains et quarre Britan-niques sont toujours détenus par des intégristes islamiques, et c'est à nou-veau un compte à rebours macabre qui s'est déclenché dans la capitale

FRANÇOISE CHIPAUX.

Une longue carrière militaire

Le colonel William Higgins quarante-quatre ans, était l'un des rares Américains à demeurer au Liban, maigré les nombreuses menaces dont il était la cible. « Il danger qu'il y avait à être Américain au Liban, mais, avec sobxante-dix officiers sous ses ordres, il estimait qu'il ne pouvait rester dens son quartier général terrain », affirme l'un de ses proches collaborateurs. Son rapt avait eu lieu le 17 février 1988, près de la ville de Tyr, au Liban aud. dans une région sous contrôle du mouvement chiite Amal, alors qu'il circulait seul au volent d'une voiture portant le drapeau de l'ONU. Il avait rejoint, en juin 1987, les forces des Nations unies au Liban sud et exercait les fonctions de commandant en chef adjoint de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve en

Palestine (ONUST). Originaire de Louisville, dans le Kentucky, il avait un passé militaire glorieux. Décoré pour sa bravoure au Vietnam, il avait été par la suite le collaborateur du secrétaire à la défense Caspar Weinberger, pendant deux ans, juste avant son départ pour le Liban. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles l'Organisation des opprimés dans le monde, qui avait annoncé, le 21 décembre 1988, sa décision de l'e exécuter », l'accusait d'être un « espion de la CIA ».

Le passé militaire du colonel Higgins et le mystère entourant ses activités au Liban sud ont largement contribué à alimenter cette thèse auprès des milieux chites, même modérés. Au moment de son enlèvement, la presse américaine avait évoqué avec insistance, en dépit d démentis officiels de la Maison Blanche, une e mission d'information » dont il aurait été chargé, notamment sur le Hezbollah, dans le cadre du dossier des otages occidentaux retenus au Liban. M. Goksel, le porteparole de la FINUL, avait d'ail-leurs souligné, à l'époque, que le colonel Higgins n'était pas tenu de respecter les intructions de l'ONU - qui stipulent notamment que tout officier doit être accompagné dans ses déplace-ments au Liban sud - « en raison de son grade et des contacts qu'il vouleit prendre avec les dif-férents groupes ».

Antenne 2 a jugé « inutile » la diffusion des images de la pendaison

C'est après un court débat et la dénonçant le caractère propaganconsultation, partielle, d'une rédac-tion bien dégarnie en cette période de vacances que la direction et la rédaction d'Antenne 2 a décidé, jundi soir, de ne pas diffuser à l'antenne les images de la pendaison de l'otage américain. Une retrans-mission jugée « inutile » par les journalistes de la chaîne, expliquait le présentateur Hervé Claude, en

diste de ces images filmées par l'organisation terroriste. La décision est loin, toutefois, de faire l'unanid'Antenne 2, dont certains journalistes n'ont découvert que chez eux, et devant leur poste, le choix fait par leur direction et ont constaté, en zappant, l'attitude contraire des autres chaînes.

Echec de la mission de la Ligue arabe sur la crise libanaise

La mission tripartite de la Ligue arabe (Algérie, Maroc, Arabie saou-dite), chargée le 26 mai dernier par le sommet arabe de Casablanca de trouver dans les six mois une solution à la crise libanaise, a annoncé qu'elle était parvenue à une «impasse», dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi Alger.

Dans le communiqué, diffusé par l'agence algérienne APS, et publié également à Rabat et à Ryad, le triumvirat, composé des rois Hassan II du Maroc et Fahd d'Arabie saoudite ainsi que du président algé-rien, M. Chadh Bendjedid, « estime avec regret que sa mission a abouti à une impasse au plan de la sécurité et au plan politique ».

Le triumvirat « déplore vivement de n'avoir pas réussi à atteindre les objectifs visés ». Il exprime « sa profonde douleur et son indignation pour la détérioration du climat de suivie d'une audience avec le prési-

que cette recrudescence des combats ne pouvait que viser en « même temps - les Libanais et la mission elle-même.

Il annonce qu'il soumettra « un rapport global et détaillé aux dirigeants des pays arabes frères pour examiner de nouveau ce qui pourrait être entrepris en vue d'aider le Liban à sortir de sa stratégie ». Il ne donne aucune autre indication sur les démarches qu'il envisage.

Ce constat d'échec a été dressé à l'issue d'une dernière réunion lundi à Alger du comité ministériel du triumvirat arabe, formé des ministres des affaires étrangères algérien Bouzlem Bessaieh, marocain Abdellatif Filali et saoudien Saoud El Fayçal. La réunion, à laquelle assistait le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe chargé du dossier libanais, M. Lakhdar Ibrahimi, a été sécurité ces derniers jours et estime dent Chadli Bendjedid. - (AFP.)

Beyrouth de notre envoyée spéciale

Higgins, c'est l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) qui a menacé d'« exécuter » un autre otage américain, M. Joseph James Ciccipio, qu'elle détient depuis le Paris). Un interlocuteur affirmant nyme à Nicosie, à priori peu crédi-ble, menacé de tuer à midi [mardi]

l'expiration de l'ultimatum lancé par Si on distingue nettement sur cette bande d'à peine quinze secondes le visage de l'officier amé-ricain, d'abord recouvert d'un ban-

deau, puis à nu, dont le corps ligoté aux mains et aux pieds, tournoie au bout d'une corde, rien ne permet de l'Eglise anglicane disparu depuis le dire quand cette bande a été enregis-

Quinze Occidentaux toujours détenus Jesse Turner, quarente-huit ans; nari, soixante-huit ans, cadre commercial, enlevé le 11 septem-

> Deux Allemands de l'Ouest, membres d'une organisaion caritative basée en RFA, ASME-Humanitas : Heinrich Struebig, quarante-huit ans, et Thomas Kemptner, vingt-huit ans, disparus le 16 mai 1989.

> Par ailleurs, huit otages (una Française, Jacqueline Valenta, ses deux enfants en captivité, et cing Belges) sont entre les mains Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. Ce proupe avait été enlevé le 8 novembre 1987, au large de Gaza, alors qu'il se trouvait à bord d'un bateau de plaisance, le Silco. Les deux fillettes de Mª Valente avaient été libérées le 29 décembre dernier. (Lire nos informations ci-dessous.)

Huit tués

L'« exécution » du colonel américain de l'ONUST William Richard Higgins ports à huit le nombre des otages étrangers assassinés au Liban. Les sept otages « exécutés » précédemment étalent :

- Le prêtre néerlandais Nicolas Kiuiters, retrouvé assassiné le 1° avril 1985; - L'universitaire britannique

Dennis Hill, dont l'assessinat est annoncé le 29 mai 1985; Le diplomate soviétique
 Arkedi Katkov, « exécuté » ls 2 octobre 1985: Deux enseignants britanni-ques, Leigh Doubles et Philip Pat-field, et un universitaire américain, Peter Kilbum, dont les corps ont été retrouvés le 17 avril 1986;

- Wilfiam Buckley, troisième secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, dont la mort a été annoncée par ses ravisseurs le 4 octobre 1985. Son corps n'a jameis été retrouvé, mais sa mort a été confirmée le 21 janvier 1987 par le département d'Etat.

du chercheur français Michal Seu-

rat, enlevé le 22 mai 1985, avait été annoncée par ses ravisseurs en mars 1986. Selon le journaliste Jean-Paul Kauffmann, libéré en mai 1988, le décès du cher-cheur serait dû à un cancer.

Le cas de l'otage britannique Alec Collet, journaliste et fonc-tionnaire de l'UNRWA, n'a pes été éclairci. Ses ravisseurs, mem-bres de l'ORMS (Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes), avaient annoncé son exécution > le 17 avril 1986, sans toutefois en fournir la

En outre, la mort en détention

Six Israéliens portés disparus et un aviateur prisonnier

Six Israéliens ont été portés disparus au Liban et un aviateur y est considéré comme prisonnier, a déclaré lundi 31 juillet un porte-parole de l'armés israélienne. Voici la liste des Israéliens dont l'Etat hébreu réclame la libération

en échange de tous les prison-niers châtes qu'il détient :

Les soldats Zakharye Baumel, Zvi Feldman, Yehouda Katz portés disparus à la suite de la batailie de Sultan Yaakub (est du Liban), en juillet 1982.

Le soldat druze israélien Samir Assad porté disparu en 1983 au nord de Beyrouth.

Les soldats Yosef Fink et Rahamim Alcheih portés disparus en février 1986 à la suite d'une embuscade tendue dans la « zone de sécurité » créée et contrôlée par Israēl au Liban sud.

turé par le mouvement chiite Amel après que son avion eût été abattu lors d'un bombardement près de Saïda (Liban du sud), en octobre 1986.

L'armée israélienne refuse d'indiquer le nombre de prison-niers chiites détenus par Israël ou par la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban aud (ALS).

M^{me} Jacqueline Valente est « un otage comme les autres », affirme M. Dumas

eères, M. Roland Dumas, qui a reçu lundi 31 juillet la famille de M= Jacqueline Valente au Quai d'Orsay, a déclaré que la jeune femme, enlevée en 1987 en Méditerranée par le groupe Abon Nidal, était « un otage comme les auares ».

A l'issue de sa rencontre avec les parents de Mes Valente, sa sœur, Marie Valente, son beau-frère et son antre sœur, André et Anne-Marie Métral – qui viennent de mettre fin à Lyon à une grève de la faim de deur de Belgique en France serait dix-sept jours, — M. Dumas a reçu sous quarante-huit heures par exprimé, au cours d'une conférence de presse, « la volonté politique sans faille » du gouvernement français de poursuivre son action. a Nous appliquerons à cette occa-et nous sommes tenus au courant, a cas pour Jean-Paul Kauff sion les règles suivies dans d'autres déclaré M. Dumas, ils sont com-ses compagnons. - (AFP.)

Le ministre des affaires étran- circonstances », a affirmé le minis-

Après avoir jugé « infondés » les commentaires dont M= Valente a été l'objet, M. Dumas a estimé que son sort pouvait être lié à celui de ses cinq compagnons helges capturés en même temps qu'elle sur un bateau de plaisance, le Silco. « C'est une hypothèse, a-t-il dir, et continuité vaillons avec sérieux et continuité avec le gouvernement belge. » M. Dumas a indiqué que l'ambassason directeur de cabinet, M. Jean-Louis Andréani.

« Nos contacts menés dans la dis-

plétés par une action diplomatique qui s'exerce en direction de la Libye et des autres pays qui peuvent exer-cer des pressions » sur les auteurs de

De son côté, M. Métral a donné lecture d'une déclaration pour démystifier l'affaire Valente - en rappelant qu'au moment de l'enlève-ment, sa belle-sœur voulait se rendre en Australie. « Les calomnies et les rumeurs ont fait leur chemin, laissant accréditer l'idée que Jacque-line Valente ne méritait pas d'être considérée comme un olage français », a-t-il affirmé.

M. Métral a demandé que la photo de sa belle-sœur soit diffusée chaque soir par une chaîne de télévicrétion sont maintenus, ils existent sion française, comme cela a été le et nous sommes tenus au courant, a cas pour Jean-Paul Kauffmann et



L'assassinat au Liban du lieutenant-colonel William Higgins

Le dilemme du président Bush

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Choc. colère et frustration: les mêmes mots reviennent dans tous les commentaires aux Etats-Unis après l'annonce de l'« exécution » du Higgins par l'-Organisation des opprimés dans le monde», une for-mation chitte pro-iranienne. Le choc d'abord, avec l'envoi dans un pre-mier temps d'une cassette vidéo montrant le cadavre supposé de l'otage américain que les télévisions ont passée et repassée jusqu'à l'écourement. Et puis, dans un deuxième temps, la menace d'exécuter, mardi 1ª août, un autre otage américain, Joseph Cicippio, détenu depuis septembre 1986, si le cheîkh Obeid, enlevé vendredi par les Israé-liens, n'émit pas libéré.

A l'annonce de la nouvelle, le préent Bush a écourté son voyage à Chicago pour rentrer immédiate-ment à Washington. Dès son arrivée, manifestement choqué et le visage soucieux, il devait exprimer, sur la sentiment d'outrage du peuple américain devant ce genre de bruta-lités ». Dans une atmosphère de mobilisation générale, quelques heures plus tard, une réunion d'urgence du Conseil national de sécurité était convoqué, bienôt suvie d'un long entretien avec les principanx leaders du Congrès. Peu de temps auparavant, le Sénat, à une i-manimité, avait adopté une résolution exigeant « qu'une réponse appropriée » soit apportée sans délai à cet « acte de terrorisme barbare ». Séance étonnante au cours de laquelle de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer la plus grande sermeté, voire « une vengeance en bonne et due forme ». Mais cette colère des élus américains est venue en quelque sorte s'émousser sur l'attitude de la Maison Blanche.

George Bush qui, en six mois de présidence, affronte sa première vraie crise sur un dossier qu'il avait traiter, celui des ctages américains au Liban, se doit de réagir. D'autant plus fermement — ou habilement — que, réhabilitée de frasche date auprès d'une opinion publique qui le trouvait « insignifiant », son image de marque est encore fragile. « Je sals que vous m'attendez au toursant =, a-t-il kri-même expliqué lors de l'une de ses dernières conférences

« Faire sauter tout le Liban?>

Réagir, sans doute, mais comment? Avant ini, Jimmy Carter avec l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979, et quatre ans plus tard, Ronald Reagan avec l' « Irangate », cette vente d'armes secrète à l'Iran destinée à racheter les otages du Liban, se sont cassé les dents sur la question insoluble des prises d'otages et du terro-risme. De plus, l'échec relatif du raid américain sur Tripoli en 1986 a montré les limites et les complications diplomatiques d'un coup de

Ii n'empêche. Déjà, dans l'avion qui les ramenait de Chicago, les conseillers du président, John

Maison Blanche, en tête, n'ont pas caché que si «toutes les options étaient envisageables et envisagées », les options militaires le seraient en premier. L'argument majeur étant que le Liban n'ayant pas de gouvernement stable, une intervention y serait moins « dépla-cée». Et les experts militaires de faire ouvertement les comptes, parfois même devant les caméras de télévision : une unité de Marines de 2 400 hommes stationne en Méditerranée; par ailleurs le porte-avions Coral Sea croise au large d'Alexandrie et le cuirassé lowa se trouve, lui, peu éloigné aussi, à Marseille. Mais, comme le fera remarquer le représentant de Floride Dante Fascell: « Peut-on faire sauter tout le Liban juste pour venger un seul otage, alors qu'il nous en reste huit autres toujours menaces? - Sans compter que pour une action de nando dans un tissu urbain aussi dense et peuplé que Beyrouth, comment frapper, même à coup sûr, sans éviter de regrettables « bavures », en l'occurrence de nom-

Malaise israélo-américain

Aussi, lundi soir, freinant les « vat-en-guerre», les principaux chefs militaires du Pentagone se montraient-ils ouvertement pen pressés d'alimenter de futurs plans de « riposte américaine », en se retranchant derrière une ultime réserve : le lieutenant-colonel Higgins a-t-il vraiment été exécuté? Selon plusieurs informations non confirmées en provenance de services secrets occidentaux, l'exécution de l'otage américain aurait eu lieu en fait il y a plusieurs mois, certains disent même lorsque la marine américaine a abattu un Airbus iranien au-dessus du golfe Persique en juillet 1988. Les terroristes auraient choisi simplement aujourd'hui de - rentabiliser -, en quelque sorte,

Blanche semble accorder peu de crédit - le président Bush a demandé lundi matin au secrétaire général de PONU, M. Javier Perez de Cuellar, d'intervenir pour récupérer le corps de M. Higgins – mais à laquelle, tont au long de la journée, elle a fait référence. A l'évidence, il s'agissait de gagner du temps. Et d'abord, pour le président américain, qui, acculé au choix entre une vengeance immédiate et une stratégie à long terme contre le terrorisme, semble pencher vers la seconde solution. Ce n'est pas la plus facile. Car, là encore, la Maison Blanche a beau déclarer que « les responsables seront punis =, qui viser?

Les Iraniens qui soutiennent, sans que l'on sache exactement à quel degré, le groupuscule chiite de l'a Organisation des opprimés dans le monde > ? Mais ne serait-ce pas compromettre les timides travaux d'approche opérés ces derniers jours par Washington auprès des nou-veaux dirigeants de Téhéran? Quant à s'en prendre à ces autres pays arabes qui soutiennent le terrone, ce serait, cette fois, fragiliser pent-être plus encore le dialogue entamé avec l'OLP.

Frustréa, selon le mot d'un ancien. membre du Conseil national de

des terroristes », certains conseillers du président critiquent en privé Israel, pour leur avoir - forcé la main . D'abord, en ne prévenant pas Washington du raid effectué an Liban contre le cheikh Obeid (ce que confirmera l'ambassadeur israélien à Washington), ensuite en proposant « trop tard » un échange de

Et sans parler d'une véritable «crise» encore tout à fait impensable, en dépit de l'image d'Israël, un peu ternie auprès du public américain depuis l'intifada, la plus évidente conséquence de la mort du lieutenant-colonel Higgins, c'est peut-être le malaise qui semble s'installer entre Washigton et Jérusalem. D'où l'insistance des diplomates israéliens à essayer de convaincre instement les Américains que leur otage a été tué « avant » et qu'Israël n'y est pour rien. En attendant, déjà vendredi dernier, M. Bush a indirectement critiqué Israël en déclarant que l'enlèvement du leader religieux chiite « ne faisait pas avancer la cause de la paix » et, si l'administration américaine prend grand soin de ne pas s'en prendre de front à Jérusalem, il n'en est pas de même au

Dans une intervention des plus inattendues pour un homme politique qui a toujours fermement soutenn Israel, l'ancien candidat présidentiel Robert Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat, devait déclarer avec une ironie glacée : « Ce serait rafraichissant qu'un de ces jours, les Israéliens se montrent un peu plus responsa-bles... Il serait temps d'arriver avec eux à un accord sur certaines actions qui mettent en danger des vies américaines. » Déclarations qui devaient arracher au porte-parole de la Maison Blanche ce commentaire : « Je crois qu'il est juste de reconnaître que le sénateur n'est pas le seul à partager ce point de vue. »

Parallèlement, à l'ONU, le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, eu des entretiens, en marge de la conférence sur le Cambodge, avec l'ambassadeur d'Iran sur la question des otages, exprimait sa consternation. Il a fait savoir qu'il condamnerait avec - indignation et révulsion - l'exécution du lieutenant-colonel Higgins (- un homme innocent au service des Nations unies pour la cause de la paix ») si elle était confirmée. Pour sa part, le Conseil de sécurité, réuni dans l'après-midi pour voter le renouvellement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) approuvait, par la bonche de son président, le Yougoslave Dragoslav Pejic, une déclaration jetant implicitement le blame à la fois sur l'enièvement de cheikh Obeid par Israël et sur l'« exécution » du lieutenant-colonel Higgins. Quelques heures auparavant, par une ironique coîncidence, le Conseil avait également à se pro-noncer sur une résolution proposée quelques jours plus tôt par la Finlande et le Canada et qui condamnait « toute prise d'otage par qui que ce soit et où que ce soit », réso-lution qui devait être adoptée à

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

A Jérusalem, l'inquiétude succède à l'euphorie

JÉRUSALEM de notre correspondant

Changement de ton en Israël. La sorte d'euphorie qui s'était emparée du monde politique et de la presse depuis l'amance de l'enlèvement du cheikh Obeid cède la place à l'inquiétude. Des questions sont, à présent, posées sur la manière dont cette opération a été conduite. Des critiques et même des accusations sont lancées. Il est vrai que les évé-

علدامنوالأصل

Les dirigeants israéliens, qui espéraient marquer des points par un acte spectaculaire dans la lutte contre les ravisseurs d'otages au Liban, font face à présent à une situation extrêmement difficile: comment éviter d'être mis au banc des accusés par la communauté internationale – et en particulier les Etats-Unis - pour la pendaison du lieutenant-colonel Higgins et peutêtre d'autres otages occidentaux, menacés d'exécution par les organi-sations chiites ?

Certes, les militaires israéliens laissent entendre qu'ils possèdent la preuve que l'officier américain a été tué il y a plusieurs mois déjà. Cepeu-dant personne n'ignore à Jérusalem que, à ce stade, le problème pour Israël est devenu politique. Il s'agit d'endigner la vague de critiques aux Etats-Unis qui risque de sérieuse-ment porter préjudice aux relations entre les deux pays — surtout si d'autres otages devaient être « exé-

Le ministre des affaires étran-gères, M. Moshé Arens, a pu affir-mer que Israèl et les Etats-Unis continuaient à faire « front com-mun » dans cette affaire, et une campagne d'information a été lancée par Israel pour essayer de prou-ver le bien-fondé de cette opération. En réponse aux Américains qui réclament des preuves de l'implica-tion du cheikh Obeid dans des actes de terrorisme, le porte-parole de l'armée israélienne a d'ailleurs publié, lundi soir, un communiqué indiquant qu'au cours de ses interro-

gatoires le cheikh Obeid avait reconnu être l'auteur du rapt du colonel William Higgins. Il aurait aussi avoué avoir caché l'officier américain dans sa maison à Jifchit, avant de le transférer à Beyrouth. Le cheikh Obeid aurait d'ailleurs reconnu sa responsabilité directe dans l'enlèvement de deux soldats israéliens au Liban sud, en février 1986, ainsi que dans une série d'attentats contre les forces israéliennes, et il aurait communi-qué l'idemité d'otages détenus par le Hezboliah au Liban.

Les Israéliens restent persuadés en effet qu'en détenant le cheikh Obeid ils possèdent une « proie » très importante, et cela leur donne, peut-être, encore une certaine marge de manœuvre pour sortir de cette affaire sans y laisser trop de plumes. Comment ? Quelle réponse sera donnée par Israel à l'appel du président Bush à la libération de tous les otages au Proche-Orient? Un geste on de nouvelles propositions seront-ils faits par Israèl? Des consultations extrêmement attentives se déroulent à Jérusalem entre participants de ce que l'on appelle le « forum des quatre » : MM. Shamir, Rabin, Arens et Pérès.

Les trois erreurs

En attendant des précisions sur les décisions qu'ils pourraient pren-dre, une grande question est posée : comment en est-on arrivé là? Et certaines sources anonymes citées par la presse mettent le doigt sur les erreurs - qui ont été commises dans cette affaire par les dirigeants

Une première « erreur » concerne l'offre d'échange de prisonniers, faite par le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, lundi après-midi, peu après 15 heures, heure locale, c'est-à-dire après l'expiration de l'ultimatum visant le lieutenantcolonel Higgins. M. Rabin a, en effet, proposé, de relâcher tous les chiltes détenus par Israël, y compris le chelkh Obeid, en échange de la

libération des militaires israèliens et des otages occidentaux entre les mains des organisations chiites. Si cette offre avait été faite avant la fin de l'ultimatum, affirment certains, Israël n'aurait peut-être pas été virulence - d'être responsable de l'exécution du colonel Higgins.

Selon ces mêmes critiques « anonymes », les responsables avaient déjà commis auparavant une autre « erreur » en reconnaissant officiellement qu'Israël avait enlevé le cheikh Obeid. Il fallait, disent-ils, s'abstenir de toute confirmation, comme Israël l'avait fait l'année dernière, lors de l'assassinat à Tunis du dirigeant de l'OLP Abou Jihad Cela aurait permis ensuite d'établic l'Iran et le Hezbollah pour essayer de négocier un échange de prison-

Enfin, la presse croit pouvoir à présent révéler que c'est au cours d'une réunion, il y a trois semaines, du « cabinet restreint » que le feu vert a été donné à Tsahal pour enleà ce qui avait été annoncé auparavant, la décision n'aurait pas été prise à l'unanimité. Un ministre travailliste, M. Moshé Shakhal, s'y serait opposé et, au cours de la réu-nion, la possibilité que les organisa-tions chittes ripostent par l'exécu-tion d'otages américains n'aurait pas été envisagée.

Interrogé à ce sujet, le ministre des affaires étrangères, M. Moshé Arens, s'est contenté de déclarer : Nous avons pris nos décisions en connaissance de cause. Nous savions que, avec le Hezbollah, nous avions affaire à des fous et des fanatiques, et, contre ce genre d'organisation, le seul recours, c'est celui de la force. »

Après les derniers développements de la situation, écrit en tout cas un commentateur du quotidien Yediot Aharonot, « pour trouver une issue à la crise, la seule voie pour Israël et les Etats-Unis n'est pas militaire, mais politique». – (Intérim.)

and the second second

Maria Garage

The second

Contraction

 $\cdots \neq \psi_{(m,n)}$

E Page

Tree

The state of the s

And I have

The Range And the second

20

Bus is

Carata Maria

P. Daniel

Le cheikh Abdel Karim Obeid: un fervent partisan de la révolution islamique

A treme at un ans, le cheikh Abdel Karim Obeid, enlevé le 28 juillet au Liban aud par un commando israélien, est décrit per son entourage comme un fervent partisan de la révolution islamique d'Iran, où il a étudié durant deux ans avant de devenir l'imam de son village. Membre du Hez-bollah pro-iranien, il fait partie de la plus haute instance de la formation intégriste, la Choura (con-

Né dans le village chiite de Jib-chit, il fait preuve très tôt d'une grande piété, et à neuf ans, selon du village, il avait toujours le Coran à la main. Le début de la guerra au Liban en 1975 renforca son engagement religieux, et, durant les quatra années qu'il passe à Beyrouth comme élève ingénieur à l'Université libanaise, il continue de fréquenter assidû-

Enthousissmé par la victoire de la révolution islamique en tran, il quitte l'université en 1980 et se

rend en Iran, où, durant deux ans, il suit des études coraniques. L'invasion israélierne le surprend au Liban en 1982, alors œu'il s'v trouve ea congés. Il choisit de rester dans son village.

il est très influencé par le cheikh Ragheb Harb, alors imam de Jibchit et l'un des premiers instigateurs de la lutte contre l'occupation israélisme sous la bannière de l'islam. Le cheikh Obeid prend alors la tâte de plusieurs mouvements de protestation, notemment après l'arrestation puis l'assassinat per Israel du cheikh Harb en 1983. Il lui succède et devient l'imam de Jibchit.

Petit, trapu, les yeux bleu vif, le cheikh Obeid, marié à vingt-quatre ans, est père de cinq enfants. Prônant l'union des musulmans, il dénonce systématiquament les accrochages entre le Hezbollah et le mouvement prosyrien Amal, qui se disputent le contrôle de la communauté chilte

autant les thèses modérées d'Amai : il approuve publiquement l'« arrestation » de Richard Higgins, en février 1988, au Liben sud. Il accuse alors les organisa-tions humanitaires internationales, notamment Save the Children Fund, Caritas et même la Croix-Rouge, de se livrer à des « activités d'espionnage ».

Lorsque le conflit larvé entre Amai et le Hezbollah éclate deux mois après l'enlèvement de l'officier américain, deux places fortes du Hezbollah, Jibchit et Charquié, tombent aux mains d'Amel sans combats. Le cheikh Obeid, qui s'était opposé au conflit armé, est alors mis à l'écart par ses pairs et ses responsabilités limitées au sein du Hezbollah.

Ce n'est ou'un an plus terd, au printemps demier, qu'il retrouve l'intégralité de ses fonctions avec le début de rapprochement (par-rainé par la Syrie et l'Iran) entre les deux formations chiltes rivales. -- (AFP.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Les mouvements anti-apartheid dénoncent l'«inhumanité» du système hospitalier

Si son fils de cinq ans tombe melade, Mabbie Khumalo, une jenne femme noire qui réside à Johannesburg, doit faire 15 kilomè-tres pour le conduire à l'hôpital de Service le consed chette unité le rres pour le conduire à l'hôpital de Soweto, le grand ghetto voisin : les senis hôpitaux de Johannesburg dis-posant de services pédiatriques sont, en effet, réservés par la loi aux en enet, reserves par in les aux Blancs. C'est pour attirer l'attention de l'opinion publique sur cette situa-tion que l'opposition noire au régime de Pretoria a appelé tout Noir dont la santé nécessite des soins à se pré-senter, mercredi 2 août, dans huit hôpitaux pour Blancs d'Afrique du

Il ne s'agit là, en théorie, que du début d'une campagne qui doit ensuire s'étendre aux transports, à l'enseignement, aux lieux de loisirs (jardins publics) et au logement, domaine où la ségrégation raciale reste en général de règle, même si c'est parfois sous une forme moins

rigide que par le passé. La prise de position

de Chris Barnard Le pouvoir a sommé les mouve-ments anti-apartheid de renoncer à cette action, qui, à l'en croire, entre dans le cadre d'un plan ourdi par le Congrès national africain (ANC, illégal), le principal mouvement nationaliste noir, pour créer des incidents à l'approche des élections législatives du 6 septembre, dont est plant le maintié roise Mais les exclue la majorité noire. Mais, les intéressés affirment qu'il s'agit sim-plement de dénoncer ce qu'un porteparole de l'Association nationale médicale et dentaire (Namda)

appelait, dans une récente déclara-tion, l'« inhumanité » du système

D'autre part, Chris Barnard, soixante-sept ans, le pionnier des transplantations cardiaques, vient d'annoncer qu'il allait soutenir le Parti démocrate (DP), qui milite pour la suppression de l'apartheid, endant la campagne des élections

législatives.

Le chirurgien a justifié son entrée en politique en déclarant qu'il n'avait plus confiance dans le Partinational (NP) au pouvoir à Pretoria. Sans avoir jamais milité, il a indiqué qu'il avait été, jusqu'ici, un partisan indirect e du NP. « Je penneis que la resillaure facen de la pensais que la meilleure façon de le faire changer était d'être impliqué à ses côtés », a-t-il dit. » (AFP, Reu-

A TRAVERS LE MONDE

Les juges de Medellin

en grève

Colombie

Plusiours centaines de juges de la région de Medellin, la capitale de l'Etat d'Antioquia, située au nordouest de la Colombie, sont en grève decuis le fin de la semaine dernière et ont annoncé dimanche 30 juillet qu'ils poursuivaient leur mouve qu'ils poursuivaient leur mouvement. Les juges, qui officient dans une région considérée comme l'un des plus gros centres mondiaux du trafic de drogue, veulent faite pression aur le gouvernement pour qu'il renforce leur sécuriré. Ce mouvement a été déclerché à la cirte de l'acception. déclenché à la suite de l'assess vendredi, du juge Maria Elena Diaz et de ses deux gardes du corps par des inconnus circulant en volture. Elle enquêtait sur des groupes paramis-taires d'extrême droite qui, selon le président Virgilio Barco, sont financés principalement par des trafi-quants de drogue. Plus de cinquante cours des dix demières années Colombie.- (Reuter.)

Etats-Unis

Felix Bloch de retour à Washington

Le diplomate américain Felix Bloch, soupconné d'espionnage au profit de l'URSS, est retourné, kindi 31 juillet, à Washington, où il s'est promané suivi de nombreux reporters. L'ancien numéro deux de l'ambassade des Etats-Unis à Vienne, qui, en « congé administratif », avait passé plus d'une semaine dans l'Etat de New-York, s'est rednu dans les locaux de la télévision autri-chienne; le correspondent de celle-ci, M. Robert Weisner, l'avait invité à venir voir commant les médies autricheins couvraient son cas. Le diplo-mate, qui semblaix e plutôt étonnamment détendu », a regardé des films de télévision et lu des journaux, mais a refusé de répondre à toutes les questions concernant l'enquête, a indiqué M. Weisner.

« Les révélations prématurées uvent avoir un impact négatif sur la recherche de nouvelles preuves », a. pour sa part, estimé le porte-

parole du ministère de la justice, M. David Runkel. Il a indiqué que le département avait manifesté cette crainte avant que le département l'Etat ne confirme, le 21 juillet, que M. Bloch falsait l'objet d'une enquête pour « activités illégales » impliquant « un service de renseignements étranger ». — (AFP.)

· Lexique de la colonisation Trançaise. — «Faire apercevoir les principeux espects de l'ancien enpire colonial français à tous ceux qui, de près ou de loin, ont à se préoccuper des pays qui en finent partie, nations du tiers monde ou su contraîre régions « avancées » de l'Amérique du Nord»: tel est l'objectif de ce livre. Œuvre d'un historien, ce précis Itwa. Ciuwa d'un ristonen, ce precis rassemble, par ordre alphabétique, un millier de courtes notices qui don-nent les points de repère néces-saires: «Diagne (Blaise), Diego Sua-rez, Dien Bien Phu, Djibout-Addie-Abeba (chemin de

* Lexique de la colonisation fran-caise, par Jean Martin; éditions Dallos, 11. rue Soufflet. 75240 Paris, CEDEX 05; 395 pages, 82 france.

L'ambassadeur de France à Pékin, M. Charles Malo, a été convoqué - pour la septième fois depuis le début de la répression - au ministère chinois des affaires étrangères, jundi 31 juillet, pour y entendre une protestation officielle de la Chine contre des déclarations des Sept lors du sommet de Paris à propos des événements du

mois de juin. Ses collègues des pays industrialisés avaient été convoqués les jours précédents. Les attachés militaires des Sept et de la Comm européenne avaient reçu instruction de leurs gouvernements de boycotter une réception donnée hundi soir en l'honneur de la fête de l'armée communiste chinoise, célébrée ce mardi.

PÉKIN de notre correspondant

Pinquiétude

- 61-32

adding -

AMEN .

(4 mg. ...

disease - -

SHEET STATE

a abbig.

Serve Personal

· 我都在我 5 " 1 "

HOM Z TENNEY

Service Charles

Bus to high

上で名があっ

Market 12 - Sec. 1

- Stylen and Co

Mintel W. N. C.

MANA MATERIA

CHARLES .

And the Sanda Salaman Co.

المراج المعلية بمطوعة

Sugaryage

A STATE OF

و التواجيع :

MANAGE WAS

(\$4) € · · ≥

左右にマー・

A 1878

Especial and in a

e révolution

2249

TANK TO MAKE IT IN THE

levil area

Termitar a.

The same of the sa

The second secon

Britis, is a series . I som.

A Mariana

The second of the second of the second of

報道 Amplication A

Water .

emborie

Les autorités out lancé, mardi le sofit, un vibrant appel au renfor-cement de l'unité entre l'armée et le peuple à l'occasion du soixantedeuxième anniversaire de l'armée populaire de libération, tout en exhortant la troupe à « écraser toute tentative des ennemis de l'intérieur ou basés à l'étranger en vue de renverser la République populaire ». Le Quotidien de l'armée a conclu son éditorial sur un slogan destiné à être répété à l'envi dans les mois qui viennent, faute de perspectives de levée de la loi martiale en vigueur à

Pôkin : « Quand l'armée et le peuple

sont unis, qui donc pourrait les

Insistant sur la légende du soldat communiste à l'aise au sein du peuple « comme un poisson dans l'eau », l'éditorial et les diverses déclarations faites à cette occasion citent l'action des militaires face à a la rébellion contrerévolutionnaire » du printemps comme un exemple d'accomplissement propre à renforcer cette union înscrite dans la mythologie communiste chinoise. Sans faire référence au refus initial des troupes d'entrer dans la capitale lors de l'imposition de la loi martiale le 20 mai, le journal de l'armée reconnaît que des problèmes s'étaient fait jour au sein de l'institution militaire ces derniers temps, mais les attribue uniquement aux déficiences dans - le travail idéologique et politique », dont l'ancien secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, porte le chapeau. « Le slogan selon lequel « Tout le monde veut de l'argent » a érodé les saines relations entre l'armée et le peu-ple », et il convient donc de faire plus largement appel « aux bonnes traditions » de frugalité à l'avenir.

Pour suppléer aux insuffisances budgétaires, les militaires sont invités à se nourrir davantage d'idéologie : le célèbre héros Lei Fong voic vers « le grand idéal du com-munisme », scule issue pour « le redressement de la Chine ».

Pour ce qui est du rôle de main-tien de l'ordre que l'armée assume contre son gré, le régime ne se cache pas de s'inspirer de la tradition impériale en citant l'adage chinois selon lequel la vocation d'un soldat est de « combattre les fléaux » et de

> Après des inondations catastrophiques

Pékin demande une aide internationale

Le gouvernement chinois a lancé un appel à l'aide internationale afin de combattre les inondations : depuis le début de l'année, ces inondations dans le centre, le sud-est et le nord de la Chine ont provoqué la mort de 1 703 personnes, selon le dernier bilan dressé par le gouverne-ment, et l'on s'attend à une détérioment, et 1 on 8 attend a une déterno-ration de la situation, selon le jour-nal de langue anglaise China Datly. A lui seul, le Sichuan, la province la plus riche et la plus peupiée, au cen-tre du pays, compte huit cents morts at des dispète matériale actimés à et des dégâts matériels estimés à 1,5 milliard de yuans (400 millions de dollars au cours officiel).

L'armée populaire de libération, certes, a été mobilisée dans les zones sinistrées, et le secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, a lancé cette semaine un plan de secours lors d'une visite à Wuhan (centre).

Les eaux des principaux fleuves chinois continue inondations se déplacent des pro-vinces centrales vers le nord et le sud-est du pays. - (AFP.)



mater les soulèvements ». La veille de cet anniversaire, célébré comme d'habitude sans défilé mais avec une grande réception officielle au Palais du peuple en présence de toute la direction du régime, un journal avait publié une information révélatrice des sentiments de certains civils envers les militaires de faction à travers la ville : un quadragénaire aurait tenté d'empoisonnes des soldats de garde sur un pont, sous un soleil d'été torride, en leur apportant de l'eau contenant un produit toxique. La commémoration de la fondation de l'armée révolutionnaire chinoise en 1927 a donné lien, par ailleurs, à l'ouverture, au Musée d'histoire militaire, d'une exposition de documents et reliques autour de la répression du soulèvement popu-

Les « envahisseurs »

laire d'avril-mai.

An cours des derniers jours, les autorités out apporté un élément supplémentaire d'information censé justifier cette répression sanglante en affirmant que certains émeutiers avaient fait usage d'armes à feu contre la troupe dès son entrée en ville. Un sous-officier cité à l'hos-neur parmi douze « martyrs » faits « gardes de la République » à titre posthume a sinsi été tué, selon ramonce de la commission militaire centrale, par balle lors de l'arrivée des troupes sur la place Tiananmen le 3 juin. Des personnalités libérales de Hongkong sont également accusées d'avoir - proposé de faire [de la colonie] une base de transit permettant de fournir des armes aux

Sans mentionner explicitemen ces acousations, au demeurant non étayées, que formulait il y a quel-ques jours le Quosidien du peuple, le ministre de la défense, le général Qin Jiwei, a appelé l'armée à main-tenir « un haut degré de vigilance » face aux menaces combinées d'« envahisseurs » potentiels et d « ennemis de l'intérieur basés d l'étranger ». Cela ne l'a pas empêché de réitérer le soutien complet de l'armée à une politique de « réuntfi-cation pacifique » de Tarwan à la Chine, pour laquelle les soldats, a-t-il dit, sont décidés à déployer des

efforts inlassables

M. Deng Xiaoping, président de la commission militaire, n'assistair pas à cette réception. Tous les journaux ont public mardi une calligraphie de sa main à l'intention des sol-dats chargés d'appliquer la loi martiale : « Gardiens de la République, gardiens du peuple ». Le trait, tremblant, accuse l'âge avancé de

Par ailleurs, les autorités de l'université de Pékin out annoncé kundi l'expulsion d'un étudiant, M. Xiong Dayong, âgé de vingt-deux ans, accusé d'avoir été l'instigateur d'une petite manifestation qui s'est tenue le 23 juillet dans l'enceinte de l'établissement aux cris ironiques de · Sans le Parti communiste, il n'y aurait pas de Chine nouvelle . Le jeune homme était membre de la Ligue de la jeunesse communiste. Selon des témoins, la manifestation tenait plus du monôme que de l'action anti-gouvernementale. Outre ce slogan très conforme à la ligne officielle, les étudiants réci-taient par dérision des tables de mul-

FRANCIS DERON.

Dans le sud de la Thaïlande

Deux anciens soldats japonais tiennent le maquis depuis quarante ans

BANGKOK de notre envoyé spécial

Les deux hommes ont plus de soixante-dix ans. Ils se battent depuis plus de quarante ans dans la lungle, sur la frontière entre la Malaisie et la Theïlande. Ils ont adopté des noms chinois, Jin Toel et Ah Fook. Mais ils sont les demiers survivants connus d'un groupe de quinza soldats japo-nais qui avaient refusé de sa ren-dra en 1945. Depuis, ils sont restés avec leurs anciens

dirigeants voudraient pouvoir retourner pour reprendre des activités politiques légales Kuele-Lumour ne veut cas entendre parler, ce qui explique, au moins en partie, la lenteur des pourpariers avec les Thallandals. Réfugiés dans leurs repaires de la jungle thailandaise, ces insurgés seront forcés, cependant, d'accepter les conditions d'amnistie, assez généreuses, offertes per Bangkok.

Jin Tool et Ah Fook, qui, ces trente dernières années, en rai-



ennemis, les communistes malaisiens, qui, après avoir lutté aux côtés des forces alliées contre l'occupant japonais pandant la seconde guerre mondiale, se sont insurgés en 1948 contre

Cette incroyable histoire avait filtré lors de négociations menées par Bangkok pour obtenir la reddition du demier camé de communistes malaisiens réfugiés dans les forêts de la Thai-lande péninsulaire. Depuis trois ans, plus d'un millier d'entre eux sa sont dejà rendus. Mais if en reste encore environ neuf cente qui négocient actuellement avec les militaires thallandais les conditions d'une amnistie. Parmi aux, selon M. Chang Chung Minh, un ancien chef de la guédais en 1987 dans le cedre d'un précédent programme d'amnistie, figurent les deux anciens sol-

Depuis bientôt une dizaine d'années, le PC de Malaisie ayant notemment perdu la soutien de la Chine, est peu actif.

sifs, feront probablement partie du lot d'amnistiés. « Ce fut très etrange à l'époque », a déclaré au Bangkok Post, M. Chang Chung Minh, à propos du raffie-ment des quinze Japonais aux communistes en 1949. e Nous nous étions combattus pendant le guerre, après l'invasion japonaise et lorsque celle-ci a pris fin nous nous sommes alliés contre l'ennemi commun, les Britanni-ques. » Treize sur les quinze Japonais furent tués avant 1960, date à laquelle l'état d'urgance fut officiellement levé en Malaisie en raison de l'affaiblissement de la guérilla communiste. Mais depuis, Jin Toei et Ah Fook, dont les militaires thallandais ignorent jusqu'à la véritable identité (1), n'ont pas désanné, malgré les déboires croissants d'un PCM de plus en plus divisé. J.-C. POMONTI.

D'après les listes de l'armée impériale. Ah Fook s'appellerait Shigei Yuki Hashimoto et Jin Toei aurait pour nom Kyonori Tamaka.

Europe

URSS

La « propagande antisoviétique » n'est plus un crime contre l'Etat

Le Soviet suprême (Parlement) de l'URSS a adopté, lundi 31 juillet, une nouvelle version de la loi sur « les crimes contre l'Etat » soviétique votée le 8 avril dernier. Certains aspects de la première version avaient été critiqués en mai par le Congrès des députés, qui avait déjà supprimé l'article interdisant tout dénigrement des organes d'Etat et des organisations sociales ».

L'agence Tass indique que le nouveau texte de loi proposé lundi par le présidium du Soviet suprême supprime la notion d' a agitation et propagande antisoviétiques », et que tenls « les actes dirigés à dessein contre le système soviétique » res-

Le texte a néanmoins à nouveau « provoqué une brûlante polémi-que » parmi les députés. L'article interdisent » l'utilisation de moyens techniques permettant le tirage de documents en grand nombre » a été retiré à son tour. Sa suppression avait été demandée à plusieurs reprises par de nombreux députés progressistes au Congrès, notam-ment par le Prix Nobel de la paix

L'usage des photocopieuses est actuellement interdit au public en URSS, où l'édition est étroitement surveillée. L'importation d'ordinateurs personnels fait également l'objet d'une sévère réglementation.

Le chef des douanes soviétiques, M. Vitali Boiarov, a annoncé par ailleurs lundi, dans une conference de presse, que le Kremlin a mis fin à toutes les restrictions sur l'importation des œuvres écrites. . Il n'y a plus d'auteurs interdits. Les seules restrictions concernent le matériel incitant au renversement de l'Etat par la force, ainsi que la pornogra-phie », 2-t-il précisé. - (AFP, Reu-

POLOGNE

La libération des prix alimentaires a provoqué une ruée préventive sur les magasins

Les magasins d'alimentation ont été pris d'assaut lundi 31 juillet en Pologne en prévision de l'entrée en vigueur le la août de la libération partielle des prix du secteur agro-alimentaire. A Varsovie, de longues iles d'attente se sont formées devant les vitrines et des bouscuades se sont même produites devant 'étal des bouchers.

Les économistes prévoient que cette libération entraînera une hausse de prix de 200 % sur certaines denrées alimentaires. Selon le vice-ministre du travail, M. Jerzy Szreter, le gouvernement s'attend à une augmentation de 200 % pour la graisse végétale, de 180 à 200 % pour les produits laitiers, de 185 % sur la viande. Un litre d'huile de soja par exemple devrait doubler, paspar exemple devrait doubler, pas-sant de 1700 à 3200 ziotys. Le salaire moyen est de 97 000 zlotys.

Réunis à Varsovie, les députés de la Diète ont voté lundi un plan d'indexation des salaires proposé par d'indexation des saiaires propose par le gouvernement sortant de M. Rakowski pour compenser les hausses de prix. Cette mesure, qui n'est pas sans danger pour une infla-tion déjà galopante de près de 100 %, a été jugée insuffisante par n'a cessé ces derniers jours, appuyée par de nombreux experts économiques du parti et les syndicats officiels, d'alerter sur les risques d'explosion sociale. Elle a demandé, lundi, à la Diète, la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion de M. Rakowski.

Le président Jaruzelski devait présenter officiellement, mardi, à la Diète, la candidature, sous l'éti-quette du POUP, du ministre de l'intérieur, le général Czeslaw Kiszc-zak, à la présidence du conseil. Un vote de confirmation devrait avoir lieu le jour même. Le général Kiszczak a été officiellement « recom-mandé », lundi, par le nouveau secrétaire général du POUP, M. Rakowski, aux parlementaires communistes réunis lundi matin à

M. Bronislaw Geremek, chef du groupe parlementaire de Solidarité, a rencontré le général Kiszczak lundi, Il lui a réaffirmé le refus du syndicat libre d'entrer dans tout gouvernement dirigé par le POUP. - (AFP, Reuter.)

Les pays occidentaux coordonnent leur aide à Varsovie et à Budapest

Une conférence des pays de l'OCDE s'est réunie, mardi 1º août, à Bruxelles, sous la présidence de la Communanté européenne, pour coordonner l'aide des pays occiden-taux à la Pologne et à la Hongrie. L'idée de départ n'est pas de lancer un plan Marshall et d'injecter massivement des capitaux dans des économies à la fois surendettées et mal structurées, mais d'encourager les réformes par des aides sélectives.

Cette conférence fait suite au mandat donné à la Commission européenne par le sommet des pays ndustrialisés qui s'est tenu à Paris à la mi-juillet. Les pays de la CEE se sont déjà engagés à fournir, dans un premier temps, une aide alimentaire de 120 millions de dollars sur deux ans. Les premières livraisons devraient arriver ces jours-ci, au moment où la libéralition des prix agricoles fait craindre une flambée des prix sur les marchés.

Les Occidentaux doivent examiner les possibilités de coopération économique et commerciale. L'idée est notamment d'aider la Pologne et la Hongrie à libéraliser leurs économies, de promouvoir des entreprises communes et d'assurer la formation des cadres. Les importations de produits industriels et les investissements privés seraient également

Des accords de coopération commerciale d'une portée modeste viennent d'être signés entre la CEE et les deux pays. Les Occidentaux n'évoquent pas encore la possibilité d'un rééchelonnement de leurs dettes. — (Reuter.)

TURQUIE

Trois cents réfugiés kurdes irakiens s'apprêtent à partir pour la France

MARDIN

de notre envoyé spécial

Ils sont un peu plus de trois cents regroupés dans la cour du pensionnat de jeunes filles de Mardin, près de la frontière turquo-syrienne. Pour les deux tiers d'entre eux, c'est leur dernière auit en Turquie, et probablement aussi la dernière pour longtemps à proximité des montagnes du Kurdistan d'Irak, où ils ont toujours vécu. Le premier groupe de trois cents réfugiés kurdes irakiens acceptés par la France pour des raisons humanitaires devrait quitter, mardi le août, la Turquie, où soixante mille Kurdes du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak en lutte pour l'autonomie s'étaient réfugiés en septembre 1988 pour fuir les bombardements des troupes

de Bagdad. Dans les salles de classe, une équipe de techniciens français, arrivés sur place dimanche, poursuit sa tâche fébrilement jusque tard dans la mit. Un médecin et une infirmière attachés au secrétariat à l'action humanitaire examinent les familles, qu'ils trouvent « en par-faite santé ». Des agents du minis-tère français de l'intérieur s'occu-pent des identités et délivrent les visas.

e RFA-URSS: échanges de consulata. — Un consulat de la RFA à Kiev (Ukraine) at un consulat d'URSS à Munich (Bavière) devaient être ouverts mardi 1" soût. La RFA disposait déjà d'un consulat à Léningrad et l'URSS d'un à Hambourg.

· Arrivés à Téhéran de M. Chevardnadze. — Le ministre soviétique des affaires êtrangères. M. Edouard Chevardnadze, ast arrivé à Téhéran lundi soir 31 juillet venant de Paris pour une e visite de travail : de deux jours à l'invitation de son homologue iranien, M. Ali Akbar Velevati. Le chef de la diplomatie soviétique doit entamer des mardi des entratiens avec son homologue iranien. Il doit, en outre, rencontrer le président iranien Ali Akbar Hachémi-Refsandjani. — (AFP.)

• SUEDE : le meurtrier d'Olof Palme fait appel. - Christer Pet-tersson, condemné à la prison à vie pour le meurtre du premier ministre suédois Olof Palme en 1986, a fait appel kındi 31 juillet. L'audience en appel a été provisoirement fixée au 7 septembre. — (Reuter.)

remarquer avec fierté, les femmes s'occupent de nombreux enfants. tandis que les hommes, turban sur la tête et vêtus du large pantaion traditionnel, essaient d'entrevoir un avenir qui reste encore bien mystérieux.

Tout en remerciant le gouvernement français, les dirigeants kurdes ne cachent pas leur déception, à Mardin comme à Diyarbakir. devant le faible nombre de réfugiés accueillis par Paris après la visite dans les camps de M= Danièle Mitterrand en mai dernier : . Elle a vu nos conditions de vie effroyables, explique Ekrem Mahi, avec lequel elle s'était longuement entretenue à Diyarbakir; la France peut faire plus et les autres pays occidentaux doivent l'imiter. »

Ce sont les cadres kurdes euxmêmes qui ont préparé la liste des partents. On a fait partir en priorité ceux du camp de Mardin, épuisés par une chaleur qui atteint 50 degrés dans leur camp de tentes. Les responsables affirment que, par souci de justice, on a choisi certaines des familles les plus défavorisées et non les éléments dont le niveau d'éducation aurait probablement permis une intégration plus facile. « Pour trois diplômés d'université, quatre d'instituts supérieurs, la

Souriantes, le visage découvert majorité des partants sont des paycamp de Mardin.

Ramzi, ancien étudiant en technologie à Mossoul, qui n'a pu continuer parce qu'il n'était pas membre du Parti Baas au pouvoir, compte rester en France comme réfugié politique jusqu'à la chute du régime de Bag-dad et la libération du Kurdistan. Mais les enfants, qui n'auront jamais connu rien d'autre que la France, prendront peut-être un jour la nationalité française », dit-il.

Il reste encore environ trente qua-tre mille réfugiés kurdes en Turquie. Les changements sur le terrain en Irak excluent dans l'immédiat tout retour des combattants et de leurs familles. L'épuisement matériel, le désespoir après un an passé dans des camps que les réfugiés qualifient aujourd'hui de - grandes prisons -. ont mis le départ de Turquie à l'ordre du jour. La demande largement exprimée aujourd'hui est . le départ de tous vers l'Europe par larges groupes ..

Au Haut Commissariat aux réfugiés, tout en se félicitant de la décision française, et en espérant qu'elle aura valeur d'exemple, on ne considère cependant pas cette éventualité comme très réaliste. On souligne que la contribution internationale à des projets de réinstallation en Turquie reste plus amais nécessaire. MICHEL FARRÈRE.

BULGARIE

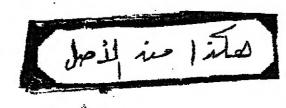
Grève de la faim dans les milieux dissidents

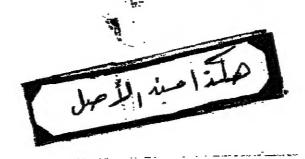
Une grève de la faim a été lancée en Bulgarie pour soutenir six militants, emprisonnés, de l'Association indépendante pour les droits de l'homme, a annoncé lundi 31 juillet à Marseille la fondation francobulgare Dialogue. Deux des grévistes, MM. Dimiter Tomov, vice-président de l'association, et Planem Darakrehieu om été convoqués par la prison centrale de Sofia. Daraktchiev, ont été convoqués par la police vendredi dernier, dans leurs villes respectives de Michaelograd et de Blagovgrad, et sont menacés d'avoir à quitter la Bulgarie.

Dix personnes ont lancé le mouvement de grève la semaine dernière. Un nouveau groupe de dix personnes devait preudre le relai, mardi, pour la semaine à venir.

Le mouvement a été décidé à la suite de la remise du dossier des six accusés au procureur général, qui a confirmé lundi l'engagement de poursuites pour calonnies contre

chev, président du syndicat de soutien aux intellectuels Podkrepa Anton Zaprianov, traducteur de russe; et Nikolai Kolev, avaient été arrêtés en mai dernier pour avoir signé une pétition en saveur de la minorité bulgare d'origine turque. Deux autres, MM. Christophore Sabev, président du comité pour la défense des droits religieux et la liberté de conscience, et Todor Gagalov, vice-président de Pod-krepa, avaient été arrêtés en juin. Le sixième est un intellectuel de confession musulmane, Hassan Beilcov.





CE SONT TOUJOURS LES MÊMES Qui Sont Ouverts Au Mois d'Août.



in column

Santacion : de PCF A Best Offensive

ALIGHET ... THE WALL

Politique

Le débat sur le rôle du Conseil constitutionnel

Le pouvoir législatif face à ses censeurs

Commentant, landi 31 juillet, les dernières décisions du Conseil constitutionel, l'Humanité, quotidien du PCF, réclamait « la suppression de cette chambre d'approbation de l'Elysée ».

Les communistes sont jusqu'à présent les às à envisager pareille extrémité devant les prérogatives que s'est octroyées, depuis quelques années, l'assemblée des « nenf Sages » du Palais-

constitutionnel est bel et bien rouvert, et pas seulement parce que M. François Mitterrand a proposé, le 14 juillet, d'élargir la saisine de cette juridiction suprême.

Les deux points de vue que nous publions cissous en témoignent. Ils posent la question de savoir quelles doivent être les limites, à notre époque, de la souveraineté du peuple telle qu'elle s'exprime par l'intermédiaire du pouvoir législatif du Parlement, sommis aux functuations des majorités politiques.

Le professeur Loïc Philip, de l'université d'Aix-Marseille, estime, contrairement à Jean-Jacques Dupeyroux (nos éditions du 19 juillet), que les Français doivent renoncer « au mythe ancien et dépassé de la souveraineté de la loi ».

Selon l'avocat international Laurent Cohen-Tanugi, la démocratie française, en fait, s'est métamorphosée, depuis 1971, sans qu'on s'en rende compte sur le champ, en un Etat de droit

POINTS DE VUE

A March & March 1

par Laurent Cohen-Tanugi avocat international

OTENTIELLEMENT destinée à l'ensemble des Français, la réforme du contrôle de constitutionnalité proposée par le président de la République risque fort de laisser le citoyen aux prises avec les intérêts propres de la classe politique d'un côté, l'aridité inévitable du débat juridique, de

Face à l'hostilité naturelle, ou simplement partisane, de nombreux hommes politiques à l'égerd d'une réforme qui contribuera à accroître le rôle du Conseil constitutionnel, une approche strictement technique de ses mérites et inconvénients a ceu de chances de parvenir à mobiliser l'opinion. D'où l'intérêt de tenter de mettre en lumière le profit qu'on peut attendre de l'élargissement de la salaine pour la démocratie et la société française dans leur ensemble, en replaçant chemin faisant quelques critiques en perspec-

Au milieu da gué

Bien que susceptible de plusieurs variantes, la finalité de la réforme est claire. Dens l'hypothèse la plus probable, il s'agit de permettre aux individus, aux entreprises, aux associstions de mettre en cause, dans le cedre d'un procès, la constitutionnalité d'une loi avant vocation à régir le litige et portant atteinte à un droit protégé par la Déclaration des droits de l'homme, le préambule de la Constitution de 1946 ou les « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République». La juridiction saisie - ou, dans une version plus restrictive, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat seul - renverrait alors, quand elle le Conseil constitutionnel, qui tranche-

Au mécanisme de l'axception d'inconstitutionnalité qu'on vient de décrire pourrait s'ajouter un recours direct des particullers au Conseil constitutionnel, en dehors de tout procès, en cas de violation d'un droit fondamental.

Selon plusieurs commentateurs. une telle réforme marquerait une rupture avec la tradition démocratique française, et nous ferait évoluer vers un « gouvernement des juges » à l'américaine. L'objection a vingt ans de retard. L'élargissement envisagé de la saisine du Conseil constitutionnel s'inscrit en effet dans le actuel, en permettant de sanction-

Les enjeux droit fil de l'évolution du contrôle de constitutionnalité en France depuis

le début des années 70.

Si rupture il y eut, elle se situe en 1971, lorsque le Conseil constitutionnel décida de donner valeur de droit positif suprême aux principes tion de 1958, en l'occurrence la liberté d'association. Passée inapercue à l'époque, catte décision métamorphosait la démocratie française. marquée depuis la Révolution par l'absolutisme majoritaire de la foi, en un Etat de droit constitutionnel.

L'ouverture de la saisine du Conseil à l'opposition parlementaire réalisée par Valéry Giscard d'Estaing en 1974 allait permettre ensuite, à la faveur de l'alternance, l'élaboration d'une véritable jurisprudence constitutionnelle aujourd'hui utilisable par les citoyens, les praticiens et les juridictions. Il s'agit à présent de ne pas rester au milieu du gué : comment en effet justifier qu'un citoyen francais puisse invoquer en justice à l'encontre d'une loi le traité de Rome ou la Convention européenne des droits de l'homme, sans pouvoir se prévaloir des droits que lui confère sa Constitution nationale ?

Le spectre de la Cour suprême des Etats-Unis - horresco referens n'est pas plus pertinent. En effet la réforme envisagée demeure bier dans la cadre du « modèle européen » de contrôle de constitutionnalité des lois, caractérisé, à la différence du système américain, par l'affectation du contentieux constitutionnel exclusivement à une juridiction spécifique, extérieure à l'organisation judiciaire. Nul ne songe à dessaisir le Consell constitutionnel de sa mission, présente ou future, au profit des tribunatos.

La médiation de la société civile

D'inspiration auropéenne, l'élargissement à la société civile de la alsine du Conseil constitutionne l'est d'autant plus qu'il ne ferait que mettre le système français de contrôle de constitutionnalité au dispason de celui qui prévaut depuis longtemps chez la plupart de nos voisins. Le contrôle de constitutionnalité à la française est, on le sait, des plus restrictifs : il ne peut être mis en œuvre que par des autorités politiques, in abstracto, et ne sau-rait attaindre une loi promulguée. Le juge est aujourd'hui tenu d'appliquer la loi, fût-elle devenue contraire à la jurisprudence du

Conseil constitutionnel.
La réforme viendrait ainsi combler une lacune majeure du système ner l'inconstitutionnalité d'une loi on vigueur, ainsi que l'application inconstitutionnelle, dans tel contexte particulier, d'une loi de prime abord irréprochable et qui, comme telle, aurait ou échapper à la vigilance des juges du Palais-Royal.

Au plan de l'équilibre institutionnel, l'intermédiation de la société civile romprait le difficile face à face entre le législateur et le juge constitutionnel, qui rend ce demier arbitre malgré lui de conflits partisans (affaire des « dix » de Renault), voire otage impuissant d'une classe politique solidaire dans la défense de ses intérêts (réforme du financement des partis politiques). Et le citoven n'aurait okus à s'en remettre exclusivement à ses représentants politiques pour veiller sur ses droits.

Par ailleurs, la passerelle ainsi jetée entre le contrôle de constitutionnalité et le processus judiciaire, actionné par la société, remédierait au « déficit démocratique » souvent reproché au contrôle de constitutionnalité à la française, ainsi qu'à son caractère insuffisamment contradictoire et public. Enfin, idéologiquement, l'élergissement de la seisine établirait un lien immédiat entre le citoyen et les principes fondamentaux de la démocratie, seul susceptible de faire pénétrer l'Etat de droit dans notre culture politique et de permettre à la société de projeter ses problèmes dans l'espace

Reste l'épouventail immanquablement brandi de l'anarchie juridique. Le risque d'une prolifération des recours paraît techniquement maîtrisable, au terme d'une réflexion approfondie sur les modalités de la réforme ; encore convient-il, ce faisent, de ne pas sacrifier à la vision profondément statique du droit - instrument de conservation plutôt que de changement social - qui prévaut dans une partie de l'establishment juridique

Une société en mouvement n'exige-t-elle pas un droit ouvert, renégocié en permanence ? Et la complexité n'est-elle pas la nécessaire contrepartie de l'Etat de

Seion son préambule, la Déclara-

tion du 26 soût 1789, emblème du Bicentenaire, fut proclamée « afin que les réclemations des citovens. fondées sur des principes simples et incontestables, tournent toulours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous ». La réforme proposée confère à ce vosu toute sa portée. On voit mal au nom de quel principe un démocrate de 1989 voudrait s'y opposer.

Clarifier pour progresser

professeur à l'université

ANS ie Monde daté du 19 juillet, Jean-Jacques la Conseil constitutionnel peut être infaillible. Il convient de le rassurer : le juge constitutionnel, comme tout être humain, n'est pas infaillible et, par ses propres décisions.

L'article 62 de la Constitution impose bien le respect des décisions de la juridiction constitutionnelle à l'ensemble des pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles. mais il n'a pas pour effet de figer la jurisprudence constitutionne n'interdit pas au Conseil constitutionnel de modifier sa propre jurisprudence lorsqu'il l'estime nécessaire. Celui-ci l'a d'ailleurs déià fait à plusieurs reprises, que ce soit en matière électorale ou en matière de contrôle de constitutionnalité.

Il n'y a là rien d'exorbitant. Toutes les cours constitutionnelles acissent de même.

Volonté supérieure de la Constitution

Pour comprendre et admettre cette situation (qui permet d'exiger des autres ce qu'on ne s'impose pas à soi-même), il faut que les Français renoncent au mythe ancien et dépassé de la souveraineté de la loi. Non, la loi ne représente plus la volonté souveraine du peuple exprimée par ses représentants; la loi n'est que le reflet d'une (faible) majorité politique (et souvent même d'une absence de majorité, en cas d'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution). Il y a, désormais, dans notre système juridique, audelà de la volonté du législateur, non des membres du Conseil constitutionnel, mais de la Constitution, Constitution qui a été approuvée par la majorité du peuple français. Et il est parfaitement logique que la volonté du peuple, s'exprimant directement, prime sur la représen-

Le rôle du Conseil constitutionnel est d'assurer le respect de cette Constitution, y compris les textes visés par son préambule, ce qui inclut les droits fondamentaux.

Certes, cela l'amène parfois à interpréter des principes très généraux, mais cela est inhérent à la fonction du juge. De même que le juge ordinaire est conduit à interpréter la loi, le juge constitutionnel est tion. Mais, si son interprétation paraît contestable, il est toujours possible au président de la République (sur proposition du premier ministre) ou aux membres du Parlement, de déclencher une procédure de révision constitutionnelle afin de préciser la portée d'un principe ou d'une règle de valeur constitution-

Il n'est donc pas juste d'écrire que « quelques personnalités désignées par le pouvoir politique (par quel autre pouvoir pourraient-elles être désignées ?) ont ainsi la possi-bilité de faire échec à la volonté du peuple exprimée par ses représentents au nom de principes généralement páteux > (on retrouve ces mêmes principes dans toutes les grandes démocraties occidentales et ils sont en train de gagner le reste du monde).

En fait, la suggestion du président de la République de permettre à tout Français de saisir le Conseil constitutionnel montre que ce dernier a définitivement acquis un prestige et une autorités remarquables pour une aussi jeune institution. Ses

comprises et admises par l'opinion. Cependant, la proposition prési-

dentielle n'est pas sans danger, car elle risque d'enrayer un mécanisme qui fonctionne dans des conditions de plus en plus satisfaisantes.

Obscurité

A l'heure actuelle, cette proposition est assez obscure. On ne sait pas très bien à quel système on se réfère : au modèle américain de la Cour suprême, ce qui est contraire à notre tradition comme à notre organisation judiciaire ; au système italien, dont if faudrait souligner les nombreux inconvénients : ou au système allemand du recours constitutionnel, dont il faudrait rap-

A vrai dire, il n'est pas très réaliste de prévoir une saisine du Conseil constitutionnel par tout citoven lésé dans l'un de ses droits fondamentaux. Il n'y a pratiquement aucune chance qu'une révision constitutionnelle puisse s'opérer sur

En revanche, il faut reconnaître que la système français de contrôle de la constitutionnalité des lois connaît une limite importante : il ne s'applique pas aux lois en vigueur. ont été votées à une époque où il n'y avait pas de contrôle de consti-

Il serait possible, et souhaitable, d'autoriser la Cour de cassation et le Conseil d'État à saisir le Conseil constitutionnel lorsqu'une loi, dont ces juridictions doivent faire application, leur paraît être contraire à un droit fondamental. C'est l'esprit de la proposition faita par la président Badinter dans le Monde du ces conditions et dans ces limites, rait avoir une chance de se dégager.

Réactions à l'amputation de la « loi Joxe » sur l'immigration

Le Conseil des associations d'immi-grés en France (CAIF) demande au gouvernement et au législateur d'introduire d'urgence une nouvelle disposition législative qui rétablirait l'aspect du texte voté en juillet et qui l'aspect du texte voie en juace en qui garantiralt aux immigrés concernés le droit à une justice équitable avec des moyens réels de défense et de recours judiciaires et suspensifs contre les décisions de l'administration.

Le CAIF estime que la décision du Conseil constitutionnel d'invalider l'article 10 de la loi Joxe (qui permet-tait le contrôle per les tribunaux judi-ciaires des décisions administratives de reconduite à la frontière) risque de

« pérenniser la situation d'injustice et d'arbitraire engendrée par la loi Pas-

De son côté le groupe RPR du Sénat, qui avait été à l'origine du recours devant le Conseil constitutionnel, estime dans un communiqué, que l'invalidation de l'article 10 - confirme le bien-fondé des critiques émises par le RPR tout au long des débats parle-mentaires sur cette loi » et ne peut que « satisfaire ceux qui connaissent le dévouement et l'objectivité des magis-trats de l'ordre administratif, injustement mis en cause par le projet du

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13 chambre de la cou

d'appel de Paris du 20 janvier 1989, M. MEURANT Jacques, né le 4 novembre 1946 à Paris (12°), et demeurant à Paris (8°), 24, rue de l'Arcade. l'Arcade.

a été condamné à 6 mois d'empri-sonnement avec sursis et à 30 000 F d'amende pour publicité fausse ou de nature à induire en erreur.

La cour a en outre ordomé, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal le

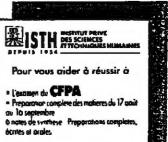
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 20 chambre de la cour d'appel de Paris (Pourvoi : rejet le 30 mars 1989) du 3 juin 1989, M. EVENAS Jean-Pierre, né le 9 septembre 1937 à Noisy-le-Sec (93), et demeurant à Noisy-le-Sec (93), 75, rue lean-laurée

- a été condamné à 15 000 F d'amende pour homicide involontaire et infraction au code du Travail.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal le Monde, dans la limite de 5 000 F. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquis P./LE GREFFIER EN CHEF.



AUTTUIL

Q. ov. laten-Persony 750/10 Park 42.24.10.72 +

CORRESPONDANCE

Les « reconstructeurs » du PCF reprennent l'offensive

En Limousin

LIMOGES de notre correspondant

La fête champêtre d'habitude consacrée an soutien du quotidien régional communiste l'Echo du Centre par la section de Saint-Yrieix-La-Perche (Haute-Vienne) sera, les 2 et 3 septembre prochain, organisée sons le sigle de l'ARIA (Association de recherche et d'initiative pour l'autogestion et le socialisme) qu'animent, autour de MM. Félix

Rigout, les «reconstructeurs» du PCF. A la limite de la Haute-Vienne, da la Corrèze et de la Dordogne, cette fête attire chaque année plusieurs milliers de visiteurs des trois dépar-

Damette, Claude Poperen et Marcel

Les quelque quatre-vingts mili-tants communistes de Saint-Yrieix-La Perche qui - suite à la « réorga-nisation» qui a fait disparaître leur section, - n'ont pas réussi à récupérer leurs cartes (« c'est la même situation que pour la fédération du Doubs », estiment-ils) espèrent faire de cet événement la preuve que ce sont oux qui « représentent l'efficacité communiste en Limousin ». Ils veulent aussi donner à leur initiative un écho national : le meeting politique du dimanche 3 septembre sera animé par MM. Lucien Lanternier, maire honoraire de Gennevilliers, Marchel Dufriche, maire honoraire de Montreuil, et Marcel Rigout,

G.C.

Le Monde PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4344

ciaire est le juge des peines.

dans un tel domaine.

La rencontre de deux principes

M. Dominique Charvet, magis-trat, qui participa naguère en tant que conseiller technique à la préparation des textes légistatifs sur l'immigration, nous écrit :

En rendant compte de la décision du Conseil constitutionnel sur la loi Joxe, le Monde a qualifié d' éro-dée e une idée qui a à voir, à mon sens, avec les libertés.

Quand en 1981, sur la proposition de M= Questiaux, ministre de la solidarité nationale et de M. Autain, secrétaire d'Etat à l'immigration, la compétence judiciaire fut instaurée en matière de reconduite à la frontière des étrangers, elle eut pour fon-dements plusieurs constatations et

- La reconduite à la frontière est, quoi qu'on en venille, perçue comme une sanction, et le juge judi-

- Le juge judiciaire a une pratique de prise en considération de la personnalité et des circonstances de fait qui ne sont pas sans importance

- Les tribunaux judiciaires ont. par leur implantation géographique développée et par leur mode de ment, une capacité effective de traiter l'urgence qui caractérise généralement ce type de dos-

La réflexion était que l'entrée et la sortie des étrangers est à la rencontre des prérogatives d'État, qui ressortissent de la compétence administrative, et de la liberté d'aller et de venir qui est au rang des grandes libertés individuelles que l'autorité judiciaire a pour mission de préserver. Choisir le juge judiciaire était an pas - peut-être symbolique vers la reconnaissance d'un droit universel d'aller et de venir.

Tout cela fut abandonné par la réforme adoptée par le gouverne-ment issu des élections de 1986.

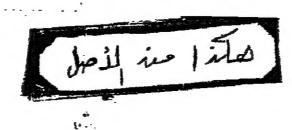
Le projet de résorme de M. Joxe présentait l'avantage de rechercher un équilibre entre les règles traditionnelles de compétence administrative des présets et l'intérêt d'un

d'ailleurs apparue comme une absurdité juridique, car elle a été maintenue pour la prolongation de la rétention administrative prévue dans la même ordonnance du 2 novembre 1945. Pour l'avoir personnellement pratiquée en juridio tion, j'ai pu en vérifier l'utilité. Nous nous trouvons peut-être à la rencontre de deux principes consti-

regard judiciaire différent. Cette

intervention judiciaire n'est pas

tutionnels. Le premier est celui de la compétence de la juridiction administrative pour les actes administratifs, dont il ne faut pas oublier qu'il est le compromis consenti par l'administration pour accepter d'être jugée. Le second est celui de la compétence judiciaire pour les libertés individuelles. Sans doute tout cela peut paraître relever du symbole à une époque où la qualité des juges administratifs n'a rien à disputer à celle des juges judiciaires. Mais les libertés ne sont-elles pas d'abord des symboles?



5 000 hectares dévastés

Les incendies en Corse ont fait deux morts et six blessés graves

Deux touristes italiens out péri carbonisés, lundi 31 juillet en fin d'après midi, sur une route du cap Corse, entre les villages de Luri et Meria, situés à 30 kilomètres au pord-est de Bastia. Les deux touristes, originaires de Milan, un homme et une femme, dont les iden-

Plusieurs sinistres dans la région niçoise

tités n'ont pas été établies, circu-laient à bord de leur voiture en com-

pagnie de deux autres personnes.

La Côte d'Azur, qui avait été épargnée par les feux depuis le début de l'été, se trouve dans la fournaise depuis l'après-midi du 31 juillet : plusieurs loyers se sont déclarés, au centre du département lines de l'agglomération nicoise, où une maison a été endommagée par les flammes, qui out parcouru une quinzaine d'hectares.

D'autre part, alors que la température dépassait les 35°C et que les rafales de vent soufflaient à 60 kilonètres à l'heure, un autre violen incendie s'est déclaré, en début d'après-midi, le 31 juillet, entre Roquestéron-Grasse et Cuébris (à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Nice). Le village de Cuébris a été épargné, mais 40 hec tares de pinèdes ont été détruits.

On signale d'autres foyers lence, où la route a été coupée; dans le Var et dans les Bouches-du-Rhône, où plusieurs feux ont été maîtrisés grâce aux avions et aux hélicoptères.

Surpris par la violence d'un incendie attisé par un vent soufflant en rafales à plus de 150 kilomètres à l'heure, les touristes ont tenté de fuir leur véhicule au moment où celui-ci

Alors que deux des occupants de la voiture parvenaient à se précipiter dans le ravin rocailleux situé en contrebas de la route et profond de plus de 10 mètres, les deux autres passagers étaient rattrapés par le feu et périssaient carbonisés. Rapidement secourus par les pompiers, les blessés ont été évacués en hélicoptère à l'hôpital de Marseille. Les deux survivants, grièvement brûlés, sont dans un état désespéré.

Depuis le 30 juillet, les pompiers avaient en à combattre de très nombreux débuts d'incendie, dont vingt dans la scule commune d'Oletta, simée à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Bastia. Mais, dès la matinée du 31 juillet, le vent violent soufflant en rafales attisait de nombreux incendies dans tout le département. C'est dans le cap Corse, dans le Nebbio, en Balagne et au sud de Bastia, que les foyers les plus dange-reux se développaient. Plus de 5 000 hectares de maquis et de forêts de chênes out ainsi été brûlés. Dans le Nebbio, au sud-ouest de Bastia, quatre jeunes pompiers volontaires ont été grièvement brûlés à 70 % et à 45 %; ils ont été évacués sur les centres des grands brûlés de Lyon et de Montpellier.

Le le soft su matin, la situation restait très préoccupante aux abords de Bastis : dans la nuit du 31 juillet au 1" août, les feux atteignaient la zone industrielle de Furiani, au sud de la ville, où de nombreuses maisons d'habitation avaient été évacuées: les flammes out atteint cer-

provoquant l'explosion d'an moins quatre citernes de carburant. Plu-sieurs dizaines de voitures garées sur un parking ont été détruites par les

Tous les pempiers de Haute-Corse ainsi que des membres du 2º régi-ment étranger de parachutistes stationné à Calvi ont été mobilisés alors que les moyens aériens de lutte, adairs, trackers et hélicoptères Beil étaient cloués au sol en raison de la force du vent.

Il était encore trop tôt, mardi 1" août, au matin, pour dresser un bilan exact de ce premier grand incendie de l'été en Corse. Mais le colonel Battesti, directeur du service rtemental incendie et secour de la Haute-Corse (SDIS) a lancé phisions appels à la prudence de la population, à la responsabilité des élus locaux chargés de faire appliquer les textes réglementant les mises à seu, et avertissait solemellement les « incendiaires pastoraux ». En effet, l'analyse cartographique de très nombreuses mises à feu pratiquées en Corse chaque été (plus de 600 en 1988) a permis aux hosames du SDIS de conclure que 90 % d'entre elles sont d'origine pastorale.

Certains éleveurs de brebis, chèvres ou vaches, non munis de titres de location, pour leur pâturages, et ne pouvant donc recevoir d'aides financières à la mise en valeur des pour fournir de l'herbe à lours troupeaux que l'incendie des parcours de pacages qui, dès l'automne ou les premières pluies, bénéficient d'une poussée d'herbe tendre permettant d'améliorer le rendement des élees... au moindre coût apparent!

MICHEL CODACCIONI.

L'installation du secrétariat de Frontières humaines

Strasbourg, plaque tournante des sciences de la vie

Ce sera done Strasbourg. Jusqu'alors en lice avec Londres et Rome, la capitale alsacienne hébergera, dès le mois prochain, le secrétariat permanent du programme international Frontières humaines, ambitieux projet de recherche pro-posé il y a cinq aus par le Japon dans le domaine des sciences de la vie. Ainsi en ont décidé les responsables 28 juillet pour jeter les premières bases de ce projet sans précédent.

Prontières humaines? Un rêve prodigieux, démesuré. En fait, le protigient, demesare. En lat, is plus ambitient programme de coo-pération scientifique et technologi-que jamais conçu à l'échelle mon-diale dans le domaine de la biologie qui, si tout ou presque reste à défi-nir, figurera sans doute parmi les plus importants projets de cette fin de siècle. Un projet — et ce n'est pas là le moindre de ses particularités proposé de plus par les Japonsis, jusqu'alors peu enclins à internatio-naliser la recherche fondamentale.

Proposé en 1984 par le premier ministre Yasuhiro Nakasone sous l'égide du puissant ministère nippon du commerce et de l'industrie (MITI), Frontières humaines était ment inscrit, en juin 1987 à Venise, au treizième sommet des pays industrialisés (le Monde du 9 juin 1987). Il constituait une réponse symbolique à l'IDS améri-caine (Initiative de défense stratégi-que, ou « Guerre des étoiles ») et au programme de coopération tec gique européen Eurèka, sous la forme d'un colossal programme de recherche sur les sciences de la vie.

Colossal à l'écheion financies (2,384 milliards de yens débloqués pour la seule année 1989), mais égament en raison des thèmes rètemus. Après de multiples études de faisa-bilité, deux axes de recherche out en effet été privilégiés : la biologie moléculaire, qui ouvre les champs des biotechnologies, de la comaishumaines, et l'approfondissement de l'étude du cerveau humain, dont les débonchés, dans le domaine de l'informatique comme dans celui de l'intelligence artificielle, restent à

diale dans le secteur de la bio en cherchant à réduire la compétides travaux et une meilleure circulation des résultats, tout en accélérant ine industriel : assurément, la domaine industriel: assurement, la philosophie générale de Frontières humaines a de quol séduire. Et les six pays occidentaux les plus indus-trialisés (Canada, Etats-Unis, RFA, France, Grando-Bretagne, Italie), ainsi que la CRE, ont fini – nécessité économique oblige – par se ral-lier au projet japonais. Mais non sans prendre les précautions de

Craignant notamment que le taille une part trop belle de ce futur gâtesu technologique, les Etats-Unis et l'Europe ont ainsi imposé que soit cu i nurope un anns impose que son e édicité un accord apécifique sur « les droits de propriété industrielle et intellectuelle », afin de garantir à chaque pays membre la paternité de ses découvertes et l'utilisation des

jet. S'ils se déclarent aujourd'hai partants pour l'aventure, la question des budgets que seraient prêts à foernir les partenaires du Japon, en effet, reste pour le moment dans le flou le plus total. « Une période préliminaire de trois aus est prévue, au cours de laquelle le Japon fournira

An cours d'une attaque

à main armée

Fusillade an péage

FAITS DIVERS

la totalité de l'apport financier contre une contribution e en nature = (bourses, séminaires, échange de chercheurs) des autres pays », explique-t-on au ministère de la recherche et de la technologie. Ce n'est qu'après cette phase probatoire que sera établie l'organisation défi-nitive du programme, et que seront

a grapa de la

7000

American de constitues.

The second of th

Dans ce contexte, l'instauration à refour de la France, de la Suisse et de la RFA, dans cette ville bénéficiant d'une solide tradition scientifique dans le domaine des sciences de la vie, où siègent le Conseil de l'Europe et l'Assemblée des Communantés européennes, une quinrentrée, multiplier les appels d'offres et l'étude des premiers dossiera. Les travaux de recherche pro-

CATHERINE VINCENT.

pour les setellites français. — Le Centre national d'études spatiales (CNSS) vient de confier à la société Alcatel-Espace la réalisation d'une quatrième station de contrôle des aztalites français de talidétaction et d'observaelle sera installée aux ses kergussen, dans les eaux de l'extrême sud de l'océan Indien. Après celles d'Aussagel, près de Toulouse, de Kourou (Guyene insupaise) et d'Hartebeesthoek (Afrique du Sud), catte station, dont le coût est cestimé à 75 millions de francs, sera la demâre du réseau à quatre points chargé de contrôler sur leurs orbites les satellites Spot et Hélios.

JUSTICE

Aide aux victimes d'infractions pénales

Le téléphone vert du tribunal de Pontoise

Désormais, les victimes d'infractions pénales dans le département du Val-d'Oise peuvent composer le 05-00-41-02, numéro vert mis en place par le tribunal de Pontoise depuis le 1= juillet (1). Cet accueil écoutées par des magistrats et d'avoir rapidement accès à des infor-

Pour le président du tribunal de Pontoise, M. Pierre Lyon-Caen, ce service doit, d'abord, offrir une meileure accessibilité de la justice : « Le lépartement est vaste, les moyens de transport entre Sarcelles, Garges-lès-Gonesses et Pontoise exigent de longs déplacements. Le téléphone met tous les justiciables sur le même pied d'égalité. » Mais an delà de cet aspect géographique, le numéro vert est l'occasion d'amé-liorer et de rationaliser le travail du tribunal. - Même si dans les années 81-82, des initiatives ont été prises, la justice, curieusement, organisait peu l'accueil. Trop sou-vent, la victime ne sait pas à qui s'adresser, se retrouve dans le mauais service, entrave momentané

Dans le Bas-Rhin

Deux personnes écronées après l'explosion du pipe-line de Rosteig

Le propriétaire du terrain à Ros-teig (Bas-Rhin) où l'explosion d'un pipe-line a entraîné la mort de trois personnes (le Monde du la acôt), M. Richard Bastian a été incuipé, landi 31 juillet, d'homicides involon-taires, ainsi que M. Pierre Wendling, entrepreneur de travaux publics. Les deux hommes ont été

Il leur est reproché de n'avoir pas respecté la réglementation pré-voyant l'obligation de déclarer à toates les parties concernées (mai-rie, direction de l'équipement, pro-priétaire du pipe-line) les travaux de terrassement envisagés dans la bande de servitude de 10 mètres de large autour du pipe-line.

large autour du pipe-line.
L'accident avait été provoqué vendredi 28 juillet par une pelle-tense de la société Wendling qui, en ouvrant un chemin sur la demande de M. Bastian, avait perforé le pipe-line entraînant une fuite de naphta. Ce produit, inflammable et très volatil, s'était transformé en gaz sous l'effet de la chaleur et avait déclenché une très forte explosion. ment grave aux conséquences dra-matiques », a indiqué M^{ms} Françoise Bel, substitut du procureur à Saverne, avant de préciser que « l'enquête confiée à la gendarmerie u'était pas terminée ».

ment son fonctionnement, et sa demande n'a pas de suite. Or cha-que appel révèle un dysfonctionne-ment », explique M. Lyon-Caen.

Les premiers jours d'ouverture du numéro vert donnent une indication sur la nature des interrogations : « La délinquance violente dans les ménages et les dommages et intérêts non perçus sont les principales sources des inquiétudes », note le procureur de la République, M. Marc Moinard. Le magistrat de permanennce relève sur une fiche l'identité du plaignant, le type de l'infraction et les détais pour les réponses. La plupart d'entre elles ont été formulées dans l'immédiat, certaines suivies d'action : « Nous réagissons très rapidement quand, par exemple, le justiciable considère n'avoir pas obtenu des assu-rances suffisantes sur la suite qui sera donnée à sa plainte. Une inter-vention vers les forces de police concernées peut mettre l'accent sur une difficulté. Le président du tribunal et le pro-

cureur insistent sur la fonction d'information du numéro vert : Nous prenons garde de ne pas nous substituer aux avocais. Leur rôle d'intermédiaire, de conseil reste entier, total. >

Pourtant les avocats du barreau du Val-d'Oise observent avec une certaine réserve ce nouveau dispositoute initiative amenant des amélio-rations dans la relation de l'indirations dans la relation de l'indi-vidu avec la justice, dit M* Philippe Houillon, le bâtonnier, nous crai-gnons que les renseignements pure-ment administratifs donnés par les magistrats ne glissent vers une consultation. Or le conseil n'est pas dans laure fenerous. Nous persons dans leurs fonctions. Nous serons très attentifs à ce qu'il n'y ait pas de dérapage. Le bâtonnier rappelle, par ailleurs, qu'il existe des consul-tations gratuites, « plus de cinq mille visites en un an », service que son barreau a installé dans toutes les mairies du Val-d'Oise, ainsi qu'au

palais de justice de Pontoise. Pour le moment, le téléphone fusé largement, résonne au rythme de trois ou quatre appels par aprèsmidi. En cas de succès, ses initia-teurs redoutent d'être débordés. Les magistrats du siège pourraient alors être appelés à venir prêter main forte à leurs collègues du parquet. Une première évaluation de ce ser-vice sera établie en septembre pro-

BRUNO CAUSSÉ.

(1) Tous les après-midi, du lundi au endredi, de 14 heures à 17 heures, et le

Dans le Gard

Inculpation des deux meurtriers présumés d'un fils de harki

Après quinze jours d'enquête, les deux meurtriers présumés d'Alssa Badaine, ce jeune fils de barki de vingt-trois ans, tué dans la mit du 13 au 14 juillet à Saint-Laurentdes-Arbres (Gard), out été interpellés, hundi 31 juillet, par les gendarmes de la section de recherche de Nîmes et de la compagnie de Bagnois-sur-Cèze. Eric Legall, un apprenti pâtissier de vingt-deux ans, et son complice, un mineur de dixsept ans, habitant tous deux meuvo-lès-Avignon, à quelques kilomètres du village d'Alssa, sont passés aux aveux lundi après-midi, L'arme du crime, une carabine 22 long rifle, a été retrouvée au domicile de l'un d'eux par les enquêteurs. Les meurtriers présumés ont tout deux été inculpés d'homicide volontaire par le juge Bandierea chargé de l'affaire, pois écroués, l'un à Nimes, l'autre à Alès.

Pour les gendarmes, qui ont pu remonter la piste menant aux deux jeunes gens grâce à une voiture volée (une Peugeot 505 marron) retrouvée quelques jours plus tard, la thèse du crime raciste – la plus souvent évoquée depuis le meurtre - est loin d'être établie. - Ce sont des coutumiers des randonnées nocturnes, des jeunes qui avaient d'un manvais coup », estime le colo-nel Courié à Nîmes, qui n'exclut pas que les deux meurtriers présumés soient aussi les anteurs de plusieurs petits vois et « piratages de la

A Saint-Laurent-des-Arbres, leur équipée a tourné au drame lors-que Alssa Badaine, après plusieurs provocations et deux coups de feu tirés en l'air, a essayé de s'interposer pour faire fuir les fauteurs de trou-ble. Rien d'étonnant quand on sait l'attachement que le jeune fils de harki portait à sa voiture, une Muréna dorée, alors que les deux jennes avaient déjà endommagé phisieurs véhicules. - Son seul tort, c'est d'avoir porté une chemise blanche », qui a servi de cible au tireur, lache aujourd'hui le frère alné

Dans la communanté harkie du village, le soulagement succède à deux semaines de tension et de sentiment d'insécurité. Les habitants font confiance à la justice . Mais les jeunes doutent encore : pourquoi

population barkie atteint près de 20 %, si ce n'est pour « tuer un Arabe - ? Eux qui avaient pris en otage, quelques houres durant, le maire, M. Michel Anastasy, dès le lendemain du crime, parce qu'ils estimaient que l'enquête ne démarrait pas assez vite, menacaient de manifester samedi dernier encore. L'arrestation des meurtriers présumés a certes calmé les esprits. Reste un lourd contentieux, fait d'incompréhension mutuelle entre communantés, qu'une double incalpation ne saurait effacer.

hommes armés et portant des cagoules ent fait irruption dans la salle où se trouve la recette du péage et ont menacé les huit employes qui attendaient le camion transportant les fonds recueillis dans les péages des environs. En voyant arriver les gendarmes,

En voyant arriver les gendarmes, qui ont ouvert le feu sans faire de blessés, les malfaiteurs out pris la faite à bord d'une voiture volée, mais l'un deux a été arrêté. En début de soirée, des patrouilles de gendarmerie quadrillacient la région. L'enquête a été confiée au SRPJ de Marseille.

TOURISME

Selon une enquête

Voyages moins cher à Londres qu'à Paris

Les écarts de prix sur les vacances à forfait peuvent aller jusqu'à 90 % entre les principaux organisateurs de voyages de luit pays de la CEE (Belgique, Pays-Bes et RFA), révèle une enquête publiée, jeudi 27 juillet, par le Bareau européen des unions de consommateurs (BEUC). Selon le BEUC, les voyagistes onest-allemands sont les plus chers, saivis de près par les Français, les moins chers étant les Britamiques et les Néerlandais. Mais les réservations transfrontalières présentent certains inconvénients, prévient Des gendarmes ont onvert le fen, lundi 31 juillet, sur six malitaiteurs qui tentaiens de commettre un vol à main armée an péage de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), sur l'autoroute A 7, et ont arrêté l'un deux. En fin d'après-midi, six sentent certains inconvénients, prévient l'organisme. Ainsi, en cas de problème, c'est devant un tribunal étranger que l'usager doit porter plainte.

Pour réduire les différences de traitement entre consommateurs, le BEUC compte sur un projet de direc-tive (loi européenne) proposé en mars 1988 par la Commission de Bruxelles, mais toujours en discussion. — (AFP.)

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 660572 F

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Foucaise, directeur de la publication

Anciens directeurs:

Habert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Faaret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Darie de la saciété :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gbrand, et Hubert Beuve-Méry, fondate

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. **75427 PARIS CEDEX 09**

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, souf accord avec l'administration

Communical partitaire det journaux et publications, a 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Remaignements sur les microffins et index de Monde au (1) 42-47-89-81

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél: (1) 42-47-98-72

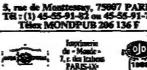
TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 moin	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 630 F	1 889 F	1 404 F	2948 F
	1 300 F	1 380 F	1 800 F	265F
ÉTO	ANCED	ie efeier		

Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: pour tous renseignements Tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

1		I
	3 mois 🏻	6 m
S	Nom:	
	l ———	

ois 🗆	6 mois	9 mois 🔲	1 m 🔘
		 Prénom :	





Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales à imprimerie.

Code postal : .

man die matte Batert & Refer

engineers in regulation for

61.4 \$11 March 4 67 15 9 72 east 41 11 18 f Mond

Acres Arrests in the S

in the constant of the second

a.c. イン・ 120 安部中

经国际部门证据 nn " 5.2 42 . . .

22

. 100 m m m 1 M

MÉDECINE

· Sida et droits de l'homme priorité à l'information et à l'éducation. -- Les experts rassembles à Genève pour la réunion conjointe du programme sida de l'OMS et du centre pour les droits de l'homme de l'ONU ont formellement condamné toute législation visant à exclure ou à isoler les malades atteints du sida ou les séropositifs. Remarquant que les discriminations se situent le plus souvent à un niveau personnel ou local, le docteur Jonathan Mann et M. John Pace, responsables des deux organisations, ont estimé que la protection des droits des malades et des séropositifs passe par un effort d'information et d'éducation plutôt que par un accord international apécifique. - (AFP.)

Société

Remodelage en profondeur de l'enseignement supérieur

Le ministère de l'éducation veut réformer l'ensemble des diplômes des 1er et 2e cycles universitaires

sées auraient du mal à trouver leur

place dans ce dispositif, comme les

enseignements artistiques on les

D'autre part, l'organisation modu-

telle réforme risquerait de rendre particulièrement confuses les négo-

ciations des contrats quadriennaux

activités sportives.

Décidément, l'été donne des adaptées à leur profil et à leurs pro-idées an ministre de l'éducation. Jets. matières dans l'enseignement secon-daire. D'autres formations spéciali-Après les mesures sur la revalo-La solution cuvisagée s'appuie sur les recommandations formulées par un groupe de réflexion constitué au risation du métier d'universitaire (le Monde du 11 juillet), pais l'adoption de dispositions destiprintemps dernier à la demande du ministre et présidé par Hubert Cou-danne, l'ancien président de l'univernées à attirer les jeunes cher-cheurs vers la carrière universisité Paris IX-Orsay. Le rapport que ce dernier a remis début juillet à Lionel Jospin développe trois idéestaire (le Monde daté 23-24 juillet), le voilà mainte-mant engagé dans des projets de réforme de l'ensemble des diplômes de premier cycle premiers cycles actuels sont bien souvent des filières de formation (DEUG, diplôme d'études mi-versitaires générales) et de deuxième cycle (licence et mai-

Le problème le plus aigu est, à l'évidence, celui des premiers cycles. Il tient en quelques données simples. Tout d'abord, ce sont ces premiers cycles universitaires qui encaissent en première ligne le flux montant des bacheliers. Le taux record de réussite au baccalaurést cette année va à nouveau accroître la pression alors que l'insuffisance criante des locaux et la dégradation des taux d'encadrement rendent cet accueil de plus en plus périlleux.

Le deuxième constat est celui des taux d'échecs massifs en premier cycle. Certes, les études du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) ont montré qu'une partie des étudiants qui abandonnent leurs études pendant les deux premières années d'université se sont en réalité réorientés vers d'autres formations. Mais un sys-tème qui écœure, dissuade ou élimine environ les deux tiers des étudiants n'est justifiable ni pédagogiquement ni économique

Enfin, l'absurdité des mécanismes d'orientation a été maintes fois démontrée. Les meilleurs bacheliers n'ont le plus souvent qu'une ambi-tion : échapper au surpeuplement anonyme des premiers cycles universitaires et trouver refuge dans le cocon prestigienz des classes prépa-ratoires ou dans le secteur protégé des IUT (institute universitaires de technique) et des STS (sections de technicieus supérieurs). Du coup, les premiers cycles qui ouvrent normalement la voie aux études longues et à la recherche sont devenus le déversoir des bacheliers qui n'ont pas eu accès au secteur sélectif et en particulier aux bacheliers du techni-

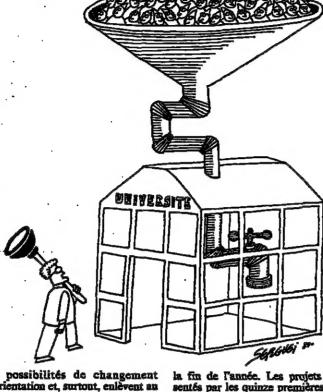
Egalité devant les études

La - rénovation - des DEUG engagée depuis maintenant cinq ans a représenté un effort méritoire de la communauté universitaire pour améliorer l'accueil, l'orientation, voire la remise à niveau des études Mais il atteint aujourd'hui ses limites. D'autres voies de réforme ont été suggérées sans succès. Soit par Alain Devaquet, en 1986, dont le projet de loi visait à contrôler les finz d'entrée à l'université. Soit par Laurent Schwartz, ancien présider du Comité national d'évaluation des nniversités, qui proposait l'instaura-tion de deux types de DEUG, l'un préparatoire aux études longues, l'autre de préparation générale en deux ou trois aus à la vie active.

Récusant la sélection à l'entrée à l'université et refusant le principe d'un DEUG à deux vitesses, ce n'est pas dans ces directions que s'oriente, aujourd'hui, le ministère. Il est, en réalité, placé devant une afternative délicate. D'un côté, il entend main tenir la notion de diplôme national habilité par l'Etat. Outre une tradition historique à laquelle sont très attachés les étudiants, il y voit la garantic au niveau national d'une certaine égalité devant les études et d'une mobilité possible des étuest bien conscient que la diversification des premiers cycles est la senle facon d'offrir aux bacheliers une palette de formations supérieures

trop étroites qui enferment l'étu-Etat-universités qui doivent s'enga-ger à l'automne et être bouclés avant diant dans une spécialité, réduisent

• Tout d'abord, il estime que les



les possibilités de changement d'orientation et, surtout, enlèvent au premier cycle son caractère indispensable de « propédeutique » plus tournée vers la culture et la forma-tion générale dans un champ disciplinaire large que vers une spécialité trop pointue. C'est pourquoi il pro-pose que les DEUG actuels (il en existe treize) soient regroupés antour de trois grandes orientations : droit, économie et sciences numames; enfin, sciences et technique, les premiers cycles de médecine restant

 Deuxième recommandation : pour s'adapter à la diversité croissante de niveaux et d'origines des bacheliers, pour permettre à chaque étudiant de trouver son rythme et de ne pas quitter l'université sur des échecs complets, enfin pour favoriser le développement de la formation continue à l'université, la commission Condanne propose d'organiser les DEUG en modules capitalisables. Bon nombre d'universités pratiquent déjà le système des unités de valeur (UV) capitalisables. Mais il s'agirait d'aller beau-coup plus loin et de donner aux universités une sérieuse marge d'autonomie pédagogique. Les for-mations de premier cycle comporte-raient en effet la moitié d'enseignements autour d'une discipline fondamentale et dominante, un quart d'enseignements « généraux » et un quart d'enseignements techno-logiques ou professionnels. Seule la première partie d'enseignements fondamentaux continuezait à relever des maquettes nationales définissant des horaires et des contenus. Le reste serait laissé à l'initiative des universités et habilité en bloc, tous les quatre ans, dans le cadre de la politique contractuelle que le ministère va engager dès cet automne avec les universités.

 Enfin, pour faciliter le passage souvent délicat du lycée à l'université, pour permettre à l'étudiant de mieux choisir sa voie et, il faut bien le dire, pour offrir des portes de sortie à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas poursuivre leurs études, le groupe de travail suggère que le premier cycle comprente au moins un module de préprofessionnalisation qui pourrait être effectué sous forme de stages, par exemple dans une classe, pour ceux qui se destinent à l'enseignement, dans un laboratoire pour ceux qui songent à la recherche ou encore en entreprise.

C'est donc un remodelage en profondeur des premiers cycles qui est suggéré. Les difficultés d'application ne manqueraient pas. Ces pre-miers cycles, très généralistes, poseraient par exemple de gros problèmes aux juristes, voire aux économistes, qui estiment déjà qu'ils manquent de temps pour former sérieusement des étudiants qui n'ont nas abordé ou pas pu aborder ces la fin de l'année. Les projets pré-sentés par les quinze premières uni-versités concernées s'inscrivent, en effet, dans les maquettes de diplômes existantes et seraient donc en porte-à-faux par rapport à ces nouveaux premiers cycles.

Le ministère entend cependant explorer rapidement les possibilités de mise en œuvre d'une telle réforme des DEUG. Il y voit, en effet, l'une des seules solution convaincantes pour diversifier les parcours universitaires tout en préservant un cycle de diplômes nationaux. Au passage, il estime qu'il s'agirait d'un levier efficace pour donner à chaque université une véritable marge d'autonomie péda-

Et dans la foulée, le ministère a élargi ses réflexions à la réforme des

sur les mêmes principes : simplifica-tion des diplômes et des procédures d'habilitation, autonomie pédagogi-que des universités. Cette liberté des établissements de concevoir leurs maquettes de diplômes existe déià en grande partie pour l'ensemble des laire des enseignements est lourde à gérer autant en termes administratifs que pédagogiques; bien des universités en ont déjà fait l'expérience. Enfin, la mise en œuvre rapide d'une seconds cycles à vocation professionnelle (maîtrise des sciences et techniques, maîtrise des sciences de la estion et maîtrise d'informatique appliquée à la gestion). Ces trois types de deuxième cycle ne seraient as modifiés.

licences et maîtrises en s'appuyant

Davantage de cohérence

En revanche, les projets envisagés actuellement après une analyse minutieuse de la direction des enseignements supérieurs du ministère portent sur les licences et maîtrises classiques ». Ces diplômes out proliféré depuis une vingtaine d'années : l'on compte actuellement cent vingt-huit diplômes de denxième cycle avec, chacun, une maquette nationale d'horaires et de programmes; et, dans le même temps, cent vingt licences on maitrises particulières ont été habilitée presque sur mesure pour répondre aux projets de telle ou telle univer-

Pour corriger cette dispersion et redonner à l'ensemble du système une plus grande cohérence et pour qu'il soit mieux compris par les employeurs, le ministère envisage de réduire de façon drastique le nombre des deuxièmes cycles : l'on passerait de quelque deux cent cin-quante diplômes actuels à quarante-huit « dénominations nationales ». Chacune prévoirait un cursus de base fixant un volume annuel d'heures d'enseignement mais laissant une large part d'initia-tive aux universités pour la définition des contenus; par ailleurs, chaque université pourrait ajouter à ce diplôme national une - mention libre » lui permettant d'unifier et de profiler ses diplômes en fonction de critères régionaux ou européens.

Enfin, le ministère prévoit de remplacer les actuelles commissions d'habilitation par des comités d'expertise pédagogique de projets d'établissements (CEPTE) pour avoir une approche plus globale des habilitations, dans le cadre de la politique contractuelle quadri qui va être mise en œuvre.

On le voit : c'est tout le paysage des diplômes universitaires de premier et de deuxième cycle que le ministère souhaite remodeler rapidement. Malgré la torpeur estivale, ces projets risquent de faire quelque bruit dans le Landerneau universi-

GÉRARD COURTOIS.



Bicentenaire

Le temple de paille d'Ouroux-en-Morvan

DIJON de notre correspondant

Ouroux-en-Morvan (Nièvre) a délibérément choisi de fêter le Bicentenaire de la Révolution autrement. Feux d'artifice, bonnets phrygiens et tenues de sans-culottes étant rangés depuis deux semaines dans tous les autres villages de la région, dont le zèle révolutionnaire s'est montré fort tempéré, Ouroux s'est singularisé les 29, 30 et 31 juillet.

Avec son petit millier d'habitants, cette commune fait figure de gros bourg dans une région particulièrement dépeuplée. Et elle n'est pas peu fière d'avoir pu compter, parmi ses enfants, un Michel Beroin qui fut président de la Mission de célébration du Bicentenaire de la Révolution avant de disperaître en 1987 dans un accident d'avion.

On ne pouvait donc pas décemment ici se contenter d'un Bicentenaire comme les autres. Et puis, comme le tourisme rural est en train dans la région de devenir une réalité économique, l'idée s'est fait jour d'allier la célébration à une « animation estivale de qualité ».

Mais au-delà du théâtre de rue, des reconstitutions de la vie quotidienne du dix-huitième siècle, des créations artisanales et autres c banquets révolutionnaires », il fallait créer un « évé-

M. Patrice Joly, le jeune maire d'Ouroux, et son équipe l'ont

trouvé en juin 1988... à La Villette où le jury du concours e inventer 89 » avait sélectionné un projet de Jacques Leclerc à qui la Mission du Bicentenaire

Ouroux-en-Morvan a donc élevé son « temple de la nation ». Joliment prientées sous le hameau de la Boutière sur un cière, surprenantes, douze colonnes trilobées de 12 mètres de haut chacune constituées... de balles de paille ont été dressées, symbolisant les mois du calendrier révolutionnaire. Les trois piliers de chaque colonne représentent chacun une décade. Et les colonnes sont disposé selon un savant agencement triangulaire symbolisant les « trois fondements de base : liberté, ágalité, fraternité ».

M. Patrice Joly a le sourire. D'autant plus que le budget de plus de 450 000 francs, assez affolant pour une si petite commune, a été amplement couvert par des sponsors et que le bénépermis de réduire la note globale de moitié.

Il restera alors le souvenir d'une « couvre » colossale, un peu échevelée, en asmose avec un décor grandiose, et d'un artiste, Jacques Leclerc, usant du tracteur à fourche hydraulique et d'un matériau spécial, ces bailes de paille rondes de 250 kilos pièca.

DIDIER CORNAILLE.

Le Carnet du Monde

- M. et M= Torseaint PIERESCHI sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

le 14 juillet 1989, à Bastia (Corse), jour du Bicentenaire.

Mariages - Valentine ZUBER Jérôme KIRCHER

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré en familie le 29 juillet 1989.

Décès

- M= Anne-Marie Skornicki, mère, M. Jean-Claude d'Abrigeon,

son époux, M. et M= Eric d'Abrigeon, M. Laurent d'Abrigeon, M. et M= Philippe Lasserre

et leurs enfants,
M. Didier Skornicki,
Ses enfants,
et M. Marie Sol,
M. et M. Edouard Maleval, es oncic et tante, M. et M= Pierre d'Abrigeon,

M= Jean-Claude D'ABRIGEON, née Myriam Skornicki, survenu le 28 juillet 1989, à l'âge de

le mercredi 2 soût, à 14 h 30, en l'église de Saint-Fargeau-Ponthierry et sera sui-vie de l'inhumation au cimetière pari-sien de Bagneux (Hauts-de-Seine), dans le caveau de famille.

Dimitri Balias, Nicole Balias et Ingrid Balias, ont la tristesse de faire part du décès

accidentel de leur fils et frère jumeau Spyros BALIAS.

le 28 juillet 1989, dans sa dix-septième

Les obsèques out eu lieu dans la plus stricte intimité.

42, rue de Manheuge, 75009 Paris,

Mª Jean-Pierre Condray, née Ragobert, M≃ Marie Coudray

et son fils Thomas,
M. et M= Henry Germain,
M. et M= Jean Coudray,
M. et M= Robert Blasselle

es neveux, nièces, Les familles alliées et ses ami docteur Jean-Pierre COUDRAY,

chevalier de la Légion d'honneur. survenu à Lambosc, le 24 juillet 1989, à la suite d'une kingne maladie.

Les obsèques ont en lien le 26 juillet.

Priez pour lui. - Le dimanche 30 juillet 1989 est

Dom Paul GRAMMONT, OSB.

Ses obsèques seront célébrées le jendi 3 août 1989, à 16 heures, en l'église abbatiale Notre-Dame du Bec par Le Bec-Hellouin (Eure).

- Mª Marcelle Gunet, née Thirion, son épouse, M≃ Gabriel Millon, née Gunet,

scour,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Me André Thirion,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Gunet, Guérin, Mattei,
Martin, Millon, Thiollier, Caussin,

Parents et ami ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry GUNET,

survenu le 30 juillet 1989 dans sa quatre-ringt-cinquième année, à La

Les obsèques aurout lieu le mercredi 2 août, à 11 heures, en l'église de Chazey-Bons (01300).

Cette annonce tient lieu de faire-part.

 Le docteur Jeanne Lévy, professeur honoraire à la faculté de médecine de Paris, sa scenr, M. Jean Etling,

M. et Mª Maurice Etling. Mth Nicole Etling, M. et M= Robert Arippol, M. et M= Patrick Alspektor et leur fils. M. et Mª Michel Etting

ses neveux, nièces, petits-neveux et M. José Lévy,

M. et le docteur Philippe Delory Le docteur et M™ Jean Lévy et leurs enfants,

CARNET DU MONDE Renseignements:

42-47-95-03

docteur André LÉVY, chevalier de la Légion d'honneur,

M. Michel Lévy, Les familles Chauvet et Ripart,

M. et M^{oo} Michel Lissamky, M= Arnand Kantorovitch,

ses cousins, M. et M= Charles Feld,

combattant volontaire de la Résistance; combattant volontaire 1939-1945, sarvenu à Bayonne, le 20 juillet 1989, en sa quatre-vingt-huitième année.

om la douleur de faire part du décès accidentel du

L'inhumation a en lieu dans l'intimité

126, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

- Maud Mannoni, Bruno et Anne Mannoni, Julien et Léa, Hélène Marie Harmes

out la douleur de faire part du décès de Octave MANNONI,

survenu le 30 juillet 1989, dans quatre-vingt-dixième année. Conformément à la volonté du défunt, on ne se réunira pas pour les

Cet avis tient lieu de faire-part. 35, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

- Le Centre de formation et de recherches psychanalytiques a la tris-tesse de vous faire part du décès de son fondateur,

Octave MANNONI,

Cet avis tient lieu de faire-part. 28 bis, rue de Bourgogne,

(Le Monde du 1º août.)

- M= Garmaine Milon, René Milon, Francine Buchi et lours enfants, Parents et alliés ont la tristesse de faire part du décès de

M. Fortuné MILON.

survenn à son domicile d'Aspremont-Nice, le 29 juillet 1989, à l'âge de

Les obsèques ont eu lieu hundi 31 juil-let, en l'église paroissiale Saim-Jacques-le-Majeur.

M. Alain Morhange,
 M. et M= Hervé de Vitry,
 M. Jacques Morhange

ont la douleur de faire part du décès ite leur mère et grand-mère,

M= Georges MORHANGE, in not Fernande David,

Les obsèques out ou lieu dans la plus stricte intimité. - M= Jacques Vuillame, son épouse, M= Dominique Vuillame-Condert,

sa fille, Et toute la famille,

M. Jacques VUILLAME, chef des services fiscaux honoraire. survenu le 29 juillet 1989, à l'âge de

Les obsèques religieuses seront célé-brées ce mardi 1" août, à 15 heures, èn l'église de Mézières-en-Gâtinais (Loi-ret), où l'on se réunirs.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couonnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Rousselets, 45270 Mézières-en-Gâtimais. 12, avenue des Arts. 94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Remerciements

~ M= Georges Elgozy et sa [amille très touchées par les marques de sympa-thie qui leur ont été témoignées lors da décès de Georges ELGOZY.

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin, et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

- Bernard et Catherine Rosier-Herbin, Jean-Jacques et Michèle Rosier-Delerce, très touchés par les si nombreuses mar-

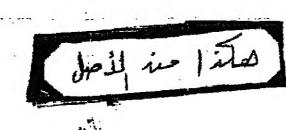
ques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de M. Jacques ROSTER,

vons adressent, avec leur gratitude,

leurs sincères remerciements. **Anniversaires**

- Il y a un an était rappelée à Dieu ... Isabelle BUGNICOURT-SOILLEUX:

Que ceux qui l'ont connue et aimée-se



Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 1" août à 0 beure et le dimanche 6 août à 24 heures.

dimnuche 6 août à 24 heures.

Mardi: in temps assez mageux touchers les régions du nord-est du pays en donnant des averses. Jeudi et vendredi, le temps sera bien enscleillé, même si quelques nnages viennent temporairement dissimuler le soleil sur les régions de l'extrême nord du pays. Dès vendredi, un temps orageux commencera à envahir la France par le sud-ouest, et des orages parfois viclents pourront éclater surtout sur une moitié sud durant le week-end.

Mercredi : averses éans le Nord-Est, les ecsoleillé ailleurs.

Cette journée de mercredi sera encore assez nuageuse sur les régions allant du Nord au Nord-Est à la région lyomaise et aux Alpes-du-Nord. Les éclaircies seront tout de même fréquentes, mais il faudra aussi compter

sur des averses.

Près des côtes de la Maache et de la mer du Nord, les nuages resteront abondants toute la journée, mais il ne devrait pas pleuvoir. Partout ailleurs, c'est-à-dire de la Bretagne et du Bassin Parisien au sud du pays, le temps sera très enso-leillé. La matin, il y aura un peu de brumes, mais elles seront rapidement dissipées par le soleil. Près de la Méditerranée, le vent se calmera. En soirée, des orages pourront éclater près des des orages pourront éclater près des Pyrénées.

Les températures matinales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés dans le Nord-Est, de 17 à 19 degrés près du littoral méditerranéen et de 11 à 13 degrés ailmediterranean et de 11 e 13 degres alleurs. L'après-midi, il fera encore frais sur une moltié nord du pays (17 à 20 degrés près de la Manche, 20 à 23 dans l'intérieur). Pius au sud, les températures seront plus élevées puisque l'on pourra compter sur 25 à 30 degrés du Poitou-Charentes jusque dans le Sud-Est.

Jezői : soleil très généreux. Le ciel restera bien dégagé sur presque tout le pays tout au long de la journée. Après quelques brumes matinales, le soleil s'imposera rapidement et permettra d'atteindre l'après-midi des températures un peu plus élevées que la veille.

veille.

Les régions les moins avantagées seront celles qui se situent près des fronnères du Nord où les nuages seront plus abondants. Sur les Alpes du Nord, des nuages pourront dissimuler le soleil encore un peu le matin. Comme la veille, des orages remontant d'Espagne pourront éclater en soirée près des Pyrénées.

Les températures minimales seront en légère hausse (1 à 2 degrés) sur une grande partie du pays. Les maximales seront également en hausse surtout sur la moitié nord, à la faveur d'un meilleur ensoleillement que la veille.

Vezdredi: Quelques brames matinales dans le Nord et le Nord-Est se dissipe-ront rapidement. Le ciel sera voilé le

PROBLÈME Nº 5056

123456789

第 题

HORIZONTALÉMENT

I. Fait l'effet d'une grosse bise. -

 Devient parfois bonhomme. –
 Une cheville vraiment pas fine. - IV. Retourne partout où il passe. Plus au courant. - V. Chaine. Pas bonne quand elle est petite. -VI. Point de départ pour des colons. Quartier de Senlis. - VII. Peut être

assimilée à une bonne purée. -VIII. D'un auxiliaire. Etait planté au printemps. - IX. Possessif. Roses, pour l'optimiste. - X. Pas

révélé. Qui a reçu une bonne correc-tion. — XI. Peut porter le chapeau. Utilisé quand on a déjà doublé.

MOTS CROISES

IV

VII

IX

matin sur les Pyrénées, ailleurs le cicl sera clair on peu nuageux. En cours de journée, il y aura quelques passages muageux sur l'extrême nord. Le ciel voilé envahira progressivement l'Aquitaine. Le temps deviendra chaud, lourd et orageux des Charentes au Midi-Pyrénées. L'après-midi, des orages éclateront des Pyrénées au Massif Central et au Nord-Est. Ailleurs, du Centre à la Bretagne et la Normandie et près de la Méditerra-

la Normandie et près de la Méditerra-née, le temps sera ensoleillé.

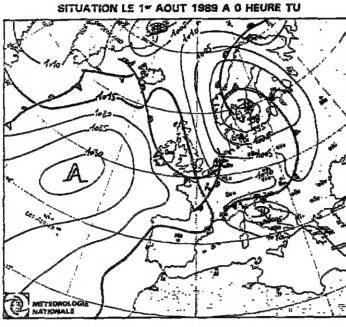
Les températures seront de l'ordre de 20 à 27 degrés sur la moitié nord et supérieures à 30 degrés sur la moitié sud. Samedi : Le temos sera frais et humide de la Haute-Normandie au Nord et aux Ardennes. Quelques brumes le matin laisseront place à des

passages nuageux accompagnés de quel-

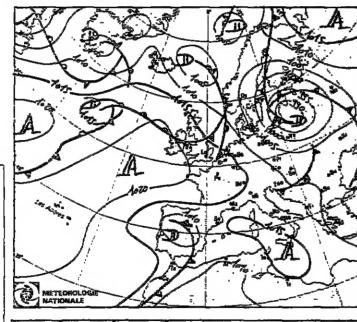
ques averses près des frontières du Nord-Est. Ailleurs, sur la majeure par-tie du pays, le temps sera chaud et lourd. Des orages éclateront dans le Sud-Ouest, sur les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes, et des Pays de Loire au Nord-Est.

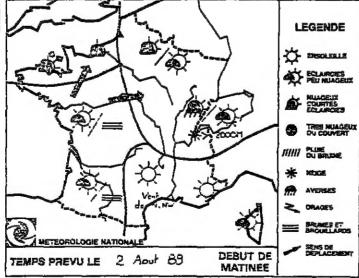
Les températures avoisineront les 20 degrés au Nord et 25 à 30 degrés de la Bretagne et à l'Est de la Méditerra-Dimanche : Après dissipation de

quelques brumes matinales, le temps sera frais et assez bien emoleillé sur le Nord. Sur le Sud-Est, le temps sera chaud et bien ensoleillé. Ailleurs, il sera lourd et orageux. Les orages pourront éclater des Pays de Loire, au Massif Central, au Jura et aux Alpes. Les températures seront en légère hausse sur le Nord, stationnaires ail-



PRÉVISIONS POUR LE 3 AOUT 1989 À 12 HEURES TU





ŀ			
		9	TREE MUAGEUS DU COUVERT
	À PAR	mm	ON BUILDING SPITTING
	をはしたへ	*	MENCE
		An	AVERSES
		2	DRAGES
	METEOROLOGIE NATIONALE	=	BROWLLARDS
		-	SENS DE DEPLACEMENT
	TEMPS PREVULE 2 April 89 DEBUT DE MATINEE		W. C.
ĺ,			

Valeurs extrêmes relevées entre

5

рише

averse

le 31-7-1989 à 6 heures TU et le 1=-8-1989 à 5 heures TU

D DEESS...
D GENEVE ...
N HONGKONG
N ISTANBLI ...
P JÉRISALEM
C LISBONNE
C LISBONNE

D

C

VERTICALEMENT TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

I. Peut nous amener à transformer un hexamètre en alexandrin. -2. Comme la bonne forme. On y a découvert des trésors. - 3. Dont on ne verra pas la fin. - 4. On est plus que glacé quand il est absolu. Régale, en chimic. Symbole. -5. Endroit où l'on place souvent des canons. Donne un prix. - 6. Un grand musulman. Au bout du monde. - 7. Une operation qui exige l'extraction de tous les chicots. 8. Cachée quand elle est nouvelle. de corps. Entrer dans le jeu.

Solution du problème nº 5055 Horizontalement

I. Dancing. - II. Ecoin. Api. -III. Fou. Ondée. - IV. Auer. Eon. -V. Issue. Uns. - VI. Lt. Peau. -VII. Livres. GI. - VIII. Ace. Sites. IX. Ninas. - X. Cet. Outre. -XI. Enserrées.

Versicalement

Défaillance. - 2. Acousticien. - 3. Noués. Vents. - 4. Ci. Ruer. - 5. Ino. Essor. - 6. Né. Psi. Ur. -7. Gadoue. Tête. - 8. Pennage. Ré. - 9. Hie. Suisses.

GUY BROUTY.

ciel cisl dégagé muagsux ★ TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France : haura légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

3

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de Mérision sont publiés chaque semaire dans notre supplément du semedi daté dimanche-lund. Signification des symboles : De Signalé dans « le Monde radio-télévision » 🗆 Film à éviter 🗷 On peut voir 🗷 🗷 Ne pas manguer 🖰 🖂 🖒 Chaf-d'œuvre on classique.

Mardi 1ª août

20.35 Croéma: le Commando de Sa Majesté © Film américain d'Andrew V. McLagien (1980). Avec Gregory Peck, Roger Moore. David Niven, Trever Howard. 22.35 Docamentaire: Histoires naturelles. Chasser en Italie, de Jean-Pierre Fieury. 25.30 Magazine: Fritar's. D'Igor et Grichla Bogdanoff. Documents: Un bébé à deux têtes, la foudre en laboratoire: Dossier: Les OVNI face à la science; Images. 0.00 Josmal et Météo. 0.20 Série: Drêles d'histoires. Intigues: Part à deux. 0.45 Série: Drêles d'histoires. Mésaventures: Fol amour. 1.10 Fenilleton: C'est déjà densein.

20.35 Les dossiers de l'écran : Capitaine sans loi au a Film américain de Ciarence Brown (1952). Avec Spencer Tracy, Gene Tierney, Van Johnson, Leo Genn. > 22.25 Débat : Quand commence l'héstoire des Américaises Invités : les professeurs André Kaspis, Ronald Creagh et Wayne Brown : Barbara et William Edger, Marie d'Arnous, descendants d'immigrés du Mayllower. 23.39 Informations : 24 Leures sur le 2 23.58 Météo.

20.35 Femilieton: L'Aéropostale. De Gilles Grangier, avec Bernard Fresson. Jean-Pierre Bouvier (4º épisode). 22.00 Journal et Méséo. 22.20 Canéma: Histoire du caporal es Film français de Jean Barouset (1983). Avec Philippe Nahoun, Maurice Tuesch. Christian Defleur. 23.50 Musiques, sussique. Mephisto Waltz, de Liszt, par Youri Boukoff, piano.

CANAL PLUS

22.35 Flash d'informations, 22.40 Cinéma : la Grande Atta-22.35 Firsh d'informations. 22.40 Chèann: la Grande Aus-que du train d'or 80 Filin arglais de Michael Crichton (1978). Avec Sean Connery, Denald Sutherland, Lesley Ann Down. 6.30 Téléfilm: Poevez-voss nors prêter votre mari? De Bob Mahoney, avec Dirk Rogards, Charlotte Attenbo-rough, Francis Matthews (v.o.). 2.10 Documentaire: Toro bravo, De Jean-Louis Burgat.

LA 5

20.35 Cméma: Le ciel pert attendre et Film américain de Warren Beatty et Buck Henry (1978). Avec Warren Beatty, Julie Christie, James Mason. 22.25 Série: Deux files à Miana. Le prix fort. 23.25 Sport: Course d'Europe à la volle. 23.30 L'empêteur (rediff.). 8.00 Journal de misselt.

0.65 L'esquéteur (suite). 0.40 Amicalement rôtre (rediff.).
1.30 Maigret (rediff.). 3.00 Journai de la nuit. 3.05 Bouvard et compagnie (rediff.). 3.20 Série : Peau de banane.
4.05 Voisin, voisine (rediff.).

20.30 Feuilleton: La clinique de la Forêt-Noise, 22.00 Six minutes d'informations. 22.05 Magazine: Ciné 6. 22.30 Cinéma: les Légions de Cléopèrre 2 Film italien de Vittorio Cottafavi (1960). Avec Linda Cristal. Entre Manni, Georges Marchal. 23.50 Variétés: Boulevard rock hierd. 1.20 Variétés: Multitop (rediff.). 2.00 Une affaire pour Manndii (rediff.). 2.25 A vois de jouer, Milord (rediff.). 3.20 La clinique de la Forêt-Noise (rediff.). 4.40 Le gialre et la balance (rediff.). 5.65 A vois de jouer, Milord (rediff.).

. .

41,67 1.0

. ---

:Re-

. . . .

1 124 1.50

n nigative Nga ga

> the the stage ونيرو" س به . .- .-

a colony Section 1

1 1 1 pr - 1 .

Na / 12 54

-

n jirange

Thomas a The same and the s - September The way to grant and a series

11 12 1

LA SEPT

29.30 Danse: Karole Arminage et The Arminage Ballet. 21.35 Concert: Couleur Brésil. De Gilles Combet. 22.30 Documentaire: Femmes dans la guerra. De Guylaine Guidez. Femmes sous les bombes ou Le temps de la violence. 23.30 Téléfilm: Une fille d'Eve. D'Alexandre Astruc. 1.60 Concert: Ravel, concert à quatnor. De Klaus Lindemann.

FRANCE-CULTURE

20.00 Aux armes, écrivains. A Aries, en juin 1989.
21.15 Mémoires du siècle. Suzanne Vartier, professeur, journaliste, peintre. 22.15 Fred Deux et son double. Un dessinateur au micro. La morte et Nécetts. 22.40 Minsique : Noctume. Festival de Radio-France et de Montpellier. Frans Schubert : Sonate en mi bémol D 568, par Alain Neveux, piano ; Sonate en la mineur D 845, par Jan-Claude Pennstier, piano. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Au bar des filbustiers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Carte bissche, 21.39 Concert (en direct de l'Opéra). Le barbier de Séville, opéra en deux actes, de Rossini, par l'Orchestre Sinfonietta de Varsovie, le chœur des solistes de l'Opéra de chambre de Varsovie, dir. : Wojcjech Czepieć, Sol. : Jerzy Knetig, Jerzy Mahler, Agnieszka Lirska, Miroslawa Tukalska, Joszef Frakstein, Slavomir Jurczak, Kazimierz Dluha, Eva Ignatowicz, 0.36 Jazz, En direct de Montpellier : le trio André Jaume.

Mercredi 2 août

17 1
13.35 Femilieton: La ligne de chance. 14.25 Série: Julien
Fontares, magistrat. 16.00 Femilieton: En cas de bombeur.
16.20 Club Dorothès vacances. 18.10 Série: Les racs de
San-Francisco. 19.05 Femilieton: Santa-Barbara.
19.25 Jen: La roce de la fortuna. 19.55 Thrage da Tac-OTac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Thrage du
Loto. 20.40 Femilieton: La vengenace nax deux visages. De
Karen Arthur, avec Rebecca Gilling, James Reyne (5º épisode). 22.10 Magazine: Devisiées. De Patrick Jendy, Romy
Schneider. Textes de Jean Durieux ins par Lambert Wilson.
23.10 Magazine: Ex libris. De Patrick Poivre d'Arver. Les
meilleures séquences de l'émission « Poésie»: Jean Coctean,
Jean Marais, Georges Brassens, Marcol Jullian, Léo Ferré,
Paul Eluard, Yvon Le Men, Louis Aragon. 0.10 Docamentaire: Emborquequent porte se 1. De Jean-Pierre Hutin. taire: Embarquement porte nº 1. De Jean-Pierre Hutin.

5. Fotterdam, de Maurice Château. 9.40 Journal et Mésée.

9.55 Série: Drôles d'histoires. Intrigues: Les taupes.

1.20 Feuilleton: C'est déjà Gemein.

A 2

13.45 Série: Falcon Crest. 14.35 Fertilleton: Splendeurs et misères des courtisanes. 16.00 Documentaire: Les grands flewes. La Tamise, d'Anthony Wilfinson. 16.55 Fertilleton: Pour tout l'or en Transvanl. 12.00 Jen: Trivial pursuit. 18.25 Série: Top modeis. 18.50 Jen: Des chiffres et des lettres. 19.15 Le lournal de la Révolution. 19.30 Divertissement: Affaire suivante. 20.00 Journal et Météo. > 20.35 Série: Romances. Le secret de l'héritier, de John Bryden Rodgera, avec Kathleen Beller. François-Eric Gendron, Paul Maxwell. 22.15 Divertissement: La caméra cachée. 23.00 Documentaire: Vive la France! De Pietre Miquel, Georgette Elsey. Jean-Michel Gaillard et Antoine Léonard-Maestrat. 4. La révolution culturelle. La terminologie industrielle passée au crible. 23.55 Informations: 24 heures sur la 2. 0.15 Météo. 0.20 Sebrante secondes. Beate Klarsfeld, écrivair.

le 1°-8-1989

*

7

tempēta neige

ÉTRANGER

AIGES 12 13 B MEDICO 25 14 D MEDICO 25 14 D MEDICO 25 14 D MEDICO 25 14 D MEDICO 25 15 C MEDICO 25 15 C MEDICO 25 15 C MEDICO 25 15 D MEDICO 25 15 D MEDICO 25 D

0

PARTO

P

piuic

13.30 Magazine: Une piche d'enfer. 13.57 Flash d'informations: Spécial Bourse. 14.60 Feuilietou: Flamingo Road. 14.50 Magazine: Montague (rediff.). 15.20 Magazine: Dans la coar des granda. 16.60 Flash d'informations. 16.05 Magazine: Dans la coar des grands (suite). 17.00 Flash d'informations: Spécial jeunes. De 17.05 à 18.00 Amuse 3. 17.05 Petit ours brust. 17.06 Speedy Goazales. 17.10 Mappets babba. 27.35 Série: Super flies. 18.00 1789 an jour le jour. 18.02 Magazine: Drevet vend is mèche. 18.30 Jeu: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dessin animé: Ulyase 31. 20.05 Jeu: Lu classe. 20.35 Théaire: le Minotague. Pièce de Marcel Aymé mise en scène par Jean Le Poulsain, avec Francis Jeffo, Claude Evrard. 21.30 Magazine: Archipel sonore. Fantaisie optis 17 en ut majeur, de Schumann, par Catherine Collard, piano. 22.06 Journal et Météo. 22.25 Magazine: Océaniques. La lucarne du siècle de Noti Burch: 3. L'URSS, 1924-1928. Les aventuriers de l'esprit. d'Olivier Germain-Thomas: 3. Naim Kattan. 23.20 Masiques, musique. Après une lecture de Dante, de Liszt, par Youri Boukoff, piano. 23.35 Lu deuxiènse mui des défis. Soirée de gala au Cirque d'Hiver, organisée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, pour remettre cinq prix à des jeunes.

13.30 Téléfilm: Foxtrot. D'Arturo Ripstein, avec Peter O'Toole, Charlotte Rampling, Max Von Sydow. 15.00 Série: Mister Gan. 15.30 Série: Un jour à Rome. 17.05 Documentaire: Papilloes et Chryselides. 17.30 Cabon cadh. En clair jusqu'à 21.00. 13.15 Cabon cadin. 18.40 Série: Badge 714. 19.09 Flash d'informations. 19.10 Top 50. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série: Allé! Allé! 21.00 Cinéma : le Dragon du lac de feu n Film américain de Matthew Robbins

(1982). Avec Peter Mac Nicol, Caitlin Clarke, Ralph Richardson. 22.40 Flash d'informations. 22.50 Clarkes: Soigne is droite dem Film français de Jean-Luc Godard. Avec Jean-Luc Godard, Jacques Villeret, François Périer. Jane Birkin. 0.05 Cinéma: le Jardinier d'Argesteuil a Film français de Jean-Paul Le Chanois (1965). Avec Jean Gabin, Card Jurgens, Pierre Vernier. 1.35 Téléfalm: Le bras de fer. De Lon Lombardo, avec Molly Ringwald. Paul Lemat.

LA 5

13.30 Série : Amicalement vôtre, 14.25 Série : L'enquêteur. 15.25 Série : Maigret, 17.05 Thierry la Fronse (rediff.). 18.05 Dessin animé : Dragoon, 18.06 Dessin animé : Les Schtroumpfs, 18.30 Dessin animé : La tulipe noire. 18.50 Journal images. 19.00 Dessin animé : Desis in 18.59 Journal images. 19.00 Dessin animé : Denis in Malica. 19.30 Série : Happy Days, 19.55 Les Incomans. 20.00 Journal. 20.30 Les Incomans. 20.35 Téléfilm : Une occasion pour faire l'amour. De Pete Ariel, avec Manfred Krug, Rainer Goememann. 22.20 Série : Deax flics à Miant. Qui vivra verra. 23.20 Sport : Course d'Europe à la volle. 23.25 L'enquêteur (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 6.05 L'enquêteur (suite). 0.35 Amicalement vôtre (rediff.). 1.25 Maigret (rediff.). 2.55 Journal de la mit. 3.00 Bouvard et compaguie (rediff.). 3.15 Série : Pean de banane. 4.09 Voisla, voislae (rediff.).

M 6

13.20 Madame est servie (rediff.). 13.45 Série: Docteur Marcus Welby. 14.35 Série: A vous de jouer, Milord. 16.05 Hit, hit, hourra! 17.10 Série: La petite maison fans la prairie. 19.30 Série: Cher encle Bill. 19.54 Six misutes d'informations. 20.00 Série: Madame est servie. 20.30 Téléfilm: Demnis la Mensee. De Doug Rogers, avec Victor Di Mattia, William Windom. 22.10 Fenileton: Le counte de Monte-Cristo. 23.36 Six minutes d'informations. 23.35 Sexy clip. 0.05 Cencert: Julie Pietri. 1.05 Musique: Boulevard des clips. 1.20 Mutitap (rediff.). 2.00 Une affaire pour Manadil (rediff.). 2.25 à vous de jouer, Milord (rediff.). 3.26 Le counte de Monte-Cristo (rediff.). 4.45 Le glaive et la balance (rediff.). 5.05 à vous de jouer, Milord (rediff.).

LA SEPT

19.00 Documentairs: Enfance. Ecouter les enfants. 19.30 Magazine musical: Megamiz. De martin Meissonnier. 20.00 Spécial Pourquoi pas: Imagine. Chronique de la jeunesse auropéenne. 20.30 Documentaire: Le sang et les hommes. De Hervé Ponchelet, Marcel Teulade. 22.36 Documentaire anglais: Vladimir Ashkemazy. De Chris Hunt. 23.30 Concert: Stéphane Grappelli. De Franck Cassenti. En stéréo. 0.50 Concert: Claudio Abado et l'orchestre de chambre d'Europe. De Pierre Desfonds.

FRANCE-CULTURE

20.00 Aux armes, écrivains. A Arles, en juin 1988.
21.15 Mémoires du siècle. Victor Fav. militant socialiste.
22.15 Fred Deux et son domble. Un dessinateur au micro.
Suite de Nénette et retour au camp. 22.40 Musique: Nocturne. Festival de Radio-France et de Montpellier. Franz
Schubert; Sonate en si majeur B 575 et Sonate en ré majeur
D 850, par Jean-François Heisser, pieno. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: An bar des flièrestiers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Carte blanche. 21.30 Concert (en direct de la cour Jacques-Cœur de Montpellier). La stramera, opéra en denx actes de Bellini, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon et le Chœur de Radio-France, dir.: Bruno Campanella. Sol.: Lucia Alberti, Kevin Short, Jennifer Larmore, Vincenzo Bello, Ræé Mæsis, Daniel Durand, Mario Castagnetti. 0.30 Jazz. En direct de Montpellier: le Sexterte Nprolpqsivrt.

Audienca TV du 31 juillet 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYEPS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	AZ	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,3	Sonte-Barbera 14.9	Journ. Révolution 5 2	Actual région. 12.5	Top 50	Dens le Malice 2,7	Potite meson 2, 1
19 h 45	35.5	Rous forcuse 16.9	Affaire sulvente 3, 5	19-20 into 8-0	Top 50 2.9	Happy Days 345	Cher oncie 52 1,5
20 h 16	43.7	Journal 20.3	Journal 11.8	6.0	ASSI AUSI 1-2	Journal 4, 2	M ⁻ est servie 2,9
20 h 66	45.3	Comt. Charmy	Le Nègre 11,1	Or du Helland. 14.1	Hamburger Hill 2.8	Mr. Wilde 7.2	7 iemmes 3, 9
22 h 8	39.9	Suber sexy 10.2	Le Nègre 8.9	Sor 3 5.6	Hemburger HRI 3.3	W. Wilde 8.5	MM. les jurés 2.6
22 h 44	24-8	Super sexy	Sonjour Is TV	Octaniques 1.0	Corride 1.4	2 files à Mismi	MM. les jurés

The state of the s

A SECTION OF THE PARTY OF THE P

Estados Ariestas es la lacalidad de lacalidad de

An applied of formal and applied to the same of the sa

I like prose on expensions and the

PART OF STATE OF STAT

والمسياح فيوورية الأسا

THE SECOND CONTRACTOR OF THE SECOND CONTRACTOR

Marie Com Categories 13

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Manager States of the state of

Marie - Alexandria - Alexandria

THE PARTY OF THE P

The Complete of the control of the c

Marie Samuel Sam

The State of State of

Ave. 1. 1. 12

.

SEL SOUND Charlett werte et

SPACE SPACE

PER TO THE

principles - Balton

San Property Laws

Market St.

同可。22 **集 (物**) 第4年13

2 kg 4 --- -

The state of the s

E The statement of

And the second s

10 mm

140

ع ہے

AND DESCRIPTION OF THE PERSON.

-1

. .

Section 1

Bright Cont.

CLA TURN

Section 2 and 2 an

The State of the S

tendent Server and the server

iti.

100

17 Can #86 87 m

pro sin mil fare.

RAMOLY.

property of the State of the St

Marie Marie Marie

ER TUNE

Time 1884 ST 20

Series and Albert of Sec.

i The Children in

, , ,

Culture

FESTIVAL

Handke-Buren

Intérieur/Extérieur

Dans l'Ecole d'art d'Avignon, une installation de Daniel Buren pour trois textes de Peter Handke. La mise en scène n'a pas la pertinence des artistes qu'elle met en regard.

Avec sa belle volée d'arcades sur trois étages, ses pierres grises, son état de semi-abandon, l'École d'art d'Avignon, dite « Caserne des pom-piers», est un lien magique, resté jusqu'alors à l'écart de toute restau-ration (programmés per les ration (programmée pour les années à venir) et du festival. L'école a ouvert pour la première fois ses portes an théâtre, du côté du festival off, mais avec une affiche illustre : Peter Handke/Daniel Buren. L'idée de ce rapprochement, et la mise en scène sont d'une femme passionnée par le décloisonnement des genres,

Guilène Ferré, Qu'y a-t'il de commun entre l'auteur autrichien et le plasticien français, entre la Leçon de la mon-tagne Sainte-Victoire et les colonnes du Palais-Royal? Pour résumer rapidement, tout comme le mar-cheur éveillé de la montagne Sainte-Victoire reaceant inlassablement avec le même motif — Paul

voir tout le réel, l'espace qui jone entre les apparences, pour nous acheminer vers une sensation vraie, intérieure et sans rémission. Alors, lentement, peuvent survenir la beauté, la poésie. De plus, Guilène Ferré a choisi trois textes où Peter Handke travaille la banalité des apparences, décline à l'infini les mêmes métaphores, les mêmes tour-nures de phrase, les mêmes interrogations, tout comme Daniel Buren le fait de ses mêmes tissus rayés, où scule la couleur varie, sur une gamme minimum : rouge, bleu, gamme minimum : rouge, bleu, jaune, blanc,

Le spectateur est invité à parcou-Le spectateur est invité à parcou-rir neuf stations. Le mise en scène est le plus souvent emphatique, faus-sement simple et recueillie. Il faut donc attendre la dernière station pour que texte, travail plastique et dramatique prennent sens ensemble. Tout commence devant la façade, dans un silence peuplé de chants d'oissaux. Soudain, avec un bruit de d'oiseaux. Soudain, avec un bruit de vent, de souffle, des toiles tombent derrière les arcades, incendiées de lumière, découpées d'ombres chinoises fugitives. L'image est somptueuse. Pourquoi gâcher cette émotion du premier instant per le générique du spectacle asséné par

Hervé Diasnas avait présenté au

Théâtre de la Bastille, l'année der-

mère, un solo — cu plutôt un duo — avec une toute petite marionnette : c'était insolite, poétique, on était captivé par la fragilité pathétique de leurs rapports, en même temps que par leur intensité. La Clairier des mots ne laineurs pas les memes soquestiques des mots ne laineurs pas les memes soquesités.

Bien que la pièce prétende traiter « de la communication, son simula-cre et son absence », le propos reste passablèment confus. Quatre dan-

scurs errent en tons sens sur le pla-teau du Cloître des Carmes sans jamais réussir à l'occuper véritable-ment. L'un d'eux manipule nerveu-

MUSIQUES

et Buren fixent notre regard sur la réalité, l'un avec ses mots, l'autre avec ses rayures. Pour nous inciter à voir tout le réel, l'espace qui joue de la réservation.

Un long parcours lassant

A la deuxième station, ça A la deuxieme station, ça s'arrange : deux mariées opèrent un strip-tease, suivi d'un habillage, inlassablement, imperturbablement, derrière deux verrières dont l'arrondi est sonligné de noir et blanc, taudis que deux hommes en blanc fument face à face et se jettent des verres de bière à la figure, aussi imperturbablement. Le specta-teur debout s'inscrit totalement dans l'image. On lui offre à boire, un kir, et à entendre un texte qui joue en boucle une litanie d'évidences (« la marmotte dormira comme une mar-motte): C'est Prédiction, une « pièce parlée » qui date des années 1964-1965 tout comme Appel au secours ct introspection.

Les sept stations suivantes sont m long parcours lassant entre dédale d'escaliers, haltes dans des ateliers où les comédiens se jettent à la figure des mots cette fois, dont ce "non" > opposé à toute affirmation, qui retentit si fort dans Appel au secours, ce "non" > que le spectateur bien encadré est convié à crier en silence devant un poste de télévision

« La Clairière des mots », d'Hervé Diasnas

Simulacre et absence

sement des lampes pliables dites lampes d'architecte. Les autres ram-

pent, se prostrent longuement.

jouent avec des tiges métalliques, un

siège à roulettes, un petit chapeau. Circule aussi un photographe qui prend des photos au fizsh — le résul-tat de son travail devait être exposé

après la représentation, mais on

avait déjà fui. Après les inévitables

grillous qui crissent, la bando-con fait entendre divers bruits répétitifs

d'asine, comme beaucoup de

bandes son aujourd'hui. Il y a quel-

ques gags laborieux autour d'une

armoire : une fille y entre, une pou-pée en sort. On sème des carrés de

où alternent des images d'un match où alterneut des images d'un match de football et celles du drame du Heysel. La beauté des pauses musi-cales (airs merveilleux pour accor-déou, violoncelle, piano et clarinette composés par Eddy Schaff) ne change rien à l'ennui qui nous gagne, au sentiment pénible d'être pris au piège, obligé d'être intelli-gent, sensible ou révolté. Enfin sur-vient la neuvième station, belle, sim-ple, et l'on ne revient pas ple, et l'on ne revient pas d'Introspection comme on y était

En chœur, en solo, les comédien sur une note juste, dans l'espace de sable blond, long muret de briques blanches, caisson carré blanc lumi-neux en fond de salle, nous entraineux en fond de salle, nous entrainent peu à peu en état de disponibinité totale, à même d'entendre les
interrogations de Peter Handke sur
tout ce qui fait « le mêtter
d'homme » dès lors qu'il dit « je ».
Ce je qui lui permet de désigner son
corps, puis ses actions, ses mesquines obligations dans une société
non moins mesunine et ses actes. non moins mesquine, et ses actes.
Peter Handke interroge toutes les
évidences pour en dénicher le scandale ou l'immense étonnement. Il y a co constat, qui claque: « Je ne suis pas ce que j'aurais pu devenir, je n'ai pas tenu mes promesses. » Le noir se fait sur ces mois: « Je suis l'auteur de cette pièce. »

Le pouvoir d'Avignon

(Suite de la première page.)

On an arrive à se demander quel est le véritable enjeu de cette polémique, passablement artificielle. Il est forcement politique, mais de ension locale on nationale ?

Alain Crombecque, en tout cas, tient à calmer le jeu. Il se veut homme de dialogue et de concilia-tion - « Je fais des efforts pour être sociable... » Il veut entendre ce qu'on lui dit, les reproches, les demandes, les offres, et reconnaît e la pression exercée sur la ville par la foule qui y déferle » et qui, le maire l'admet, représente un apport essentiel dans l'économie d'Avignon Crombecque ne rejette rien a priori, si ce n'est d'accepter une modification imposée de son équipe - « Nos méthodes de travail peuvent surprendre ; quoi qu'il en soit, les pro-blèmes de personnes ne m'intéres-sent pas » — et de dissocier direction générale et direction artistique -« Ce n'est pas par goût du pouvoir, mais par souci d'efficacité. »

Le Festival est une association de gestion indépendante - dont le statut a été négocié par Bernard Faivre d'Arcier, précédent directeur avec un conseil d'administration où siègent des représentants des collec-tivités locales, de l'Etat, des person-

2 500 places, d'où la difficulté de satisfaire les spectateurs qui viennent pour un temps limité, veulent tout voir, et d'ailleurs se consolent au « off ». Mais environ dix mille billets ont dû être refusés, et ils étaient vendus au marché noir pour Jeanne Moreau à la Cour d'Honneur, maigré la longueur du spectacle. Les stars font recette, Ainsi que Zingaro - le président de la République est venu les voir pendant le ek-end, - les deux Edipe en dépit d'une presse pour le moins sévère, la Mission/le Perroquet vert, l'opéra de Dusapin Roméo et Juliette. La musique contemporaine trouve son public au Festival, grâce, en particulier, à la collaboration avec la Chartrense de Villeneuve, qui accueille le centre Acanthe et des opérations assez « pointues » dans les domaines de la musique, des arts plastiques, plus les écoles de théâtre. Les auteurs nouveaux ont plus de difficulté. C'est logique, sinon normal, et leurs spectacles ne répondent pas tous aux espoirs. Mais ce sont les aléas d'un festival de créations.

jauge oscille entre 300 et

Autre chose est l'état d'impréparation mis en avant par les metteurs en scène de la Célestine et des Œdipe. « Nous ne pouvons offrir





Le bureau de presse du Festival

MARC ENGLIERAND

Rires forcés

C'est le rire qui gagne au « off » du Festival comme à la télévision et ce n'est pas toujours gai.

Le spectacle le plus couru du < off » n'a pas été En attendant Godot par une compagnie de Corée du Sud. Le public a montré un goût bien français voire franchouillard en plébiscitant un spécial Bicentenaire, Au quetrième top, il aera exactement 17 h 89 minutes, de Jean-Paul Farré, sorte de commémoration dans la commémoration.

If y est question d'un grand spectacle sur la Révolution, façon fresque historique, mais vu des coulisses, ou plutôt de la loge où deux « doublures » espèrent en vain la défection des vedettes qui jouent Danton et Robespierre.

tion, ils enfilent tour à tour les costumes des sans-culottes, du garde national, du prêtre réfractaire...On imagine le numéro de Fregoli, pimenté d'ailusions perfides aux excès mégalomaniaques du metteur en scène, un certain Robert...Quant au coup de théâtre - la soudaine carance de Robespiarre et la délire qui s'ensuit, — il ne surprend guèra, mais Jean-Paul Farré et Jean-Jacques Moreau en tirent parti au point de don ner l'impression que les comiques ont réellement un goût secret pour les emplois sérieux.

Avec ce spectacle, les ama-teurs de théâtre n'ont pas hésité à se mélanger aux consommateurs de plaisante-ries, calembours, contrepèteries et autres gaudrioles. Pour ne pas risquer la crise de gravité fatale, ils auront écumé les succès du café-théâtre, de l'humour auto-proclamé ∉ décapant » - Tête de Turc par les Trois T, Stéréofolies des Zappeurs.

Des pitreries bruyantes

Les fidèles du rire à l'ancienne, les écologistes et ceux qui gardent un cœur d'enfant auront cherché l'émotion de la piste du côté des clowns, Clown contre la crise, ou Clown miteux - un titre qui tient ses promesses. Les fans du music-hall, enfin.

se seront aventurés aux spectacles annoncant humour et variétés. Dans ce sous-genre composite, le pire côtoie le meilleur. Le pire, cette année, venait des pitreries bruyantes de Chansons et Conneries par les Timoleons. Le meilleur, c'était Nouveeu Spectacle du groupe TSF.

il fallait grimper sur les gradins d'amphi du Mazouing, salle de cours reconvertie, pour découvrir un traveil à la frontière de la nostalgie swinguante st de sa subtile parodie. Les trois garçons et deux filles du groupe TSF, aussi bons musiciens que comédiens, sont cocasses, poétiques, gentils, élégants. Ils ont offert une soirée irrésistible.

BERNADETTE BOST.

Les dix ans de Kassav' en Guadeloupe

L'île qui danse

Après avoir conquis la France et l'Afrique, le groupe Kassav' est allé se ressourcer aux Antilles avant de relever

l'ultime défi : faire zouker l'Amérique.

Le 23 juillet, sur la pelouse du stade des Abymes, dans la banliene de Pointe à-Pitre, Kassav a posé les cadeanx que le groupe a rapportés au pays : une grande scène, de beaux de France par bateau. Pour son dixième anniversaire, le groupe a voulu faire les chosse en grand : offrir à la Guadeloupe son premier grand concert en plein air, événe-ment jusqu'ici inédit faute de moyens techniques. Un second

concert est prévu en Martinique. Le conseil général en a profité pour confier la programmation du Festival des arts de la Gusdeloupe à Jacob Desvarieux, le guitariste et porto-parole occasionnel du groupe. Et RFO a décidé de réaliser sa première émission de variétés en direct avec la fine fleur du show-business antillais réuni sur la scène du Palais des arts de Pointe-à-Pitre. Public chaleureux et aléas tech volonté. On en profitera pour présen-ter les chansons de Majestic Zouk, le dernier album sorti début juillet.

Partout dans l'île, de grandes affi-ches annoncent le déclenchement de la « révolution Kassav' ». « On récupère le Bicentenaire, et ce n'est pas grave. Pour ce que 1789 a apporté lci........................, dit en souriant Jacob Desvarieux, géant débonnaire et grison-nant. Dans le rue, les gons se retour-nent à son passage. Ici, Kassav vend environ vingt-cinq mille exemplaires de chacun de ses albums. « C'est comme si on vendait cinq millions de disques en France. Ici, la musique est un produit de première nécessité, dit le guitariste. Les gens sont bien plus mélomanes qu'en France, mais rien n'est fait pour jouer et travail-

ler. > C'est donc très logiquement à Paris, en 1979, que Pierre-Edouard Décunus, auteur-compositeur, memhre des Vikings, un des groupes piliers de la scène antillaise depuis quinze ans, fait appel à Desvarioux pour mettre en musique une idée danse antillaise qu'ils ont parfumée à la salsa, au funk et au reggae. Aujourd'hui, le groupe est en équilipour mettre en musique une idée bre instable, condanné à aller de

simple : amener la musique de l'île au niveau international. Le guitariste jouait en studio et se passion-nait plus pour le funk et les rythmes africains que pour la musique antil-laise. Décimus demande à son frère Georges de tenir la basse et décide d'appeler le groupe - qui n'est est pas encore tout à fait un - Kassav'. C'est le nom d'une galette de manioc et de coco, pas celui d'une peuplade d'Europe du Nord.

Une PME dansante

An fil des albums pais des tournées, le groupe se complète : les chanteurs Jocelyne Berouard, Patrick Saint-Eloi, Jean-Philippe Marthely, le batteur Claude Vamur, deux claviers, Jean-Claude Maimro et Doug M'Bida, une grosse section de cuivres, un percussionniste et deux danseuses. Aujourd'hui, on en est à seize personnes, une espèce de PME dansante qui a longtemps été gérée par Pierre-Edouard Décimus. Le fondateur a abandonné tout rôle officiel au sein du groupe, se contentant de signer cinq titres du dernier album, et se consacre à la conception et au lancement d'une ligne de produits cosmétiques et de vêtements

Kassav'. Quand on l'interroge sur la nationalité du groupe, le guitariste s'amms: «Cela me fait rigoler quand on dit qu'on est français. Tant que les Artillais restent chez eux, ça leur est égal de savoir qu'ils sont français. C'est quant ils arri-vent en métropole et qu'ils s'aperçoivent qu'ils ne sont pas du tout traités comme des Français que ça se gâte.»

Le groupe a di vendre plus de disques (300 000 de Vini pou), réunir plus de spectateurs (is ont rempli dix soirs de suite le Zénith lors de leur dernier passage à Paris) que n importe quelle formation française pour que les médias et le public non-antillais commencent à s'intéresser à CUX.

Bal aux Abymes

Mais pendant ce temps, ils ont réinventé le zouk, cette musique de danse antillaise qu'ils ont parfumée à

l'avant : dans le public du concert ou dans la rue, on sent parfois un peu de ressentiment face à une réussite qui a inévitablement éloigné le groupe des premiers convertis. Il y a deux ans et demi que Kassav' a joué en

d'inconscience pour réunir quelques centaines de personnes, leur deman-

der 90 F, leur prendre une heure et dennie de leur temps, pour leur pré-senter pareille ineptie. Précisons qu'à la différence des autres specta-cles de sa « carte blanche » Daniel

Larrien n'avait pas vu celui-ci aupa-

SYLVIE DE MUSSAC.

ravant, c'était une création.

Mais il y a apssi de la fierté : - !! n'y a pas longtemps, parler en créole à l'école, c'était comme dire des gros mots", dit Desvarienz, Quand, ea 1986, ils ont voulu signer avec un grand label international, ils ont du résister à ceux qui voulaient les faire résister à ceux qui vouiaient les taire chanter en français on en anglais. Kassav' est au croisement d'une constante de la musique populaire internationale, de la danse et d'un courant ascendant, la world music. C'est CBS qui a fait le pari du zonk et la filiale française de la compa-mie multinationale a déjà convaincu les Allemands, les Britanniques et les Espagnols de tenter leur chance avec Kassav'. Ils sont déjà célèbres en Afrique, ce dont ils sont fiers même s'ils ne tireront sans doute jamais un sou de cette gloire.

Reste le gros morceau, les Etats-

Unis, où, face au conservatisme des

radios et du public, on peut compter sur la communauté antillaise francophone - et sur le charme de la musique, - bref, refaire le coup du reg-gae en espérant tenir plus longtemps. C'est peut-être ces tribulations transcontinentales ou la fatigue accumulée par les musiciens en quatre jours de fête, télévision, radio, interviews et répétitions, mais quand le grand soir arrive, Kassav' et Pointe-à-Pitre passent le premier tiers du concert à se regarder en chiens de faïence. Tous les ingré-dients sont là, pourtant : la virtuosité discrète de chaque musicien, la com-plémentarité soigneusement étudiée des chanteurs, les appels à la partici-pation du public, les enchaînements travaillés, les costruet délirants an-delà du menuris contre et les chorégredelà du manvais goût et les chorégraphies provocantes.

Et quand on arrive au classique Syé bwa on à Zouk la se sel medikamen nu ni, on retrouve l'ambiance des bals populaires survoltés qui fait de Kassav l'une des meilleures formations dansantes que l'on puisse écouter avec ses pieds en Guade-loupe, en France on ailleurs.

THOMAS SOTINEL.

★ Majestik Zouk, disque, cassette, CD CBS. En concert au Zenith à partir da 14 décembre.

nalités comme Paul Puaux ou Michel Gny, qui a fait fonction d'arbitre, de lien entre la direction et Jean- Pierre Roux, alors maire (RPR). Les maires, quels qu'ils soient, n'ont rien à voir avec la programmation, et d'ailleurs Guy Ravier a précisé qu'il ne voulait absolument pas s'en mêler. Le probième est ailleurs, et il a commandé un audit - réclamé depuis deux ans

par Alain Crombecque - à la société Athène Conseil, « société de qualité, puisqu'elle a travaillé sur le réaménagement du Grand Lou-We .

Un état d'impréparation

Dans le domaine économique, le

Festival n'a rien à redouter, puisque,

malgré sa durée (moins longue que l'an dernier), il a fait légèrement plus d'entrées (115 000 pour 113 000 en 1988) et que ses recettes propres ont atteint 9 millions de francs, sur un budget de 30 millions. que fournissent les sponsors - dont la quote-part a atteint son maximum - l'Etat (3,75 millions), le département (3,5 millions), la région (1,5 million) et la ville (6,2 millions, plus 400 000 francs en presta-tions indirectes, principalement les personnels municipaux mis à disposition). Ce n'est pas la seule participation des Avignonnais à un festival qu'ils sont supposés « subir » depuis pius de quarante ans. En dehors d'associations de bénévoles, l'histoire de ce Festival, son importance internationale, le matériel qui s'y accumule et demeure inemployé le reste de l'année amènent les directeurs à vouloir en prolonger l'activité. Bernard Faivre d'Arcier avait envisagé une école supérieure d'administration, Alain Crombecque préside l'Institut supérieur des techniques du spectacle, dirigé par

Les points noirs du Festival sont liés à son développement et à la disparité des lieux de spectacle, dont la

une Avignonnaise, Christiane Bour-

bonneau.

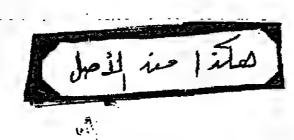
que cinq jours de répétitions sur place et ce n'est pas suffisant », a avancé Alain Crombecque. C'est vrai, mais les deux troupes étaient à Avignon depuis plus longtemps, à leurs frais.

Et quand, dans des conditions semblables, Antoine Vitez a présenté le Soulier de satin (douze heures), même si le spectacle n'était pas parfaitement achevé, il était prêt. On pourrait aussi regretter l'attitude ambigue d'Alain Crombecque envers la danse - un grand spectacle à la Cour, et quelques petites formes > - mais un festival où le théâtre a repris une place prépondérante, qui a permis de créer la Mission/le Perroquet vert, qui a fait connaître Joël Jouanneau (le Bowrickon). Pascal Rambert (les Parisiens), qui a confirmé Valère Novarina (Vous qui habitez le temps). qui a offert la magie de la Carrière : Callet aux Zingaro, est une réussite.

D'ailleurs, le ministre de la culture Jack Lang a envoyé un télégramme de félicitations à Alain Crombecque (qui n'en a pas fait état) et François Mitterrand présidera l'hommage à René Char au Festival de 1990 - « Le Festival, a rappelé son directeur, est né d'une rencontre entre Jean Vilar et René Char ... Toujous l'an prochain, Jean-Pierre Vincent sera dans la Cour d'honneur avec les Fourberies de Scapin. Kantor, qui dirigera un stage à partir du mois de mars, Peter Brook, qui devrait monter un Shakespeare, peut-être la Tempête. Et aussi une carte blanche à Nadia Croquet, directrice du centre chorégraphique d'Angers, et des troupes orientales dans plusieurs versions du Ramayana.... Je ne voudrais pas trop dévoiler, sinon je n'aurai plus rien à annoncer au moment de la conférence de presse des programmes, en mars », a dit Alain Crombecque.

Le supplément Arts et spectacles daté jeudi 3 août donnera un bilan en images de ce 43º Festival.

COLETTE GODARD.



La vie, l'art et l'amour à New-York

Qualifié de « génie » par la Fondation MacArthur, Bill Irwin, avec Largely New-York, tend, à la civilisation moderne, un miroir d'autant plus véridique qu'il est déformant.

Le spectacle démarre sans ouverture ni fanfare, L'homme - une sorte de Harold Lloyd - est à l'avant-scène. Il pointe l'antenne de sa commande à distance vers le rideau rouge. Lentement, celui-ci se lève et découvre... un autre rideau Interloqué, le clown appuie à nouveau sur les boutons, le deuxième rideau se lève, en révèle un troi-sième, qui en dévoile un quarrième... jusqu'à ce que l'homme – appeions-le • B.I. • – se retrouve seul, ébahi, au milieu d'un plateau nu.

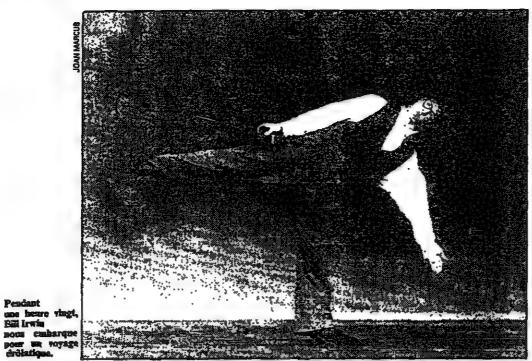
Dès lors, sans paroles mais en musique, sans entracte et pendant une heure et vingt minutes, Bill Irwin nous embarque pour un voyage drolatique à travers la comédie, le drame, le vaudeville, le cabaret, la magie, l'art du clown, le mime, la vidéo et la danse. Ce périple sera aussi une odyssée à travers New-York, à travers notre civilisation. Point n'est besoin d'entendre l'anglais pour pleinement apprécier. Le portrait est si juste que Largely New York est devenu LE spectacle de l'année à Broadway.

" Une rumination sur la vie, l'art et l'amour dans la grande ville » : ainsi Bill Irwin définit-il son spectacle. Avec pour scules armes la maudite commande à distance et son manuel, B.L. – le littleman des films muets - s'efforce de contrôler les forces qui l'entourent et n'aspirent qu'à le faire trébucher. Visage rond et ouvert au regard bleu innocence virent brusquement à la ruse, silhouette longiligue comme un bâton de pâte à modeler capable en un instant de devenir presque naine, Irwin à New-York, c'est, toujours partante (ou vous, ou moi) en safari dans la

La Bourse de la Fondation MacArthur est officiellement réservée aux « génics ». Elle a pour vocation expresse de « libérer les créatifs de la nécessité de chercher un revenu classique ». Longtemps accusée de n'avoir d'yeux (et d'argent) que pour les scientifiques, en 1984, elle fait volte-face : Bill Irwin est le premier homme de spectacle à recevoir cette dotation de 180 000 dollars.

« J'appartiens à la première génération de la télévision. J'avais quatre ans lorsqu'en 1954 nous avons eu notre premier poste de télé. » Fasciné par » l'absolue liberté et l'absence totale de pesanteur et de réalité » du dessin animé, il découvre les grands comiques de télévision et le cinéma muet : Chaplin, Harold Lloyd et Buster Keaton, - qui, tous trois, curieusement, ressemblaient à son père. -

Le département théâtre de l'université de Californie l'assomme, il s'inscrit à l'école du cirque Ringling, ride, puis se joint au petit cirque de la famille Pickle à San-Francisco.



brocarder les clients toujours enclins

à acheter le tout dernier modèle mais ne sachant jamais s'en servir.

Nous sommes à la fois fascinés et

intimidés par les gadgets », dit Irwin. Il part donc de l'idée du contrôle à distance... Par la suite,

durant les réprésentations d'En attendant Godot, au Lincoln Center,

il croise les danscuses du Metropoli-

tan (niché dans le même complexe) tandis que, de l'autre côté de la rue, des break-dancers s'agitent au son de leur ghetto blaster, à deux pas

d'un homme étalé sur le trottoir. • Il

est étonnant de nous voir, tous New-

Yorkais, déballer nos liaisons les

plus intimes et disserter de « rap-

ports humains » tout en enjambant dans l'indifférence totale un clo-chard qui dort – ou qui meurt – sur une bouche d'aération du

metro. - Le soir, l'image du cadavre

à la télé aura plus d'impact que le

prendra de valeur que lorsqu'il pas-

sera à la télé. . Ce n'est que là qu'on

accepte de le prendre en compte, au

travers d'une image qu'on pense

pouvoir contrôler. »

Et f'al appris, dit-il, à penser en clown. Le public a toujours raison. C'est la règle d'or du clown. »

Lorsqu'une première version de Largely New York est présentée au City Center en mai 1988, elle a pour sous-titre les Nouvelles Aventures d'un hooser posimoderne. Un hoofer, explique Bill Irwin, = c'est quelqu'un qui travaille des sabots (hooves), le danseur lambda ». Le sous-titre a aujourd'hui disparu, et New-York donne au speciacle sa couleur définitive : une série de collisions entre les véhicules les plus hétéroclites. Charlie Chaplin et Robert Wilson, Buster Keaton, Pina Bausch et Merce Cunningham.

Le bestiaire de Bill Irwin s'apparente à l'inventaire d'un Prévert : une ballerine postmoderne tout en pointes; un troupeau de professeurs en toge, toque et luncttes qui ressemblent à une tribu de pingouins; une caméra vidéo, un trépied, un poste de télé, une malle, des rideaux. des appareils ménagers. Et le raton laveur - B.I. - qui découvre que ce qu'on ne connaît pas (aspirateur ou danseurs) est toujours a priori

La folie de l'électronique

L'autre message du spectacle est la folie de l'électronique qui fait désormais partie du tissu de notre vie quotidienne. Les dix-sept autres personnages de Largely New York passent leur temps à faire des vidéos d'eux-mêmes qu'ils regardent ensuite, agglutines devant le récepteur. La curiosité du clown a l'égard de l'électronique la plus en pointe le conduira... à l'intérieur même du DOSLE.

Le spectacle est né d'une expérience personnelle. Ayant reçu sa bourse de la Fondation MacArthur. Bill Irwin se résout à devenir adulte et donc à acquérir appartement. télévision et magnétoscope. 11 entend, puis écoute, les vendeurs

tera également la Vie et rien

d'autre, de Bertrand Tavernier, et The Cook, The Thief, His Wife And

Her Lover, de Peter Greenaway. La

Semaine internationale de la criti-

MODE

علدًا منه المرصل

René Gruau à Galliera

Paris chéri

Soixante ans après ses débuts. le plus Parisien des illustrateurs a droit à une rétrospective au palais Garnier : quelque deux cent cinquante dessins, trente affiches, une vingtaine de costumes, racontent, dans un décor signé Jacques Grange, une histoire de chic,

de chien et d'allure.

Un tailleur « PMU » de Balmain dessiné à l'encre sur papier crème, un bos qui s'enroule dans le S de Paris, un mage de tulle, deux perles, un bibi. Le raffinement de l'aprèsguerre ne serait rien sans Gruau, dont la griffe « conture » rayonne en trois coulours : le blanc, le noir, le ronge. Qui ne se souvient des bas Scandale, de Miss Dior ou du rouge Baiser qui permet le baiser?

Magnifiant le raccourci, René Grean suggère plus qu'il ne repré-sente, même si la finesse du trait s'accompagne d'un vrai sens de la construction. L'espace se découpe, les silhouettes s'étirent, rappelant ici et là les mises en scène d'un d'Hoyningen Huene, celles d'un Horst montrant une robe d'Alix (la future Grès) entre deux colonnes et le mannequin Dovima pris par Avedon entre deux pachydermes.

Né à Rimini en 1909, Repé Grazu, inspiré par une mère élégan-tissime, réalise ses premiers croquis en 1928 pour un magazine italien, Lidel. Dès 1935, il devient l'un des principaux collaborateurs de Fémina, Marie-Claire, l'Officiel de la couture ou encore de Woman and Beauty en Grando-Bretagne. Aux croquis de mode s'ajoutent des publicités pour les parfums (Dior, Balmain, Jacques Griffe, Jacques Fath), les tissus (Dormeuil, Rodier), les accessoires (les chaus-sures Bailly), puis celles qu'il consaBells girls à la cheville bien cam-

S'il est à René Gruau de dessiner des costumes et des décors, il a su rester un «fidèle» illustrateur, à l'origine d'une centaine de couvertures de magazine. D'ailleurs le contrat qui le lie à ses clients relève de l'échange plus que de la simple commande. Dior n'a-t-il pas créé un modèle « Gruau » décrit dans « Flair » comme une « robe de grand soir drapée en satin bleu orage » ?

Quand l'inventeur du new-look écrit dans ses mémoires : « Je vou-lais que mes robes fussent construites, moulées sur les courbes du corps féminin dont elles stylise-raient le galbe ». René Gruau acense la taille, met en vaieur les hanches pour le fameux « tailleur bar », le modèle vedette de la pre-mière collection Dior en 1947.

A toucher autant qu'à voir

Cette complicité se retrouve dans les croquis. Réné Gruau est auss conturier. Il donne à toucher autant qu'à voir : on devine, là une fullu-craquante, ici un crèpe fluide, le bruit léger des étoffes quand les mannequins s'assoient, prennent la pose. Ses héroines, ce sont Maxime de la Falaise, Bettina Graziani l'égé-rie d'un Hubert de Givenchy, Pau-lette Godard ou Sophie Littak lette Godard ou Sophie Litvak.

« Les femmes de Gruau ne sont jamais des gamines, jamais des pinup, écrit Gilles de Bure. Elles arpenient l'avenue Montaigne, les allées de Bagatelle, la Croisette à Carnes. Elles flottent, apparais-sent, disparaissent, comme si elles n'avaient pas de corps, pas de

Avec lui, l'intimité est toujours théâtrale, procède du jeu, de la métaphore : la femme cygne, la femme iris de Jacques Fath. Indifférent à son époque, qui idéalise le corps sain, tonique, musclé, son crayon tendre B2 se réfugie dans un autre monde, définitivement « cin-

LAURENCE SENAIM.

Marcelle Griffon, Boussac). Restent les affiches dédiées au musio-hall (Lido, Moulin-Rouge) où paradent les aigrettes, les paillettes des Binepalais Galliers, jusqu'au 24 septembre

Communication

Grâce au séquestre des actions du « Républicain lorrain »

M. Gérard Lignac reste à la tête de l'« Est républicain »

M. Gérard Lignae a été s'offrir un quotidien qu'ils convoi-econduit, handi 31 juillet dans es fouctions de PDG de l'Est épublicain. È l'issue d'une reconduit, handi 31 juillet dans ses fouctions de PDG de l'Est républicaia, à l'issue d'une assemblée générale des action-naires. Un dénouement sans surprise, du fait d'une récente décision de justice, mais la bataille pour le contrôle du quotidien de Nancy n'est pas terminée pour

« La concentration excessive des

pouvoirs est toujours une mauvaise

NANCY de notre envoyé spécial

chose. A l'image de l'antique République de Venise, dont il vante la démocratie équilibrée par des contre-pouvoirs, M. Gérard Lignac se veut sérénissime. Le conseil d'administration qui a suivi l'assemd'administration qui a suvi i assem-blée générale des actionnaires de l'Est républicain l'a réélu, lundi 31 juillet, à la présidence du quoti-dien tout juste centenaire de Nancy. Pourtant l'alerte a été chaude pour ce sexagénaire, souriant, qui émaille ses discours de citations bibliques. En place depuis 1983, M. Lignac n'a sauvé son siège — dans l'immédiat — que grâce à une décision de la cour d'appel de Nancy. Vendredi dernier (le Monde du 29 juillet), celle-ci a en effet décidé la mise sous séquestre de 52 624 acriers (une 280 000 tre des 52 624 actions (sur 240 000 au total) du journal détenues par la Grande Chaudronnerie lorraine (GCL). filiple du Républicain lor-rain, le quotidien de Metz, dirigé par M. Claude Puhl. Des actions

Irwin écrit le plus souvent pon

B.I. son alter ego., ne sachant pas toujours s'il s'enfonce dans une

ornière ou s'il exploite judicieuse

ment un filon. S'efforçant de briser

le carcan, il s'en va travailler avec

d'autres. Outre une pièce de Beckett montée avec Robin Williams et

Steve Martin, il tient le rôle princi

pal dans Homme pour homme, de Bertolt Brecht au Playhouse de

La Jolla (Californie) et, à New

York, cciui de la Mort occidentelle d'un anarchiste de Dario Fo. Une

première expérience cinématogra-

phique - dans le rôle d'un joueur de

base-ball vicelard dans Eight Men

Out, de John Sayles (inédit en France) - l'a sans doute encouragé

mais. - pour l'instant, dit-il, le

cinéma et moi nous renifions

comme deux chiens qui se croisent

dans la rue. Prudence et circonspec-tion. Mais curiosité ». L'industrie.

elle, a déjà opté : nouvelle unité de

production aux studios Disney, Hol-

lywood Films négocie déjà avec lui

HENRI BÉHAR.

toute une série de projets.

affaire de fausses factures. Reste la procédure. Car les actions de l'Est républicain ne peu-vent être cédées sans l'agrément du conseil d'administration, qui peut les préempter en proposant un ache-teur. Le transfert de propriété de la GCL au groupe Cora - non démenti ni réalisé - serait-il un moyen de tourner cette clause? En attendant le jugement sur le fond du tribunal de Nancy, dont la première audience est fixée au le août, la cour d'appel a retenu les arguments de M. Lignac. Il a pris une mesure conservatoire pour éviter le risque d'une « nouvelle majorité susceptible de modifier, voire bouleverser l'organisation, les méthodes,

l'orientation - de l'entreprise. Dès lors, M. Lignac et ses alliés pouvaient tenir sereinement, dans le pouvaient tenir seremement, dans le bâtiment moderne de Houdemont qui abrite l'Est républicain depuis 1986, une assemblée générale annu-lée en catastrophe le 26 juin dernier. Une réunion sent surprise, dans une salle aux portes ornées de plaques d'imprimerie et dont les lisérés mauves rappellent la couleur des rotatives, quatre étages plus bas. Les adversaires de M. Lignac ne s'y sont d'ailleurs guère montrés. Représen-tant une partie seulement des actions du groupe Cora, M. Louis Martin s'est contenté de s'abstenir sur l'ensemble des résolutions. Et M. Claude Puhl n'était pas là pour se voir écarter du conseil d'administration, alors que les cinq autres candidats proposés étaient élus, dont M. Lignac. Pour ce dernier, l'éviction de M. Puhl est « un acte d'auto-défense ». Mais elle ne règle en rien le problème de l'Est républicain dont le capital est en crise périodique dernie 1973 que depuis 1973.

Vilgrain, Boileau, Pinchard, Lignac, Bouriez... la liste est longue des familles de la bourgeoisie de Nancy qui s'entredéchirent depuis des années pour le contrôle des 280 000 exemplaires et des 657 mil-lions de francs de chiffre d'affaires de l'Est républicain. Minoritaire avec 35 % environ des actions, M. Lignac n'avait pu régner qu'en faisant rentrer le « loup » messin dans la bergerie, c'est-à-dire en autorisant le rachat de la GCL par le Républicain forrain en 1983. Aujourd'hui, le même M. Lignac admet qu'une troika d'actionnaires importants, sans majorité stable, n'est pas viable longtemps. Aussi se dit-il prêt à préempter les parts de la famille Punl-Demange, quitte à chercher des soutiens dans des banques ou dans la presse ». Verrabanques ou dans la presse «. Verrat-on Hachette (propriétaire des voisines Dernières Nouvelles d'Alsace,
ou M. Hersant, s'installer à Nancy?
Au nom des principes, M. Lignac
juge en tout cas « dangereux qu'un
grand journal soit financièrement
dépendant d'un groupe hors presse,
animé d'une logique différente ».
Faut-il y voir une critique du groupe
Cora, premier annonceur vablici-Cora, premier annonceur publici-taire du quotidien? « Son succès ne mérite qu'estime, dans la mesure où il est obtenu par des voies estimables, se défend malicieusement M. Lignac. Mais un journal n'est pas un produit comme les autres.

L'otage des groupes rivaux

Même sur ce thème, le soutien du personnel n'est pas acquis à l'urbain M. Lignac. Pour David-ER, une association d'actionnaires du personnel, celui-ci est - depuis seize ans nel, celui-ci est « depuis seize ans l'otage des groupes rivaux qui, tous depuis 1982, se sont servis de cette fameuse GCL présentée aujourd'hul sous un aspect satanique ». Elu CGT et animateur de David-ER, Gino Tognolli met au défi le groupe familial Lignac de plonger « la main au goussel » en rachetant les actions sous séquestre pour se constituer sous séquestre, pour se constituer « une légitimité qui fera oublier qu'il a gagné les galons du pouvoir dans les fourgons du journal

De son côté, le Syndicat national des journalistes (SNJ) ne sonhaite lutter que pour l'indépendance de la rédaction, et dénonce autant le danger d'un groupe économiquement dominant dans la région pre-nant le contrôle d'un quotidien « que le « danger de rester dans le flou actuel et [dans] une situation de vlager ».

1.24

 $\begin{array}{ccc} & & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & &$

And the said of the last the last

A Service of the serv

De l'avis général, Gérard Lignac respecte l'indépendance rédaction-nelle, mais ce juriste venu à la presse ne suscite pas l'enthousiasme. Et Certains revent à haute voix d'un • vrai patron •, de presse ou non. Elu pour six ans, Gérard Lignac se garde pourtant de tout pronostic sur la durée réelle de son mandat car c'est maintenant à la justice de relancer une affaire où les rivalités sont d'autant plus vivaces qu'elles ne s'affichent pas en première page des

Blases on lassés des crises à répétition, les Nancéiens en vacances se désintéressent de l'affaire. Tout comme ils avaient boudé une croiaière organisée par la filiale du quo-tidien, L'Est voyages, dont l'annula-tion a coûté 1,5 million de francs, soit le septième des bénéfices du quotidien en 1988.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

● GRANDE-BRETAGNE : polémique à propos d'une émission sur l'affaire Rushdie. — La BBC a sur l'affaire flushdie. — La BBC a diffusé, lundi 31 juillet, une pièce sur l'intolérance religieuse, le Banquet des blasphémateurs, en dépit de l'objection de l'archevêque de Cantorbéry, Robert Runcie, qui estimait qu'une telle émission ne pouvait qu'une telle émission ne pouvait qu'attiser les passions. Cette pièce met en scène un groupe de libres panseurs accusés de blasphème. L'action de la pièce se situe à Bradford (nord de l'Angleterre), où des manifestations de protestation manifestations de protestation avaient éclaté après la publication des Versets sateniques, de Selman Rushdie. – (Reuter, AP.)

CINEMA

Le programme de la Mostra de Venise

sans pitie.

Un seul film français, I Want to Go Home, d'Alain Resnais, a reçu vendredi 28 juillet les honneurs de la sélection officielle de la 46° Mostra de Venise qui aura lieu du 4 au 15 septembre prochain. Le nouvel Ertore Scola, Che ora é, Christian. la dernière œuvre de Gabriel Axel, le réalisateur du Festin de Babeste, mais aussi de nombreux premiers films ont été retenus parmi les vingttrois films en compétition.

Baiman, de Tim Burton, Indiana fones et la Dernière Croisade, de Steven Spielberg, hanteront le Lido, mais les deux super-héros améri-cains se contenteront d'une section parallèle, Venezia Notte, qui présen-

Kieslowsky. La compétition officielle

Australia, de Jean-Jacques Andrien (Canada); Christian, de Gabriel Axel (Danemark); Island, de Paul Cox (Pays-Bas); Berlin Jerusalem, d'Amos Gitai (Israël); She's Been Away, de Peter Hall (Grande-Bretagne); Les Yeux bleus, de Reinhard Hauff (RFA); bleus, de Reinhard Hauss (RFA);
Ville violente, de Hou Hsia Hsien
(Chine); Et la lumière fut, d'Otar
losseliani (URSS); New Year's
Day, de Henry Jaglom (E-U);
Sedim na konart a je mi dobré, de
Juraj Jakubisko (Tchécoslovaquie);
La mort d'un maître du Thé, de Kei
Kumai (Japon); Layla, ma raison,
de Taseb Louhichi (Tunisie-

Algérie); Scugnizzi, de Nanni Loy (Italie); Recordacoes da casa ama-rela, de Joao Cesar Monteiro (Por-tugal); Le Mari es la Fille de Tamara Alexandrovna, d'Olga Narutskaja (URSS): M'aimes-tu? de George Panoussopoulos (Grèce): I Want To Go Home, d'Alain Resnais (France): Che ora d'Alain Resnais (France); Che ora;
è', d'Ettore Scola (Italie); Ek din
achanak, de Mrinal Sen (Inde);
Fallgropen, de Vilgot Sjöman
(Suède); La Femme de Rose Hill,
d'Alain Tanner (Suisse); El Mono; Loco, de Fernando Trueba (Espa-gne): In una notte di chiaro di luna, de Lina Wertmuller (Italie).

que a notamment sélectionné le premier long métrage du réalisateur français Eric Rochant, Un monde La Mostra de Venise consacrera une rétrospective Jean Cocteau à l'occasion du centenaire de sa naissance. D'autres séances spéciales seront présentées : le Mahabarata. de Peter Brook, filmé pour la télévision, et le Décalogue, de Krzysztof

que la famille et les alliés de M. Puhl serzient prèts à céder au groupe Cora-Revillon des frères Phi-lippe et Michel Bouriez, déjà déten-teurs d'environ 24 % du quotidien nancéien. Avec leurs hypermarchés Cora, les fourrures et parfums Revillon, les magazines des Editions mondiales, les frères Bouriez sont une puissance en Lorraine. Du haut de leurs 30 milliards de francs de chiffre d'affaires, ils penvent donc

Spectacles

Paris chéri

es Est républica

Groat à Galler

The state of the s Services of the land of the la Charles of the control of the contro

States of the second of the se Khanga a fairt a fair a free a make my att a state Man Grades et Milate Lange Daily Merica BORN DEAD SES DATE OF

hard and may be to be a comment of the bearing the first See Markey Spirit and Section 19 Section in the section Bergeran Berger & Grand See St. See St The same of the same 等10gg Attach Colony

1. 2 · 185

AT THE WILLIAM

w Freeze Land offer file.

Bush of the Control of the

Exemple on Topic

Marketon 1

Egra carrenda 23 THE SAME HELD THE Application of the state of the Manager to the second Make the second of Acceptance of the fact of the state of Car a factor of the Tag to cur ou en en en I have been an order Marie Contract Contract Contract The second of the second Address of the property of the APP IN NOVEMBER OF

Property of the Tay May be more as making the second of them a decided and a partial of 网络电子 电流分子 医二氯磺 en man and an artist design. Cha. Employed the control of the second $\Delta_{p}^{\mathrm{ad}}(g_{\infty}, d\mathcal{I}) = 0$ Maria Comment of the Comment

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affi-che à Paris, à partir du mercredi.

cinéma

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivinés et des grandes reprises figure-rout dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) MERCREDI

Le Café da port (1939), de Jean Choux, 16 h; les Finntes de la côte (1960), de Domenico Packella, 19 h; la Marque du vampire (1935, v.o.), de Tod Browning, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30) MERCREDI

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : Paris du
coq à l'âne : le Beatnik et le Minet (1966)
de R. Leenhardt, Monsieur La Souris
(1942) de Georges Lacombe, 14 h 30;
Actualités anciennes : Actualités Gaumont,
16 h 30 : Paris -lazz : Actualités Gaumont,
On n'enterro pas le dimenche (1959) de
Michel Drach, 18 h 30 : Mariage,
mariages : Une partie de campagne (19361946) de Jean Renoir, la Chienne (1931)
de Jean Renoir, 20 h 30.

Les exclusivités

AMERICAN NINJA III (A., v.o.):
Georga V, 8° (45-62-41-46); v.f.; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Paramount Sis, 13° (43-31-60-74); Paramount Opéra, 9° (43-20-12-06); Paramount Paramo

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.): Bienve-nite Montparnesse, 15° (45-44-25-02). L'AMOUR A QUATRE TEMPS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-25).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVEN-TURE (A., v.o.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Bierritz, 8 (45-62-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Rez, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

APRÈS LA CUERRE (Pr.): Saint-Legare-Pasquier, 3 (43-87-35-33); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

APRÈS MY LOVE (A., v.a.); Action

ARISE MY LOVE (A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30). LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.): Choches, 6* (46-33-10-82); v.L.: George V, 8* (45-62-41-46).

BAGDAD CAFE (A., v.o.) -Le Triomphe, 84 (45-62-45-76).

84 (45-62-45-76).

BAL POUSSIRE (iversien): Gaumons
Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumons
Opéra, -2* (47-42-60-33); Gaumons
Ambassado, 8* (43-59-19-08); Fauvesto,
12* (43-31-56-36); Gaumons Parnasse,
14* (43-35-30-40). BUNKER PALACE HOTEL (Fr.):
Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Club Genmont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97).

gnon), 8 (43-59-31-97).

BURNING SECRET (Brit., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-68-57-57); Pathé Impérial, 2" (47-68-57-57); Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); La Pagode, 7" (47-08-12-15); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); La Bastille, 11" (43-54-07-76); Les Nation, 12" (43-43-04-67); Ganmont Alésia, 14" (43-27-84-50); Sopt Parnassiens, 14" (43-27-84-50); La Beaugronelle, 15" (45-75-79-79); UGC Maillet, 17" (47-48-06-06).

BUNTER (Brit., v.o.): George V. 8" (45-

BUSTER (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). CALENDRIER MEURTRIER (A., v.o.): Forem Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hantefoulle, 6" (46-33-79-38); George V, 9" (45-62-41-46).
CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Elysées Lincola, 8" (43-59-36-14). Lincoln, 8 (43-59-36-14).
CHAMBRE AVEC VUE. (Brit., v.o.):

CHERRY, HARRY ET RAQUEL (**) (A, v.o.): Ciné Beanboarg, 3* (42-71-52-36). CHIMERE (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-

CHINE, MA DOULEUR (Fr., v.o.): Uto-pia Champolion, 5 (43-26-84-65); Stu-dio 43, 9 (47-70-63-40).

LA CITADELLE (Alg., v.o.): Utopia Champolition, 5 (43-26-84-65). LE CRIME D'ANTOINE (Fr.) : Epés de Bois, 5º (43-37-57-47). DEAD BANG (A., v.f.) : Hollywood Bou-levard, 9 (47-70-10-41).

levard, 9 (47-70-10-41).

LES DIEUT SONT TOMBÉS SUB LA TETE... LA SUTTE (A., v.o.): Forum Horizon, 1st (43-08-57-57); UGC Odéon, 6st (42-23-10-30); UGC Rotonde, 6st (43-74-94-94); Pathé Marignen-Concorde, 8st (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8st (43-62-20-40); 14 Jullet Beaugrenelle, 1st (43-78-79-79); UGC Maillot, 1st (43-48-06-06); v.f.: Rex. 2st (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 9st (43-87-35-43); Pathé Français, 9st (47-70-33-88); Les Nation, 12st (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 1st (43-43-04-67); UGC Gobelins, 1st (43-43-04-67); UGC Gobelins, 1st (43-43-04-67); UGC Gobelins, 1st (43-43-04-67); UGC Canvention, 1st (43-39-52-43); Pathé Montparnaue, 1st (43-39-52-43); Pathé Wepler, 1st (43-20-12-06); UGC Canvention, 1st (43-74-93-40); Pathé Wepler, 1st (43-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.):

Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.e.):
Gammont Les Halles, 1" (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14

Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Champe-Elysées, 8" (43-59-04-67);
14 Juillet Bastillo, 11" (43-37-90-81);
Gaumont Parnasso, 14" (43-33-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

AIR FORCE : BAT 21. Film smootcain de Peter Markle, v.L.: Paris Ciné I, 10º (41-70-21-71). Ciné I, 10° (47-70-21-71).

L'ARMÉ FATALE 2. Film américain de Richard Donner, v.o.: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); 14 Juillet Odéou, 6° (43-25-59-83); Bretagne, 6° (42-22-57-97); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); 14 Juillet Beaugracelle, 1° (47-48-06-06); v.f.: Res. 2° (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); Paramette, 13° (43-31-56-86); Gaumount Alésia, 14° (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); Gaumount Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wopler, 18° (45-22-46-01); Le Gambette, 20° (46-36-10-96).

HIEN DE FLIC. Film américain de

CHIEN DE FLIC. Film américain de

CHIEN DE FLIC. Film américain de Rod Daniel, v.o.: Forum Horizou, 1° (45-08-57-57); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); v.f.: La Nouvelle Manéville, 9° (47-70-72-86); Pathé Français, 9° (47-70-33-85); Fauvette Res, 13° (43-31-60-74); Gammont Alésia, 14° (43-27-84-50); Pathé Montparanese, 14° (43-20-12-06); Gammont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gambette, 20° (46-36-10-96). Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

COOKIE. Film américain de Susan
Seidelman, v.o.: Ciné Beaubourg, 3*.
(42-71-52-36); UGC Odéon, 6*.
(42-25-10-30); UGC Rotonde, 6*.
(45-74-94-94); Le Pagode, 7*. (4705-12-15); UGC Champa-Elyson,
3*. (45-62-20-40); 14 Juillet Bustille,
11*. (43-57-90-81); Les Nation, 12*.
(43-43-04-67); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (43-75-79-79); UGC Maillet, 17 (47-48-06-06); v.f.: UGC Momparnasse, 6 (43-74-94-94); Sains-Larse-Pasquier, B (43-87-35-43); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bestifle, 12 (43-43-16-9); UGC Gobelina, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Clicty, 18 (45-22-46-01). 46-01).

DESIR MEURTRIER. (*) Film japansis de Shohel Imamura, v.a.: Chuny Palaca, 5º (43-54-07-76); Les Trois Balzac, 8º (45-61-10-60); La Bastille, 11º (43-54-07-76).

Bastille, 11° (43-54-07-76).

RICKPOXER. Film Hong Kong de David Worth, v.o.: Forum Aro-ca-Ciel, 1" (40-39-93-74); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2" (42-36-83-93); UGC Moatpennasse, 6" (45-74-98-94); UGC Opéra, 9" (45-74-98-94); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (45-39-52-43); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Images, 18" (45-22-47-94); Le Gambetts, 20" (46-36-10-96).

LES MANNEOURNS, DYOSTER.

LES MANNEOUINS D'OSIER Film français de Frances de Gueltzi: Guumont Les Halles, 1º (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Pathé Hantefeuille, 6º (46-33-79-38); Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Bienvenile Montparnasse, 15° (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27). MEME SANG. Film italian d'Egidio Eronico et Sandro Cecca, v.o.: Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Paraessions, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 AOUT

Le Palais-Royal résolutionnaire », 14 h 30, mêtro Palais-Royal, place « Promenade révolutionnaire, du fau-bourg Saint-Antoine à la Bastille », 14 h 30, mêtro Ledru-Rollin (Pierre-

Yves Jaslet). « Un déphant dans un magasin de porcelaine », 14 h 30, Musée de la céra-

mique de Sèvres. La collection Walter-Guillaume >. Derain, 12 h 30, Musée de l'Orangerie.

« Vêtements de l'Antiquité », 14heures, Musée du Louvre. Le retour au décor antique »,

15 h 30, Musée de la Renaissance. - Ateliers d'artistes, jardina norma curiosités de Montparnasse, architec-ture, verdures, sculptures, derrière l'austérité haussmannicone : la vie », 15 heures, métro Vavin (Connaissance

d'ici et d'ailleurs). « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul

(Résurrection du passé). a Nicolas Flamei an cœur de la tradition alchimiste », 15 heures, rue Engène-Spuller, devant la mairie du troisième.

« La Malmaison », 15 heures, autobus nº 156 A, à la Défense. « L'hôtel de Sully, la Conciergerie, le Panthéon, la basilique Saint-Denis », 11 heures, à l'entrée de chaque monu-

« Cycle hôtel Le Peietier de Saint-Fargeau : III. Paris, de l'Empire au romantisme », 14 h 30, 29, rue de Sévigné (ME Zujovic). Les Halles d'hier et d'aujourd'hui :

la Bourse du commerce et les nouveaux aménagements des Halles », 15 heures, Bourse du commerce, rue de Viarmes

« Un des plus vieux cafés de Paris ; Le Procope et son quartier », 15 heures, 296, rue Saint-Honoré (M= Ver-

CONFÉRENCES

Métro Louvre, 17 heures : « La Pyra-mide, la crypte et l'aménagement du Grand Louvre. Histoire générale du Louvre de Philippe-Anguste à Pet. La Pyramide est-elle digne du Louvre... et le Louvre est-il digne de la Pyra-mide? », par Pierre-Yves Jaslet.

Programmes du mercredi 2 au mardi 8 août

Les grandes reprises

Champo, 5 (43-54-51-60).

(43-37-57-47).

(43-54-72-71).

5 (43-54-42-34).

théon, 5. (43-54-15-04).

43-41-63).

Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.): Kinopanorama, 15 (43-06-50-50).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.):

Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Sa.): Epés

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). PINE FLOYD THE WALL (Brit.-A.,

v.o.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57). PLEIN SOLEIL (Fr.): Forum Arcen-Ciel, 1= (40-39-93-74); Le Saint-

Germain-des-Prés, Salle G. de Beaure-gard, 6^e (42-22-87-23); Pathé Marignan-Concorde, B^e (43-59-92-82); Escurial, 13^e (47-07-28-04); Sept Par-nassiens, 14^e (43-20-32-20); Gammont

Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA PORTE DU PARADIS (A. v.o.): Saint-André-des-Arts I, 6° (43-26-48-18); Les Trois Balzac, 8' (45-61-

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.): George V, 3º (45-62-41-46); v.f.: Para-mount Opéra, 9º (47-42-56-31).

LE RIDEAU DÉCHIRÉ (A., v.o.): Action Christina, 6º (43-29-11-30); Les Trois Balzac, 8º (45-61-10-60).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) :

Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): Utopiz Champolion, 5 (43-26-84-65).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGI-

TARAM ET LE CHAUDRON MAGI-QUE (A., v.l.): Forum Arcen-Ciel, 1" (40-39-93-74); Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Ermitage, 3" (45-63-16-16); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (45-39-52-43); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Clichy, 13" (45-72-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

TOP GUN (A., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85).

UN MORT EN PLEANE FORME (Brit., v.o.) ; Le Champo, 5* (43-54-51-60). UNE PEMME EST UNE FEMME

(fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.):

Forum Arc-en-Ciel, I= (40-39-93-74).

LA VILLE DORÉE (All, v.o.) : Les Trois Luxembourg 6 (46-33-97-77); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25); Sopt Parmassions, 14 (43-20-

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Le Trions-

phe, 8 (45-62-45-76).

Studio 43, 9- (47-70-63-40). SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.a.) :

da Bois, 5º (43-37-57-47).

L'ENFANT DE L'HIVER (Fr.): THOP HELLE POUR TOI (Fr.): Gas-L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63). mont Les Halles, 1" (40-26-12-12); ESCLAVES DE NEW YORE (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83). ETAT DE CHOC (A., v.o.): UGC Nor-mandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparmente, 6 (45-74-94-94); UGC Opéss, 9 (45-74-95-40).

FAMILY VIEWING (Can., v.o.): Epén de Bois, 5 (43-37-57-47).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82). FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE

NERFS (Bp., v.o.): Les Trois Luxen-bourg, 6 (46-33-97-77). LE FESTIN DE BABETTE (Dau, v.o.): Utopia Champollico, 5 (43-26-84-65). FORCE MAJEURE (Fr.): La Nonvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86). FRANCE (Fr.): UGC Ermitage, 8 (45-

GANASHATRU (Ind., v.o.): 14 Juillet Parmesse, 6 (43-26-58-00). LE GRAND ELEU (Fr., v.a.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

Montparaca, 14 (43-27-52-37).

LA GRANDE PARADE (Chin., v.a.):
Utopia Champollica, 5 (43-26-84-65).

HISTORIES DE FANTOMIES CHINOIS
(Homg Kong, v.a.): Utopia Champollica, 5 (43-26-84-65).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE
L'ÉTRE (A., v.a.): Cinochea, 6 (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): George V, & (45-62-41-46).

JACKNIFE (A., v.o.): Epéq de Bois, 54 (43-37-57-47). JESUS DE MONTRÉAI, (Can.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).

JUMEAUX (A., v.f.): La Nouvelle Maxé-ville, 9 (47-70-72-86).

wile, 9 (47-70-72-86).

KARATÉ KID III (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Pathé Mariguan-Concorde, 8" (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2" (42-36-83-93): UGC Montparnesse, 6" (45-74-94-94): Pathé Français, 9" (47-70-33-88): UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44): Mistral, 14" (45-39-52-43): UGC Convention, 15" (43-74-93-40): Images, 18" (43-22-47-94): Le Gambetia, 20" (46-36-10-96).

LA LÉCENDE DEI SAINTE REIVELIR LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

(47-70-72-86). LOVE DREAM (IL, v.L) : Le Triomphe,

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-97-52); Luccrnaire, 6 (45-44-57-34). MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6º (46-MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Cina Bean-bourg, 3 (42-71-52-36); Stadio des Utralines, 5 (43-26-19-09).

MONSIEUR HIRE (Fr.): UGC Mont-parnama, 6 (45-74-94-94); UGC Bigr-ritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIR (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8° (45-62-45-76). NEW YORK STORIES (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); Les Mont-parnos, 14 (43-27-52-37).

NO TIME FOR LOVE (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

L'OURS (Fr.-All.): Club Gaument (Publicis Matignon), 8t (43-59-31-97); Républic Cinémas, 11t (48-05-51-33); Grand Pavois, 15t (45-54-46-85). PEAUX DE VACHES (Fr.): Utopia Champolion, 5 (43-26-84-65).

PERIGORD NOIR (Fr.) : Pathé Clichy,

LE PETIT DIABLE (It., v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6st (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8st (43-59-92-82); La Bastille, 1st (43-54-07-76); Gaumont Alésis, 1st (43-27-84-50); Sept Parnas-sions, 1st (43-20-32-20); 14 Juillet Beangranelle, 1st (45-75-79-79); v.f.: Pathé Montparnasse, 1st (43-20-12-06). LE PETIT DINOSAURE ET LA VAL-

LEE DES MERVEILLES (A., v.f.): La Noavelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 40-83).

LA PETITE VERA (Sov., v.a.): Forum
Arc-en-Ciel, 1" (40-39-93-74); Le
Tricamphe, 8" (45-62-45-76); Sept Parmassiens, 14" (43-20-32-20).

LE PEUPLE SINGE (Fr-Indon.): Rex. 2º (42-36-83-93); Cluny Paince, 5º (43-54-07-76); Elysées Lincoin, 8º (43-36-36-14); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14º

(43-35-30-40). LE PHILOSOPHE (All., v.e.): Utopia. Champollion, 5- (43-26-84-65).

Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE PLUS ESCROC DES DEUX (A., v.o.): Pathé Hannefeuille, 6 (46-33-79-38); George V. 8 (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

PRINCE SIGN O' THE TIMES (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). RAIN MAN (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1** (40-26-12-12): Pablicis Champe-Eysées, 8** (47-20-76-23): v.f.: Paramount Opéra, 9** (47-25-6-31); Les Montparana, 14** (43-27-52-37).

BOSALIE VAIT SES COURSES (AIL v.o.) : Cisoches, 6* (46-33-10-82).

SANS DÉFENSE (Fr.) : Paramount
Opéra, 9* (47-42-56-31).

SCANDAL (*) (Brit., v.o.): UGC Nor-mandic, 8: (45-63-16-16). SING (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

SON ALIBI (A., v.o.) : George V. 8 (45-62-41-46). SPLENDOR (IL, v.o.) : Lucernai (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-

57-51-55). LE SUD (Arg.-Fr., v.o.): Utopia Cham-pollion, 5 (43-26-84-65). THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accessore, 5 (46-33-86-86). Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) mar. 21 h, dim. 17 h 15, huo. 21 h 15.

17 h, sam. 15 h 30. LES AVENTURIERS DE L'ANCEIE PERDUE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15

LA CHATTE SUR UN TOTT BRULANT (A., v.a): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mec., dim. 18 h 45.

THOP MELLE POUR TOI (Fr.): Gaumant Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumant Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumant Alésia, 1e (43-27-84-50); Pathé Moniparusase, 1e (43-27-84-50); Pathé Moniparusase, 1e (43-20-12-06). UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.): Gaumant Opéra, 2 (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Pathé Marignan-Cancorde, 8 (43-27-84-50); v.f.; Bretagne, 6 (42-22-797); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Gaumant Convention, 19 (48-28-42-27). UNE AUTRE FEMME (A., v.o.): Reflet Logos II, 5 (43-54-23-4).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V, 8-LE DEPARTER COMBAT (Fr.): Statio Galande, 5: (43-54-72-71) mer., lnn., mar. 22 h 30, sam. 18 h 20. TRANQUILLE (Fr.): George V, 8-(45-62-41-46); 14 Juillet Bestille, 11-(43-57-90-81). LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Accatone, 5* (46-33-86-86) mer, 21 h 30, jen. 15 h 40. VOYAGEUR MALGRÉ LUI (A., v.A.): Républic Cinémas, 11* (48-05-51-33); Deufert, 14* (43-21-41-01).

WORKING GIRL (A., v.o.): UGC Biar-ritz, & (45-62-20-40). DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) msr., 20 h, dim. 18 h.

ritz, # (43-62-20-40).

YOUNG GUNS (A., v.o.); Forum Orient Express, 1* (42-33-42-25); Gaamont Ambassade, # (43-59-19-08); Gaemont Parnasse, 14* (43-35-30-40); v.f.; Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Gaemont Alésia, 14* (43-27-84-50). ZUCKER BABY (All., vo.): Gaumont Les Halles, i= (40-26-12-12); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

ACCATTONE (it., v.o.) : Ep6e de Bois, 5 LA FLUTE A SIX SCHTBRUMPTS (Bel.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 15 h 30, dim., mar. 13 h 45. ACT OF VENGEANCE (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10* (47-70-21-71). RRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 54 CASING ROYALE (Brit., V.A.): Lo

Champo, 3º (43-54-51-60).

LE CAUCHEMAR DE FREDDY (*)
(A., v.o.): Forum Orient Express, 14º
(42-33-42-26); George V, 3º (45-62-41-46); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9º
(47-70-72-86); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Images, 18º (45-22-47-94).

LE CIRQUE (A.): Epéc de Bois, 5º (43-37-57-47). HELLZAPOPPIN (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer., jeu., von., sam. 18 h 30, mar. 20 h 30.

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.): Reflet Médicia Logos salle Louis-Jouvet, (lt.-Fr., v.o.): Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33) mer. 17 h 30, dim. EASY RIDER (A., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.a.):
Action Christine, 6 (43-29-11-30).

FIVE EASY PIECES (A., v.a.): Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine
Odéon, 6 (43-26-19-68). FULL METAL JACKET (*) (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41). LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Pan-

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.): Seint-Lembert, 15º (45-32-91-68).
GUERRE ET AMOUR (A., v.a.): Action MAMMA ROMA (IL, v.o.): Accatone, 5-(46-33-86-86) mer. 19 h 30, sam. 16 h 10, dim. 21 h 40. HOLIDAY (A., v.a.): Action Christine, 6 (43-29-11-30). L'HOMME DES HAUTES PLAINES

(A., v.o.): Action Rive Gaucho, 9 (43-29-44-40); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). (43-21-41-01) mer. 18 h 20, mar. 19 h 40. INDIA SONG (Fr.): L'Entrepôt, 14 (45-

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.f.): Holly-wood Boulevard, 9 (47-70-10-41). KENNY (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Patrette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Images, 18 (45-22-47-94). 22 1 25.

MOONWALKER (A., v.o.); Grand Pavois, 15 (43-54-46-85) mer. 13 h 45, sam, dim. 11 h 45. MORT A VENISE (It., v.a.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer. 16 h, jea., ven. 15 h 45, dim. 17 h 50; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., hun.

AMARCORD (It., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., lun. 18 h 45. ASTÉREX ET CLÉOPATRE (Bel.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer.

(45-54-46-85) mer., ven., lan. 17 h, sam. 18 h 20, mar. 19 h.

DE BRUIT ET DE FURBUR (**) (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) mer. 11 h 55,

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 13 h 45, jen., dim. 15 h 30, ven. 17 h.

20 h, dim. 18 h.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.l.);

Grand Pavois, 15º (45-54-46-85) mer.

17 h 30, jen. 13 h 45, ven. 14 h, sam.,

dim. 13 h 15, len. 19 h.

L'ELOFFE DES HÉROS (A., v.l.);

Grand Pavois, 15º (45-54-46-85) mer.

19 h 30, dim. 17 h, mar. 14 h.

LA FAMHLE (1t.-Fr., v.o.); Le Berry

Zèbre, 11º (43-57-51-55) mer. 21 h, sam.

15 h 30, 20 h 30, dim. 18 h 15.

LA FLUTE A SIX SCHTEROUMPES

FRAMES FROM THE EDGE, HEL-MUT NEWTON (All, v.o.): Les Trois Laxembourg, 6 (46-33-97-77) mar., ven., dim., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

(A., v.o.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) mer., ven. 22 h 10. IDENTIFICATION D'UNE FEMME

15 40.

16 CRIS DANS L'ESPACE (Fr.): La Géode, 19º (46-42-13-13) mer., jea., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 21 h.

JULES ET JIM (Fr.): Lei Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

mar. A 12 h.

LOLITA (Brit., v.o.): Républic Cinémas,
11º (48-05-51-33) mer., von., sam.
21 h 30, jeu. 19 h 40, dim. 17 h 50.

LA MASSON DU DOCTEUR
EDWARDES (A., v.o.): Reflet Logns I.
5º (43-54-42-34) mar., ven., sam.
13 h 50, 13 h 50, 17 h 50, 19 h 50,
21 h 50 fabn 5 mn après.

MARQUIS (*) (Fr.): Accatone, \$ (46-33-86-86) mer. 16 b, jeu. 21 h 45. METROPOLIS (All., v.o.): Denfort, 14

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (Bril., v.a.); Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) mer., jen. 15 h 15, dim. 20 h 30. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.): 14 Julies Parasse, 6 (43-26-58-00) mer., ven., dim., mar. à 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 20 h 25,

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.): Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

PARIS VU PAR. (Fr.); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer. 19 h 40.

PRICE UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.): Accatone, 5º (46-33-86-86) mer. 17 h 30, sam, 12 h 30, dim, 19 h 40, mar. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ?

(A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) mer. 20 h. QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A., v.f.) : Républic Cinéman, 11° (48-05-51-33) mer. 15 h 40, ven., dim., mar. 14 h ; Denfert, 14° (43-21-41-01)

mer., jeu., sam., dim., lan., mar. 14 h. LE SEICNEILE DES ANNEAUX (A. v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer., dim. 16 h, sam. 16 h, lun.

14 h 30.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., ven., sam. 22 h, SOLEIL GREC (Brit., v.o.): Reflet Médicia Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-22-34) mer., sam. 11 h 45.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer. 18 h 20.

TENEIN ET LE LAC AUX REQUENS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., ven., mar. 15 h 30, dim.

13 h 45. UN BON PETT DIABLE (Fr.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) mer. 13 h 45, jes., sam., dim. 17 h. ZELIG (A., v.o.): Accatone, 5^a (46-33-86-86) mer. 14 h 30, sam, 22 h 15, lm.

15 ANS D'AVENTURE, D'ACTION ET

Les festivals

15 ANS D'AVENTURE, D'ACTION ET DE SCIENCE-FICTION (v.a.), Mex Linder Penorama, 9 (48-24-88-88). Willow, (son THX) mer., séances à 14 h, 19 h 30 film 10 mn après; Cocoon, (son THX) séances mer. à 16 h 43, 22 h 15 film 10 mn après; Starman, (son THX) séances jeu, à 14 h, 19 h 30 film 10 mn après; les Aventures de Jack Burton, (son THX) séances jeu, à 15 h 30, 22 h 15 film 10 mn après; Et. l'extraterrestre, (son THX) séances wen, à 13 h 45, 19 h 30 film 10 mn après; Rencontre du Prype, (son THX) séances wen, à 16 h 45, 22 h 30 film 10 mn après; les Aventuriers de l'Arche perdue, (son THX) séances sam. à 16 h 45, 22 h 15 film 10 mn après; les Aventuriers de l'Arche perdue, (son THX) séances dim. à 14 h, 19 h 30 film 10 mn après; Moouraker, (son THX) séances dim. à 16 h 45, 22 h 15 film 10 mn après; Rienque pour vos yeurs, (son THX) séances dim. à 16 h 45, 22 h 15 film 10 mn après; Rienque pour vos yeurs, (son THX) séances dim. à 16 h 45, 22 h 15 film 10 mn après; Mossion, (son THX) séances mn. à 16 h 15, 22 h 15 film 10 mn après; Mossion, (son THX) séances mar. à 14 h 30, 19 h 30 film 10 mn après; Mort sur le Gril, (son THX) séances mar. à 17 h, 22 h film 10 mn après. (Abonnement 4 films: 100 F).

LES ETERNELS DE LA TWENTIETH CENTURY FOX (v.o.), Escurial, 13-(47-07-28-04). Le Brigand blen-almé, mer. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, mer. & 13 h 50, 15 h 50, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 50; Dieu seul le sait, jen. & 13 h 50, 13 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; le Port de la drogue, ven., sam. & 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; la Mousson, dim. & 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; la Maison de bambou, lan. & 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Man Hunz, mar. & 13 h 50, 15 h 50, 19 h 50, 21 h 50; 21 h 50.

WELCOME GORBE ! (v.o.), Cosmos, 6* (45-44-28-80). Les Lettres d'un homme mort, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; mort, mer. a 14 a, 16 a, 18 a, 20 a, 22 b; Demain c'était la guerre, [eu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; le Cambriolettr, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Assa, (inédit) sam. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 b 30; le Repentir, dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; l'Exf froid de 1953, (inédit) hun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; le Garçon de courses, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ: Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous,

accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bieue. VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DUREE	FRANCE	ETRANGER® (voie norma
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F
TARIF PAR AVION, N	OUS CONTACTER AU : (1)	42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

			DURÉE
	du	au	
VOTR	E ADRESSE DE V	ACANCES:	
юм		PRÉNON	1
ю <u> </u>	RUE		
ODE POS	TAL	VILLE	
AYS			
VOTR	RÈGLEMENT : [CHÈQUE JOINT	-

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)







INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES

(4 postes)

Mecanicien ou Electronicien

- Ingenieur grande école ou universitaire
 Ingenieur grande école ou universitaire
 pour un poste : option mécanique des fluides ou aérodynamique.
 pour un poste : option maleriaux et mécanique des atructures.
 Debutant ou avec première expérience.
- Sera charge du pilotage des etudes dans les domaines de balistiq exterieure, électronique et efficacité des systemes. (Ref. 89/10)

 - Pour un poste : adjoint au chef du laboratoire metrologie et charge d'études de méthodes de mesures (Ref. 89/17)

- Aphtudes a encadrement
- · Sera charge d'animer une equipe de techniciens et de manipu-

- laleurs dans un laboratoire de chimie analytique des produits pyrotechniques. (Réf. 89/14)

En Informatique Technique ou Scientifique

(2 postes)

- · Ingénieur grande école ou universitaire
- Capacite travail en équipe
 Connaissances UNIX, FORTRAN, PASCAL et réseau ETHERNET
- imposées Connaissances VMS, GKS et langage C souhartées
- Un poste : responsable de la Cellule Informatique Scienti (Ref. 89./15)
- Un poste: charge de la conception et de la mise en œuvre des logiciels de simulations, (Réf. 89/16)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions de salaire) sous reférence choisie à :

Service du Personnel Ressources, ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES, Carrefour de Zéro Nord, Route de Guerry, BP 712, 18015 BOURGES CEDEX.

GROUPE SILICOMP

عِلْدًا مِنْ الْأَصِل

INGENIERIE EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE SA DES SOCIETES OMNIS,

PERIPHERIQUE ASSISTANCE, ET SILICONE

.Ingénieurs Grandes Ecoles

(Supelec, Sup-aéro, Telecom, Ensimag) Mission: participer a la conception Domaine · Aeronautique «

Telecommunications Profil ADA C, UNIX, 68000 pour GRENOBLE, PARIS, MARSEILLE,

.Ingénieurs Informaticiens Mission: formation logicielle

Domaine : Informatique Industrielle et Scientifique Profil: UNIX C VMS et bases de données Debutant ou 1 à 2 ans d'experience Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parlé.

.Ingénieurs Electroniciens, option télécom

Mission: formation réseau et telecommunication Domaine: célecommunication Profil: réseaux industriels, moderns et multiplexeurs

Débutant ou 1 a 2 ans d'expérience

Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parle. Merci d'adresser voire dossier complet de candidature SILICOMP, 18. Chemin de Malacher ZIRST 38240 MEYLAN.

Ingénieur top niveau... faites carrière dans le courtage d'assurance

Le leader français du courtage d'assurance recherche, pour entretenir des relations privilégiées avec les plus grandes sociétés aéronautiques et spatiales, un

Ingénieur pour la "Division Risques Spatiaux"

Après une formation intense aux métiers de l'assurance, il est responsable d'un portefeville de clientèle : aéronautique et spatiale... Il intervient sur des problèmes techniques et propose des solutions originales en matière de contrat d'assurance.

Ingénieur Sup Aéro, X. Centrale, ENST, SUPELEC, ESTACA, de 30:35 ans, doté d'un excellent sens de la négociation et du travail en équipe. Il a une expérience dans le monde aéronautique et spatial.

Ecrivez sous référence 906194 M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris PARIS LYON STRASBOURG LILLE



D'APPLICATIONS

Pour notre Division "ACQUISMON de DONNEES, DIALOGUE HOMME-MACHINES De formation Grande Ecole d'Ingénieurs, option

automatique et informatique industrielle, vous avez au moins 3 années d'expérience industrielle. Vous maîrrisez les langages Assembleur, PASCAL. C. Contact et GRAFCET et pratiquez obligatoirement la langue anglaise (allemand apprécie).

Votre connaissance des reseaux et protocoles de communication ainsi que votre aptitude à la négociation avec les clients vous permettront de participer à un projet pour la réalisation de produits industriels specifiques à base de microprocesseurs. Rémunération annuelle brute entre 190 et 270 KF,

Adresser CV + photo en rappelant la référence CE14 à la Direction du Personnel et de la Formation, Z.I. n°3, 16340 L'ISLE D'ESFAGNIAC - Tel. 45 69 22 22.



Administration

recherche par voie de contrat pour renforcer l'équipe informatique

un programmeur cobol

DISPONIBLE DÈS AOUT 1989

Débutant(e) ou familiarisé(e) avec un environnement DPS. Lieu de travail : Pans-13°.

Merci d'adr. votre candid. avec C.V., photo et prétent. à : Kamel El Baccouche, (N2P3 20, rue Berbier-du-Mets, 75013 Paris.

ingenieur textile recherche et développement SPECIALISTE FILS TISSAGE

Notre Groupe est fun des tout premiers européens dans la fabrication des tissus techniques pour l'industrie. Nous produsors des tissus et des compostes souples par enduction et contrecollage. Ces techniques relévent compostes souples par enduction autant de la chime que du textile

Pour renforcer notre département «Recherche et Développement», nous recrutors un impénieur apécialiste du tissage.

Rattache au Directeur de la Recherche, vous êtes à l'écoute des nouvelles techniques qui se presentent sur le marché :

- vous serez conseil auprès des autres chercheurs en tant que spécialiste du tissage.

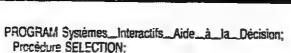
du issage,
vous animerez une équipe de techniciens,
votre spécialite fera de vous l'interfoculeur du service achai, de la fabricanon, ces commerciaux, des fournisseurs de matieres premieres,

Age d'une trentaine d'armees, îngénieur textile diplôme, vous possedez une bremiere expenence acquise en aleker ou en pilote.

ros soutes: votre magnation, votre sens du relationnel, votre gout de l'autonomie allie à un bon esprit d'equipe. Le pratique de l'anglais serait un plus. Merci d'adresser CV et pretentions sous réf. PH 10 à notre Conseil qui vous gazanti la plus strote confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON 2, rue Louis Dawd - 75762 PARIS Cedex 16





CONST DIAGMA SYSTEMES= 'Progicieis de pointe; Optimisation de la production en milieu industriel; Marché International;

Adresse='DiAGMA, 75 rue de Courcelles 75008-Paris':

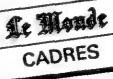
ETUDES_SUPERIEURES = (G-Ecole,Université); VAR CANDIDAT: Record Math_Appliquees: Boolean;

Informaticien: Etudes Supérieures: (DYNAMISME, METHODE, EXPERIENCE_3 ANS); End:

If CANDIDAT Then Write(Adresse,CV) END: BEGIN Salection; END

BEGIN





GROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recruite

DOCUMENTALISTE (H ou F)

Bonne connaissance des problèmes économiques indispensable. Habitué au dépouillement des journaux. Diplôme de documentaliste axigé. Pratique de l'anglais, de l'allemand et de la dactylographie.

Envoyer C.V. + photo à : S.G.P. 13, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

CONZEITTERZ

COMMERCIAUX, H/F

Ambitisett et dynamique,
 niveau BAC + 2.
 contact heut niveau,
 rémunération modvante,
 tomation assurés.
45-53-20-00, poste 104,
PARIS ET RÉG. PARISSENE.

VILLE DE BOBIGNY

VILLE DE DUDROUN PROCESSE DE SENTE DE SENTE DE SENTE DE CENTRE DE

La division d'externologie de CSIRC exercilen dispose d'un laboratoire à Montpeller (pranca) où écuder les ennants naturels de plantes et d'insectes devenus huisibles en Australia.

est à pourvoir, pour le cri-bibge de variétés de céréales quant à leur résistance eu puseron divraphis houle. Il s'agit de mainzair des souches du pusceron, de tes-tar et d'hybrider le matériel végétal, de coursepondre avec d'autres centres.

QUALIFICATION:

titre et aupérience en adiso-tion végétale; connaissance en bologie et démographe des inasctes : anglais et français courants. Perme de conduire. EMPLOI : 3 ans à pardr d'occobre : sei eire de 10 000 à 13 000 FF/mens. : conditions de l'Ambanacie d'Australie à Paris. CANDIDATURE : en anglats, adressée avec 2 références

à ORC. CSRD BCU, 335. evenus Parguel, 34100 Montpeller, avent le 25 soût. Pour plus d'informations, tél. à J.-P. AESCH, MANN, au n° 87-54-81-40.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MEXTE EN PLEINE EXPANSION EN MIDI-PYRÉNÉES

D'OPÉRATIONS

1 EXPERT COMPTABLE

Écrire à : C. Jeannot, 10, av. die Chânes, bât. 77270 Vileperiale. VILLE DE CHATEAUDUN

- Une bonne comessanos des entreprises et de leura besoins.
- De solides aprintides commerciales en vue de protrouvoir les zones d'activités, de rechercher et contectet des entreprises ausocothèles de affinatalier.

appartements. ventes

Gd 2 poes, tt cit. 730 000 F.

Province CHARGÉ 2 apparts, chauff, central, serzin 1 he, source, village 1 km, 750 000 F. 53-31-62-87, jusqu'eu 20-8,

> particuliers. **BELLE MAISON**

RYGÉNIEUR MÉGANICIEN INSA, Bup Aéro, Centrale, A.M. Salake brut/en 150 000 F. Env. candideture et C.V.

Observatoire de Parle, DESPA, 5. piece Janeson, 92196 Moudan Codes.

DEMANDESS DEMPLOIS

Couple sérieut, 30-38 ens, racherche place gérant appointé, Live rapidement. 47-68-77-33.

JH, partistement trilingue aflem-ungl-français, cher-che emploi. 43-29-10-64.

automobilés

(de 5 à 7 C.V.) contractor des entreprises ausoappibles de a'inetalier sur ces zones.

Ca posta conviendrait à un cadre commercial de 30 à 40 ans anviron.

VELLE DE CHATEAUDUR, 28205 Cedes.

VELLE DE CHATEAUDUR, 28205 Cedes.

> Le Monde L'IMMOBILIER

9º arrdt

R. FBG-POISSONHIÈRE

'hôtels'

appartements achats 🧷

bureaux

Locations BUREAUX A LOUER

RICHARD ELLIS 45-63-08-08. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

The state of the s

Section 50 And the second second

43-55-17-50.

STOR MANAGEM March Market RECHERCHE AUTABTS

The State of Section 8 The same proper $A = \{ (a_1, \ldots, a_n) \mid x \in \mathcal{X} | a_n \}$ 10--5---

----10 M 1 M 10 was napati

A STATE OF STATE

the second second second

-- ways have the same

SCIENCES ET MEDECINE

LEP: les particules entrent dans la danse

Une nouvelle étape dans une course à la connaissance commencée il y a plus d'un siècle.

N exploit d'ingénieur pour domer corps à un rêve de physicien : Le LEP (ou grand collisionneur électronpositon), le plus gros instrument scientifique jamais construit, vient d'être mis en service au CERN (laboratoire européen pour la physi-que des particules). Un tunnel de 27 kilomètres de circonférence, à chersi sur le frontièm formes en la cheval sur la frontière franco-suis à une profondeur de 50 à 175 mètres. Dans ce boyan de 3,80 mètres de diamètre, 3 368 aimants représentant plus de 14 000 tonnes d'acier, alignés au dixième de millimètre près. Leur ralle suide des faires près. Leur rôle : guider deux faisceaux de particules, les faire tourner en sens inverse, pour provoquer leur colli-sion à une vitesse proche de celle de la lumière. En étudiant les phéno-mènes produits par ce choe frontal. les chercheurs espèrent percer les secrets de la structure intime de la matière, identifier les composants les plus élémentaires de l'univers. Les premiers électrons ont été injectés dans le circuit le 15 juillet dernier. Les premières collisions sont attendues au début du mois d'acut.

A la découverte dusixième querk

22230 - 4 1 per 192

La construction du LEP représente la dernière en date des étapes d'une course à la comaissance com-mencée il y a près d'un siècle, quand les physiciens constatèrent que l'atome, considéré alors comme la plus petite partie possible de la matière, était en réalité un ensembl complexe, composé d'un noyau autour duquel gravitent des élec-trons. Depuis cette découverte, les progrès dans l'exploration de cette sorte de système solaire microscopique, et les théories sur son fonctionnement, se sont succédé.

Mais le but ultime semble reculer au fur et à mesure de l'avancée des connaissances. Les protons et les neutrons, particules qui, on le sait depuis 1932, constituent le noyau des atomes, se révélèrent ainsi formés en fait de « grains » plus élémentaires encore : les quarks, imagines par les théoriciens en 1964 et identifiés quelques années plus tard, à l'aide de la première génération d'accélérateurs de particules.

cinq quarks différents, et ont « pré-dit » l'existence d'un sixième quark non encore découvert. Mais ils no sont pas absolument certains que ces particules sont réellement les « briques ultimes de la matière » ne pouvant pas être elles-mêmes divisées, et ignorent s'il n'en existe pas beancoup d'autres.

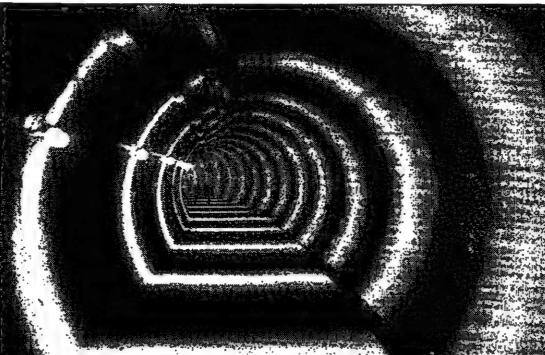
Circonstance aggravante : à cette échelle, les lois de la physique se conforment aux théories de la relativité et des quanta, et n'ont plus grand-chose à voir avec celles de la mécanique « triviale » que nons expérimentons quotidiennement. Si le précepte « rien ne se crée, rien ne

forces qui régissent l'univers. A la gravitation, responsable du ballet des corps célestes et, sur la Terre, de la pesanteur, s'ajoutent les trois inter-actions des particules entre elles : l'électromagnétique, qui retient les électrons autour du noyau ; la force nucléaire, ou « forte », qui maintient ensemble protons et neutrons du même noyau; la force «faible», qui régit les phénomènes de radioacti-vité. Conformément aux principes de la physique quantique, ces forces se manifestent et se transmettent par un échange de particules messa-gères appelées «bosons», dont la

derniers tentent donc de démontres que ces quatre «interactions» ont une origine commune, une sorte de force unique indifférenciée qui existait au moment du Big Bang, la gigantesque explosion qui a entraîné la formation de l'univers, et au cours de laquelle les particules élémentaires sont apparues. Pour vérifier cette théorie, dite de la « grande unification », une seule solution : reproduire une partie de ces phénomènes en laboratoire. C'est la raison de la construction de machines comme le LEP, qui provoquent des collisions de particules animées d'une vitesse et d'une énergie très importantes, comme cela s'est produit peu après le Big Bang à une échelle évidem-ment infiniment plus grande.

Le CERN a obtenu un premier résultat éclatant avec la mise en évidence des bosons W et Zo, sur le prédécesseur du LEP, le SPS (supersynchrotron à protons). Cette expérience – qui valut le prix Nobel de physique 1984 à ses auteurs, Carlo Rubbia (actuel directeur du CERN) et Simon Van der Meer - a permis de confirmer en partie que la force « faible » pouvait être unifiée avec la force électromagnétique, les bosons W et Ze, porteurs de la première, répondant à un signalement et obéissant à des lois qui les apparentent étroitement au photon, m sager de la seconde

> EAN PAUL DUFOUTL (Lire la suite page 16.)



valable, ce n'est pas la matière en tions restent encore sans réponse. tant que telle qui se conserve, mais Les physiciens out, pour l'instant, l'ensemble matière énergie, selon les identifié six leptons (électrons et prévisions d'Einstein. C'est ainsi que famille de particules analogues) et des particules peuvent disparaître

plus comme est le photon, particule de la lumière, mais aussi porteur de la force électromagnétique.

Mais tout cela est bien compliqué, même pour des physiciens. Ces

POUR LES PHYSICIENS

UN SANCTUAIRE

tion d'intérêts. Au lendemain de la guerre, caux des scientifiques qui étaient à la recherche d'un moyen de redémarrer leurs recherches, et caux des hommes politiques désireux de démontrer la possibilité de l'unité euroenne dans un domaine d'inténet général. Une discipline de caractère aussi fondamental que dénourvus de toute valeur économique ou stratégique Immédiat ne pouvait qu'emporter l'adhésion. La convention créant f'« Organisation européenne pour la recherche nucléaire » fut signée à Paris le 1= juillet 1953. L'année suivante, les travaux commençaient sur le site de Meyrin, à chaval sur la frontière

La succès de l'entreprise a Son rayonnement s'étend aujourd'hui au monde entier, et sur les 5 300 scientifiques y travaillent, plus de 800 ne font pas partie des 14 Etats européens membres du CERN (1). Le total cumulé des expériences qui y sont menées actuellement se monte à 700. Parmi les découvertes les plus spectaculaires, le stockage d'antiprotons qui fait probablement du CERN le point de l'univers où se trouve la plus tière ! Et la mise en évidence des bosons W et Zº rendue possible

grace à cette invention. Tout cela a nécessité évidemment bien des efforts financiers. Le premier accélérateur euro-péen, le PS (synchrotron à protons), un anneau de 200 mètres de diamètre, était avec 28 GeV (2), le plus puissant du monde lors de sa construction, en 1959. Depuis, la course au

gigantisme n'a pas cessé : SPS

(supersynchrotron à protons), 2,2 kilomètres de diamètre pour une puissance de 450 GeV en 1976, LEP (27 kilomètres de circonférence, 100 GeV) aujourd'hui. Une panoplie com-plète notamment par l'accumulateur d'antiprotons (AA) en 1981, et le LEAR (anneau d'antiprotons de basse énergie) en 1982. Le des centres de calcul les plus puissams du monde. Les chercheurs et ingénieurs

du CERN ont beau s'efforcer de limiter les dépenses au maximum en utilisant systématiquement les machines existantes pour alimenter les nouvelles (les électournant dans le LEP, sont d'abord accélérés dans le PS et liards de francs. Est-ce trop ? Le gouvernement de M^{me} Thatcher l'a laissé entendre il y a qualques années et menacé de se retirer event d'y renoncer. Mais c'est sans doute le prix à payer pour que l'Europe garde la tête de la compétition internationale dans ce domaine acientifique particulièrement prestigieux. Grâce au CERN, la moitié des chercheurs en physique des particules sont européens.

(1) Autriche, Belgique, Dane-mark, Espagne, France, Grèce, Ita-lie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, RFA, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Pologne, Turquie et Yougo-slavie ont le statut d'observateur.

(2) Gigs électron-volt : 1 mil-liard d'eV, un électron volt repré-sentant la quantité d'énergie

Par-dessus le marché

En physique des particules, les grands programmes n'ont pas a priori d'utilité économique.

EN croire les «Cernois», le LEP est une machine exemplaire. Conçue d'après des technologies éprouvées, elle a été construite rapidement et, chose rare dans ce domaine, sans dépassement de budget. Cela n'a pourtant pas empêché certains membres du CERN de protester, menaces de retrait à l'appui, contre le coût (environ 7 milliards de francs) et la lourdeur de ges-tion d'un tel projet. De fait, les investissements réalisés au CERN par les quatorze Etats membres ne profitent pas également à tous. Si la Suisse et la France, pays hôtes, en retirent de substantiels avantages (le montant des contrats LEP passés avec l'indus-trie française atteint 1 milliard de francs), la Grande-Bretagne, par exemple, enregistre un retour qui représente à peine le quart de sa

Quel est l'impact économique d'une recherche fondamentale comme celle du CERN ? La question se pose régulièrement, chaque fois qu'une période d'austérité économique pousse à rechercher les programmes scien-tifiques susceptibles d'être réduits. Les grands centres de recherche (NASA, Agence spa-tiale européenne, CERN) étant des victimes d'autant plus commodes que leurs effets sur l'industrie sont plus lointains, ils ont chacun à leur façon tenté de répondre à cette question vitale.

Un étude réalisée en 1971 pour le compte de la NASA par le prise avec l'augmentation de son Midwest Research Institute a chiffre d'affaires et la réduction

montré que le programme Apollo avait engendré une pluie de retombées économiques indi-rectes, allant de la microélectronique aux norveaux matériaux... et des simulateurs cardiaques aux poêles en Téflon. A l'objection selon laquelle beaucoup de ces innovations auraient pu apparat-tre à moindre coût, les écono-mistes ont répliqué en introduisant la notion d'a utilité économique» qui tente de quanti-fier l'apport des grands programmes aux entreprises contractantes : gain de productivité, amélioration de la qualité du personnel ou de l'image de marque de la société.

Une équipe menée par Helwig Schmied de l'université de Strasbourg (1) a ainsi effectué, de 1973 à 1982, une série d'enquêtes auprès de cent soixante industriels européens partenaires du CERN dans divers secteurs de haute technologie comme l'electronique, l'équipement électrique, la cryogénie ou les techniques du vide.

« Nous nous sommes heurtés à la difficulté d'extraire des comptes des diversus sociétés ce qui tenait spécifiquement à l'influence du CERN », explique Helwig Schmied. Une tache d'autant plus délicate que les commandes du CERN se traduisent souvent par des changements de valeur ajoutée qu'il n'est pas facile de gantifier. En comparant le montant des ventes au Cern d'une entre-

de ses coûts de production, il a cependant été possible de dégager une image cohérente. En moyenne, I F dépensé par le CERN pour de l'équipement de haute technologie produit 3 F d'utilité économique. Si ces chif-fres ne peuvent bien sur justifier la recherche fondamentale, ils montrent tout de même au contribuable que le retour d'Investissement n'est pas un mythe. »

Des conclusions qui en curieu-sement disparu du rapport du Comité d'évaluation du CERN (2) publié en décembre 1987. Présidé par le physicien Anatole Abragam, le Comité a, il est vrai, travaillé dans un contexte différent : sans la relative mauvaise conscience qui régnait au début de la construction du LEP, mais toujours dans le but (aujourd'hui atteint) de convaincre la Grande-Bretagne de rester au CERN. Au chapitre retombées économiques, on reconnaît que le CERN constitue une référence utile pour les entreprises contractantes mais on signale aussi qu' « il y a peu de cas précis où les contrats obtenus qu CERN auraient permis d'accroître le chissre d'assaires. Et le Comité sonligne que « le plus souvent les firmes n'ont pas réellement les moyens de prouver un tel accrois-

Pour Pierre Petiau, chef de département au ministère de la recherche, et un des auteurs du rapport, la physique des particules ne peut se justifier, an coup par coup, par ses retombées industrielles. « Elles existent, bien sur. Mais le rayonnement synchroton, l'accès à l'échelle industrielle des technologies supraconductrices ou le persectionnement de certains composants électroniques [en particulier les «klystrons» produits par Thomson CSF] sont en quelque sorte venus par sur-croît et n'intéressent qu'un mar-ché restreint. Si le CERN redistribue la moitié de son budget annuel (400 millions de francs suisses) à l'industrie européenne, les bénéfices sont très marginaux pour les industriels qui y perdent même parfois des plumes. Le consortium Eurolep, qui a creusé le tunnel du LEP, est en procès avec le CERN. Une de ses firmes (suisse) serait au bord de la fail-

En suscitant la concurrence et en choisissant ce qui se fait de mieux, le CERN utilise sans doute davantage l'industrie européenne qu'il ne l'enrichit, ce qui n'empêche pas ses appels d'offres d'être très courus. S'il n'est pas chiffrable, le bénéfice qu'une entreprise retire du contact avec un milien aussi exigeant est bien réel. Mais en physique des particules, la justification des grands programmes est à chercher ailleurs que dans l'utilité économique, donteuse, ou le transfert technologique, imprévisible et relevant du très long terme. Le prestige et la curiosité scientifique sont les seules raisons objectives d'une recherche qui avance à tâtons sur des bases théoriques de plus en plus fragiles et de moins en moins accessibles au commun des mortels

MICOLAS WITKOWSKI.

(1) - Utilité économique des contrats du CERN», Cern, Genève,

(2) «Rapport final du Comité d'évahuation du CERN ., Cern, Genève,

LE MONDE diplomatique Août 1989

L'HOMME BROYE PAR LES NOUVELLES LOGIQUES MARCHANDES

Dans divers domaines — environnement, recherche génétique, économie, culture — les droits des citoyens et la protection de la nature passent après le désir de faire des profits. Ce moderne affairisme s'impose couvent sous le masque du progrès et au nom de prétendus - impératifs gestionnaires ou technologiques ». Dans un important dossier, René Passet, Thierry Damerval, Riccardo Petrella et Herbert I. Schiller analysent ces nouvelles logiques marchandes et disent pourquoi l'homme doit continuer de réclamer des droits plus étendus et une démocratie plus efficace.

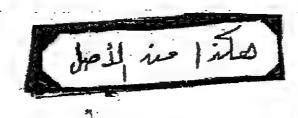
etre jeune en Chine

La crise en Chine, c'est, bien au-delà de la répression sur la place Tienanmen, celle d'une jeunesse déboussolée. Il est plus « rentable » de commercer que de s'instruire, écrit Isabelle Maltor, Solon Ardittis analyse les efforts du régime pour prévenir l'exode des cer-veaux. Le grand poète Bei Dao du son angoisse, et Philippe Videlier rappelle que, dans les années 20 un certain Deng Xiaoping travail-lait à Montargis...

Egalement au sommaire :

• AMÉRIQUE CENTRALE: La population dans la marée des conflits.

En vente chez votre marchand de journaux



Ekofisk se couronne de béton

Le champ pétrolier norvégien était menacé par l'affaissement du fond de la mer du Hord. Une barrière de béton achève de le mettre à l'abri des clus grosses vagues.

EPUIS quelques semaines, un mur en couronne - la - barrière - - protège des vagues la plate-formeréservoir de béton précontraint d'Ekofisk. Ainsi est achevée la mise hors d'eau des installations de ce champ pétrolier, le premier à avoir été mis en exploitation. dès 1971, dans la zone norvégienne de la mer du Nord.

La construction et la mise en place de cette plate-formeréservoir avaient été une première, due à l'esprit d'innovation de la société française Doris et de Phillips Petroleum, la société américaine « opératrice » du champ. Jamais, en effet, on n'avait encore équipé un champ offshore d'hydrocarbures d'une piete-forme de béton. Construite en flottaison dans le fjord de Stavanger (Norvège), la plate-forme-réservoir avait été remorquée sur une distance de quelque 400 kilomètres, puis posée par ballastage sur le fond situé à 69,30 mètres sous la surface de la mer.

Là, le poids de la structure (210 000 tonnes), auquel s'ajoutaient 160 000 tonnes d'eau de mer, suffisait à rendre parfaitement stable la plate-formeréservoir. La hauteur de la structure (99 mètres) supportant deux ponts superposés (2 hectares en tout) mettait ceux-ci à l'abri des 24.5 mètres de la vague centennale (celle qui se produit en 6 mètres en 2013 lorsqu'Ekolisk moyenne une fois par siècle), et et ses satellites seront épuisés.

d'autant mieux que le réservoir proprement dit est entouré d'un mur quasi circulaire haut de 82 mètres, dont les 7 950 trous d'environ 1 mêtre de diamêtre amortissent la houle, selon le procédé conçu par M. Gérard Jarlan et qui est distant de 19,4 mètres du réservoir proprement dit, tout en en étant solidaire.

Depuis 1973, la plate-formeréservoir d'Ekofisk n'est pas utilisée comme... réservoir de pétrole, ainsi que Doris et Phillips Petroleum l'avaient prévu (elle est toujours pleine d'eau de mer), mais comme une île artificielle. La superficie de ses ponts (plus d'un hectare), unique au monde pour une installation offshore, en fait une installation irremplaçable où l'on a pu poser 30 000 sonnes d'équipements (compresseurs, séparateurs, vannes, tuyaux, etc.), indispensables à l'exploitation de l'ensemble du champ d'Ekofisk

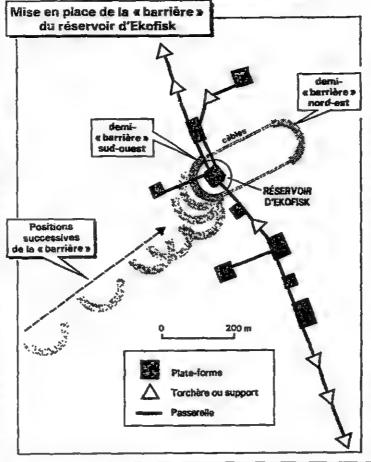
Tout allait done bien à Ekofisk. jusqu'à œ qu'en 1984 on s'avercoive que le fond de la mer s'affaissait. Cette subsidence, conséquence de l'exploitation des hydrocarbures (40 000 tonnes de pétrole et 36 millions de mètres cubes de gaz par jour) était alors de l'ordre de 2,50 mètres : dès 1987, elle était de 4 mètres environ, et elle devrait être de

quaient donc à court terme de ne plus être à l'abri de la vague centennale. En 1987, on a rallongé de 6 mètres les quarante-sept jambes supportant les huit plates-formes d'Ekofisk (le Monde du 3 juin 1987), conformément à la solution originale proposée par la société française Technip-Géoproduction. Et pour les sept plates-formes de production, les opérations de rehaussement ont

Les installations d'Ekofisk ris- été menées en même temps avec une précision remarquable.

علدًا منه الأصل

Resteit la plate-formeréservoir, dont les ponts risquaient de plus en plus d'être, eux aussi, balayés un jour par la vague centernale. Impossible de lever ces ponts par des vérins, comme cela a été fait en 1987 pour ceux des autres plates-formes. Ils reposent sur trop de points d'appui qui sont encastrés dans le béton.



Doris et Phillips Petroleum out d'abord pensé à édifier tout autour des ponts un solide mur d'acier. Mais cette solution aurait été très longue à réaliser. Ce qui aurait obligé à arrêter la produc-tion d'Ekofisk trop longtemps.

Est alors venue, en août 1987, l'idée d'entourer complètement le réservoir par un mur de béton précontraint en forme de couronne, suffisamment haut pour que même la vague centennale ne passe pas par-dessus.

Ce nouveau mur a été construit en deux moitiés. La base en demicouronne (ou en demi-beignet aux pommes) de chaque moitié a été faite au sec, à Rotterdam, de mars à octobre 1988. Lorsque les murs extérieurs et les dix-neuf cloisons verticales intérieures ont eu 14 mètres de haut, les deux moitiés ont été transportées, posées sur des barges autopropulsées, dans le fjord norvé-gien d'Alfjorden (à environ 80 kilomètres au nord de Stavanger). Seuls, les fjords norvégiens et les lochs de la côte ouest de l"Ecosse sont, en effet, suffisamment profonds pour permettre de construire en flottaison, tout près du rivage, des structures hautes de 100 mètres ou même plus, qui, Archimède aidant, s'enfoncent dans l'eau au fur et à mesure de leur édification à l'air libre.

En juin 1989, les deux moitiés de la « barrière » étaient achevées. Les parois externes et internes sont épaisses de 75 centimètres à la base et hautes de 84 mètres. Le mur externe est, en outre, surmonté d'un mur unique épais d'une soixantaine de centimètres et haut de 22 mètres. En tout, les deux moltiés sont faites de 100 000 mètres cubes de

Restait à mettre en place les deux moitiés. Chacune d'entre elles, lestée d'un peu d'eau de mer et émergeant de 63 mètres, fut tirée en cinq jours d'Alfjorden à Ekofisk par huit remorqueurs. A Ekofisk, le travail était compliqué par la proximité des autres platesformes équipant le champ, par les passerelles, reliant celles-ci entre elles, et par les innombrables pipe-lines et tuyanx divers posés

La moitié sud-ouest, celle dont l'approche était la plus délicate, fut posée en premier. Après fixation en bonne position d'une de ses extrémités par une sorte de eigantesque clou-charnière, elle a été amenée par pivotement à son emplacement définitif. La moitie nord-est, moins genée par les plates-formes du champ, a été mise en place par halage prenant appui sur la moitié sud-ouest.

Les deux moitiés ont été soudées l'une à l'autre par l'introduction de pièces métalliques en double T dans des logements prévus à cet effet, où ont été ensuite injectés 10 000 mètres cubes de béton, chargé d'aiguilles d'acier. La stabilité définitive du mur protecteur, aprés sa pose par ballastage sur le fond de la mer, a été obtenue par le déversement de 300 000 mètres cubes de sable dans les quarante cellules qui se partagent la structure interne de la couronne. La production du champ n'a été arrêtée à aucun

Prix de cette prouesse technique, conçue par Doris Engineering et construite et mise en place par Peconor (société nécriandonorvégienne)... 3,8 milliards de francs.

YVOAME REBEYROL

25 5 0917 181

1 22/200

(Suite de la page 15.)

Le LEP permettra d'aller un peu plus loin. « Aujourd'hui, une centaine de bosons Zo seulement oni été produits dans le monde, dont une quarantaine chez nous, explique Carlo Rubbia. Le LEP devrait être capable d'en fabriouer un millier en une seule muit. et nous espérons en obtenir plusieurs millions en moins d'un an. Dans une deuxième phase, ajoute le directeur du CERN, le LEP permettra l'étude des relations entre les bosons Wet Zo, alors que, jusqu'à présent, toutes les machines ne pouvaient produire qu'un Wà la fois. -

Les physiciens auront alors le matériel nécessaire pour étudier de plus près ces particules étranges et répondre peut-être à des questions restées obscures. comme les raisons pour lesquelles les bosons W et Ze ont une masse, alors que le photon n'en a pas.

Masurer l'énergie dec particules

Des manipulations particulièrement délicates les attendent : le boson Z¹ par exemple, qui naît de la collision d'un electron et d'un positon, n'a une durée de vie que de 2,5,10⁻²⁵ secondes avant de se désintégrer! Pour saisir une existence aussi brève, des capteurs extrêmement sophistiqués ont été mis en place sur le faisceau. Quatre enormes machineries - des expériences - dans le jargon des physiciens. - baptisées Aleph, Opal, Delphi et L3, permettront de suivre à la trace, d'identifier et de mesurer l'énergie et toutes les caractéristiques de la plupart des particules produites par les colli-sions, ces mesures étant, ensemble, saisies et traitées par les ordinateurs les plus puissants disponibles actuellement sur le marché. La plus grosse d'entre elles, par exemple. L3, est dotée notamment d'un électro-aimant de 7500 tonnes. Elle a coûté à elle seule 800 millions de francs; trente-six laboratoires de treize pays, dont la Chine, l'URSS et les Etats-Unis, ont participé à sa mise au point. La France est présente dans toutes les expériences, au travers de quinze laboratoires au

Si la physique des particules - domaine sans enjeu économi-que cu stratégique s'il en est constitue, on le voit, un remarqua-ble terrain de coopération internationale, la compétition n'en est

pas moins acharnée entre les grands pays. Jusqu'à présent, grace à la création du CERN en 1954, la plus vieille organisation européenne, le Vieux Continent a pu garder la tête du peloton, devant les Etats-Unis, et environ 300 chercheurs américains utilisent actuellement les installations du CERN (sur 5 300 expérimentateurs dont 4 500 viennent des Etats européens membres du cen-

La concurrant TATES

Mais le LEP, déjà concurrent

du SLC (Stanford Linear Collider) américain, risque d'être supplanté dans la course à la puis-sance par le SSC (Superconducting Super Collider), une gigantesque machine de 85 kilometres de circonférence que les Etats-Unis vont construire au Texas (le Monde du 8 juillet). et dont le cout devrait se situer entre 28 et 38 milliards de francs. Carlo Rubbia affirme ne pas craindre la concurrence : le CERN envisage déjà d'installer dans le même tunnel que le LEP un second accélérateur, le LHC, dont, explique-t-il, les perfor-mances equivaudraient à celles d'une machine de 50 kilomètres de circonférence grâce à des aimants plus puissants que caux du SSC texan. Ce dernier n'en aurait pas moins une puissance trois fois supérieure à ceile du LHC. Et. estime Léon Lederman, prix Nobel de physique 1988 et ancien directeur du Fermilab de Chicago (autre concurrent améri-cain du CERN), il serait mieux placé pour découvrir le boson de Higgs, un autre messager qui pourrait lever les mystères subsistant dans la théorie de l'unification des forces électromagnétique et - faible >.

Reste que ces deux énormes machines ne verront le jour que vers la fin des années 90, à condition que, d'ici là, leur cout n'effraie pas trop les « déci-deurs ». Seule certitude, la longue quête du Graal scientisique des physiciens n'est pas près de se ter-miner. La vérification de l'étape suivante vers la grande unification, celle du lien entre les forces forte, électromagnétique et « faible », nécessiterait en effet des puissances dix mille milliards de ois supérieur à celle du LEP!

EAN-PAUL DUFOUR.

Vaccins : une campagne en douceur Trois maladies infantiles doivent disparaître

d'ici à l'an 2000. Le ministère de la santé se met en campagne pour atteindre cet objectif.

ST-IL possible d'éradiquer la l'OMS du programme élargi de oreillons? C'est en tout cas le pari des autorités sanirougeole, la rubéole et les taires françaises qui se donnent dix ans pour éliminer ces trois maladies et lancent à l'automne prochain une campagne nationale de vaccination. Pour atteindre cet objectif qu'ils qualifient d'a ambitieux mais réaliste », les responsables disposerunt bientôt d'un atout de poids : la Sécurité sociale vient en effet d'accepter de rembourser le ROR, le triple vaccin rougeole-oreillons-rubéole.

Pourquoi un vaccin tel que le ROR, efficace et sans danger, reste-t-il sous-utilisé en France ? Est-ce parce que les médecins et le public sont peu convaincus de sa valeur? Est-ce que les maladies infantiles contre lesquelles il immunise apparaissent, à tort, trop bénignes pour justifier une vaccination? Est-ce par crainte ou par simple négligence que les Français boudent les vaccinations, même obligatoires, et a fortiori ceiles qui ne sont que recomman-

Ces motifs expliquent sans doute la désaffection pour les vaccins antirougeole et le triple vaccin ROR, qui n'ont, en France, jamais connu qu'un succès d'estime. Actuellement, moins de la moitié des enfants sont vaccinés contre la rougeole et la fréquence de la maladie s'en ressent.

Selon des données recueillies par l'OMS en 1987, la France détient, très loin devant les autres pays européens, le record du nombre de cas de rougeole. Cette année-là - qui fut, il est vrai, marquée par une épidémie, - on recensait près de 500 000 cas de rongeoie (dont 13 aboutirent à un décès) et 300 000 cas d'oreillons.

A l'inverse, aux Etats-Unis et dans la dizzine de pays d'Europe où le triple vaccin a été généra-lisé, la fréquence de ces maladies a considerablement chuté, sans qu'on puisse toutefois parler d'éradication. Dans le tiersmonde, on évalue à 2 millions le nombre de décês par rougeole évités chaque année depuis 1974, date de la mise en place par

vaccination. Face à cette situation anachronique, les autorités françaises se devaient de réagir. C'est à Rome, lors de la réunion en janvier 1989 du groupe consultatif européen pour le programme élargi de vaccination, qu'ont été définies des échéances précises : atteindre dès 1990 une converture d'au moins 90 % de la population concernée par le triple vaccin. Obtenir d'ici à 1995 la disparition des cas de rougeole autochtones, et. en l'an 2000, l'élimination de la rubéole congénitale.

Las inconvenients d'un double système

Ces objectifs exigent, estiment les spécialistes, d'atteindre très rapidement le taux record de 90 % de couverture vaccinale et de maintenir, voire d'augmenter, ce taux dans les dix années sui-

· A long terme, a précisé le directeur général de la santé, M. Jean-François Girard, à l'occasion du 19e congrès international de pédiatrie, cette stratégie devrait déboucher sur l'éradication de la rougeole, de la rubéole congénitale et des oreillons. En pratique, il faut vacciner tous les enfants de moins de deux ans (une injection est suffisante). procéder à une vaccination de rattrapage chez les enfants de deux à six ans qui n'ont pas été vaccinés, et à une vaccination spécifi-que des filles de onze à treize ans et des femmes de moins de quarante-cinq ans contre la

Restent à préciser les modalités de cette campagne de vaccination. Actuellement, la France est dotée d'un double système avec des vaccinations obligatoires (BCG, diphtérie, tétanos, poliomyélite) et des vaccinations recommandées, comme le ROR ou le vaccin anti-rougeole. Seuls les vaccins obligatoires sont systématiquement remboursés par les caisses d'assurance-maladie, qui, en toute autonomie, décident éventuellement de procéder au

On conçoit les ambiguités d'un tel système. Tout d'abord, une certaine confusion à propos des vaccins conseillés n'incite pas les médecins à proposer la vaccination aux parents. Les dernières enquêtes de convermre réalisées en 1983, lors du lancement d'une campagne de vaccination contre la rougeole, ont montré que, dans 60 % des cas, les enfants n'étaient pas vaccinés parce que les médecins ne l'avaient même pas proposé. Autre inconvénient du donble système, le prix élevé des vaccins, que les caisses d'assurance-maladie répugnent à rembourser. A 164 F la dose, le

coût du ROR restait dissuasif. Cet obstacle vient d'être surmonté; un nouveau prix, que l'assurance-maladie prendra en charge à 70 %, a été obtenu au cours des négociations entre l'Institut Mérieux, producteur du ROR, et les organismes payeurs.

Du côté des autorités de santé. un budget de 10 millions de francs accordé par le Fonds national de prévention (1) financera la campagne de vaccination. Une somme destinée en priorité à Pinformation du public que ces autorités entendent privilégier. Car les pouvoirs publics, très attachés au double système, plus sou-

ple et mieux adapté aux conditions épidémiologiques, préfèrent convaincre que contraindre. L'incitation à une vaccination recommandée implique des auto-rités une position claire et engagée, souligne M. Girard. Promouvoir la généralisation d'une vaccination non obligatoire impose de diffuser une information répétée et régulière auprès des professionnels de santé et du grand public. Il faut aussi convaincre les responsables locaux des conseils généraux, départementaux et locaux, dont dépend la vaccination depuis la

loi de décentralisation. Contre l'avis de certains épidémiologistes, et notamment des Américains, qui estiment qu'il est difficile d'atteindre une bonne converture vaccinale sans loi écrite, la direction générale de la santé a donc opté pour la persuasion et la responsabilisation du public. Dans ce débat culturel où s'affrontent deux conceptions politiques opposées, seul l'avenir permettra de trancher.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) Le Fonds national de prévention. (1) Le Points manoral de prevention, dont les fonctions ont sit fixées par décret en mai 1989, sera doté de 500 millions de france et financera des actions conjointement décidées par la direction générale de la santé et la Caissa nationale d'assurance-maladie.

APPEL A CANDIDATURES

POUR LA FOURNITURE DE TITRE DE TRANSPORT

La Régie des transports de Marseille souhaite lancer un appel d'offres pour la fabrication et la fourniture de sa billetterie et connaître les entreprises en situation de soumissionner à cet appel d'offres.

Le marché porte sur un quantitatif de 5 millions de planches ou carnets par an, et pourra s'étaler sur 2 ou

Il s'agit d'une billetterie magnétique précodée.

Les candidats intéressés pour être soumissionnaires devront adresser, avant le 21 août 1989 à l'adresse suivante: RTM - Service commercial, 10-12, av. Clot-Bey, 13008 Marseille, un dossier de candidature précisant leurs références financières, techniques (équipements et type de codage) et de production (quantités) pour des fournitures similaires en joignant des exemplaires de la billetterie fabriquée et en précisant leur méthode de contrôle pour de la billetterie à valeur.

Economie

SOMMAIRE

M. C'est le parquet de Paris, à qui la COB a confié le dossier sur l'affaire de la Société générale, qui dira s'il y a lieu d'ouvrir une infor-

E La croissance en RFA, plus forte que prevu, va, selon l'OCDE. se poursuivre pendant dix-huit mois (lire ci-

mation judiciaire (lire

page 19).

contre). ■ Le projet de budget pour les PTT indique que les promesses du ministre de tutelle seront tenues (lire cidessous).

Les besoins actuels de la construction s'élèvent à 350000 logements neufs par an, indique l'INSEE (lire page 19).

Selon un rapport de l'OCDE

La croissance de la RFA va se poursuivre à un rythme à peine ralenti

presque très bien – que décerne l'OCDE à la RFA, dont les performances économiques sont jugées «particulièrement bril-lautes sur le plan de la crois-sance et de la stabilité».

Dans la longue étude qu'elle consacre à la République fédérale et qui vient d'être rendue publique, l'OCDE souligne que, depuis le milien de 1987, la replacement de l'Aller de 1987, la replacement de l'Aller d croissance économique « est beaucoup plus vigoureuse » qu'il n'avait été préva et surtout que «son assise est plus, large que lors de la plupart des reprises précédentes». Du coup, l'expanplus lentement » au cours des dix-hait prochains mois.

Si le très bon climat mondial explique en grande partie la force de l'expansion allemande, tirée par un boum spectaculaire des investissemeats et par une progression remar-quable des exportations, la politique menée par les pouvoirs publics tant sur le plan monétaire que sur le plan budgétaire a aussi joué son rôle.

terme étant ramenés à certains moments à des niveaux très bas par rapport à ceux du passé ».

Puis, au cours des premiers mois de 1988, la Bundesbank, constatant que l'assouplissement de la politique que l'assounlissement de la politique monétaire concertée à l'échelon mornational avait plus que compensé le freinage de la demande imputable au krach boursier – a laissé délibérément sortir des capitaux de RFA « pour drainer la liquidité bancaire ». En juillet 1988, le taux de l'escompte a été relevé, marquant le début du resserrement de la politique du crédit.

La politique hudgétaire, elle

La politique budgétaire, elle sussi, a soutenu la demande inté-rieure en 1987 et 1988, creusant le déficit budgétaire avant d'être res-trictive cette année.

En 1988, les recettes fiscales ont diminué - dans une proportion considérable (14 milliards de DM, soit 0,7% du PNB) sous l'effet notamment des mesures d'allége-ment de l'impôt sur le revenu dans le cadre de la réforme fiscale 1986-

A partir du milieu de 1987, « les autorités ont toléré un dépassement permanent des objectifs d'expansion monétaire, les taux d'intérêt à court impulsion aux dépenses d'investis-« que la plus grande facilité d'accès aux prèts bonifiés a donné une vive

> Le budget de 1989, s'il est plus restrictif puisque le déficit de l'Etat devrait se réduire à 28,5 milliards de DM (96 milliards de francs envi-ron), suit 1,2 % dn PNB après 1,7 % en 1988, n'en prévoit pas moins des dépenses publiques en forte progres-sion: + 5,5 % soit un taux très supésion: +5,5% soit un taux très supérieur aux 3% recommandés par le conseil de programmation des dépenses publiques. Le rééquilibrage est venu de la majoration des droits d'accises (impôts indirects) pour 8,5 milliards de DM soit une trentaine de milliards de francs,

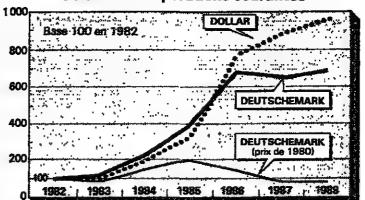
Ralentissement des hausses de prix

Incontestablement done, la politique menée par les pouvoirs publics allemands sur le plan monétaire et budgétaire a soutenu la crossance économique, une croissance que l'environnement international rendait naturelle une fois dépassées les frayeurs du krach boursier.

Sur cette lancée, l'OCDE prévoit que l'expansion se poursuivra au moins jusqu'à la fin de 1990, le ralentissement des Etats-Unis étant compensé par la croissance encore rense des pays de la CEE. Les exportations devraient ainsi conti-mer de s'accroître fortement, la construction de logements d'autre part « continuant à suivre une ten-leme ascendante avec la réapparition d'importantes pénuries dans certaines zones urbaines, l'afflux certaines zones urbaines, l'afflux d'émigrants appartenant aux minorités allemandes de l'Europe de
l'Est (...) et une augmentation des
atdes en faveur du logement
social». Quant an boum des investissements, il devrait se poursuivre
sous l'effet conjugué de la forte
demande mondiale, de l'amélioration de la rentabilité et de la situation financière « très saine dans la
nhunget des entrenries» (1) enfin. plupart des entreprises » (1), enfin, des préparatifs du marché unique.

En 1990, l'allégement des impôts (19 milliards de DM soit environ 65 milliards de francs) stimulera les dépenses de consommation des par-ticuliers. Malgré tous ces facteurs

Balance des opérations courantes



favorables, la croissance du PNB tiaire a aussi été entravé par de tout en restant forte pourrait retom-ber à 2,7 % en 1990 prévoit l'OCDE, après avoir atteint 3,5 % en 1988, taux le plus élevé enregistré depuis 1979, et 3,2 % probablement en

Après s'être accélérée au premier semestre 1989 sous l'effet d'un alourdissement de la fiscalité indi-recte, de la hausse des cours pétro-liers et de la dépréciation du DM par rapport au dollar, l'angmenta-tion des prix de détail devrait se ralentir. L'OCDE prévoit une hausse de 3 % cette année qui devrait revenir à un rythme annuel de 2 % par la guite. de 2,2 % par la suite.

Les résultats en matière d'emploi sont moins brillants et le chômage ne baisse que lentement. L'OCDE attribue cette lenteur • à l'insuffisance de la création d'emplois » notamment dans les services « du fait de la faible dispersion des salaires en fonction des secteurs et des compétences par rapport notamment aux Etats-Unis ».

« Comme de surcroît dans les industries (...) qui sont en perte de vitesse, les salaires sont généralement plus élevés qu'en moyenne dans les services, le niveau relativement élevé du salaire en dessous duquel ils ne sont pas prèts à tra-vailler (...) fait que les travailleurs licenciés sont moins enclins à prendre un emploi ailleurs. > L'expan-

sion de l'emploi dans le secteur ter-

nombreuses rigidités institutionnomoreuses rigitates institutationelles : caractère trop restrictif des conditions exigées dans certains métiers, réglementation des heures d'ouverture des magasins et réglementation dans les transports et les télécommunications.

L'OCDE ajoute des précisions intéressantes : « Il apparaît que la croissance de l'emplot a été due principalement à la création d'entreprises. Les variations de l'emploi dues à la modification de la taille des établissements (...) ont été à peu près négligeables. »

L'OCDE n'émet finalement, à l'égard de la RFA, qu'une réserve à

ses appréciations très favorables : les perspectives d'un nouvel accroisse-ment de l'excédent commercial et, plus encore de la balance des paiements courants qui atteindrait 48 milliards de dollars en 1989 comme en 1988 mais augmenterait encore en 1990 et pourrait passer de 4% à 4,5% du PBN en 1990.

A l'évidence, les déséquilibres des comptes extérieurs entre la RFA et le Japon d'une part, les Etats-Unis d'autre part, ne sont pas sur le point de se réduire.

(1) Le gouvernement a annoncé son intention de procéder à une grands réforme de la fiscalié des sociétés après les élections de 1990. Il s'agirait d'abaisser le taux de l'impès sur les sociétés et de remodeler l'assette de la taxe professionnelle.

La préparation de la loi de finances pour 1990

PTT: promesses tenues

Conformément aux engag ments pris l'au passé pur le pre-mier ministre, les prélèvements en faveur du budget général opérés sur les PTT régresserent légèrement en 1990 et atteindront le chiffre prévu : 13,7 milliards de francs. Autre promes tenue : une marge de liberté plus large dans l'établissement du

Chaque année, aux PTT, le jeu de l'été consiste à deviner le montant l'été consiste à deviner le montant de la contribution des télécommunications au budget de l'État, Prélèvement mal vécu par les PTT, qui dénoncent régulièrement son caractère arbitraire et pénalisant au regard des efforts faits pour améliorer la productivité. Cette amée, cette question était un non-sujet puisqu'on comaissait le montant de l'enveloppe depuis l'été dernier.

l'actuel ministre des postes, télécom-munications et de l'espace, M. Paul Quilès, avait réussi à obtenir du pre-Quies, avant reussi a obtenir du pre-mier ministre qu'il stabilise jusqu'en 1992 inclus cette somme (en francs 1989). Promesse tenue : le prélève-ment sera limité à 13,7 milliards en 1990, soit à peu de choses près le chiffre avancé l'an passé et moins qu'en 1989 (14,3 milliards). C'est l'espace, aven 6,45 milliards de l'espace, avec 6,45 milliards de francs, qui absorbera le plus gros de cette somme (voir ci-dessous).

La filière électronique, pour sa part, recevra environ 2 milliards de francs. Le montant de la TVA non récupérable sur les investissements de France Télécom baissera légèrement (1,5 milliard). A l'inverse, les prélèvements directs augmenteront

Antre promesso faite en décem-bre dernier (le Monde du 20 décem-

bre 1988) et respectée : celle d'une plus grande marge de liberté accor-dée dans l'élaboration du budget des PTT. Là aussi, il s'agit d'une habitude mai vécue avenue de Ségur où l'on se plaint de la tutelle tatillonne du ministère des finances. Les PTT pourront donc décider de la répartition détaillée des crédits de fonctionnement et d'investissement, et on ne connaît anjourd'hui que les grandes masses de son budget. Pour les investissements. Les autorisations de programme progresseront de 10 %, s'élevant à 3,88 milliards pour la poste et à 35,54 milliards pour les télécoms, soit à pen de choses près ce que les deux établissements avaient demandé (4,2 et un peu plus de 36 milliards respectivement, selon des sources syndicales). Le budget de fonctionnement sera en

Le volet social

Aucun chiffre n'est avancé par le affirme-t-on, reste à négocier. Néan-moins des agrants à négocier. Néanralement bien informées font état do 2 000 suppressions d'emplois sur 430 000, se ventilant entre la poste (500) et les télécoms (1 500). Un chiffre inférieur à ceux des sunées précédentes (3 600 en 1989, 4 500 en 1988 et 4 600 en 1987) qui tra-duisent un évident souci de ne pas jeter de l'huile sur le fen à quelques semaines de la publication, reportée à la fin août, du rapport Prévot, sur une évolution de l'administration des PTT. An ministère, on n'infirme ni ne confirme ce chiffre et on ne commente ne non une l'informacommente pas non plus l'informa-tion selon laquelle le nombre des transformations de postes serait ramenée de 1 200 à 700 aux télé-coms et également réduit à la poste. « Cela fait partie aussi des questions qui sont encore en discussion . assure-t-on an ministère.

L'espace bien servi

tre national d'études spatiales (CNES) « sugmente nettement plus vite que le budget de la recherche, et montre donc que l'espace demeure une priorité pour le gouvernement », se -t-on au CNES. Cette prodant une exception, puisque la croissance fut de 23 % sur les deux demières années (4 % en 1988, et 19 % l'année suivante

La répartition exacte des cré-dits reste à faire, et ne sera pré-sentée au conseil d'administration du CNES qu'en septembre La poursuite du programme d'observation de la Terre avec le

Avec une hausse de 12 %, le ber un peu moins d'un tiera de ce maintien à niveau des programmes scientifiques, de télécommunication et de recherch divers. Il sera aurtout consacré à la « montée en régime » des grands projets décidés par les Interministériel de La Haya en novembre 1987: Ariane-5, avion spatial Hermès, et Columbus, une série de modules destinés à la future station spatiale américaine Freedom. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie evait estimé, à l'époque, que la participation française à ces promes, destinés à voir le jour à l'horizon 2000, impliquait un

GRAND PRIX DE L'AUDACE 1989

"UN COUP D'AUDACE POUR L'EXPORT"



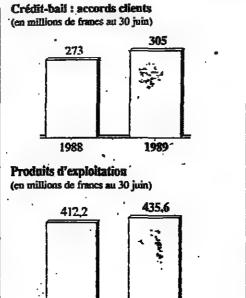
ous dirigez une jeune entreprise. Par un coup d'audace exemplaire, vous avez conquis un marché à l'étranger. Participez au Grand Prix de l'Audace et gagnez 100000F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS **PREMIER SEMESTRE 1989** Crédit-bail : accords clients (en millions de francs au 30 juin)

Conseil d'Administration du 25 Juillet 1989

Les comptes au 30 juin 1989, qui ne sont pas encore définitivement arrêtés, font apparaître un bénéfice d'exploitation de 126,3 millions, après 7,5 millions d'amortissement de frais d'acquisition (124,7 millions et 2,5 millions pour le 1er semestre 1988).

Jean Meynial, Président d'Unibail, a fait le point sur le patrimoine locatif. Il a indiqué que, depuis le début de l'année, cinq immeubles de bureaux situés au centre de Paris, représentant une superficie de plus de 10 000 m² sont en cours de rénovation et ne produisent donc pas de recettes locatives. Les travaux viennent d'être achevés sur l'un d'entre eux, situé rue des Colonnes - Paris 2e, qui est entièrement loué. Les quatre autres seront mis en location entre septembre 1989 et juin 1990. Le supplément de receues locatives attendu, en année pleine, est de l'ordre de



ARC UNION MANDATAIRE

Fondation Maréchal Leclerc de Hauteclocque

> Avec le concours de la Fondation Elf Aquitaine et de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises.



Pour participer, envoyez votre candidature sur papier libre au secrétariat du concours "un coup d'audace pour l'export", C/O - A.N.C.E., 142 rue du Bac, 75007 Paris.

Francisco de la companya del companya del companya de la companya

\$10-45 4. The Part of the Part

2000

END THE PROPERTY.

The state of the s

1 21 m 17

W. I ...

2 5 E. L.

推进的第三人称

ettime imperioretti

Économie

SOCIAL

Un exemple unique de coopération syndicale

L'entente cordiale au comité économique et social de Lorraine

NANCY de notre envoyé spécial

Tous les quatre sont syndicalistes lorrains. Tous les quatre sont bien différents. La passion contenue et la calvitie naissante, M. Jean-Paul Othelet est depnis huit ans secrétaire général de l'union régionale (UR) CFDT de Lorraine, Le nœud papillon et la barbichette soignée, M. Pierre Lahalle-Gravier préside l'UR-CGC de la même région. Toujours en activité dans sa banque, la moustache batailleuse, M. Jean-Marie Robert est secrétaire général adjoint da l'UD-FO de Meurthe-ct-Moselle. Tranquille et débonnaire fumeur de pipe, M. André Vernier est la tête des sidérurgistes lorrains CFTC après avoir été le « patron» des métalles.

Les trois premiers siègeaient encore au bureau du comité économique et social régional (CESR), jusqu'à son tout récent renouvellement. Le quatrième en était le viceprésident, ils n'ont pas la même bannière syndicale. Ils sont même de sensibilité politique différente. Mais au sein de ce CESR de quatre-vingtcinq membres, ils constituent depuis plusieurs années, une entente, rejointe en 1986 par la FEN, qui dispose de vingt et un sièges sur les trente du collège syndical. Sans logo commun, sans leader, sans charte constitutive, ils essaient de parler d'une même voix pour présenter ou amender ensemble les textes débattus au CESR afin de favoriser le développement économique et social de la Lorraine.

Exemple unique à ce stade de coopération intersyndicale, « l'entente » est née d'une révolte commune, en 1984, contre le naufrage de la sidérargie (où le nombre de salariés est passé de cent mille dans les années 70 à vingt mille aujourd'hui). Complices pour manifester et pour lutter — en 1987, M. Chirac avait reçu l'intersyndi-

La Cour de cassation limite l'électorat du comité d'entreprise d'Airbus Industrie

Dans un arrêt rendu le 11 juillet, la chambre sociale de la Cour de cassation a annulé un jugement du tribunal d'instance de Toulouse autorisant les salariés détachés par Deutsch Airbus, British Aerospace, Construcciones aeronauticas et l'Aérospatiale au groupement d'intérêt économique (GIE) d'Airbus Industrie à «participer aux élections pour la constitution du comité d'entreprise du GIE». Sur les mille deux cents salariés «directs» et 50% sont des salariés «directs» et 50% sont «détachés» par les quatre sociétés qui le composent.

sociétés qui le composent.

Seuls les salariés directs du GIR pourront participer aux élections du comité d'entreprise, estime la Cour de cassation devant laquelle s'étaient pourvus l'Aérospatiale, Deutsch Airbus, British Aerospace, Construcciones aeronauticas et Airbus Industrie. Dans son juge-

ment du 6 octobre 1988, le tribunal d'instance de Toulouse, saisi par FO, la CFDT et la CGC, avait souligné que « si les travailleurs d'Airbus industrie ont des statuts disparates selon l'entreprise qui les a embauchés, ils ont des intérêts collectifs communes » (le Monde du 11 octo-

Dans son estêt, la Cour de cassation affirme au contraire qu'un GIE, « qui n'est constitué qu'en vue de metire en œuvre les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres (...), ne se substitue pas aux sociétés participantes dans la prise en compte des intérêts de leurs salariés, lesquels n'ont pas le même intérêt au sort et à la gestion du groupement que les salariés de ce dernier». L'alfaire a été renvoyée devant le tribunal de cale —, ils sont devenus peu à peu complices pour être « propositionnels», seion la formule du responsable de la CGC. « Chacun aurait pu continuer à jouer dans son coin, raconte M. Jean-Paul Othelet. On a préféré rechercher les convergences pour tirer la charrette lorraine dans le même sens. »

Un petit bont de chemin

"Cela s'est fait tout naturellement en fonction des positions convergentes des uns et des autres », assure M. André Vernier. Il s'agit de faire « un petit bout de chemin ensemble, ajoute M. Jean-Marie Robert, car quand on se met ensemble on a quand même plus de force». De 1985 à 1989, quarantecinq rapports présentés au CESR, sur des sujets aussi divers que la chimie, la filière bois, l'enseignement supérieur, les nouveaux gisement supérieur, les nouveaux gisements d'emplois, la modernisation et la diversification de la Lorraine, portent « la marque de l'entente». Lorsque le deuxième contrat de plan État-région a été discuté, l'« entente» a présenté ses propres contre-propositions. Et elle se flatte d'avoir fait inscrire l'emploi comme objectif prioritaire.

Conviée à se joindre à l'aentente», la CGT a décliné l'invitation... Limitée à des questions régionales précises et concrètes, afin d'éviter les « déséquilibres » dans les aménagements de la région et favoriser une réelle « diversification » des activités, cette coopération ne va pas sans anicroches. Ainsi dut-elle se mettre « entre parenthèses en 1986 en raison de désaccords sur l'élection du président du CESR, alors M. Pierre Dap, président de la Banque régionale de Lorraine. « Quand nous voyons poindre quelque chose qui pourrait fissurer l'ensante, explique M. Pierre Lahalle-Gravier, on l'écarte. On a un plus grand commun multiple sans plus petit commun diviseur. « Ainsi tout ce qui a trait à la flexibilité de l'emploi on à l'aménagement du temps de travail,

sujets de discorde intersyndicale, est tenu à l'écart. Pour l'heure...

tenn à l'écart. Pour l'heure...

L'a entente, a un petit côté auberge espagnole: chacun y apporte ce qu'il vent mais avec des objectifs parfois différents...

L'ombre de la recomposition syndicale, sur laquelle FO et la CFDT s'opposent avec véhémence au niveau national, plane aussi à Nancy. M. Jean-Paul Othelet définit le syndicalisme français comme le « Petit Poucet » de l'Europe, même si en Lorraine, dit-il, 20 % des selariés sout syndiqués. « La stratégie unitaire, affirme-i-il, c'est la seule issue passible au phénomène de désyndicalisation. Elle doit servir de révélateur et un peu d'exemple aux confédérations. Il faut conforter ce syndicalisme plus coopératif.

sif. Si M. Othelet est bien dans la ligne confédérale, M. Robert n'est pas «en rupture de ban». Mais il tient à rappeler fermement les limites de l'«entente» afin de ne pas se laisser entraîner là où il ne veut surtout pas aller : «Il s'agit de faire avancer quelques points communs, explique-t-il en roulant sa cigarette, mais en aucun cas de se livrer à des travaux pratiques sur la recomposition syndicale. Nous ne sommes pas du tout sur la démarche de la CFDT. Quand il y a accord nous le disons, quand il y a divergence, nous ne le cachons pas. «

« Un catalyseur »

La FEN rêve presque à haute voix de recomposition. • Elle a toujours été pour l'unité », rappelle
Mª Françoise Bottin, délégué académique de Lorraine. Mais M. JeanMarie Robert n'en démord pas :
cette coopération à Nancy « tiens
aux hommes », « courroies de
transmission de ce qui remonte d'en
bas », et découle sans donte aussi du
« consensus régional » pour que
« la Lorraine avance ». Pourtant,
l'« entente » déborde pen à peu les
murs du CESR, même si elle n'a
encore que peu d'échos à la base.

cinq se concertent avant de discuter avec le patronat. Sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) pour les jeunes, FO a marqué sa différence et fait bande à part afin de « mettre un coup d'arrêt à tous ces dispositifs

A défaut de déborder la région, cette coopération pourrait traverser les frontières. Déjà, depnis dix ans, FO et la CFDT retrouvent le DGB allemand et la CGT luxembourgeoise dans un conseil syndical interrégional Sarre-Lorraine-Luxembourge. La création d'un CES interrégional transfrontalier francogermano-belgo-luxembourgeois est envisagée à l'automne. « Nous sommes partis du plus facile », reconnaît M. Jean-Paul Othelet, dont l'organisation arrive en tête avec 25,82 % en 1987, aux élections aux comités d'entreprise en Lorraine. « Dans les prochaines années, on risque d'aborder des sujets plus sensibles. Il y a encore des progrès à faire mais l'entente est un fait. » Ou, comme dit M. Pierre Lahalle-Graviet, « un catalyseur »... A sui-

MICHEL NOBLECOURT.

M. Rocard recevra les syndicats en septembre

Le premier ministre va engager une concertation officielle avec les organisations syndicales et patronales à la rentrée de septembre. M. Michel Rocard a invité les organisations syndicales à le rencontrer dans une lettre adressée le 28 juillet aux secrétaires généraux des confédérations. Dans le même courrier, les dirigeants syndicanx ont reçu copie de la lettre adressée par le chef du gouvernement aux présidents des entreprises publiques pour leur confirmer son intention de diffuser en septembre une circulaire simplifiant les procédures d'Intéres-

INSOLITES-

Toujours plus...

En réponse à la pérurie aiguê de terrains dans le centre de Tokyo, la société Takenaka vient de terminer les plans d'un gratte-ciel géant de 1000 mètres de heuteur l'édifice, de forme pyramidale afin de résister aux séismes fréquents dans la capitale nippone, abritare bureaux, appartements, écoles, 'hôpitaux et jardins. Avec 800 hectares de planchers, il pourra loger 35 000 habitants et 180 000 employés de bureaux. Ca chentier gigentesque devrait prendre quatorze ans. Coût : 4 700 milliards de yens, soit anviron 216 milliards de francs... sans compter le prix du terrain!

AFFAIRES

Accord de principe entre Générali et Axa

Les assureurs italiens Generali et Français Axa-Midi viennent de signer un accord de principe sur leurs relations dans la Compagnie

Dans un communiqué publié en Italie, les deux groupes indiquent qu'ils out « ratifié un accord de principe par lequel ils s'engagent à mettre en forme, dans les meilleurs délais, et en toute hypothèse avant la fin de l'année, les modalités d'organisation de leurs rapports en tant qu'actionnaires de la Compagnie du Midi.

Ces modalités comporteront notamment la création d'une société dont la vocation sera de détenir leur participation respective dans la Compagnie du Midi».

Après l'achat en 1988 de 15,79 % de la Compagnie du Midi et du acquisitions postérieures, Generali détient 16,24 % d'Axa-Midi, né de la fusion du groupe de l'ancien groupe Axa et de la Compagnie du Midi. Ce pourcentage atteint 17,5 %, si on ajoute les parts détennes par la Banque Lazard, alliée de Generali, Axa pour sa part détient 28,5 % du Midi.

er gade († 1905) samen aggeste

-1.4

the water and

The stall patterning of

Committee Committee !

* 1447 h

Was a second

Le Monde



Relais H

LES RÉSULTATS DU CONCOURS

Les participants étaient invités à classer par ordre d'importance huit conséquences liées à la construction du marché unique européen et à retrouver le classement type établi à partir des résultats d'un sondage IPSOS auprès de 900 Français âgés de quinze ans et plus (voir le Monde du 25 juillet 1989).

Voici la liste des gagnants:

Du 1er au 4e prix

UNE SEMAINE EN CRÈTE

POUR DEUX PERSONNES AVEC « AIR SUD »

- M. Fernand DAHAN, 4, square du Sancerrois, 75012 PARIS
 M™ Catherine LANGLADE, 6, impasse des Trois-Bornes, 93400 SAINT-OUEN
- M. Michel CYROT, chemin Amiots, 38330 BIWIERS
 Mr Marie-Claude CROS, 1, rue des Aigues-Marines, 34250 PALAVAS-LES-FLOTS

Du 5° au 200° prix

« OUVERTURE EN BÉMOL » PAR PLANTU, CCÉDITION « LE MONDE - LA DÉCOUVERTE »

© Bernard ADAM, 72700 ALONNES ● Jeen ALARIA, 73100 AIX-LESBAINS ● Gérard AQUEVILLO, 45270 MESIERES-ENGATIRIAIS ● Jean-Michel ARNAUD, 05130 TALLARD ● Jean-Philippe
AYEL, 31000 TOULOUSE ● Christophe BACONNIER, 93170 BAGNOLET ● Connne BAILLEUL, 75014 PARIS ● Jacques BAJART, 59800
LILLE ● Nicole BALINA, 95500 GONESSE ● Nathalie BARETTE, 14400
CONDE-SUR-SEULLES ● André BARREAU, 77230 LONGPERRIER ● Claude
BARTHE, 91800 BRUNOY ● Jean-Jacques BATTISTELL, 13008 MARSEILLE ● Laurent BAUD, 13400 AUBAGNE ● Frédéric BENOTT, 92220
BAGNEUX ♥ André BERNAL, 95500 GONESSE ● Reynald BERTIN, 86000
POTTIERS ● Yann BESSON, 49140 SEICHES-SUR-LE-LOIR ● Patrick BLANDIN, 75116 PARIS ● Gilles BLONDE, 68900 COLMAR ● Claude BOISARD,
01213 ONEX ● Michel BOISSIN, 26000 VALENCE ● Pierre BOURREL,
81200 MAZAMET ● Robert BOUTHORS, 95240 CORMEILLES-ENPARISIS ● Jean BREMOND, 13000 AIX-EN-PROVENCE ● Gilles BRIAND,
92150 SURESNES ● Maurice BROYART, 02700 TERGRIER ● Jeanne
BRUN, 01030 BOURG-EN-BRESSE ● Michel BUMENN, 78710 ROSNY-SURSEINE ● Reynald BUR, 75018 PARIS ● Isabelle BURBAN, 56600 LAMESTER ● Danièle CABANAC, 91760 ITTEVILLE ● Hervé CALVET, 91940 LESULIS ● Nobile CAPON, 92600 ASNIERES ● Jacques CAPRIN, 75015
PARIS ● Gilles CAVELAN, 75010 PARIS ● Pierre CAVERON, 58840 VARRENNES VAUZELLES ● Stéphane CHABBNAT, 94170 LE PERRENNES VAUZELLES ● Stéphane CHABBNAT, 94170 LE PERREUX ○ BRING CHARBONNEL, 13100 AUX-EN-PROVENCE ● Brightte CHOQUET, 62000 DAINVILLE ● Josquin CIGES, 30000 NIMES ● Bernard

CLAUDE PIERRE, 55140 SALVIGNY • Francine COELKELBERGH, 92000 NANTERRE • Dominique COMPOLO, 11000 CARCASSONNE • Céline CONCAS, 75017 PARIS • François COSTE, 59500 DOUAI • André COSTES, 95520 OSNY • Roger CROS, 62023 ARRAS • Emmanuel CROZET, 42400 ST-CHAMOND • Lucient CRUZ, 34000 MONTPELLIER • Paul D'HOLLANDE, 54500 JARMY • Jean-Paul DARBELET, 69520 GRI-GNY • Piorence DE BESOMBES, 75017 PARIS • Michel DE LAMARRE, 93160 NOISY-LE-GRAND • Renaud DE MONTIGNY, 41000 BLOIS • Loic DE SAINT-LAUMER, 75019 PARIS • Robert DEFAUX, 59300 VALENCIENNES • Marc DELANAU, 95500 GONESSE • Dapiné DELSART, 69140 RILLIEUX • Bruno DERUSIER, 20220 ILE-ROUSSE • Patrice DESHAYES, 91370 VERRIERES-LE-BUISSON • Brighte DESPREZ, 95100 ARGENTEUIL • Evelvne DESTOUCHES, 76170 ULLEBONNE • Jeanne DOUCHIN, 14610 THAON • Dan DREGE, 93240 STAINS • Didier DUCHENE, 54800 CONFLANS • Yann DUFOUR, 92600 ASNIERES • Jean DULCHAIN, 78460 CHEVREUSE • Marie DUVAL, 35580 PARTHENAY • Michel ESNAULT, 75008 PARIS • Patrick FOUGULET, 45000 ORLEANS • Arnelie EVRARD, 51110 REIMS, • Germain FABRE, 02470 NEULILY-SAINT-FRONT • Françoise FERROTOIR, 75020 PARIS • Jacques FONDBERTASSE, 78500 SAATROUVILLE • Brune FORMICHELA, 21000 DIJON • Daniele FOUGOU, 75013 PARIS • Patrick FOUGULET, 02400 CHATEAU-THIERRY • Michel FULCONIS, 06700 ST-LAURENT-DU-VAR • Louis CAGNAURE, 42170 ST-JUST-ST-RAMBER • Christophe GANNRIAU, 93220 GAGNY • GAROSI, 13750 PLAN-D'ORGON • Pascal GATTERON, 57070 METZ • trans GENEVE, 55600 THONNE-LES PRES • Chartal GEROND, 53000 LAVAL • Wilthd GHISLAN, 42500 FRES • Algein GICOUEL, 75020 PARIS • Christophe GANDRIAU, 75013 PARIS • Patrick FOUGULET, 02400 CHATEAU-THIERRY • Algein GICOUEL, 75020 PARIS • Christophe GANDRIAU, 93220 GAGNY • GAROSI, 13750 PLAN-D'ORGON • Pascal GATTERON, 57070 METZ • Irane GUILLEMOT, 54180 HEILLE-COURT • Maxime HERTOUX, 55480 PIERRELAYE • Spen-Pierre HANNE, 57420 VITY-EN-ARTOIS • Mayres JANIN, 10000 TROYES • Pascale LAULE, 75010 REINE • Sighter LAURET, 83500 TOULON • Andrés JUL-LIAN, 75015 PARIS • Piagole LAURET, 54100 TOULON • Andrés

LORIOL • Jean-Cisude LECOQ, 77400 LAGNY-SUR-MARNE • Michel LECONTE, 75010 PARIS • Jean-René LEFEBVRE, 06200 NICE • Leurent LELOUEY, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE • GUY LIENHART, 94460 LIMEIL-BREVANNES • Joëlle LUDDWIG, 92400 COURBEVOIE • PHIEIDPE LUGAGNE, 75014 PARIS • Jean-Loup MAGNIN, 07130 ST-PERAY • Yvee MAGNOLON, 42100 ST-ETIENNE • Olivier MARQUEGNIES, 57400 SARRE-BOURG • Gérard MATHIEU, 54600 VILLERS-LES-NANCY • Denielle MATHIS, 57050 METZ • John MELLOR, 75020 PARIS • Câline MEYER, 25000 BESANÇON • Marc MONTAGNE, 81200 ALISSILLON • Ron Line MOTTE, 53000 LAVAL • Jeanne MILLER, 67000 BISCALEM • Yukiko NAGATSUKA, KEN POST 34901 JAPON • Hugo NEIRA, 21000 OLJON • Marie-Paule NIADI, 27100 VAL-DE-RUEIL • Jean OGIER, 49000 ST-ETIENNE • Christophe OLLIVIER, 60000 BEAUVAIS • Gabriel OTMAN, 94230 CACHAN • Hamid OLJAKSAR, 67000 STRASBOURG • Antoine PAULOSI, 95200 SARCELLES • Patrick PAVIE, 62100 CALAIS • Alain PAYNOT, 75015 PARIS • Telma PEREIRA, 78130 LES MUREAUX • Seppy PERIGOIS, 53240 ST-GERMAIN-LE-R • Yves PERRIER, 38610 GIERES • Franck PERROT, 60180 MONTATAIRE • Elisabeth PESOURA, 83000 TOULON • Alain PETTT, 95560 MONT-SOULT • Guilaume PETTTO BELLAYEN, 05400 CANNES • Jean PINSON, 33120 ARCACHON • Stephan PIWEK, 62000 ARHAS • Colette PLAS, 38240 MEY-LAN • René PORNON, 63140 CHATEL-GUYON • Jean RANOLA, 75009 PARIS • Olivier RAYNAUD, 78600 LE-MESNIL-LE-ROI • Jean-Bertrand BECH, 75007 PARIS • Marie-Paule RECIPON, 42500 LE CHAMBON-FEUGEROLLES • Louis RENARD, 59150 WATTRELOS • Agnes RESKA, 75010 PARIS • Didier RICHARD, 51100 REIMS • Laurence RICHE, 17132 MESCHERS • Georges RICOR DEAU, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE • Eduardo RIVERA, 75010 PARIS • Bernard ROBBIDA, 80730 DREUIL-LES-AMIENS • Alain ROLOFF, 93240 STAINS • Mickael RONOMO, 77220 GRETZ-ARMAINVILIERS • Didier ROUX, 75020 PARIS • Denis SIMONETTA, 57260 MOYEUVRE GRANDE • Stéphane SIMONNET, 77860 GUINCY-VOISINS • Vvette SIMOULIN, 78700 CONFLANS-STE-HONORINE • Valeire SVELKA, 80530 NEUILLY-EN-THELLE • Anne TALCOUET, 92370 CHAVILLE • Jean-Michel TARNIE-WOIZ, 78860 ST-NOM-LA-B

Économie

MSOLITES.

Toujours plus.

the representation to principal to the particular to the particula 2 COC assissed de persons qui Bassisses de persons qui Bassisses de persons qui first the factors for amount of the Section was presented processed. STATE OF CHEST SHEET STATE OF Before at 10 des And MOO heateres de planties, Not were and the property of 180000 suchakos de prose Control Countering Con-6700 maile of de yes, by

TOTAL COMMENTS IN THE CAME OF SECULAR

AFFAIRES

de principe entre Générali et Axa

I de accurrent dalem Comita Frage: A Ca Mide victor & STATES HE MINISTER OF PRINCIPE IN

There we communicate patient Babe. We down proper more And the court a next for any secured to be tion has julies . I statebacks AND AND TOWNERS AND AND THE RES well at the light hipsites on the first see a sense of the season distribution in our remains

MAN WE SETT- CONSTRUCT OF IN LINE 1. Est modeliter components the second of the second second Bill id rustel un rera be geten de PRESENTATIONS SECTIONS AND I Commence on their

Approximate of all being the in Company is Noted Sergials from the entreme form The Decision of a provide at Table EDWIN AND IN CO. OF PROPER Market State of Allert Age and Market grade myt te fine per per percete diese Abberral State State of the fall than

Le rapport de la COB sur la Société générale

Vrais et faux délits d'initiés

(Suite de la première page.)

Le 24 octobre 1988, Marceau Investissement et sa filiale, la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP), annon-çaient détenir 9,16 % du capital de la Société générale. M. Pébe-reau demandait alors au Comité des établissements de crédit (CEC) l'autorisation de franchis la barre des 10 %. L'accord était douné. Mais beaucoup de profes-sionnels commencèrent alors à s'interroger sur la technique de ramassage des titres employée et surtout soupcomèrent l'existence

Le 30 novembre, M. Bérégovoy se déclarait prêt à demander à la COB de procéder aux vérifica-tions nécessaires, et le 1= février l'enquête débutait. Entre-temps, des négociations étaient menées entre Marceau Investissement et la direction de la Société générale, obligeant le groupe de M. Pébereau à se désengager. Dans un communiqué de quatre pages, publié le lundi 31 juillet, la COB présente « l'analyse du montage et du déroulement de l'opération » menée par Marceau Investissement. Cette procédure, écrit-elle, « a permis de décrypter la complexité des processus d'acquisition et la multiplicité des intermédiaires retenus en la circonstance par Marceau Investissement et d'identifier de manière exhaustive l'origine de 80 % des titres acquis, soit près de 4 900 000 actions Société générale. Les opérations constituant le solde, soit, en chiffres ronds, 1 220 000 actions, n'ont pu être totalement analysées : un tel examen dépasse les capacités d'intervention du service de l'inspection et requiert la mise en œuvre de conventions internationales d'entraide judiciaire, notamment avec la Suisse ».

La Commission a remarqué aussi que certaines procédures adoptées ont permis au groupe de M. Péberean de retarder sa déclaration de franchissement du senil des 5 % de la Société générale au cours du mois d'octobre.

Oni est initié?

Concernant le délit d'initiés, la COB s'est penchée sur deux types d'opérations, l'une non répréhensible pour l'instant, et l'autre condamnable : « En premier lieu, des opérations d'achats-ventes et, le cas échéant, d'options sur actions de la Société générale, effectuées par quatre personnes, physiques ou morales, françaises ou étrangères, ayant été expressément invitées par Marceau Investissement à s'associer à la réalisation de son projet, et ayant ou non accepté de donner suite à cette invitation. - Le total des mouvements observés dans ce cadre porte sur 171 850 actions et a dégagé une plus-value de 11 200 000 francs. A ce propos, la Commission a considéré = qu'il

n'existe, en jurisprudence, aucun précédent applicable à des situations analogues, que le dévelop-pement des pratiques et des structures sinancières rend de plus en plus fréquentes ». Or, précise la COB, « au regard de ces pratiques et de ces structures, la rédaction de l'article 101 [NDLR : sur les délits d'initiés] ne permet pas, à ses yeux, de tra-cer avec certitude une frontière précise entre le licite et l'illicite ». La COB souhaite donc qu'à l'avenir toute ambiguité à ce propos soit levée. Bien qu'aucun nom ne soit cité, MM. Christian Pellerin et Jean-Charles Naouri bénéficieraient du flou du texte. Ce dernier, dans un communiqué publié lundi, souligne qu'il a pris connaissance avec satisfaction ; de ces conclusions.

D'autre part, les enquêteurs de la tour Mirabeau ont - identifié quatre séries d'opérations d'achats-ventes d'actions de la Société générale, qui, au total, ont concerné 668460 actions et ont dégagé une plus-value de 42200000 francs. Les circons-tances de la réalisation de ces opérations laissent présumer que les auteurs ont pu bénéficier d'informations indirectes sur le assage conduit par Marceau Investissement et seraient donc justifiables du délit d'initiés ». Là aussi, aucun nom n'est évoqué, mais cette découverte pourrait concerner les proches des initiateurs du raid boursier.

Goût du silence

Le dossier est dorénavant entre les mains de la justice, qui donnera les suites nécessaires. Dès la publication des conclusions de la COB, M. Pierre Bérégovoy a tenu à souligner le « travail ramarquable - effectué par - la COB dans la ligne des enquêtes menées sur les dossiers Triangle, Beghin-Say, Louis Vuitton-Most-Hennessy pour la moralisation et la transparence des marchés financiers . Entendant la remarque sur les imprécisions de la notion de délit d'initiés, le ministre des finances vient de demander à M. Didier Pfeiffer, directral de l'IJAF présider une commission chargée de préciser les règles déontologiques à observer par les professionnels en la matière.

Toutefois, la transparence dans cette affaire ne sera pas totale, l'information complète ne sera pas rendue publique. Le ministère des finances ne le sonhaite pas. Le nom des personnes mises en cause ne sera pas révélé... L'affaire Pechiney-Triangle, sous la pression des autorités boursières américaines, avait en quelque sorte obligé les pouvoirs publics à ren-dre officiel le rapport détaillé de la COB. En l'absence d'une telle contrainte, la France retrouve son goût du silence.

DOMINIQUE GALLOIS.

Banques et morale

A nomination on catastrophe par le ministère des finances d'un e monsieur déontologie financière » à la suite des remarques de la COB sur l'affaire de la Société générale pose à nouveau le pro-blème épineux des règles de conduite en ces temps incertains d'OPA sauvages et de capitaux mouvants. Une prauve — s'il en était besoin - que l'actuel débat sur la morale des affaires sert flement, dans les entreprises, comme pour les pouvoirs publics, de manœuvre de diversion. Dans l'affaire de la Générale, en effet, qu'est-ce qui est le plus argent ? De définir avec précaution les limites du délit d'initié ou de poser la question plus large sur l'éthique de l'ensemble de l'opéra-

De par la nature même de son « raid », M. Pébereau devait faire le tour de la place financière de Paris à la recherche de capitaux pour atta-quer la Société générale. Qu'il sit à catte occasion diffusé largement ses intentions et des informations très spécifiques semble naturel. Du'il ait par la même occasion transformé de nombreux intermédiaires en initiés potentiels devait-il interdire à tous ces financiers dont c'est le métier - de valoriser leur portefeuille à l'occasion des remous sur le marché des titres de la grande banque ? Le débat sur ce

point promet d'être interminable et ment hypocrite. En revanche, qui posera le vrai

problème d'une attaque particuliè-rement trouble rassemblant sous la bannière d'une minuscule société financière quelques inves privés, grands patrons plutôt barristes, des firmes étrangères ressemblant à des « parkings » et une vénérable institution d'Etat, la Caisse des dépôts ? Comment lever les interrogations - morales - sur l'action d'un pouvoir politique souhaitant en douceur mettre des hommes à lui aux commandes d'une des principales banques du pays ? Comment se satisfaire de dénégations embarrassées, d'un rapport de la COB non publié pour des raisons juridiques peu convaincantes, de la lente et hypocrite mise en cause de quelques initiés-boucs émisseires, et de la mise en place hâtive d'un groupe de réflexion sur la déontologia financière ?

La vraie question que pose l'affaire de la Société générale est moins de sevoir à partir de quel instant un intermédiaire est initié que de comprendre selon quels principes un pouvoir converti au libéralisme peut décider que les actionnaires d'une banque privée ne lui plaisent pas.

DIDIER POURQUERY.

CONJONCTURE

Une protestation de M™ Neiertz

Les prix dérapent dans les lieux de vacances

Les prix de détail augmentant Les prix de détail augmentant beancoup sur les lieux de vacances, M= Véronique Nieiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consummation a protesté lundi 31 juillet contre les dérapages constatés dans les villes côtières. « Plus on se rapproche de la mer et plus l'addition est salée = a déclaré M= Neiertz, intérrogée sur RMC et RTL. « Dans toutes les régions cétières

« Dans toutes les régions côtières, nous constatons un dérapage des prix des hôtels : des campings et des terrasses de café de l'ordre de 6 à 8 % en moyenne : c'est trop. »

en moyenne: c'est trop. »

La hausse des prix « a commence un peu plus tôt cette année, début juin à cause du beau temps généralisé », a ajouté Mª Noiertz en dressant un palmarès des villes les plus chères et les moins chères, « Pour le

sandwich jambon-beurre, demi-pression et café noir servis en ter-rasse, il y a des villes où l'augmenation est de l'ordre de moins de 3 %, tion est de l'ordre de moins de 3 %, par exemple Pallavas, Ajaccio, Concarneau, Narbonne, Deauville, La Baule», « Mais vous avez des villes où l'augmentation est très supérieure à 3 % puisque par exemple à Cap-Breion, elle atteint plus de 13 % et au Touquet à peu près nareil».

M= Neiertz a également déclaré qu'elle allait preudre contact avec les sociétés pétrolières pour qu'elles améliorent la répercussion de la détaxe consentie par l'État sur le prix du super sans plomb. « Jusqu'à pré-sent elle n'est que de 4 à 6 centimes

par litre, c'est tout à fait insuffi-sant.

Pour satisfaire les besoins des ménages

350 000 logements devraient être mis en chantier

La construction de logements neufs, pourtant en nette reprise, reste insuffisante pour couvrir les besoins de la population vivant en France, constate l'INSEE dans une étude publiée lundi 31 juillet. 350 000 logements devraient être construits actuellement, estime l'institut de statistique, alors que seulement 322 000 ont êté mis en chantier entre juin 1988 et mai 1989. son apogée en 1975 avec 550 000 logements mis en chantier rappelle l'étude.

Cette demande devrait cependant retomber à 310 000 vers 1993-1995, puis à 285 000 au milieu de la pro-chaîne décennie sous l'effet conjugué de la démographie et d'une évolution des habitades de vie de la population (les enfants restent plus longtemps sous le toit de leurs parents, indique l'INSEE à titre d'exemple). C'est, en effet, l'arrivée de la génération du baby-boom à l'âge adulte, vers le milieu des années 70, qui avait permis à la construction d'atteindre

L'INSEE évalue à 239 000 le nombre de résidences principales à édifier aujourd'hui pour satisfaire la demande de nouveaux ménages, auquel il convient d'ajouter 47 000 constructions pour le renou-vellement du parc. 46 000 résidences ondaires devraient également voir le jour ainsi que 15 000 logements vacants pour assurer au marché une fluidité suffisante.

REPÈRES

Inflation

Diminution de l'indice des prix japonais...

L'indice des prix à la consomma tion a enregistré au Japon une dimi-nution de 0,1 % en juin par rapport à nution de 0,1% en juin par rapport a mai. En un an la hausse des prix atteint 3%. Le gouvernement a souligné que l'indice avait diminué en juin pour la première fois depuis quatre mois. En avril et mai, la hausse des prix s'était accélérée en raison de l'introduction au 1° avril d'une taxe de 3% sur la valeur ajoutée.

... et hausse modérée dans la CEE

Les prix ont augmenté en moyenne de 0,3% en juin dans les douze pays de la CEE, Ce chiffre, qui douze pays de la CEE, Ce chiffre, qui est le même qu'en mai, est sensiblement plus faible que ceux des mois précédents: + 0,8 % en avril, + 0,4 % en mars et + 0,5 % en février. En un an, la hausse est de 5,4 %. Les hausses les plus importantes ont été relevées en juin en Grèce (+ 1,6 %) et au Portugal (+ 0,7 %). Les prix ont baissé au Denemark (- 0,3 %) et aux Pays-Bas (- 0,1 %).

Assurance-maladie

Les dépenses reprennent leur progression

Les dépenses d'assurance-maladie ont repris leur progression fin juin, après un ralentissement en mai, selon les statistiques de la Caissa nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). En rythme annuel, la croissance était de 7,7 % (4,5 % à prix constants) contre 7,5 % fin mai

et 7,9 % fin avril. Le taux de croissence annuelle des remboursements médicaux a fléchi (+ 7,9 % au lieu de + 8,2 %), malgre une forte aug-mentation du volume des actes techniques. Les versements aux établis-sements hospitaliers ont augmenté tant dans le secteur public (+ 0,3 point), en raison d'« une prise (+ 0,3 poem), en raison d'e une prise en compte progressive des nouveaux budgets hopitaliers », que dans le secteur privé (+ 0,7 point). Pour les prescriptions (médicaments, rem-boursements d'audisires médicaux, analyses biologiques), le taux de croissance annuelle est passé de 14,6 % fin mai à 14,8 % fin juin.

Etats-Unis

Hausse de l'indice de confiance

des consommateurs

L'indice de confiance des consommateurs américains a augmenté en juillet, a indiqué le Conference Board, juillet, à indique le Comerence Board, organisme patronal de recherches économiques. Malgré les signes de ralentissement de l'activité percepti-bles aux Etats-Unis, les consommateurs se sont montrés plus opti-mistes en juillet qu'en juin quant aux perspectives économiques pour les six mois à venir, et le nombre de ceux qui ont l'intention d'acheter prochainement une automobile ou un loge-ment s'est inscrit en hausse.

 Balance des paiements : le déficit français de 1988 corrigé à la balance.
 Le déficit de la balance française des paiements courants a été de 21,3 milliards de francs en 1988. Ce chiffre définitif publié par le ministère de l'économie et des finances est inférieur à l'estimation provisoire, qui faisait état d'un déficit de 25,3 milliards de francs. En 1987, le déficit avait été de

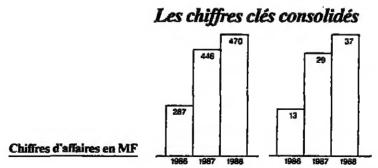
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODINFORG

L'AGO des actionnaires du 20 juin 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988, et la distribution d'un dividende global de 11.099.028 F soit 18 F par action avoir fiscal compris contre 15,75 F l'exercice précédent.

Une année de mutation

 En 1988, l'évolution du marché de la monétique nous a conduits à accélérer l'expansion de nos activités vers de nouveaux domaines proches de nos métiers de base. Cette stratégie s'est traduite par la creation au début de 1989 de deux branches nouvelles. l'une dans l'informatique financière et l'autre dans l'ingenierie du marketing, qui viennent consolider et compléter nos activités en monétique et en ingénierie informatique. 1988 a donc été une année de préparation et les chiffres montrent que nous avons su mener de front la progression de nos résultats et la mise en place des ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour le changement de structure important intervenu au début de



Résultats nets en MF

Un communiqué relatif aux avis des commissaires aux comptes est paru dans la Cote Desfossés en date du 27/07/1989.

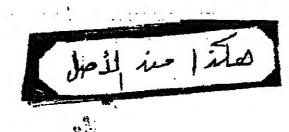
1989 Une nouvelle organisation pour de nouveaux développements

«Il est essentiel d'observer que les nouvelles structures opérationnelles depuis le début de 1989 sont le résultat d'une minutieuse préparation accomplie en 1988. En effet, celle-ci permet d'assurer simultanément et très rapidement une présence significative dans chacun des quatre domaines créés, tout en maintenant une grande cohérence avec les activités de base du groupe, qui demeurent essentielles. Cet élargissement s'est construit dans des marchés particulièrement porteurs pour lesquels le potentiel de développement dont dispose SODINFORG lui permettra d'atteindre rapidement des positions prépondérantes. Depuis sa création en 1982, SODINFORG a montré dans le domaine de la monétique sa capacité à utiliser au moment opportun ses ressources techniques et financières pour créer puis consolider ses positions. De la même manière, SODINFORG se dote aujourd'hui de moyens importants, qui se renforceront encore, pour accomplir un objectif clair: se situer parmi les principales sociétés de services en informatique tout en conservant son indépendance d'action. L'ensemble des quatre domaines ainsi constitués permet une évolution du chiffre d'affaires au-dela de 800 millions de francs en 1989 et de plus d'un milliard de francs en 1990, avec un objectif de rentabilité nette supérieure



LES SERVICES PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le Rapport Annuel est disponible sans frais, sur simple demande, au siège de la Société : 18, Bd de la Bastille 75012 PARIS



American Express a reconnu être à l'origine de la campagne de dénigrement lancée voici plus d'un an contre le banquier brésier Suisce, M. Edmond J. Safra, foncatour de la Republic National échange de correspondance, le président de la société financière amáricaina, M. James D. Robin-son III, lui a présente officiellemant sas excuses. A titre de dádommagement, il s'est engagé à versar une contribution de I million da dollars par an pendant daux ans à chacune des quare institutions choisies par 11. Semene Saire : le Comité international de la Croix-Rouge, l'hôchai cantonal et universitaire de Ganève, l'Unitad Way of America et l'Anti Defamation Lague S'idai S'Rith. Au total, American Express paiera, sur 1983 et 1990. 8 millions de dollars (50 millions de francs).

Le différend entre les deux groupes a surgi après la vente en 1883 per M. Safre à l'American Expresa de son établissement banquire basé à Cenève, le Trade Davalopment Sant, (TDS). Une diause de non-concurrence accompagnalt catte cassion. Elle obligació is Republic National Sant of Maw York 3 ne pas avoir d'autilités beneaires ou financières en Suisse jusqu'au 1º mars 1935. Cette date à paine vanus. le groupe de sociale concurrente directe de la

C'est à ce moment que fleurirant dans la presse internatio-nale, notamment en France, en

Floon-Frigant, le nouveau patron d'Els-Acutizine : l'OFA amicale de 5,7 milliorés de francs lancée en

mars per sen predecesseur sur l'entreprise chimique américaine Pennwalt a regu le feu vert de la Commission fédérale du commerce

Atlantique, au mitter de la régle-montation antiquest. Ses réserves

avaisat entraîné de multiples reports

de la date limite de l'OPA, qui

O Texas / ir topiours très défici-

taire au douglams trimestre. - La

compagnia sárianne américaine Texas

Air, maison mare de Continental Air-

itnes et de la compagnie en faillite Eas-

tem Airlines, a annoncé le 31 juillet une

certe nette de 109.3 millions de dollars

(520 millions de francs) pour le

deurième (rimestre 1989. Cette perte

est largement interieure à celle enregistrée pour la mêma période de 1988,

indique le communiqué de Texas Air qui

sculigne que le réseltat de 1389 indut

le gain expeditional de 250 millions de

naverte Washington-New-York-Boston

d'Ezstam au financier new-yorkais

cipaux actionnaires, les AGF et

l'UAP, is conseil d'administra-

tion de la CGV a décidé, dans

sa scence du 20 juillet 1989,

sous la présidence de M. Roger

idédori, la lancement de deux

actions de la Société UAP REASSURANCES et la SOCIÉTÉ

RANCE (BCCR) négociées sur le

marché hors cote à Paris contre

des actions CGV cotées au mar-

ché au comptant de la Bourse

dans la cadre des nouvelles

crientations de la CGV définies

par son conseil d'administration

à l'issua de réflexions stratégi-

de 1 action CGV à émettre

contra 3 actions SCOR et de

Sactions UAP RÉASSSU-

RANCES sous réserve de la

décision de l'Assemblée Géné-

rale Extraordinaire de CGV qui

approuver les apports résultant

Ce projet d'offres publiques

Les consails d'agministration do SCOR et UAP RÉASSU-

RANCES se sont réunis le

26 juillet et ont approuvé les

modalités de l'offre qui leur est opération.

est en cours d'examen par les

autorités boursières.

Les parilés proposées sont

actions CGV à émattre contre

Cas opérations s'inscrivent

de Paris.

cifres publiques d'échange des

Consid Teamp. - (AFP.)

mile de veiller, outre-

Avec la feu vert de la FTC

EM va pouvoir racheter Pennwalt

Benne nouvelle pour Loik Le trainait en longueur depuis plus de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

CGV

(Compognie Générale des Voitures à Paris)

quatre mois.

Italie, en Suisse, mais aussi au Mexique et au Pérou, une série d'articles évoquant les agissa-ments peu scrupuleux du groupe et de son président. Ils faisaient état en particulier d'opérations de blanchiment d'argent en profinanciers. Une anquête était alors déclenchée à l'initiative des conseillers de M. Safra. Au bout de plusieurs mois, elle remontait à la source commune de ces informations : l'American

prise de calomnies, M. James D. Robinson III vient d'écrire : « J'ai pris les mesures nécessaires pour garantir qu'il a été mis fin à cette campagne et qu'à à American Express ne participe à une telle action contre vous et vos banques. J'ai notifié aux Express qu'un comportement de cette sorte ne sera ni excusé ni accepté et ne devra jamais se La président de la société américaine a aussi tenu à rappoler à M. Edmond Satra sa a haute considération ». « J'ai du respect pour vos capacités profession-nelles, en même temps que pour les très remarquables succès de la Republic National Bank of New York et de sa direction. > M. Safra a accepté ces excuses, et, d'un commun accord, les deux groupes ont indiqué le 27 juillet que « cette affaire est

Les deux parties sont parvenues à un accord prévoyant la cession d'une usine de Pennwalt, située dans le

New-Jersey, à Thorofare, qui fabrique des résines de plastiques, utili-

sées dans les gaines pour les fils élec-

triques et comme revêtement ou

mastic dans la construction. La FTC

craignait en effet que le groupe

pétrolier et chimique français ne

prenne une place trop prépondé-rante sur ces produits. L'asine ven-

due représente environ 5 % du chif-

fre d'affaires total de Pennwalt

(1,02 milliard de dollars, soit

6,3 milliards de francs). L'accord no

deviendra effectif qu'à l'expiration d'un délai de 60 jours prévu par la loi pour le dépôt d'éventuelles contestations de la part d'autres

Dans la foulée, Elf a décidé de

prolonger jusqu'au jeudi soir 3 août la date limite de sou offre. Vendredi

28 juillet, il comptait déjà 4,67 mil-

lions d'actions apportées à son OPA.

soit 59 % du capital de Pennwalt.

D'ores et déjà, plus que la majorité

présentée et qui résulte

d'études financières, commer-

ciales et techniques approfon-

dies conduites depuis plusieurs

mois à l'initiative des quatre

principaux actionnaires de CGV,

SCOR et UAP REASSU-

RANCES : UAP, les AGF, AXA-

MIDI et le Groupement des

Les sociétés, dont la majorité

du capital est détenue par

l'Etat, resteraient les action-naires majoritaires du nouveau

groupe CGV qui devrait prendre

le nom de SCOR SA à l'issue de

le pôle de regroupement des

deux plus importantes sociétés

constituerait un groupe capable

par sa taille et la mise en com-

mun de ses compétences d'affronter avec succès la

concurrence mondiale dans la

perspective du marché unique

de 1992. Ce nouvesu groupe

disposera de fonds propres consolidés de plus de 4 mil-

liards de francs, et sa solvabilité

le situere parmi les premiers réassureurs professionnels

PARIS et la BANQUE PARIBAS

conseillent la CGV dans le mon-

tage et la réalisation de catte

La BANQUE NATIONALE DE

La nouvelle entité deviendrait

tère Mutuel (GSACM).

ces opérations.

NEW-YORK, 31 jake 1 Au-dessus des 2 650 points

Pen à peu, la Bourse de New-York se rapproche de son record absolu affi-ché le 25 août 1987. En effet, l'indice

se rapproche de son record absolu affiché le 25 août 1987. En effet, l'indice
Dow Jones en gagnant lundi
25,42 points à 2660,66, n'est plus qu'à
2,5% environ de son record absolu de
2772,41 points. Limidi cet indice a
d'ailleurs marqué une étape importante aux yeux des opérateurs, en franchissant pour la première fois depois le
31 août 1987, la barre des 2650 points
à 2660,66 points.

La baisse des taux d'intérêt aux
Entra-Unis est évidemment à l'origine
de la vigneur du marché qui ne se
dément pas depuis plusieurs séances.
En effet, amicipant un prochain desserrement de la politique du crédit de
la Réserve fédérale, plusieurs grandes
banques américaines ont diminué
lundi leur taux de base privilégié
(prime rate). Elles se sont ainsi aliguées sur la Chase Manhattan qui, il y
a trois semaines, avait baissé son prime
rate de 11 % à 10,5 %.

Sur les marchés obligataires, l'heure

Sur les merchés obligataires, l'heure est également à l'optimisme. Les taux d'intérêt ont contimé à dinnimer, notamment ceux des Bons du Trésor à trente ans qui sont tembés à 7,92% contre 7,98% vendredi demier.

contre 7,8% vendrets deriner.

Coca Cola a été très ferme, un important actionnaire du groupe, M. Warren Buffet ayant décidé de porter se participation de 6,75% à 15% dans le capital du trust. Hausse également de Philip Mocris et de Warner Lambert.

VALEURS		Cours do 31 juilles
Alexa	69	69
A.T.T	40 1/8	40 5/B
Chan Machetter Berk	52 1/2 39 7/8	52.3/8 38.7/8
Du Pont de Namours	114 7/8	113 3/4
Festown Kocisk	48 1/2	49 1/8
Exert.	44 7/8	46 3/4
Ford	48 6/E	49 7/8
General Electric		58 1/2
General Mictors	44 5/8	447/8
Goodyna	53 1/8 113 3/8	543/8 1151/8
LTT	61	63
Media CE	51 1/8	51 1/4
Plan	65 42	65
Schlenberger	42	423/8
Teresco	53 1/8	68 1/4
UAL Corp. as-Allegia	181 1/2	181 3/4
Union Carbide	21	44 1/8 h
Marintana	677/8	62 3/6
Xaros Corp.	67 6/8	67 1/2

LONDRES, 31 juilles 4 Baisse en fin de séance

La masse aginase a nomic court and a la Bourse de Londres. En effet, la séance s'est terminée sur un repli de 9 points pour l'indice Footsie qui est revens à 2 297 points. L'hésitation de Wall Street à son Parigine de ce petit renversement de tra-dance à la City. Parmi les valeurs per-dantes on remarqueit Thorn Emi qui a cédé 9 pence à 831 à la suite des récentes rameurs selon lesquelles la compagnie électronique pourrait faire l'objet d'une OPA dans de brefs délais. Aux exporte-trices ICI a abandouné 7 pence à 1 248 en zison de la buisse sensible du dollar.

passo de la busse sensible du dotar.

Des valeurs ont aéanmoins euregistré
des hausses appréciables : Cadbury
Schweppes a progranté de 3 pence à 454 et
le complomérou Pearson de 22 pence à 787
en raison de ruments d'OPA imminentes

en raison de ruments d'UPA imminentes concernant ces deux groupes. Charter Consolidated a gagné 7 pence à 556 dans l'espoir d'une offre de la part de Minorco. Les banques ont bénéficié de l'ammonce des résultats semestriels favorables pour Lloyds. La Royal Bank of Scotland a pris 18 pence à 424 après l'ammonce d'un plan de consolidation de son capital destiné à funsores on emmandes. Ferment aux planfinancer son expansion. Fermeté aux phar-maceuriques de la nouvelle action Smi-thine Beecham, née de la fusion de la firme britamique Beecham et du groupe américain Smithline Beckman. Encouragés par la lausse du sterling les fonds d'Eust ont gagné entre l'Oet 15 pence.

PARIS, 1º solt 1 Fermeté

عِلْدًا مِنْ الْأَصِلُ

La pause aura été de courte durée. Mardi, le Bourse de Paris a repris su marche en avant dans un marché caime mais néanmoins sti-truié per la sensible beisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Lunci, en fin de journée, l'indica-teur instantané perdait 0,49 % sous l'effet de prises de bénéfice. Marci, dis l'ouverture out indice remontait de 0.09 % pour afficher vers 14 h 30 un gain de 0,45 %.

L'indice de la SBF (aucien CAC) qui est calculé sur le premier cours emegistré à l'ouverture evalt atteint lundi un nouveau record à 505,8, prenant en compte ce jour-là l'accé-lération du mouvement de heusse de vendredi demier. Mardi, ce record sera-t-il battu ?

Un bon nombre d'opérateurs en étalent persuadés car actuellement tout milite pour une hausse du marché. En effet, la conjoncture est bonne en Frence et en Europe, les liquidités sont là, prêtes à s'inves-tir; enfin et surtout, les nouvelles en nance des Etate-Unis sont parrissage en douceur de l'économie américaire. Le mouvement de baisse des taux d'intérêt est à pré-sent bien encienché. Aux Etats-Unis, plusiours banques ont abaissé leur prime rate. Une décision qui a été appréciée à Wall Street où l'indice appréciée à Wall Street où l'indice Dow Jones ne se retrouve plus très foir du record affiché en août 1987, quelques semaines avant le fameux krach. Les opérateurs ont délaiseé quelque peu les valeurs industrielles au profit des valeurs bencaires et de celles de holdings qui, à leurs yeux, ont pris quelque retard ces demières semaines. Permi les heusses sensibles, on relevait le Hénin, le Compagnie du Midi, la Bafip et la Navigation Mixte, Le Rochette Carpe qui socédait mardi su marché à règlement mensuel figurait également sur ment mensuel figurait également sur la liete des plus fortes hausses. Fer-

TOKYO, 1" acik 4

Après la inanse curegistrée la veille, la Bourse de Tokyo a marqué une pause mardi. L'indice Nikkel a cédé 55,61 points à 34898,46, après avoir progressé de 248,24 points

Les prises de bénéfice out donc pesé sur la cote mais les opérateurs ne sont millement pessimistes sur l'avenir du marché. Pour eux, les

l'avenir du marché. Pour eux, les conditions sont revenues pour une hausse. Les marchés semblent «résgir à la boune santé économique du Japon», affirment-ils.

La tendance est donc fondamentalement à la hausse, déclarent la plupart des experts qui estiment que la fermeté du yen et la détenne des taux d'intérêt aux Enais-Unis constituent des facteurs sucourageants pour la Bourse japonaise.

Les valeurs électriques tourofes Les valeurs électriques tournées vers l'exportation ont toutefois

perdu du terrain en raison de la fer-meté du yen face au dollar.

VALEURS	Covers du 31 juillet	Cours de 1º soût
H	. 760	755
destra	1 710	1 890
ACE	. 1780	1 750
Bark	3 640	3 640
rede Motors	. 2000	1 980
atsurbita Bectric	2 360	2 350
Coubiehi Hopey	1 250	1 240
any Corp	. 7 920	7 920
ryote Maters	. 2560	2570

vation pour près de deux mille clients privés et institutionnels.

Roger Kempf, agent de change depuis 1960, cédera prochainement la présidence de la société à M. Christian Mermet, directeur de la Banque Indosuez, mais restera conseiller du président.

Soivay (Beigique) acquiert
 se firme brésilieune de PVC. ~

Le groupe chimique belge Solvay vient de prendre le contrôle de la firme bréallienne Brasivil Resinas

Vinilicas, un des principaux produc-teurs brésilient de PVC.

use firme by

FAITS ET RÉSULTATS

Sandoz-Allemagne et Eiszi (Tokyo) fondent une société com-mune. – Sandoz-Allemagne, la filiale ouest-allemande du groupe chimique suisse, vient de conclure un accord avec le groupe pharma-ceutique japonais Eiszi Co (Tokyo) pour la création d'une société cum-mune détenue à part égales.

Cette société, qui a son siège à Nuremberg, est chargée du déve-loppement et de la commercialisa-tion de produits pharmacoutiques Bisai en RFA, en Autriche et en

Le groupe Eisai réalise un chiffre d'affaires annuel converti de 2,6 milliards de deutschemarks 2,0 miliards de deutschemarks (8,9 milliards de francs) avec qua-tre mille employés. Il fait partie des premiers groupes pharmaceutiques du Japon.

En 1988, le groupe Sandoz a réa-lisé un chiffre d'affaires consolidé de 12,2 milliards de deutschemarks (41,5 milliards de francs).

La CGM preud une participation dans une société de Bourse ancéleune. — La Caisse de gestion mobilère (CGM), filiale à 80 % de la Banque Indosuez, a lavé son option pour la prise de contrôle majoritaire de la société de Bourse.

La CGM, spécialisée dans la ges-tion et l'intermédiation de valeurs obligataires et monétaires, com-plète ainsi sa gamme d'activités en accédant directement au marché La société de Bourse Roger

Kempf SA emploie treute per-sonnes et gère i miliard de conser-

n'a pas été révélé, a été réalisée par le biais de la filiale brésilieune de Solvay, industrias Quimicas Eletro. Brasivil produit quelque 90 000 tonnes de PVC par an pour un chiffre d'alfaires de 80 millions de dollars (520 millions de francs).

 OPA de Blacks Leisure sur Goldberg (textiles britanniques). – Le détailsuit britannique d'articles de loisirs et de sport Blacks Leisure Group lance une offre de rachat sur les actions du détaillant de vêtements Goldberg and Sons pour une valeur de 32,9 millions de livres, soit 345 millions de francs.

La direction de Goldberg a immédiatement rejeté cette offre comme étant stotulement inadé-quete. Mais la compagnie d'invesquate. Man la compagnie d'inves-tissement Charterball, qui détient 29,9 % du capital de Goldberg, a déjà accepté cette offre. Pour le dernier exercice 1988-1989, Gold-berg and Sons a enregistré une perte de 2,9 millions de livres.

PARIS:

Second marché (mélection)					
VALEURS	Coun pric.	Demis:	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arment & Associan Asynal RAC B. Demacky & Assoc RLCR Below Bollon Technologias Below College College CAL-do-Ft. ECCLI CA.T.C CDME C. Eggis, Black C.E.G.C C C C.E.G.C C C C C C C C C C C C C C C C C C C		436 255 330 50 515 800 433 974 225 346 750 600 152 1800 400 780 278 440 688 605 250 340	La gd livre de racia Loca fovestissament Loca fovestissament Locareix Metallurg, Minière Métrosanvica Métrosanvica (horse) Para S.A. Présenca Assuranca Publica: Filipsechi Razal Racia (horse) SGobies (horse)	23 10 201 248	440 281 50 149 258 195 80 22 70 198 198 198 530 548 65 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68
Corticopent Courts Durin Durin Durin Durini		1006 460 50 153 1470 1226 531 123 17 76 486 960 307 820	Selection Inv. (Lycna) S.E.P.R. S.E.P.R. S.E.P.R. S.M.T.Goupil Socializing Socializing Supra Thermador Hold. (Lycna) TF 1 Union Finance. de Pr. Viel et Cia		536 1873 d 530 345 667 269 218 409 10 194 510 213
LC.C. Ide Idenne Idenne ICE Int, Mani Service		253 20 250 146 300 E30	36-15	TAP	

Marché des options négociables le 31 juillet 1989 Nombre de contrats : 9 972.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE		
VALEURS	-	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	
	exercice	dernier	dernier	dection	demier	
Accer	636	55 55 39	-	4	-	
CCE	400	55	-	1,50	2,98	
EX-Aquitains	488	39	41,18	4	-	
Eurotamed SA-PLC	98	8	12,90	4,90	7,89	
Lafarge-Copple	1 559	181,50	41,18 12,98 225	3	_	
Michelia	180	7,50	14	7,50	9	
Mid	1 400	45	22		42	
Paries	528	9	28	22,90 22,90	-	
Pergeot	925	38	72	22,98	32	
Seint-Gebatz	600	72	85	-	(-	
Société générale	526	20	-	-	-	
Thomson-CSF	220	10	19	-	16	
Source Persier	1 600	-	166	-	46	
Seez Financière	360	15	24	6,60	-	

MATIF

Notionnei 10 %. - Cotation en pourcentage du 31 juillet 1989 Nombre de contrats : 48 768.

COURS		ECHE	ANCES	
	Sept. 89 Déc. 89		. 89	Mars 90
Dernier Précédent	109,84 109,60	109 109	,56 ,34	109,32 108,94
	Options	sur notionn	el	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
TAIN DEAGACICE	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	1,96	2,10	0,04	0,52

INDICES

CHANGES Dollar: 6.3170F =

Le dollar était toujours faible le mardi 1" sofit au matin, après avoir nettement chuté la veille sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt américains. D a été coté à Paris à 6.3170 P. contre 6,3150 F la veille. Plusieurs ban-ques américaines, dont la Citi-bank, ont amoncé lundi la diminution de leur prime rute de 11 %

à 10,5 %. FRANCFORT 31 julies 1" antic Doller (an DM) .. 1,369 1,863 TOKYO 31 juillet 1" noût Dollar (en years) .. 138,30 136,90 MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (1" août)..... 93/1695/16% New-York (31 juillet).... 115/165

BOURSES PARIS (MSEE, base 100: 30-12-88)

28 juillet 31 juillet Valeum françaises ... 119,2 118,6 Valeum étrangères ... NC 115,2 (SBF, base 100: 31-12-81) 585.8 Indice général CAC . 583.3 (SBF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 .. 1824,24 1814,19 (OME, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . . 513,90 509,76

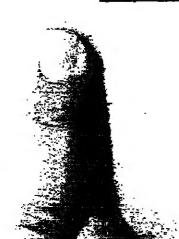
NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industrielles 2635,24 2660,66 LONDRES (Indica e Financial Times ») Industrielles 1 924,8 1 912,1 Mines d'or 193,6 Fonds d'Etat . . . 87,16 TOKYO 31 juillet 1 août Nikkei Dowless ... 34953,87 34898,46 Indice général ... 2628,99 2627,62

LE MARCHÉ INTERBANÇAIRE DES DEVISES

- 1	4 4			UN MOIS				DELC		15	SEX INCUS			
).	+ bes	+ hest	Re	p. +	ou d	Mg	R	p. +	oe d	éр. —	R	p. +	PD (ščp.
SE-U.	6,3150	6,3200	+	10	+	25	+	30	+	55	+	155	+	235
\$can	5,3450	5,3549	-	185	-	145	-	315	_	265	_	770	-	660
Yez (100)	4,6160	4,6235	+	145	+	170	+	265	+	290	+	790	+	884
DM	3,3833	3,3873	+	49	+	66	+	96	+	119	+	308	+	374
Floris	2,3990	3,0039	*	40	+	52	+	80	+	98	+	245	+	255
FB(100)	16,1600	10,1799	+	45	+	115	+	85	+	285	+	345	+	785
	3,9300	3,9350	+	53	+	72	+	112	+	140	+	368	+	444
L(1 900)	4,7040	4,7110	-	160	-	120	1-	298	-	230	-	758	-	63

17	AUY DE2	EUKUMON	NAIES	
\$E-U 2 5/8 Bad 6 7/8 Flocis 7 3/16 E.S 7 3/16 L(f 600) 12 £ 13 3/4 F frame. 9 1/8	8 7/8 8 1/2 7 1/8 613/16 7 1/4 7 1/16 8 7/8 8 1/4 7 7/16 7 13 1/4 12 14 1/4 13 3/4 9 3/8 8 7/8	8 5/8 8 7/16 6 15/16 6 13/16 7 3/16 7 1/16 8 9/16 8 5/16 7 1/8 6 15/16 12 1/2 1/2 13 7/8 13 3/4 9 8 7/8	6 15/16 6 3/4 7 3/16 7 1/16	8 3/8 6 7/8 7 3/16 8 9/16 6 15/16 12 3/8 13 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



F-6 % 1870年の日本が STATE OF THE PARTY والمعاطية والمناطقة ALC: YELLO water a second Times. ---"神像";二

. ձահեր .

"大学"。 WAYNET B To make the said Why from Section 1 1 - 1 marine 24.44 4000

450 Section 1. The fratio S. + 80% 54 . 66 Su Marie 1845 A

4,5 54 -**** Z.4

· · · - - gameran That ballet 基本技术

Berger Has

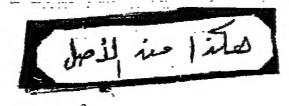
Service of Service

Marchés financiers

PARIS

nd marché

BOURSI	DU :	1er A	OUT													s relevés 5 h 01
Company MALEURS Cours pariodd on	min Demier % us cours +-			Rè	gleme	nt m	ens	uel					Compan- setion VAL	EURS Cours Press		% +-
3786 CHE 35 ± 3800 37: 1125 BNP.TP. 1065 102 1212 CCF.TP. 1180 115 1187 Cdd Lyon TP. 1142 114	0 1200 Lang 1995	VALEURS	Cours Premier Dennier précéd cours cours	% Compe	VALEURS CO	ors Premier	Denier	% Compan-	VALEURS		mier Demier	%	B2 De Bas	sy Mines 95 10 95 ss 90 80 91	20 90 60	- 0 11 - 0 22
1212 C.C.F.T.P 1180 118 1187 Cold. Lyon. T.P. 1142 118 1850 Ransek T.P 188 2010 Rhose-Poul. TP . 2050 206 1240 Sh-Gobain T.P 1246 124	1143 + 0.09 1821 - 0.82 530 2059 + 0.44 1100	O Cr. Lyon. (Cl) +	645 633 638 187 1169 1178	- 140 1540 + 103 1340	Laterge-Coppie 171- Laters & 135	4 1714	1718 1360 3987	+ 0 23 1360	St-Loù t	1374 13	75 1375 35 2720	+ 0 07	67 Driefon	te Sank 2298 2328 or Bank 1240 1271 tain Ctd 68 50 68 fallon 737 778	10 69 10	+ 139 + 242 + 088 - 137
740 Acces 734 73	741 + 095 3150	Crount t	514 515 536 690 590 693 5181 3289 3289 1545 1550 1550	+ 409 3910 + 043 2210 + 340 1490	Lagrand (DP) + 223 Lagrand (DP) + 223 Largy-Sowark 150	0 3961 0 2250	3987 2210 1501	+ 171 590 - 090 925	Saheper	2710 26 590 56 963 8 740 7, 286 2	50 590 90 974	+ 037	730 Du Pon 310 Eastras 14 50 East Ru	n Kodak - 305 302 pd 18 70 17	50 302 50 50 18	- 082 - 374
2000 Als. Supersa	2100 - 005 315	Da Dietrick 1	1545 1550 1550 220 219 219 330 325 320 558 561 561	+ 0 22 730 - 0 45 505	Locations \$ 51	5 763 5 521	769 523 852 537	+ 052 295 + 155 705	S.A.T. & Seul-Cafit (101) . Seupiquet (Na.) . Schoolder &	740 7. 286 2. 803 8. 805 8.	35 801	- 270 + 052 - 025	335 Electro 580 Ericaso 295 Erson (320 Ford M	carp 280 10 288	50 349 50 593 90 288 90 317	+ 133 - 1 + 314 + 225
2540 Arjon. Prices # 2746 275	2725 - 0 55 9290	D.M.C	467 40 471 40 468 888 3890 3836	- 303 835 + 036 506 + 013 4100 + 129 1810	Lachtine #	0 525 0 4225 3 1914	537 4281 1975	+ 1 32 77 + 1 69 1060	SCOA# SCREG #	75 30 1	76 50 76 60 75 1077	+ 037 - 092 + 047 + 101	53 Fraego 146 Gencor 365 Gén. B	6 51 90 52 143 50 144	90 52 80 50 144 50 369	+ 173 + 070 + 336
1010 Ass. Entrupt. # 384 98 655 Ar. Danmark # 680 67	989 + 051 1090 989 - 1 52 2000	Dumper # 1: Dumper Labbi 1: Desc (Gio.) # 2:	1118 1110 1118 1015 1000 964 1180 2189 2177 808 608 602	- 305 225	Majoratta (Ly) (c. 282) Mar. Wandal (c. 444)	3 50 96 3 289 5 10 445	4281 1925 94 50 289 90 449 90	+ 107 510 + 244 1640	Settmep ± S.F.L.M.±	500 E	18 F.OF	- 059 - 108 + 068	280 Gen. M 163 Goldfie	igique	285 20 152 90	+ 0 18
310 Bai Imantica 320 31	1 968	Econ #	014 1010 1034 568 569 555	- 099 355 + 197 4450 - 229 205	Matta ★ 37/ Martin Geric ★ . 452/ Mattalourop ★ 18/	2 1 370 100	371 4500 184 293 90	- 027 770 - 043 620 - 239 1210	Since Since Sk. Rossignality	1202 12	80 825 10 810 14 1205	+ 061 + 018 + 025	73 Harmon 73 Histochi	ropolitais 62 40 63 by 30 90 31 73 20 73	4D 31 40 10 73 10	+ 095 + 251 - 014
596 Ca Buscaire ± . 620 61 590 Busir HV. ± . 611 61 670 Bighio-Gay ± . 658 65	810 -048 550 624 +055 420 810 -016 1330 664 +091 3110	Epecia 8F 17	423 421 90 418 280 1280 1280	+ 0 59 255 - 1 65 179	Michelia 17/ Michelia 138/	8 70 190 0 1390	293 90 180 1432 205 420	+ 170 945 + 073 515 + 377 167	Ságos 🛊 Sociési Génér, Socieczi	965 95 526 5 146 14	8 956 5 525 18 10 148 10	+ 0 10 - 0 19 + 1 44	1020 Hosche 190 Imp. Ci 725 IBM	t Akt 1003 1010 emical . 130 50 129 719 725	1010 20 129 50 725	+ 070
. 200 Berger Mal 898 89 .725 Sic ★ 744 74 790 78 	735 - 121 1500 784 - 0 78 1600	Emil by DPhy 11		- 1 49 205 + 0 88 406 215	Mar Satisty (Mar) . 420	0 420 3 10 217 80	215 t	+ 0 39 174	Sadero (Na) Saderbo # Sagerel (Ny)	180 18 3610 36	10 180 10 3820 15 50 115 50	+ 028 + 043	185 hb-Yok 200 Mec Do 107 Metsus	mids 193 60 197	80 195 50 197 50 30 109 30	+ 0 33 + 0 28 + 2 07 + 0 74
3000 Buspain S.A. ★ 3175 316 786 Bon-Marché ★ 780 79	3200 - 0 16 1610 792 + 0 25 780 747 + 1 38 780	Eurocan 🛊 10 Europan 1 🛊	520 520 520 520 699 1665 1675 631 1632 1642 036 3035 3000 833 838 850 9170 82 82.96	- 141 145 + 087 996 - 119 182 + 204 370	Mouliner (1427) Novi-Sit (1881) Novi-Sit (1881) Novi-Sit (1881)	9 10 190 90	145 90 1084 188 383 10	- 0 58 1570	Sogerapit Source-ASED. 🛊 . Source Parrierty	389 35 2599 266 1643 164 871 86	22 391 2598 18 1650 17 862 11 705	+ 051 - 004 + 043	480 Minnes 335 Mobil C	25 May 14	10 479 477 50 20 322 20	- 021 + 192 + 006
730 Rouygua ★ 737 73 129 B.P. France ★ 125 80 12 720 B.S.M.★ 746 74 705 Canel Plank 722 72	747 + 136 104 126 50 - 0 24 1530 762 + 0 80 1340	Europeal &	91 70 92 92 95 555 1552 1554	+ 136 586 - 006 890 + 037 1390	Noovelles Sal. # 826 Occid. (Sals.) # 880 Oran.F. Pario # 1430	8 622 3 890	828 896 1425	+ 0 34 1160	Sower # Spie-Berigmol # Screior # Scer	1140 114	705	- 103 - 276 - 088 + 039	245 Morgan 30480 Nestlé 1160 Nestlet	JP 250 80 257 32600 328	80 32850 1235	+ 247 + 077 + 3
2390 Cup Gent. S. #	2348 - 0.47 1080 3651 + 0.17 220 30 208 80 - 1.23 485	Fiches Seathers 11 Fiches Seathers 2 Fiches Libert 2	150 1150 1141 218 10 218 80 218 10 486 485 482	- 078 415 086 485	Olde-Caby # 4589 Cold (1.1) 4589 Parities 501	0 407 40 8 4561 1 602		+ 478 440 1	Syncholobo 🛊 Thomson-C.S.F. Total (CFP) 🛊	363 10 36 458 46 213 21 514 5	3 90 464 5 215 50	+ 131 + 117	161 Norsk 128 Ofel . 1670 Petrolis 945 Philip N	139 50 139 122 60 124 2013 2030	90 141 50 90 124 90 2030 1002	+ 143 + 188 + 084 + 131
133 Commo A.D.P. + 133 20 13 920 Contraren D.L 930 921 1200 C.C.M.C. 1160 1160	133 40 + 0 15 2040 1770 1780 - 0 54 576	Gescognest 8	036 2034 2031 750 1750 1770 580 578 578	- 025 440 + 114 1050 - 017 325	Paris-Résec. ± . 474 Pecheticon ± . 1138 Pachiney CIP ± . 316	5 1121 5 20 315	1150 318	+ 158 97 + 132 1310 + 057 435	- learning let	99 (9 1285 126 565 55		- 010 - 054 + 071	122 Philips 95 Piecer I	127 127	90 127 90 93	+ 0 63
270 Contrast 255 20 255 686 Cotalent 688 688 688 435 Cons ± 444 30 444 540 C.F.A.O.± 570 570	20 444 40 + 002 705	Gerlands 7	680 1704 1891 820 811 810 717 710 716	+ 0 65 220 - 1 22 420 - 0 14 1420	Perkeet 435 Permod-Ricerd 1471	1 1471 1	441 1473	+ 138 615	UC.* U.F.*	1285 126 565 55 1055 106 800 80 986 97 329 32 808 80	8 569 5 1085 0 615 0 870	+ 095 + 250 + 041	465 Quitrelo 320 Randio 430 Royal D 53 Rio Tira		426	+ 061 + 095 - 036
445 C.G.F 446 50 440 1800 C.G.J. belower 1850 1821	50 448 + 0.79 1070	- (certif.) 5	530 3530 3530 095 1099 1055 515 526 520 520 1518 1526	- 184 506 + 097 770	Present S.A	501 779	932 505 784	- 098 780 II	LCR # kitalik Valio #	329 32 808 80 835 82 415 20 41 372 50 -37	9 328 7 813 7 841	- 030 + 062 + 072	33 Sant. & 47 St. Heig 270 Schlam	Seetzbi 33 60 33 se Co . 47 30 48 berger . 264 266	48 264	+ 060
1760 Cherana S.A. 1140 1187	1559 + 177 1510 589 - 018 935 1167 + 148 415 1565 - 005 1010 663 - 031 560 747 + 163 1310	Hachette # 4	940 950 935 435 430 435 330 1028 1033	+ 0 33 1150 - 0 83 656 720 + 0 28 3400	Pricaball Sic. ± 1180 Pricagaz ± 736 Pricagaz ± 781 Promodies ± 3551	720 785 3580	721 789 3600	- 190 365	Valouss 🛊 Va Banquest Zodiac 21 Gebet 🛊	1158 120	n lous i	- 006 + 174 + 032	45 Shell to 2070 Semen 385 Sony . 52 Telefon	AG 2075 2080	50 43 90 2071 360	- 0 68 - 0 38 - 0 41
186 Locatory 188 90 189	[191 + 1 11 345	Harrimon # 13	572 575 603 372 1370 1372 348 350 350 30 140 50 240 238 10	+ 542 575 171 + 088 3300	Redictache. ± 580 Raff. D. Total ± 158 Reducts Eul ± 3900	575 152 50	595 154	+ 2 55 160 / - 2 53 225	Amax inc	169 16 235 50 23 253 25 148 90 15	1 161 8 237 5 256 c	+ 125 + 064 + 140	52 Talefon 276 T.D.C. 63 Toshiba 450 Ubikana	265 80 262	05 52 10 262 63 05 60 455	+ 029
	380 - 026 235 1042 + 077 8570 50 228 + 044 486	Inst. Ministry 5	948 350 350 30 240 50 240 238 10 800 5590 5590 528 528 538	- 183 548 - 015 340 + 188 1900	RPoulenc CP # 557 Robur financ 360 Rouses-Uchst # 1802	562 366 1810	4000 554 365 1800	- 054 163 4 + 139 450	Ingle Amer. C Imgold Sanco Sentandes	148 80 15 453 45 323 33	4 454	+ 2	345 Unit. To 505 Vani Re 455 Volvo	cha 344 50 344 ds 507 520 474 474		+ 237
1020 Compt. Med. 1016 1025 930 Créd. Foncier 1030 1026 480 C. F. Internet. 458 454	1023 + 0 65 1680 1030 - 1380 457 80 - 0 28 1180	Litaberry 13	996 1699 1699 180 1390 1398 108 1305 1308	+ 0 18 3540 + 1 30 167 + 0 17 1450	Secure + 1415	30 170 30	170 30		BASF (Act) Soyer	968 97 1002 100 74 30 7		+ 021 + 050 + 538	210 West D 430 Xertex C 169 Yamens		210 424 171	+ 160 - 028 - 058
195 (C.C.F.) 195 90 195			nt (eflection)	- 2 13 i 680	Saine-Gottain 681	1 663 1	684	SICA	Complete description of the co	245 501 24	8 248 1	+ 061	3 15 Zembie	Corp 330 3:	31/	/7
VALEURS X X	WALEIDS C	Cours Dersier préc. sours		nest Dernier éc. cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachar:	VALEURS	Emin Frais	sion Racket	VALEURS	Emission Freis incl.	Rachet
Obligations		642 200 2200	Magaine Unipit		Vicipals Vicipals	[1887 141	AAA	444.00	1030 79 233 85	France-Index Sichy France-Ionattina.		1 50 108 31 5 57 434 70	Pervalor	693 78 250 23	673 57 249 68
5mp. 8,80 % 777 123 76 1 80 9,80 % 76/93 102 60 0 50	Codental (Ly)	1289	Magaert S.A	450	Waterman S.A Brass. du Mieroc		785	Actions France Actions villactions for	570 67 558 49	550 04 645 29	Fance-Obligations Francis	45	8 10 453 56 8 26 474 04	Pleasurest A	752 90 1155 57	734 54 1155 57
10,80 5 79/94 105 05 1 97/ 13,25 5 80/90 103 89 2 14 16,20 5 82/90 103 07 8 87	2 Cis kaketsielle	470 9300 407	Mars	- 171 - 428 50		ngères	-	Actional AGF. Actions (un-CP) AGF. 5000	. 1221 08	832 90 - 1191 30 848 09	Francic Pierre Francic Régions Franci Associations	123	2 04 108 78 2 40 1196 50 7 78 27 76	Placement J Placement J Placement Permis		71359 11 55511 85 53706 14
16% juin 82	CALP.	1080 15 35	Ordel 1.1 G.L	1400	AEGAizo	139 50	400 140	AGF. BOU AGF. Forcier AGF. Interfacts		1054 94 119 79 435 57	Fracti-Épargee Fracticopi		9 88 29 13 3 99 33 49 8 65 109658 65	Préviouse	115 06 10711 01 112 90	111 99 10700 31 109 88
12.20 % oz. 54 110.28 9 5 11 % 65-85 116.17 4 8 10.26 % name 86 108.95 3 9	2 Coldby	544 142 10	Polaci Morrecoti Folial Memorat Frafricance	. 750 . 215	Algement Brands Armerican Brands Arm. Petrolina	540	136 495	AGF. DELIG	129 85	126 68 1086	Fraction	24	726 243.61 171 108.19	Prin/Association Quartz	22788 68 2 125 29	22768 69 122-20
ORT 12,75 % 89 111 41 1 26 OAT 90 % 2000 111 41 1 26 OAT 9,90 % 1997 100 65 6 20	Dejrement	496 1580 4300	Paris France	. 256 228	Arted	1019 198 480 10 1924	481	A.G.F. Sfounds Aglanc Alleli	. 890 71 . 209 95	10607 35 873 86 202 36	Fructions Fruction Fructi ECU	4307		Revenue Trimontriols Revenue Vert	9536 45 1169 34	163 54 5481 64 1152 05
Oxf 8,80 % 1996 107 28 4 87 Cb. Francis 3 % CNS Squeet jame. 82 101 22 0 74	Eng. Rans. Victor	1090 1260 3900	Patenia Paten, Risq, Dic	. 1530 . 2160	B. Régl. Internet Br. Lembert	39250 730 135	39010 720 140	ALT.O	57275	172.58 6026.49 632.70	Francis Première François (j	1170	78 1132 28	St-Honoré Bio-stimust St-Honoré Global St-Honoré Matignon Pl	933 05 283 (5) 224 05	690 75 271 02 213 93
Old Parker	Bectro-Banqui	1948 325	Promodie 145	795	Conyeller corporation	160 29 85 911	150 30 900	Activações court nome Amoria Associ Fotor		5506 36 1151 18 364 60	Gestion Association Horison	1215	122 159 63 76 1180 35	Selfonori Padigue Selfonori P.M.E Selfonori Real	809 15 537 72 11640 16	581 53 513 34 11593 78
CM junt, 82 101 25 0 74 PTT 11,20% 26 110 66 8 6 CFF 10,30% 86 108 4 90	Enalt-Bretagne	500 314 50 801	Publicis	. 5510 . 820	Dert. and Kraft De Beers (port.) Dow Chesical	570	578	Averic C.L.C.	. 1421 70	1380 29 109 97	isterablig Interablick France	12247	36 1177631 04 52528	St-Honord Services St-Honord Technol	536 99 847 38	516 34 808 95
CRE 11,50% 86 106 81 1 67 CRE 10,90% 46c 86 . 112 40 5 78	Europe Scules Index	2756	Roquis (Fis.)	. 620 . 355	Gén. Belgique Genant	1290 147		And Europe	. 123 21	1481 10 117 62 126 67	lepecie Jeuns ápergus Jelian-Américas	239	S 236 42	Se-Honord Valor	5857 24 10876 73 16	11919 04 + 5251 39 + 10878 73
C.R.C.A. T.P	Fore	250	SAFAA	. 995 . 390 s	Goodyser Grace and Co GTE corporation	330 210 370	204 369	Am Valents PER Bred Associations Capturit	2572.37	125 31 2584 88- 1009 13	elite Europe elite Especial	300	89 252 CZ	Scorden (Caudim BP) Scory Associations S.F.L. iz. et étr.	735 82 1443 74 727 04	724 95 1441 58 705 86
Mindojs L6% 5/7	Forcine	580 520 525	SAFT	3020 230	Herelets-Packard Homeywell Inc Johnsonberg	546 1020	550	Capital Plan	. 1689 41	1689 41 23 34	eline innotifer eline isput	255	55 42 85	Scar 5000	432 S\$ 831 S5 686 45	421 39 803 54 677 81
VALEURS Come Den	France LARD	1110 765 333	Street 350 SCAC 350	145 10 350 560	Kabota Latonia Minimal Bank Pt; Mineral Ressource.	53 36 50 94 10	36 90 91	CP (voir AGF Actions) . Comis	. 5414.83		affica-Obig affica-fland affica-fokyo	158	11 189 13 42 364 12	Shem	461 82 214 23	449 46 212 11
Actions	Frans. Paul Repard		SEP. 00	472 161	Normali Normali Diveti Pathout Holding	125 25 422	125 25 20	Comptension Convenience	112.28 401.02	108 01 385 60	aritaria ion-Associations ion-institutionals .	5246	81 5238.95 11 11555.11	Shirter S.H.L. Sogaphigus	374 02	454 01 1216 21 380 50
Agacha (Bid. Fin.) 1475 A.G.F. (St Cant.) 1010 Applic. Hydrand 1010	Genetica	322	Street (1)	360 366	Pfker Inc. Proces Section Ricch Of Ltd	407 736 54 80	414 735 51	Drouge-France	1077 31 890 21	1041 89 1 849 84 1	compine ion Trésor	775	26 767 58 2129 70	Sogner		11:9 49 1403 22 537 58
Arbei	Gds Moulins Preis	415	Soficial	1148 542	Robeco Robeco Rudemot	321 325 10 488 80	325 325 50 489	Drougt-Schooling Drougt-Schooling Drougt-Schooling		265 77	ions Bosto Investis ions portainalle Militaratule	749	31 727 49 62 189 61	Stratigie Actions Stratigie Rendestent Technocic	1225 58 1 1163 55 1	1189 12 1126 91 1189 02
Bein C. Montos 350 Banque Impotit. Eur Bighin-Say (C1)	itum, Plaine-Morceeu		Softered 250	1239	Semu Group Shell it. (port.)	11 70 33 50	11 90 33 70	Estate Estatul Capitalistica . Estatul investiment	1143-36 2040-84 400 13		kentul CC Kentisk konsissen Keneie		86 431 36	Techno-Gen	5544 18 6 520 85	6342 87 515 89
Blancy-Ounit 388 Blanckerine 5000	Issuebingse	5350	Scotlan Autog Speakel Sour (Fix. de) CIP 257	863 631	S.K.F. Alziebolog Steel Cyrol Can Tenneco	625 116 350	850 114 c	Econol Monepanilee Econol Montaire Econol Tricoppiel	. 51387 23 1 32771 67 1	51397 23 1 3277 67	koné 1	51909 56254	39 51809 39 58254	Transcontinents	107519 94 107	88 23 1101 99 7519 94
8.T.P. (Dampagnia)	Jacquer	1780 238 d	Taking	3710	Thom EM	90 45 80	87 50 46	Bissi	2134336 265 66	2134338 1 253 61 1	kande Unis SA kain Epagra	158	57 149 47 74 13909 64	Triion		6275 51 663 17 104 72
Cable	Lambert Friend	424 c	Talianicacique Elect. Testani-Auquites	556	West Rend	. 6	6 50 227	Epercent Scar	4235 91 24760 96	422535 1 24723 E7	isto-Epergra Trêsco isto-Court teasu isto-lass	217637 1237	217607 18 1204 07	Uni-Autociations University University	114 50 588 76	114 50 585 55 1343 54
CES.Hig 380 Cantan Birety 3545	Local	429 418 1240	Ution S.H.O	800 608 552		-cote		Epergra-Capital Epergra-Count-Terms Epergra-Countains	8523 72 530 54 1719 33	E30 54 I	ntin Obligations atio-Patrimose atio-Patrimose	1533	89 1492 84	Uni-Garantie Uni-Régions	1359 64 1 2224 40 3	1332 95 3107 86
Carabasi (Ry) 145 141 C.I.C. (Finance, del 209	Love (Std)	3200	UTA	2106	Banque Hydro-Energie . Buitosi Catalphos Chemboscy (ML)		201	Epinger-Industr. Epinger-Inter Epinger-J	90 74 640 65	86 53 JA 823 41 JA	ntio-Revers ntio-Sécurité ntio-Valeurs	11757	76 1059 17 12 11757 12	Urisma	188 87 1308 34 T	2276 40 168 57 1296 22
Cote des	changes	Mai	rché libre	de l'or	Content	235 80 180	340 d 55 20	Episyre Long-Tenne Episyre Monde Episyre Premilin	194 84 1407 15	188.85 H	ippoe-Gen ont-Sud Développ. onuseil	6391	03 6101 22 99 1216 58	Univer-Obligations Valorum Valorum	594 74 7649 97 1	1598 73 580 23 1648 32
MARCHÉ OFFICIEL COURS	COURS COURS DES 8		ONNAIES COUR DEVISES price		Copenix Gachot Gay Degressia Hariso-Ricolla-Zan	212 508		Episyre Oblig	199 83 1104 01	194 29 0 1074 48 0	bii Association Minis Mondiai	121 9273	41 120 21 57 9136 62	Vakad		1343 97 2914 06
Energy (\$1)	6317 6 126 7 014	348 Piles from	n en herrel 75500 lingert 75000 spaine (20 fr) 442	75800 75800 440	Hanto-Region 210 Hangayana Marin hannahilat Hisolas	297 240		Epargra-Unia Spargra-Valeur Epaika	45577	453.30 0	blicic Régions blig. toutes cestig billion	153	151 05			
Alemante (100 DM)	16 171 15 850 300 240 250 500 8	16 850 Piles tran 310 500 Piles trais 91 500 Piles istin	reains (10 fr) 381 rea (20 fr) 451 rea (20 fr) 430	454 436	Particip. Percies	355 240 10	370	Santis Leaders Santipo	1133 73 1236 51	110071 0 118685 0	bistorid	10525	30 10826 30 89 1203 57	PUBL	_	3
Danesark (100 tro)	92 290 89 500 10 485 10 160 3 916 3 750	97 500 Souverain 10 950 Pilce de 2 4 550 Silce de 3	558 20 dollars 2760 10 dollars 1432	554 2740	Secra-Metra Serv. Equip. Vala S.P.R.	380 55 30 700	372.50	Euro-Gan Fornicar (diu. par 10) Fornical		10957 34 P	neier mbes Eparyne mbes Occortanités	16135	33 16103 12	FINAN		₹E [
Italia († 000 Sina) 4 705 Summe († 100 St.) 393 320 Summe († 100 St.) 99 080	4711 4400 392 650 390 500 4 99 070 96 500	402 500 Pice de 5 104 500 Pice de 5	5 dollars	2905 455	Sté Lacteurs du Monde Urines Union Bossaries	590 380 144	121 50 0	France Avenir 4/4 Ret France-Gen	1 13 9090 62	109 P 8678 40 P	sides Patringica	569	32 546 11 ● 85 90 94	Renseign		33V
Antoche (100 sch)	5397 5200	5 790 Or Landre			Wooder	1470 .		France-German	256 55	258 12 P	etricações Retraito	176	172.62	45-55-91-82	, puste 43	33U
Portson (100 esc.) 4 052	4045 3900	7000	296			Senat !					15					K
	4 045 3 900 5 359 5 170 4 620 4 470	5 570 Or Hongita			e : coupon di	étaché –	o : offer	t - •: droit d	létaché –	d : demar	d é – + :p	orix précé	ident – 🛧	: marché continu	***	SCHOOL ST



ÉTRANGER

- 3-4 L'assassinat au Liban du lieutenant-colonel américain William Higgins.
- 6 Chine : les autorités exaltent l'action des mili-
- Pologne : la libération des prix alimentaires.

POLITIQUE

7 Deux points de vue sur le rôle du Conseil constitutionnel : « Les enjeux », par Laurent Cohen-Tanugi; Clarifier pour progresser », par Loic Philip.

SOCIÉTÉ

- 8 En Corse, 5 000 hectares L'installation à Strasbourg du secrétariat de
- Frontières humaines. 9 Remodelage en profonsupérieur.

CULTURE

- 11 La Festival d'Avignon : la Clairière des mota, d'Hervé Diasnes.
- 12 Bill Irwin à Broadway. Le programme de la Mos-tra de Veniss.
- COMMUNICATION.

- 17 Poursuite de la crois-La préparation de la loi
- 18 Un exemple de coopération syndicals en Lor-
- 19 Lei rapport de la COB sur la Société générale.

SERVICES

Annonces classées14 Carnet 9 Métécrologie 10 Mots croisés 10 Radio-Télévision 10

TÉLÉMATIQUE

Les résultats des grandes écoles : 3615 tapez LEMONDE

Les offres d'emplois du Monde : 3615 tapez LM

Un nouveau paquebot géant est commandé aux chantiers navals de Saint-Nazaire

M. Alain Grill, président des Chaptiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe GEC-Alsthom), a indiqué, mardi 1ºº août, que l'armateur américano-norvégica Royal Admiral Corporation de Miami venait de confirmer la commande d'un nouveau paquebot géant. La commande avait été négociée en novembre 1988 mais était assortie d'une option jusqu'à fin juillet.

C'est à la suite d'une réunion, le 31 juillet au soir, à Matignon, et sur l'insistance de M. Claude Evin, ministre de la santé et de la solidarité mais surtout alu de Saint-Nazaire, que l'affaire a pu être débioquée, M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, tateur de la construction navale, estimant pour sa part que les sides demandées à l'Etat étaient par trop considérables. Ce navire sera payé par l'armateur 250 millions de dollars (1,57 milliard de francs) mais son prix de revient est évalué à 2,5 milliards de francs. L'aide de l'Etat atteindra en effet environ 700 millions de francs qu'il faudra justifier auprès de la

Commission de Bruxelles, très poin-tilleuse sur ce sujet. M. Grill s'est engagé à mettre en œuvre un impor-tant programme de formation pro-fessionnelle portant sur quatre cents ouvriers soudeurs et tollers pour améliorer leur qualification et leur polyvalence professionnelle.

Avec cette commande très atten-Avec cette commande très atten-due, financée par Indosnez et garan-tie par la COFACE, le plan de charge des Chantiers de l'Atlantique (dernier grand chantier français après la liquidation de Normed), se trouve conforté mais sa productivité doit encore s'améliorer. L'entreprise a en commande, pour le même groupe américano-novégien, trois gros paquebots de luxe qui feront des croisières au Caralbes. Le pre-mier sera livré en mars 1990, le deuxième et le troisième, identiques, en mars 1991 et mars 1992.

En outre, les Chantiers de l'Atlan-tique (4 570 salariés) construisent une drague pour le Bangladesh, deux frégates pour la marine nationale (quatre autres restent à confir-mer) et le Monge, un navire de sur-veillance et de suivi des engins balistiques, pour le marine nationale

Grève des pilotes d'UTA jusqu'à vendredi soir

Les pilotes de la compagnie aérienne privée UTA sont à nouveau en grève jusqu'au vendredi 4 août à minuit, car la réunion entre leurs représentants et la direction le 31 juillet s'est soldée par un échec (nos dernières éditions dates du]= août).

Selon un communiqué de la direc-tion de la compagnie, le désaccord porte notamment sur les deux points suivants:

- Utilisation d'équipages étrangers de façon temporaire (jusqu'au 31 décembre 1989) sur les long-courriers exploités par Aéromari-time, c'est-à-dire la filiale charter

~ Conditions de participation du personnel navigant technique d'UTA à l'exploitation des Boeing 767 commandés par Aéro-maritime pour une mise en service

En dépit de la grève des pilotes, la compagnie indique que la quasi tota-lité de ses vols seront assurés dans les prochains jours, grâce notamment à l'affrètement d'appareils et d'équipage d'autres compagnies. * Renseignements : Tél. : (1) 40-17-

Après de laborieuses tractations

Accord à la conférence de Paris sur le Cambodge

Après d'ultimes et délicates tractations un accord a été conclu un terme de la première session ministérielle de la Conférence de Paris sur le Cambodge, ont aumoncé les deux coprésidents de celle-ci, mardi 1" août.

L'accord porte sur l'organisa tion et les objectifs des commis sions d'experts qui mettront au point, à partir de mercredi et pendant un mois, les modalités de rétablissement de la paix au Cambodge. Une nouvelle session relle aura lieu à Paris du 28 au 30 soût, a-t-on précisé de source française autorisée.

Le premier jour de la conférence avait été celui de la connivence soviéto-américaine. Landi aura été celui de la Chine, entrée à son tour dans le ballet diplomatique. Après le discours du ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, la cause sembiait entendue et le discours de son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach, dont namien, M. Nguyen Co Thach, dont la teneur était attendue (le Monde du 31 juillet), a'a pas apporté de

tion des Kinners rouges. Vietna-miens et Khners rouges se sont mutuellement accusés d'être des nazis. La journée s'est terminée par des conciliabules sur l'organisation des commissions qui vont travailler jusqu'à la fin août.

Après avoir soutenu le plan du prince Sihanouk, le chef des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, a demandé à Hanot et à Phnom-Penh de... respecter les droits de l'homme. Il avaît d'abord été prévu que M. Khicu Samphan parie ca fin de matinée. Son tour a été reporté à l'après-midi, ce qui a permis à M. Thach, qui avait laissé entendre qu'il quitterait bruyamment la salle, de s'éclipser discrètement après le déjeuner. En revanche, M. Hun Sen, qui était présent, n'a pas bronché.

A ceux qui s'interrogeaient sur l'attitude de Pékin, M. Qian a répondu par un bref discours dans lequel il n'a fait sucune mention des Khmers rouges, félicitant Hanol pour le retrait de ses troupes et promettant de respecter et d'aider à faire respecter un règlement du pro-

conforme aux propositions du prince Sihanouk. Le décalage avec les propos tenus par M. Khieu Sam-phan était saisissant.

La Chine, en dépit du durcisse-ment intérieur, a mis de l'eau dans son vin en ce qui concerne le Cam-bodge. Le 30 juin dernier, par exempie, l'organe du PC de Shanghai, Libération, publisit le reportage d'un envoyé spécial à Panous-Penh où l'on pouvait lire: « Les affaires battent leur plein à Phnom Penh. comme si la ville revenait à la vie après la mort. (...) Ces change-ments radicaux ont commencé après que Hun Sen ait pris le pouvoir », sons-entendu après le renversement des Khmers rouges.

To the second

1 20 10 10 1

1323 POL 1

Section Contracts

178 W 1 4 W

75 74 8 P. W. P.

15 4 44° 410

grant and

in it mile by court

THE CARRIED BY

A 54 00 4 0

grident a roome

The section of the 1/2 2 THE S THE PER PERSON

美俚词 电多

Service of the

Warme do .

PAGE 1 A COMPANY

page a mount

do de esta

STATE OF STREET

The second floor from

1 Both to the state of

11 349 44 44

海 传 编 网络

7.特 基础 (A) (A)

--- C 1 1985

tex 50 teach or

Ban Bar a mag

Mark Comment

THE S COUNTY

A Charles and

3-27 F -10 5 .

100 - 10 Spar 4 A

The sections

Mariana ma

E PERMAN

THE PROPERTY OF

The trackles

The BU 1 1/16"

The Same of

A A Sugar Street

20 to 10 to 10 to

20 to 100 to 100

The your management

THE PARTY OF

And R. Sellins Berich

Fig. 19. July 1 Fine

Titles & Bridge

THE P.

====

S. Salving Manufactures.

12:

Part of the

The state of the s

19 28 min ...

41 - N. 2 R. 2 C. 2 . 1 . 1

1 Jan 25 17 1 1 1 1 1 1

Allen and the same

. IN 118 WITH

ليعتب المجالي والمناسبة والمناسبة

and the original

والمعرابين والمتأوية الأ

 $\sim \dots \sim \mathcal{E}^{n_1} = \lceil \hat{g}_{\mathbf{k}_{ij}^{m_1}}$

The Control of the

Mary Wall

المنتخفل المرا المعاجدات

The STORE &

The state of the state of the

144 12...

The second second

and many superior in the second

200 B

Le prince Sibanouk a immédiatement repris la belle au bond, lundi à Paris. « Ce que la Chine demande c'est ce que je demande, a-t-il déclaré à la porte du Centre de déclaré à la porte du Centre de conférences de l'avenue Kléber. La Chine peut faire beaucoup et jouer un rôle important dans le processus de paix. (...) Le discours [de M. Qian] était constructif et relativement modéré » et on sent « une impatience générale pour un règlement avec tout le monde — excepté les Khmers rouges. C'est leur habileté de saboter les négociations. (...) Il faut les prendre au mot, les mettre au pied du mur quand ils promettent » de réduire leurs effectifs militaires et de démanteler leurs sanctusires sous contrôle internatiosanctuaires sous contrôle international. Et de conclure que l'« ambiance est à l'optimisme ».

YOUGOSLAVIE

La Serbie en accusation devant le comité central de la Ligue des communistes

goslavie (LCY) consacrée aux tensions entre les nationalités composant la Fédération yougoslave s'est achevée lundi soir 31 juillet, après deux jours de travaux qui n'ont fait que souligner les dissensions entre les dirigeants.

La LCY reste ainsi dans se. Le comité central s'est accordé un mois pour préparer les conclusions de ce plénum et les adopter lors de sa prochaine réunion plénière, fin août ou début septembre. Initialement prévu pour le mois de mai, ce plénum du parti avait été plusieurs fois reporté et sa tenue a coincidé avec une série d'incidents nationalistes entre Croates et Serbes notamment au bord de la mer Adria-Les quelque quatre-vingts partici-

pants ayant pris la parole au cours de ces deux jours ont été ananimes pour constater et exprimer leur inquiétude face à la montée des passions nationales et le danger qu'elles font peser sur la stabilité du pays. Ils se sont cependant divisés sur les causes du phénomène et les moyens de l'éliminer. Les uns voient les racines du mal dans le modèle étatique du socialisme yougoslave, qui s'est montré incapable de résoudre les contradictions de la société. Pour

Un message très personnel du President de Rodin

Première confidence : les stocks de tissus

Dès qu'un tissu est un peu moins récent,

même s'il est encore "Mode", même si

<u>Deuxième confidence</u> ; quand je solde

tous ces artides, peu m'importe leur prox

courant. Il faut que mes Soldes soient

irrésistibles et les robais considérables.

j'aime trop mes dientes pour les décevoir

Il y a donc forcement des tos de tissus

sensationnels soldés surtout pour vous faire plaisir. Mes Soldes, au fand, ce sont

vos Soldes, car je n'oi pense qu'à vous!

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

sa qualité est magnifique, même s'il

anciens, je ne supporte pos.

est génial, je solde.

Froisième confidence :

La réunion du comité central de d'autres, elles sont à rechercher dans la Ligne des communistes de You- la crise économique caractérisée par une inflation annuelle de plus de 700 %, ou dans la Constitution de 1974, que certains accusent d'avoir . en six république deux provinces l'espace politique et économique de la Yougoslavie.

> Mais la majorité des orateurs a désigné comme principal facteur des tensions nationales la Serbie, la plus grande des Républiques yougo-

La deuxième journée de la réunion du comité central s'est transfor-mée au fil des débats en un véritable procès contre les dirigeants serbes et leur leader Slobodan Milosevic, accusé de vouloir devenir le maître

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic (Croatie), dans des allusions transparemes, a ainsi accusé la Serbie de mettre des bâtons dans les roues de son programme de redressement économique. M. Dusan Dragosavac, un Serbe de Croatie, a reproché à M. Milosevic sa récente déclaration an quotidien français le Monde, selon laquelle la Serbie « a le moins besoin de la Yougoslavie, car elle est la plus grande des Républi-ques ». — (AFP.)

EN BREF

e M. Riccardo Muti, « ambassadeur spécial » du HCR. - Le chef d'orchestre italien Riccardo Muti a été nommé, samedi 29 juillet, « ambassadeur spécial » pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). -

 Grande-Bretagne : quetre morts dans un accident d'hélicopmorts dans un accident d'hélicoptère a fait quatra morts et deux blessés, mardi 1° août, sur la base militaire de Stanford Battle, dans la comté de Norfolk, en Angleterre. L'appareil, un Lynx de l'armée britannique, s'ast écrasé lors d'un exercice, pour une raison encore indéterminée. — (AFP.)

OUVERT EN AOUT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VETEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE

å partir de 2 150 F PANTALORS 680 F VESTONS 1460 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnalle

TALLEURS, JUPES, VESTES COSTURIES LÉGERS

UNFORMES ET BISIGNES MILITARES **LEGRAND Tailleur** 27, rao du 4-Septembre, Peris - Opére Téléphone : 47-42-70-61.

Du kindî au samedî de 10 h à 18 h

CUBA: après l'affaire Ochoa

Nouvelle vague d'épuration La Havane. – L'ex-ministre Depuis le 12 jain, date de cubain de l'intérieur, le général José l'annonce des poursuites engagées contre des officiels accusés de trafic Abrantes, a été arrêté avec quatre anciens responsables de son ministère, tandis que cinq antres mili-taires étaient rétrogradés et mis à la retraite, ont annonos, lundi 31 juil-let, les organes de presse officiels cubains (nos dernières éditions du 1 août). Cette nouvelle vague d'épuration survient moins de trois semaines après l'exécution, le 13 juillet dernier, du general Arnaldo Ochoa et de trois officiers supérieurs du ministère de l'inté-

rieur jugés et condamnés à mort pour trafic de drogue. La semaine dernière, le quotidien officiel cubain avait annoncé la condamnation à vingt ans de prison de l'ancien ministre des transports, Diocles Torralbas, pour corruption Outre le général Abrantes, qui avait été destitué de ses fonctions de

ministre de l'intérieur le 29 juin dernier, les personnes arrêtées sont les généraux Roberto Gonzalez Caso, ancien responsable de l'immigration, Oscar Carreno Gomez, ancien patron des douanes, le lieutenant-colonel Rolando Castaneda Izquierdo et Hector Carbonel Mendez, dont le grade n'a pas été précisé mais qui dirigeait une entreprise dont les opérations s'effectuaient en devises et qui pendant plusieurs années fut extrêmement liée au ministère de l'intérieur. Cet établissement, la EICA, représentait, entre autres, la société Canon. Elle fait partie de la centaine d'entreprises dont l'autorisation de fonctionner a été supprimée à la suite du scandale sur le trafic de drogue.

Dans le cadre du « remaniement du ministère de l'intérieur. cinq militaires ont été rétrogradés au rang de colonel et mis à la retraite. Il s'agit des anciens généraux Arsenio Franco Villanueva, qui avait aussi été vice-ministre de l'intérieur, Amado Valdes Gonzales, ancien chef des gardes-frontières, Felix Veliz Hernandez et Manuel Suarez Alvarez, anciens chefs adjoints de la direction politique et, enfin, Miguel Bermejo Labrada, responsable du corps des pompiers et ancien chef d'état-major des gardes-frontières.

Parmi les causes invoquées par la presse au sujet de cette nouvelle éparation figure la nécessité d'« approndir les enquêtes en cours ». L'agence-officielle-d'information nationale (AIN) explique aussi ces coursuites en raison de aussi ces poursuites en raison de « manipulations d'informations » intéressant l'Etat. Les personnes arrêtées sont accusées de « négligences dans l'accomplissement du service, corruption, usage irrégulier de ressources et appropriation illé-gale de fonds de l'Etat pour des frais ne relevant pas du ministère de l'intérieur ». Leur sont également reproché » des faiblesses et des copinages qui ont aboutl aux graves problèmes du ministère et à la création d'entreprises non autorisées se livrant à des activités relevant du commerce extérieur ».

Le numéro da « Monde » daté 1« août 1989 a été tiré à 509 898 exemplaires

Bourse de Paris

Le MATIF au-dessus de 110

Pour la première fois de se créa-tion, en février 1986, le MATIF a dépassé le barre des 110. En milieu de drogue, quatre hauts responsa-bles ont été exécutés, seize mis en prison et treize autres forcés de démissionner ou dégradés. Dans son dernier discours, à l'occasion du de journée, mardi 1" août, le contrat actionnel échéance septembre cotait trente sixième amiversaire de la prise de la Moncada, le 26 juillet dernier (le Monde du 29 juillet),

La tendance haussière du marché sion à cette vague d'épuration liée baisse des taux d'intérêt américaina, au trafic de drogue. — (AFP, Res-

Le « mea culpa » de M. Hernu

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, s'est livré, merci matin 1" août, sur RTL à un spectaculaire « mea culpa » à propos du sabotage du Rainbow-Warrior perpétré, le 10 juillet 1985, dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, per un com-mendo des services secrets français : « Je pense qu'il ne fallait pas a-t-il déciaré, en ajoutant : « Bien sûr, ie ne me sens oas coupable. pas plus que la direction de la DGSE. Mais, si c'était à refaire, s j'avais pu deviner les consé-quences, j'aurais été plus exi-geant quant à la mission de sur-

> L'association Greenpeac était, en effet, l'objet d'une atten-tion vigilante, è juste titre, des services français de renseigne-ment depuis plus de dix ans. Ce mouvement avait clairement exprimé sa volonté de nuire aux essais français dans la Pacifiqua. Il y avait déjà su des expéditions contre le cœur de la dissussion, la ciá de voûte de notre système de éfense. Il faut rappeler que la France est le seul pays dont les per des savents français et étrangers - ont lieu è 2000 kilomètres de la plus proche population. Pourquoi donc, alors, cet achar-nement contre la France ?

» Il est clair qu'il fallait suivre les évolutions de cette flotte de Greenpeace, sens heine, connaî-tre les intentions de déplacements, ne pas faire sauter un betsau à Auckland et attendre que la fiotille approche de Muru-ros, même si le Rainbow-Warrior n'était pas, croyez-moi, un simple bateau de plaisance. Et là, notre merine nationale aurait su les tenir à distance. Le souci de trop bien faire, c'était d'anticiper sur l'événement en sabordant le

» Alors, si c'était à refaire, j'aurais précisé, qu'ils y viennent donc, qu'ils viennent voir qu'il n'y a rien à redouter. Tout en les tenant à bonne distance du site, ne serait-ce que pour les protéger des récifs de corail fort dangereux. Mais voilà, l'aventure humaine est telle qu'il n'y a pas de linéarité dans les actions de

l'homme. Il feut touiours craindre la dent de scie et on ne peut pas deviner où elle se produira. » ais souterrains - sans risques, et cele constaté sur place alarme automobile

VOLUMETRIQUE, TELECOMMANDE SIRENE AUTO-ALIMENTEE

46.07.44.36 SITRUK 45.26.46.46 AUTORADIOS-ALARMES-TELEPHONES DE VOITURE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi) Renseignements: 45-55-91-82. - Poste 4138

La rencontre américano-chinoise

Les Khmers rouges n'ont pas attendu longtemps pour jouer l'obs-truction : lundi en fin d'après-midi, la conférence a été contrainte d'interrompre ses travaux, M. Khien Samphan mettant son veto à l'envoi d'une mission exploratoire technique an Cambodge, demandée par le secrétaire général des Nations unies. Il avait pourtant appelé de ses vœux, quelques beures plus tôt, dans son allocation la garantie de l'ONU au processus de paix.

En fait, après un discours ferihe, le prince Sihanouk semblait satisfait que ses encombrants alliés, dont il a tonjours besoin pour tenter de prendre l'avantage sur son rival, le premier ministre de Phnom-Penh, se tronvent dans la seringue. Les propos du ministre chinois semblent avoir également rassuré M. Thach qui a jugé que « presque tous les discours ont été culmes et construc-tifs ». M. Qian achevait un long entretien (une heure et demi) avec le secrétaire d'Etat américain quand on a appris l'assassinat du colonel Higgins à Beyrouth.

La rencontre entre MM. Baker et Qian, la première depuis la répres-sion de la place Tianamen en juin dernier, a fait apparaître certaines convergences de vues entre Pékin et Washington sur le Cambodge. Selon les propos de M. Baker, « nous assistons tous les deux à la conférence avec des buts similaires, un règlement global au Cambodge. Il y a de grandes ressemblances entre nos descr positions ».

Le lent déblocage semble donc se poursuivre. On ne met toutefois pas fin à deux décennies d'inimitié en deux jours et rien n'est encore vraiment régié. Après avoir enclenché le mécanisme et donné des instructions à leurs équipes respectives au sein des commissions, les ministres interrompent leurs travaux mardi à midi. M.M. Baker et Chevardnadze étaient déjà partis lundi. Après les éclats de voix, voici venu le temps de

PATRICE DE BEER.

(Publicité) -

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter effi-cacement contre le bruit, le froid et les effrections. ISO-FRANCE-FRAÈTRES vient poser dans la journée ces temètres, qui sont la céé du confort. La technique exclusiva du reservier eschielites protéses permet de gagner ausei en clarté. Garen-tie dix ans. Devie grateit — Magaein d'exposition, 111, rue Lafsyacos (10°) M' Gare de Riord, 48-97-18-18.

and is spirited to the Ta to an ... The state of the s 7. 4. 5 day 5 the second of the second of the second 73 Cha 16 20. The last of No. 10 10 10 10. W. The last way frag by A STATE OF THE STA B. C. C. SE 207 et l'é Carlos Ser E. T.

* Con Current